

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

IMPACTS DE LA LOI 101 SUR LA CULTURE POLITIQUE AU QUÉBEC
DE 1977 À 1997

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN HISTOIRE

PAR
PIERRE-LUC BILODEAU

AVRIL 2016

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.07-2011). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

RÉSUMÉ

La Charte de la langue française, également connue sous le nom de loi 101, survient à la suite de plusieurs années de tensions sur le plan linguistique. Celle-ci fait basculer les francophones québécois du statut de groupe minoritaire à celui de majoritaire. Elle participe à renverser la supériorité économique des anglophones aux dépens des francophones, à freiner l'anglicisation des immigrants et à donner à Montréal un visage français. Malgré ces progrès et en dépit d'un certain apaisement des tensions, la question linguistique au Québec demeure au coeur de nombreux débats dans les vingt années qui suivent son adoption. La loi 101, compte tenu de sa popularité auprès des francophones et de son impopularité chez les non-francophones, s'inscrit peu à peu dans la culture politique en mobilisant les représentants du Parti québécois pour sa défense et en forçant ceux du Parti libéral du Québec à se l'approprier après l'avoir dénoncé. Le maintien d'une de ses dispositions sur l'affichage entraîne même une rupture entre deux mouvances du Parti libéral et la création d'une nouvelle formation politique, le Parti égalité. À travers ces débats, un certain nombre de représentations symboliques et identitaires contradictoires émergent entre les partis au sujet des immigrants, de la communauté anglo-québécoise et de l'histoire du Québec. Malgré un certain nombre d'anciennes inquiétudes dissipées au sujet de la survie de la langue française, la question linguistique demeure entre 1977 et 1997 un sujet polarisant auprès de l'électorat et les débats entourant la loi 101 participent notamment à entretenir une division historique entre les électeurs anglophones et les francophones sur le plan politique. Sous le régime de la Charte de la langue française, la question linguistique demeure donc un puissant élément de stratégie politique avec lequel tous les partis doivent composer, jusqu'à ce qu'un apaisement survienne à la toute fin de la période étudiée.

Mots-clés : langue française, politique linguistique, loi 101, identité, Québec.

AVANT-PROPOS

Je tiens avant toute chose à remercier chaleureusement mon directeur de mémoire, Stéphane Savard. La rédaction de ce mémoire fut une épreuve difficile où le doute s'est montré accaparant à chaque étape. Sa patience, sa générosité et son expertise rassurante m'ont apporté l'encadrement et le réconfort nécessaire à la réalisation de ce projet. Surtout, il a su tirer le meilleur de moi-même par sa rigueur et sa connaissance fine de l'histoire politique québécoise.

Je souhaite également exprimer ma reconnaissance au Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH), au Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC), ainsi qu'au département d'histoire de l'UQAM pour l'octroi de bourses d'excellence qui ont largement facilité la réalisation de ce mémoire.

Sur le plan personnel, je me dois également de remercier mes parents, Pierre Bilodeau et Nicole Roy, pour leur appui indéfectible et pour les lourds sacrifices qu'ils ont dû consentir afin que je puisse être là où je suis aujourd'hui. Par leur courage et leur résilience, ils m'ont montré la voie de la persévérance et de la réussite. Ils m'ont également offert la précieuse liberté de choisir le chemin qui me semblait le meilleur. Ce mémoire leur est entièrement dédié.

Je souhaite également souligner l'appui moral et technique de nombreux amis, parmi lesquels je me permets de nommer Annabelle Poisson, Julie Desrochers, Myriam Fernet, Mathieu Papineau et Yasmine Jouhari.

DÉDICACE

À mon père et ma mère

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	I
AVANT-PROPOS.....	II
DÉDICACE.....	III
INTRODUCTION.....	1
Bilan historiographique.....	4
Problématique	21
Cadre conceptuel.....	25
Sources et méthode de traitement.....	29
CHAPITRE I	
UNE CHRONOLOGIE DES ÉVÉNEMENTS	32
1.1 L'adoption de la loi 101 : l'enthousiasme et la colère	32
1.2 Second mandat péquiste : entre ouverture et relâchement.....	37
1.3 Les assouplissements des libéraux, les nationalistes aux aguets.....	41
1.4 Vers une normalisation de la question linguistique.....	45
CHAPITRE II	
LE PQ ET LE QUÉBEC FRANÇAIS : LA POURSUITE D'UN IDÉAL.....	49
2.1 De la défense des francophones à la main tendue aux anglophones.....	50
2.1.1 La loi 101 rapidement contestée, la contre-attaque péquiste.....	51
2.1.2 Polarisation linguistique et pragmatisme électoral	53
2.1.3 Une ère d'ouverture.....	56
2.2 Le PQ dans l'Opposition : la bataille du français, une bouée de sauvetage?	59
2.2.1 La défense de la loi 101, un outil de stratégie politique	59
2.2.2 Élections et polarisation, une réalité incontournable.....	65
2.3 Le retour au pouvoir du PQ et la loi 101 : la fin d'une mythification.....	68
2.3.1 La protection de la langue comme argument de l'indépendance.....	69
2.3.2 Pragmatisme et apaisement linguistique.....	74

CHAPITRE III	
LE PLQ OU LE PRAGMATISME IDENTITAIRE.....	78
3.1 Le PLQ à la défense des minorités.....	79
3.1.1 Le « parti des Anglais »?.....	80
3.1.2 La défense des droits individuels.....	85
3.2 Les libéraux et la question linguistique : une position d'équilibriste.....	87
3.2.1 Le PLQ dans l'Opposition. Les francophones à reconquérir.....	88
3.3.1 Le retour au pouvoir : de la réhabilitation de la loi 22 à la récupération de la loi 101.....	96
3.2.2.1 Le retour du nationalisme identitaire ou la fin de l'ère des bons sentiments	100
3.2.2.2 Le symbole de la loi 101 : un héritage partagé entre Lévesque et Bourassa.....	103
3.2.2.3 Le compromis de trop sur les droits individuels.....	106
3.3 Le Parti égalité : un discours libéral?.....	110
3.4 L'équilibre Ryan : entre optimisme et pragmatisme	116
3.4.1 L'usage symbolique de la loi 101.....	118
CHAPITRE IV	
LANGUE ET REPRÉSENTATIONS.....	124
4.1 Le français et l'anglais : usages et représentations	124
4.1.1 L'anglais, langue de la modernité.....	125
4.1.2 Le français, langue d'intégration.....	130
4.2 Les immigrants au cœur du débat linguistique	132
4.2.1 Le contexte idéologique de l'adoption la loi 101 : la convergence culturelle et linguistique.....	133
4.2.2 Les péquistes et l'immigration : l'importance de l'intégration	137
4.2.3 Le Parti libéral et les immigrants : persuasion et bonne entente.....	143

4.3 Langue et usages du passé.....	148
4.3.1 Le Parti québécois et le discours anticolonialiste	149
4.3.2 Le PLQ et le passé : passons à l'avenir.....	156
4.3.3 Le Parti égalité et le déni des apports de la loi 101.....	160
4.4 Les Anglo-Québécois, une minorité choyée?.....	161
4.4.1 Les minorités comparées par le PQ : les anglophones toujours privilégiés.....	162
4.4.2 Les libéraux et la défense imparfaite de la minorité	170
4.4.3 Le Parti égalité et les anglophones : une communauté meurtrie.....	173
CONCLUSION.....	177
BIBLIOGRAPHIE.....	183
Une hypothèse initiale plausible.....	187
Quelques pistes de réflexion	189

INTRODUCTION

À partir des années 1950, la place de la langue française dans la société québécoise préoccupe de plus en plus la nouvelle élite francophone de la province. Une nouvelle prise de conscience émerge alors au sujet de la langue française, qui apparaît désormais comme un bien commun qu'il faut protéger¹. C'est la Révolution tranquille et sa poussée modernisatrice qui marque véritablement le réveil linguistique des francophones, qui remettent peu à peu en question la prépondérance de l'anglais dans la sphère économique, mais aussi le bilinguisme, dont ils doivent assumer à eux seuls la responsabilité. Les Montréalais francophones sont alors nombreux à se buter à l'unilinguisme des marchands anglophones du centre-ville² et entament des actions de mobilisations pour changer la donne, tout en dénonçant la faible place du français dans l'affichage commercial de la métropole³. Sur le marché de l'emploi, ils se retrouvent généralement au bas de l'échelle, alors que la langue anglaise domine dans les milieux de travail, comme le démontrent les travaux de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, mise sur pied en 1963⁴. Cette flagrante inégalité des chances pousse l'un des deux présidents de la commission, André Laurendeau, à affirmer que « le Canada traverse la période la plus critique de son histoire depuis la Confédération »⁵. L'idée que la langue française doit être

¹ René Durocher, « Les germes du changement », dans Michel Plourde et Pierre Georgeault (dir.), *Le Français au Québec: 400 ans d'histoire et de vie*, Montréal, Fides et Les Publications du Québec, 2000, p. 286-288. Voir aussi Guy Rocher, « Autour de la langue: crises et débats, espoirs et tremblements », dans Gérard Daigle et Guy Rocher (dir.), *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1992, p. 428-431.

² Jean-Claude Robert, « La langue, enjeu politique au Québec », dans Michel Plourde et Pierre Georgeault (dir.), *Le Français au Québec: 400 ans d'histoire et de vie*, Montréal, Fides et Les Publications du Québec, 2000, p. 301-304.

³ Marcel Martel et Martin Pâquet, *Langue et politique au Canada et au Québec. Une synthèse historique*, Montréal, Boréal, 2010, p. 134.

⁴ Les cadres administratifs et techniques sont généralement des unilingues anglophones, alors qu'on exige des francophones de la métropole la connaissance de l'anglais pour tout travail qui n'est pas strictement manuel. Voir Jean-Claude Robert, *loc. cit.*, p.301-304.

⁵ Tiré de Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, *Rapport préliminaire*, Ottawa, Imprimeur de la reine, 1965, p. 125. Voir Marcel Martel et Martin Pâquet, *op. cit.*, p. 143.

protégée par l'État s'enracine alors dans les esprits, dans la foulée des commissions d'enquête mises sur pied par Ottawa et par Québec. La parole se libère au fil des débats : le français prend alors la forme d'un trait identitaire central dans la définition de l'État-nation québécois et les inquiétudes au sujet de son statut et de son avenir se répandent⁶, car on constate un déclin et une assimilation marquée des francophones du pays vers l'anglais⁷ et on anticipe une diminution notable de la proportion des francophones au Québec en raison des mouvements migratoires et de la chute drastique du taux de natalité dans la province⁸.

Le véritable détonateur de la crise linguistique survient à partir de novembre 1967, lorsque la commission scolaire de Saint-Léonard décide de fermer les écoles bilingues, où la vaste majorité des enfants d'origine italienne sont inscrits, pour les forcer à fréquenter l'école française⁹. Des affrontements violents surviennent ensuite entre des parents d'origine italienne et des militants nationalistes¹⁰. Saint-Léonard est alors le « microcosme de la situation scolaire à Montréal à la fin des années soixante, c'est-à-dire que l'école publique semblait mener à l'anglicisation graduelle de la population »¹¹. Tentant de désamorcer le conflit, le gouvernement Bertrand met sur pied la Commission Gendron en décembre 1968, puis adopte l'année suivante le projet de loi 63 qui préserve la liberté de choix sur le plan de la langue d'enseignement. La majorité francophone, demeurée jusque-là modérée sur la

⁶ *Ibid.*, p. 128-131.

⁷ À partir du recensement de 1961, de nouveaux experts en sociologie et en démographie exposent alors leurs craintes au sujet du maintien de la vitalité du français au Canada. Ceux-ci notent que l'anglicisation est encore plus forte en milieu minoritaire. Voir *Ibid.*, p. 138.

⁸ En 1969, les travaux préliminaires des démographes Hubert Charbonneau, Jacques Légaré et Jacques Henripin sont publiés dans *Le Devoir*. Voir *Ibid.*, p. 139-140. En effet, l'indice de fécondité des femmes québécoises venait de chuter de moitié en dix ans seulement à partir de la fin des années 1950, passant de quatre à deux enfants par femme. Voir Marc Termotte, « Le poids de l'immigration », dans Michel Plourde et Pierre Georgeault (dir.), *Le Français au Québec: 400 ans d'histoire et de vie*, Montréal, Fides et Les Publications du Québec, 2000, p. 422.

⁹ Marc V. Levine, *La Reconquête de Montréal*, Montréal, VLB Éditeur, 1997, p. 110.

¹⁰ La langue devient alors le principal enjeu politique à Montréal et cette crise agit comme catalyseur du mouvement indépendantiste. Voir *Ibid.*, p. 118-123.

¹¹ *Ibid.*, p. 118.

question de la langue d'enseignement, en arrive à durcir sa position et rejette massivement le projet de loi, adopté quelques mois après l'Opération McGill français¹². Cette insatisfaction contribue à la défaite de l'Union nationale en 1970¹³, car bon nombre de francophones souhaitent modifier le déséquilibre qui existe en faveur de la langue anglaise¹⁴. Le gouvernement Bourassa, élu en 1970, tente à la fois de combler les vœux de la majorité francophone et ceux des minorités anglophones et allophones qui appuient le statu quo. Il adopte en 1974 la loi 22, qui fait du français la langue officielle du Québec et qui tente d'imposer la prééminence du français dans la sphère commerciale et l'affichage public¹⁵, mais la loi est encore marquée par le bilinguisme, « malgré la rhétorique audacieuse de la promotion du français », rappelle l'historien Marc V. Levine¹⁶. Alors que les enfants d'immigrants fréquentent toujours massivement les écoles anglaises (88,6 %) en 1973-74¹⁷, le gouvernement Bourassa choisit de soumettre ceux qui désirent accéder à l'école anglaise à des tests linguistiques¹⁸, mais cette mesure déplaît tant aux francophones qu'aux anglophones. Bon nombre de ces derniers font d'ailleurs sentir leur colère contre la loi 22 lors de l'élection de 1976 en appuyant l'Union nationale, ce qui favorise l'élection du Parti

¹² Cette position des francophones en faveur de l'unilinguisme met fin, en quelque sorte, au compromis traditionnel entre francophones et anglophones sur la question linguistique. Voir *Ibid.*, p. 133-134. Voir aussi Marcel Martel et Martin Pâquet, *op. cit.*, p. 131-138.

¹³ *Ibid.*, p. 140-141.

¹⁴ L'unilinguisme français de l'État est alors souhaité tant par la petite bourgeoisie francophone que par le mouvement ouvrier. Voir William D. Coleman, « The Class Bases of Language Policy in Quebec, 1949- 1975 », *Studies in Political Economy*, no 3, 1980, p. 104.

¹⁵ Cette position est conforme à l'esprit du rapport Gendron, déposé en 1972, qui recommande de faire du français la langue officielle du Québec sans toutefois proposer de mesures coercitives. Les critiques de l'élite francophone face aux conclusions du rapport ont certainement une influence notable sur l'opinion publique : les modérés estiment que les recommandations sont tout de même trop timides, alors que les nationalistes et les partisans de l'unilinguisme y voient une véritable « farce ». Voir Jean-Claude G  mar, *Les trois   tats de la politique linguistique du Québec: d'une société traduite à une société d'expression*, Québec,   diteur officiel du Québec, 1983, p. 75-81.

¹⁶ Bourassa propose donc un programme de francisation des entreprises qui repose en grande partie sur des mesures incitatives. Cette ambiguïté dans les intentions gouvernementales n'arrive donc pas à rassurer les éléments nationalistes de la société québécoise. Voir Marc Levine, *op. cit.*, p. 164-165. Voir aussi Marcel Martel et Martin Pâquet, *op. cit.*, p. 141.

¹⁷ Le nombre d'élèves du secteur français diminue à un rythme trois fois plus rapide que son équivalent anglophone depuis l'application de la loi 63. Cette situation ne fait qu'amplifier les craintes de « minorisation » des francophones à Montréal. Voir Marc Levine, *Ibid.*, p. 166-167.

¹⁸ Bourassa va tout de même plus loin que ne le sugg  rait le rapport Gendron sur le plan de la langue d'enseignement. Voir Jean-Claude G  mar, *op. cit.*, p. 80-81.

québécois¹⁹. C'est dans ce contexte qu'est adoptée par le gouvernement de René Lévesque la Charte de la langue française le 26 août 1977 « après le plus intense débat qu'une loi ait provoqué et à la suite d'une longue commission parlementaire (du 19 juillet au 26 août) », comme le rappelle le linguiste Jean-Claude Corbeil²⁰. Cette loi fait alors du français la langue de l'État et de la loi, ainsi que la langue normale et habituelle du travail, de l'enseignement, des communications, du commerce et des affaires. Celle-ci oblige notamment les immigrants à envoyer leurs enfants à l'école française et contribue à donner à Montréal, par des mesures sur l'affichage, un visage résolument français.

Bilan historiographique

Plusieurs chercheurs provenant de différentes sphères d'activités se sont penchés sur la question linguistique au Québec, abordant la période précédant l'adoption de la Charte de la langue française, ainsi que les années qui suivent, sous différents angles. En premier lieu se pose la question de la nécessité et de la légitimité de la loi 101, que différents auteurs abordent dans une analyse du rapport Québec-Canada. Ceux-ci démontreront qu'un geste politique d'une telle envergure prend sa source dans le désir du maintien de la langue française comme un élément identitaire central de la collectivité québécoise, mais que cette volonté se heurte à la réalité constitutionnelle canadienne. Dans cette première partie, nous verrons donc comment cette volonté s'inscrit dans un débat idéologique encadré de près par le système judiciaire canadien et marqué par l'émergence de la primauté des droits individuels sur les droits collectifs. Sur le plan idéologique, la protection de la langue française se voit également freinée, à la fin du XX^e siècle, par la logique du libre marché. Nous traiterons dans un deuxième temps des études qui concernent les représentations

¹⁹ Le PQ bénéficie également de la désaffection des francophones modérés envers le PLQ. Voir *Ibid.*, p. 176-177.

²⁰ Jean-Claude Corbeil, *L'embarras des langues. Origine, conception et évolution de la politique linguistique québécoise*, Montréal, Québec Amérique, 2007, p. 187.

relatives à la loi 101 au sein de la société civile, ainsi que des effets de la loi. En fait, celle-ci a suscité des réactions contradictoires au sein de la population selon les classes sociales et les groupes linguistiques. Différents auteurs ont donc cherché à comprendre les motifs de ces appuis contrastés et de saisir comment la perception par rapport à la loi a évolué dans le temps, tant au sein de l'opinion publique québécoise que des groupes qui ont milité activement en faveur d'un Québec français.

Langue et identité dans l'espace juridique canadien

Le débat sur la légitimité des politiques linguistiques s'inscrit dans un débat plus large qui oppose les droits individuels et les droits collectifs. Nous aborderons donc les travaux des auteurs qui ont tenté, par une analyse politique et constitutionnelle, de démontrer comment la nécessité de protéger la langue en tant que bien commun se heurte aux limites juridiques imposées dans le cadre de la redéfinition constitutionnelle du Canada en 1982. D'autre part, nous verrons comment cette redéfinition s'inscrit à l'intérieur d'une concurrence de différentes idéologies politiques et identités au Canada, pour mieux saisir comment la protection du français est une entreprise périlleuse dans l'espace politique canadien à l'aube du XXI^e siècle et à l'intérieur d'un marché global en émergence.

Dans leur ouvrage *Langue et politique au Canada et au Québec. Une synthèse historique*, Marcel Martel et Martin Pâquet ont analysé le rapport entre la langue et la politique au Canada et au Québec de 1539 à nos jours. La défense de la langue française, devenue pour les Canadiens français un « élément consubstantiel à leur vouloir-vivre collectif »²¹ depuis l'écrasement des insurrections patriotes en 1837-1838, laisse donc son empreinte sur la culture politique. En se penchant de façon particulière sur la prise de parole canalisée par les différents débats qui font rage à

²¹ Marcel Martel et Martin Pâquet, *op. cit.*, p. 15.

partir des années 1960²², les auteurs démontrent comment la défense du français s'inscrit au cœur de la définition de l'État québécois, alors que la promotion de cette langue par les politiques d'aménagement linguistique de l'État provincial et fédéral devient un outil de redressement socio-économique important pour les francophones²³. Les auteurs tentent par ailleurs de comprendre comment ce double objectif de valorisation identitaire et socio-économique au cœur de l'adoption de la loi 101 se voit contrecarré par la nouvelle Charte canadienne des droits et libertés et le modèle fédéral de nation bilingue. En effet, à partir de 1982, les juristes deviennent donc des acteurs majeurs du débat linguistique²⁴. Ce point de vue est partagé par la constitutionnaliste Eugénie Brouillet, qui tente de démontrer comment la lutte contre les nationalistes québécois par le premier ministre Trudeau, par le biais du rapatriement de la Constitution canadienne et de l'enchâssement de la Charte canadienne des droits et libertés, met en péril l'héritage de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (AANB) qui protège l'identité culturelle et nationale du Québec²⁵. L'idée d'intégration de plusieurs nations sous une même entité est donc redéfinie en 1982 par la diminution de la portée des droits collectifs qui pouvaient jusque-là servir à garantir la survie d'un peuple distinct, condition *sine qua non* de l'adhésion des hommes politiques québécois à l'AANB. L'auteure explore ainsi le lien entre la modification de l'esprit de la fédération par la centralisation des pouvoirs à Ottawa et la réduction de la capacité d'action du Québec, limitée par un pouvoir additionnel accordé aux tribunaux qui favorise la montée en puissance des droits individuels²⁶.

²² *Ibid.*, p. 115.

²³ *Ibid.*, p. 130.

²⁴ *Ibid.*, p. 220.

²⁵ Eugénie Brouillet, « La Charte de la langue française et la Charte canadienne des droits et libertés: la difficile conciliation des logiques majoritaire et minoritaire », dans Marcel Martel et Martin Pâquet (dir.), *Légiférer en matière linguistique*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2008, p. 359-388. Cette vision n'est pas partagée par tous les constitutionnalistes : Pierre Foucher estime pour sa part que le statut d'égalité de la langue française n'était pas explicitement reconnu dans la Constitution de 1867. Voir Pierre Foucher, « Le droit et la langue française au Canada : évolution et perspectives », *Francophonies d'Amérique*, Numéro 26, automne 2008, p. 63-78.

²⁶ Brouillet souligne la pensée exprimée par Pierre Elliott Trudeau dans les années 1990 au sujet de la Charte, qui vise « la protection de l'individu, non seulement contre la tyrannie de l'État, mais contre celle qui pourrait découler de l'appartenance à une collectivité minoritaire ». La mise en application

Au cours des années qui ont suivi l'adoption de la Charte canadienne des droits et libertés en 1982, la question suivante s'est donc posée : jusqu'où peut-on limiter l'exercice des droits fondamentaux individuels aux dépens des droits collectifs? Le philosophe Charles Taylor se penche également sur les effets de l'adoption de la Charte des droits et libertés sur la capacité du Québec à assurer la survie de sa langue et de sa culture. Pour lui, les entraves à cette liberté d'action du Québec sont non seulement juridiques, mais également idéologiques. Dans le cadre d'un débat qui oppose deux visions du libéralisme, Taylor rappelle que pour le reste du Canada, le français doit être considéré sur le même pied d'égalité que les langues parlées par les nouveaux arrivants. Par conséquent, le fait d'assurer les services en français aux populations déjà existantes semble suffisant. Le philosophe tente d'expliquer ce qu'il considère comme une certaine intolérance envers la minorité francophone et cherche à comprendre pourquoi le principe collectif de survivance, pourtant essentiel aux Québécois, est sujet à une forte contestation par les partisans du libéralisme des droits individuels. Pour Taylor, l'incompréhension du Canada anglais face au rôle que la langue peut jouer sur le plan de l'identité comme moyen officiel d'expression de soi est l'un des éléments qui justifient la préséance de l'anglais sur les autres langues²⁷. Dans la même veine, la politologue Vicki Spencer expose également les grands paramètres de ce débat, de manière à défendre la légitimité d'une mesure coercitive comme la loi 101 face à l'idéologie multiculturaliste et aux revendications des nouvelles minorités culturelles. Selon elle, les circonstances historiques peuvent justifier le statut particulier d'un groupe minoritaire qui cherche à préserver son identité face à une culture dominante. Cette position va à l'encontre de celle des

de cette philosophie sur le plan constitutionnel a cependant favorisé l'uniformisation des cultures en une seule identité canadienne. Voir Eugénie Brouillet, *loc. cit.* p. 366-367.

²⁷ Charles Taylor, cité dans Marc Brière, *Le Québec, quel Québec? Dialogues avec Charles Taylor, Claude Ryan et quelques autres sur le libéralisme et le nationalisme québécois*, Montréal, Les Éditions internationales Alain Stanké, 2001, p. 60-63.

partisans du libéralisme, qui y voient un nationalisme ethnique sans légitimité²⁸, ce que réfute l'historien et sociologue Gérard Bouchard²⁹ qui se penche également sur les effets du multiculturalisme canadien sur la langue. Depuis 1971, cette politique qui ferme la porte au concept des deux nations fondatrices consacre le recul du Canada français et pousse de plus en plus d'immigrants à conserver leur culture d'origine, selon Bouchard³⁰.

Le sociologue Jacques Beauchemin analyse également la question de la langue sous l'angle identitaire pour expliquer les vives protestations qui ont accompagné les jugements des tribunaux au sujet de la Charte de la langue française³¹. Comme les auteurs déjà cités, Beauchemin s'intéresse aussi à la montée de la judiciarisation de la société québécoise et à ses effets sur le processus identitaire³². Dans son ouvrage *La Société des identités*, l'auteur traite de la fragilité d'un projet commun à l'ensemble d'une communauté politique à une époque marquée par la mondialisation. Le capitalisme transnational entraîne selon lui la « prééminence de l'économie qui vide le politique de ses capacités régulatrices » et favorise la montée de l'individualisme³³, des propos qui font écho à ceux du politologue Daniel Salée, qui traite également des

²⁸ La situation fragile et particulière de la communauté francophone ne justifie pas les mesures linguistiques coercitives selon les auteurs les plus critiques face à la loi 101. Ceux-ci sont généralement des partisans des théories du multiculturalisme et d'un engagement abstrait envers les libertés individuelles, selon Spencer. Elle ajoute que malgré les revendications légitimes d'individus nouvellement arrivés, leurs droits ne doivent pas être comparés aux communautés établies depuis longtemps lorsque celles-ci luttent pour le maintien de leur culture. Voir Vicki Spencer, « Language, history and the nation: an historical approach to evaluating language and cultural claims », *Nations and Nationalism*, 14 (2), 2008, p. 241–249.

²⁹ Bouchard estime que la loi 101 promeut l'idée d'une *culture de convergence* sur une base linguistique et non pas ethnoculturelle, ce qui favorise l'intégration des nouveaux arrivants à la nouvelle « majorité » francophone. Cette *culture de convergence* est d'ailleurs proposée par le Parti québécois comme outil d'intégration des minorités dès 1978. Voir Gérard Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, Montréal, VLB éditeur, 1999, p. 64-72.

³⁰ *Ibid.*, p. 41.

³¹ Jacques Beauchemin, « La protection de la langue et de l'identité collective comme enjeu au sein de la conscience historique québécoise », dans Pierre Georgeault et Michel Pagé (dir.), *Le français, langue de la diversité québécoise. Une réflexion pluridisciplinaire*, Conseil supérieur de la langue française, Montréal, Québec Amérique, 2006, p. 132.

³² Jacques Beauchemin, *La société des identités. Éthique et politique dans le monde contemporain. 2e édition revue et augmentée*, Montréal, Athéna, 2007, p. 52.

³³ *Ibid.*, p. 15 et p. 36.

effets de l'obsession de la croissance économique sur la fragilisation de l'identité collective québécoise³⁴, ainsi qu'au point de vue de Martin Pâquet et Marcel Martel, qui rappellent que cette conception économiste des rapports sociaux favorise la promotion de l'anglais (langue du commerce) aux dépens de la langue française³⁵. La réflexion de Beauchemin porte également sur la fragmentation des identités en Occident depuis le début des années 1960, dans la foulée du mouvement de défense des droits civiques aux États-Unis, alors qu'apparaissent de nouveaux acteurs qui se revendiquent d'une identité particulière³⁶. Ces deux phénomènes contribuent donc à une crise du politique dans les sociétés modernes, se caractérisant par la difficulté de faire de la nation un sujet politique et celle d'adopter des projets de société fondés sur le bien commun³⁷.

Loi 101 : effets et représentations

La protection de la langue, qui relève d'une nécessité sur le plan identitaire, est donc confrontée à un ensemble d'obstacles juridiques ou idéologiques, ainsi qu'à une concurrence identitaire et à un nouveau contexte économique, mais celle-ci est également soumise à la réalité de l'opinion publique. De nombreux auteurs ont donc analysé les représentations de la population face à la Charte de la langue française et les divisions qu'elle entraîne au sein de la société civile, particulièrement entre les groupes linguistiques. Une série d'études publiées au début des années 1980 permettent de comprendre cette division, mais aussi de faire état des effets les plus

³⁴ Comme Beauchemin, il souligne que la mondialisation et ses nouvelles références favorisent la déconstruction des unités politiques traditionnelles par la fragmentation des identités vers des unités de plus en plus particulières et cela, en s'appuyant sur les droits individuels. La raison productiviste promue par la garde montante du *Québec inc.* dans la foulée de l'intégration économique continentale semble ainsi avoir pris le dessus sur les anciennes luttes politiques et culturelles. Voir Daniel Salée, « La mondialisation et la construction de l'identité au Québec », dans Mikhaël Elbaz, Andrée Fortin et Guy Laforest (dir.), *Les frontières de l'identité. Modernité et postmodernité au Québec*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, Paris, L'Harmattan, 1996, 384, p. 106-111.

³⁵ Marcel Martel et Martin Pâquet, *op. cit.*, p. 275-276.

³⁶ Les jeunes, les femmes et les homosexuels sont parmi les groupes qui revendiquent des droits au nom de leur particularité. Voir *Ibid.*, p. 9.

³⁷ *Ibid.*, p. 39-41.

immédiats de la loi 101 ainsi que des perceptions relatives à ces effets. Par la suite, certains chercheurs ont analysé les effets à plus long terme de la Charte de la langue française et l'évolution des représentations à l'égard de cette loi. Nous traiterons ensuite des études portant sur le positionnement des groupes de la société civile sur la question linguistique, puisque ceux-ci ont été des acteurs majeurs du débat linguistique depuis les années 1960. Celles-ci porteront sur la Société Saint-Jean Baptiste, la Confédération des syndicats nationaux et Alliance Québec.

A) Les premières études

En 1982, le juriste et ancien ministre libéral William Tetley revient sur les réactions de la communauté anglophone à la loi 22, qui précède la loi 101, ce qui permet de saisir l'appréciation des Anglo-Québécois face à l'ensemble des législations linguistiques et la perception qu'ils ont de leurs droits linguistiques³⁸. Une mauvaise interprétation des protections offertes par l'AANB de 1867, une incompréhension de la véritable nature constitutionnelle du pays, ainsi que d'une méconnaissance des droits accordés aux minorités francophones du reste du Canada ont, selon lui, créé certaines illusions qui ont mené à une vigoureuse contestation de la loi 101³⁹. Cette analyse des perceptions au sujet des droits linguistiques permet donc de comprendre pourquoi la loi 101 fut reçue comme un choc brutal par la communauté anglophone, même si ce choc fut amorti par l'adoption de la loi 22. Dans la même veine, Jean-Claude Gémard réalise en 1983 une étude jurilinguistique qui compare les lois 63, 22 et 101, tout en les situant dans leur contexte sociopolitique. Il tente en outre de mesurer les effets de ces planifications étatiques sur la confiance des francophones. Pour l'auteur, le Québec devient ainsi une société ouverte sur le monde après avoir

³⁸ William Tetley « Les anglophones et la législation sur les langues, une histoire vécue », dans Gary Caldwell et Eric Waddell (dir.), *Les anglophones du Québec, de majoritaires à minoritaires*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1982, p. 393-411.

³⁹ Ainsi, les 600 000 signataires d'une pétition déposée en 1975 pour défendre le « choix de la langue » ont été victimes selon lui d'une série de fausses interprétations juridiques véhiculées au sein de la communauté anglophone. *Ibid.*, p. 399-400.

longtemps pratiqué l'autodéfense culturelle⁴⁰. Cette analyse comparative permet également de mettre en lumière l'évolution des positions de la population et la visible fracture qui existe entre les anglophones et les francophones sur le plan des réactions à ces législations⁴¹.

Cinq ans après l'introduction de la loi 101, le politologue Willam D. Coleman traite des divisions au sein de la société civile sur la question linguistique par l'analyse de classes réalisée à partir des positions prises par les différents groupes présents aux audiences de la commission parlementaire de 1977. Pour Coleman, les opinions divergent nettement selon la classe, mais également selon l'appartenance linguistique⁴², mais contrairement à une perception répandue, la communauté francophone n'offre pas un appui unanime au projet de loi: une division s'observe entre les positions des employeurs, d'un côté, et de la petite bourgeoisie et des organisations syndicales, de l'autre. Les employeurs francophones ont donc des positions qui se rapprochent davantage de celles des employeurs anglophones, bien que ces derniers aient démontré un plus grand mécontentement⁴³.

En 1984, Pierre E. Laporte, directeur de la recherche à l'Office de la langue française, fait une synthèse des sondages réalisés entre 1978 et 1982 et tente de documenter la

⁴⁰ Jean-Claude Gémard, *Ibid.*, p. 157.

⁴¹ La communauté anglo-québécoise considère généralement la loi 101 comme une violation de ses droits fondamentaux. Une fois adoptée, elle est rapidement défiée par celle-ci sur le plan légal et des appels à la désobéissance civile sont lancés dans la presse anglophone. *Ibid.*, p. 118-119. Du côté francophone, dès les premières révélations au sujet de la Charte en mars 1977, l'appui à ce projet prend de l'ampleur. Cet appui est estimé à 70 %, selon un article du journal *Le Devoir* du 6 septembre 1977. Voir *Ibid.*, p. 121. Cette statistique permet de comprendre le chemin parcouru, car elle contraste avec la position des francophones au sujet du français comme seule langue officielle avant l'adoption de la loi 22. Selon un sondage d'opinion réalisé à ce moment, seulement 18,9 % des francophones disent appuyer l'idée de faire du français la seule langue officielle au Québec, même si une majorité de ceux-ci sont favorables à la primauté du français. Voir *Ibid.*, p. 112.

⁴² Coleman crée des regroupements représentatifs: les employeurs canadiens-anglais et américains, les employeurs francophones, la petite bourgeoisie francophone, la petite bourgeoisie anglophone, les syndicats et la petite bourgeoisie allophone. Voir Willam D. Coleman, « Social classes and language policies in Québec », dans Richard Y. Bourhis (dir.), *Conflict and Language Planning in Québec*, Clevedon, England, Multilingual Matters, 1984, p. 130-132.

⁴³ Les employeurs francophones dénoncent notamment les restrictions relatives à l'éducation en anglais et à la langue d'usage au sein des sièges sociaux et des centres de recherche. *Ibid.*, p. 139-145.

progression du statut du français et de son usage à partir des perceptions de la population. De plus en plus de services semblent désormais être offerts en français et la langue de Molière est davantage parlée dans les lieux de travail depuis 1977, bien qu'en 1980, l'anglais est encore perçu comme la langue de l'avancement sur le marché du travail. Laporte observe aussi la divergence profonde d'opinion selon les groupes linguistiques, notamment sur la question de l'affichage commercial⁴⁴. L'auteur s'intéresse également aux impacts positifs de la Charte de la langue française dans les milieux de travail pour les francophones, tant sur le plan de la créativité, de l'esprit d'initiative que de leur participation générale. De leur côté, les anglophones manifestent leur frustration face à la perte de statut et d'opportunités qu'entraîne la nouvelle donne linguistique⁴⁵.

Dans son ouvrage *Le Parti québécois* (1984), le journaliste Graham Fraser offre un récit chronologique de l'évolution de cette formation politique, de sa fondation jusqu'à l'été 1984. Il traite notamment de l'élaboration de la loi 101, des motivations profondes de ses auteurs, ainsi que des réactions et des divisions de la société civile face à celle-ci. Fraser, journaliste canadien-anglais, offre un regard extérieur au sujet de cette loi fondamentale dont la logique, issue du Code civil du Québec et d'intellectuels pour la plupart catholiques, « ne correspond pas à la tradition juridique britannique »⁴⁶. La loi 101 repose donc sur des « prémisses psychologiques, sociologiques, religieuses et juridiques, pratiquement étrangères à celles du Canada anglais »⁴⁷, ce qui peut expliquer la vigueur de la mobilisation contre la loi 101 au sein de la communauté anglophone⁴⁸. En somme, l'auteur tente notamment de

⁴⁴ Pierre E. Laporte, « Status language planning in Quebec: An evaluation », dans Richard Y. Bourhis (dir.), *Conflict and Language Planning in Quebec*, Clevedon, England, Multilingual Matters, 1984, p. 61-63.

⁴⁵ L'auteur constate également une certaine résistance face à l'apprentissage du français. *Ibid.*, p. 74.

⁴⁶ Le *common law* serait « pragmatique et évolutionniste : il élève le sens commun au niveau du droit ». Voir Graham Fraser, *Le Parti québécois*, Montréal, Libre Expression, 1984, p. 118-119.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 131-132.

⁴⁸ Cette communauté semble vivre dans l'anxiété et la confusion depuis l'élection du PQ. Plusieurs groupes apparaissent alors pour défendre le point de vue des anglophones. Voir *Ibid.*, p. 145-146.

comprendre le fossé qui sépare les représentations des anglophones et des francophones à l'égard de la Charte de la langue française en analysant la réaction des médias anglophones, qui offrent une bonne couverture à ses opposants et laissent parfois l'objectivité au vestiaire⁴⁹. Le journaliste documente en outre les effets concrets de la loi, des progrès du français dans les rues de la métropole à l'exode de milliers d'anglophones. L'étude de Fraser, comme l'ensemble des études publiées au début des années 1980, permet de comprendre l'état d'esprit qui règne au cours des années qui suivent l'adoption de la loi 101 et de documenter la polarisation entourant la question linguistique. Toutefois, ces études surviennent au début de l'éclosion d'une confiance nouvelle au sein d'une bonne partie de la population francophone au sujet de la survie de leur langue, question traitée ensuite par plusieurs auteurs.

B) Les effets à long terme : le début d'une ère d'apaisement

Au fil des années, la population québécoise semble plus en mesure de juger de la pertinence de la loi 101, de son efficacité et de ses effets les plus durables. Pour certains francophones, cette loi devient même le symbole de la reconquête du français au Québec. Ce nouveau sentiment de sécurité favorise un certain apaisement à plus long terme, comme le révèlent certains auteurs, qui se sont penchés sur les impacts de la loi une fois les tumultes des premières années passées. Dans son ouvrage *La politique linguistique du Québec, 1977-1987*, Michel Plourde, ex-président du Conseil de la langue française, cherche notamment à expliquer les objectifs initiaux de la loi 101, à en mesurer les effets, à faire état des contestations juridiques et de ses implications, tout en retraçant l'évolution du contexte sociopolitique à la suite de l'adoption de la loi 101⁵⁰. Plourde traite du désir généralisé d'assouplissement de la loi qui apparaît dès le début des années 1980. Au moment de la rédaction de cet ouvrage,

⁴⁹ *Ibid.*, p. 146-147.

⁵⁰ L'auteur divise la période étudiée en trois temps, soit de 1977 à 1982, de 1982 à 1985 et de 1985 à 1987. Voir Michel Plourde, *La politique linguistique du Québec, 1977-1987*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1988, 143 p.

il note un recul dans la francisation du paysage et des services aux consommateurs en français. Il dénote également une confiance nouvelle chez les francophones et un changement d'attitude de la part des anglophones, qui reconnaissent davantage leur nouveau statut de minoritaire⁵¹. Il omet toutefois de mentionner l'analyse faite par Daniel Monnier des résultats d'un sondage effectué en octobre 1985, qui démontre un recul substantiel de la reconnaissance du statut du français par les anglophones et les allophones⁵².

Dans son ouvrage intitulé *La Reconquête de Montréal*, publié en 1997, l'historien américain Marc V. Levine traite de la situation linguistique à Montréal depuis la Conquête et documente en particulier la résurgence du français à partir des années 1970, conséquence des trois lois linguistiques adoptées entre 1969 et 1977⁵³ et des politiques économiques nationalistes issues de la Révolution tranquille, qui favorisent l'essor d'une classe d'affaires francophone⁵⁴. En plus d'une analyse politique, sociale et démographique de l'évolution linguistique, il offre donc une lecture économique qui nuance par le fait même la portée des lois linguistiques, malgré les effets rapides dans le domaine de l'éducation, imputables à la loi 101. Levine tente également de comprendre comment s'opère à Montréal le changement d'attitude profond de la part de l'élite anglophone qui, avant 1960, agissait « comme si Montréal était une ville britannique qui comptait par hasard plusieurs citoyens de langue française »⁵⁵. Comme d'autres auteurs, il s'intéresse aussi à la perception de la Charte de la langue française auprès de la population et de l'attachement des Franco-Québécois à cette loi, considérée « comme l'assise de la sécurité linguistique des francophones et un symbole puissant de la "reconquête" »⁵⁶.

⁵¹ *Ibid.*, p. 90-91.

⁵² Daniel Monnier, *La perception de la situation linguistique par les Québécois*, Gouvernement du Québec, Conseil de la langue française, 1986.

⁵³ Marc Levine, *op. cit.*, p. 147-151.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 46.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 352.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 240.

Le politologue Louis Balthazar traite également de l'aspect symbolique de la Charte de la langue française, dans la foulée de cette nouvelle conscience de l'appartenance québécoise fondée principalement sur la langue française. En 1992, il soulignait que pour certains, la loi 101 « constituait l'équivalent moral de l'indépendance car elle consacrait le caractère essentiellement français du Québec tout en répudiant la solution bilingue du gouvernement fédéral », ce qui lui permet d'associer « la léthargie nationaliste de la première moitié des années quatre-vingt à la plus grande assurance des Québécois quant au fait linguistique »⁵⁷. Toutefois, le politologue souligne la fragilité des acquis linguistiques des francophones, malgré l'adaptation des anglophones et des différentes communautés ethniques au nouvel environnement. Selon lui, l'érosion progressive de la Charte de la langue française dans la foulée de l'arrêt de la Cour suprême du Canada (qui rend inconstitutionnel l'affichage unilingue) a fragilisé cette confiance et ranimé l'ardeur nationaliste des Québécois à l'hiver 1988⁵⁸. En 2013, dans son *Nouveau bilan du nationalisme au Québec*, il rapporte toutefois que la nouvelle génération de francophones, qui peut désormais travailler en français, ne se sent plus dévalorisée en raison de sa langue maternelle à partir des années 1980⁵⁹. Ce point de vue est d'ailleurs partagé par la linguiste Chantal Bouchard⁶⁰. Cette assurance nouvelle est donc pour le politologue une raison majeure pour laquelle la génération montante délaisse le nationalisme pendant un bon moment. Comme d'autres, Balthazar évoque aussi la montée de l'individualisme pour expliquer ce phénomène.

⁵⁷ Louis Balthazar, « L'évolution du nationalisme québécois », dans Gérard Daigle et Guy Rocher (dir.), *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1992, p. 652.

⁵⁸ *Ibid.*

⁵⁹ Louis Balthazar, *Nouveau bilan du nationalisme au Québec*, Montréal, VLB, 2013, p. 248.

⁶⁰ Par l'étude de l'évolution de la perception de la collectivité par rapport à sa langue, Bouchard estime que les transformations sociales considérables depuis la Révolution tranquille font en sorte que les jeunes d'aujourd'hui ne ressentent pas l'angoisse des générations précédentes par rapport à la langue. Voir Chantal Bouchard, *La langue et le nombril : une histoire sociolinguistique du Québec*, Montréal, Fides, 2002, p. 8-9 et p. 16.

Le politologue André Bernard constate également parmi les effets durables de la loi 101 dans la société québécoise, l'émergence d'une nouvelle confiance chez les francophones, la présence plus grande de ces derniers au sein de la direction des entreprises et le développement de talents dans plusieurs secteurs d'activité⁶¹. Mais après un engagement général des francophones pour la défense du français, dû à une forte adhésion de ceux-ci à la Charte de la langue française, la vigilance s'étiole au bout de deux ou trois ans. Après une période d'attentisme (dans l'espoir d'un retour au bilinguisme une fois les libéraux au pouvoir), la réélection du gouvernement péquiste mène à une opposition incarnée par Alliance Québec, groupe de pression créé en 1982 qui utilise le recours aux tribunaux pour contester la loi 101, ce qui mène à une demi-douzaine de jugements modifiant la loi entre 1984 et 1986⁶². Cette brève contextualisation sociopolitique des années suivant l'adoption de la loi 101 permet de saisir l'ampleur de la mobilisation des francophones en faveur de la Charte de la langue française, qui reprend avec force dès 1986, avec comme cri de ralliement : « Ne touchez pas à la Loi 101 »⁶³.

L'un des principaux architectes de la Charte de la langue française, le sociologue Guy Rocher, retrace l'évolution du conflit linguistique depuis sa période d'incubation dans les années cinquante, jusqu'à 1990. L'auteur rappelle que le Parti québécois cherche, une fois au pouvoir, à mettre fin aux incohérences de la loi 22. Faisant du français « la langue officielle du Québec » en 1974, celle-ci prévoit des mécanismes de francisation des entreprises et met un terme au libre choix de l'école pour les enfants d'immigrants, mais protège tout de même la langue anglaise et instaure un

⁶¹ Les progrès sur le plan de la langue de travail sont notables dès le début des années 1980, mais le progrès sur le plan de la langue d'enseignement demeure toutefois le changement le plus spectaculaire. Voir André Bernard, « Les répercussions sociales et politiques de la Loi 101 », dans Michel Plourde et Pierre Georgeault (dir.), *Le français au Québec : 400 ans d'histoire et de vie*, Montréal, Fides/Publications du Québec, 2008, p. 360-362.

⁶² Cet organisme est d'ailleurs appuyé et financé en partie par Ottawa. *Ibid.*, p. 364-365.

⁶³ De nombreuses manifestations et interventions publiques sont organisées par les syndicats, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et le Mouvement Québec français. *Ibid.*, p. 363-364.

bilinguisme *de facto*, selon l'auteur, qui tente aussi de mettre en lumière les impacts sociologiques de la Charte de la langue française. Face à cette loi qui constitue une prise de position claire en faveur du français et qui fait figure de symbole, les Québécois francophones développent alors un attachement profond⁶⁴. Rocher estime toutefois qu'elle « [...] crée un double sentiment. La loi est allée si loin, elle a été si complète dans l'affirmation de l'unilinguisme français du Québec, qu'elle a provoqué chez les uns le sentiment d'avoir atteint tout ce qu'on avait espéré, et peut-être même plus, et chez d'autres la gêne d'avoir peut-être dépassé les bornes, le malaise de passer subitement du statut de minoritaire à celui de majoritaire. Habités depuis longtemps à demander bien plus qu'à obtenir, à subir plutôt qu'à s'imposer, les Québécois francophones eurent du mal à modifier leur mentalité et à assimiler l'idée de l'hégémonie du français »⁶⁵.

C) La langue et les groupes de la société civile

L'historiographie s'est également intéressée à certains groupes de la société civile qui ont milité pour le renforcement des lois linguistiques en faveur du français depuis la Révolution tranquille. L'un de ces groupes, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (SSJBM), organisation nationaliste qui dispose de liens étroits avec le Parti québécois, est aussi l'un des plus ardents défenseurs de la loi 101, comme le rappelle la sociologue Marie Catherine Agen dans un article sur l'évolution des positions politiques de ce mouvement⁶⁶. Craintive sur la question de l'immigration, la SSJBM opère toutefois un changement dans son orientation au courant des années 1980 : la langue française représente désormais le véhicule principal de l'intégration, ce qui

⁶⁴ Guy Rocher, « Autour de la langue: crises et débats, espoirs et tremblements », dans Gérard Daigle et Guy Rocher (dir.), *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1992, p. 439-441.

⁶⁵ Le progrès est si rapide entre le projet de loi 85 et la Charte (dix ans) que s'installe, selon Rocher, une gêne d'en avoir trop gagné. L'opinion publique francophone se divise alors, dans les années qui suivent son adoption, entre ceux qui continuent à défendre cette loi et ceux qui sont prêts à l'assouplir, la jugeant trop sévère. *Ibid.*, p. 445.

⁶⁶ Marie-Catherine Agen, « The Politics of the Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, » *American Review of Canadian Studies*, vol. 29, no. 3, 1999, p. 506.

permet une ouverture plus grande du mouvement envers les nouveaux arrivants⁶⁷. D'autre part, dans sa thèse de doctorat, Agen effectue une étude comparative des positions de la SSJBM et d'Alliance Québec, groupe de défense des droits de la minorité anglophone du Québec qui reflète le clivage politique qui existe entre les deux principales communautés linguistiques. En effet, Alliance Québec, perçu par Agen comme étant inféodée au Parti libéral du Québec⁶⁸, milite pour le libre choix de la langue d'enseignement et de la langue de travail, le bilinguisme officiel et l'intégration des immigrants à l'une ou l'autre des communautés linguistiques. Même la vision de l'histoire des deux groupes s'avère diamétralement opposée⁶⁹.

De son côté, Josée Legault traite en particulier de la réaction de la communauté anglo-québécoise aux lois 22, 101 et 178 à travers l'étude qualitative du discours dominant qui s'exprime à travers les partis politiques et les différentes associations qui la représente. Bien qu'elle doute d'un réel sentiment de communauté au sein de ce groupe linguistique québécois, la politologue observe toutefois chez celui-ci une conscience grandissante (en particulier à partir de l'adoption de la loi 101) de faire partie d'une communauté distincte des anglophones du reste du Canada, ainsi qu'une « mentalité d'état de siège »⁷⁰. À travers une étude qui porte sur une vingtaine d'années, soit du début des années 1970 au début des années 1990, elle observe donc une « extraordinaire cohésion de leurs réactions aux législations linguistiques québécoises »⁷¹, de même qu'une opposition grandissante et une radicalisation du discours à partir de la fin des années 1980. Un discours qui vise à défendre les droits

⁶⁷ La SSJBM fait preuve de plus d'ouverture à l'égard de l'immigration sous la présidence de Nicole Boudreau (1986) et de Jean Dorion (1992) en se consacrant dorénavant à la promotion de la souveraineté et à la défense de la loi 101. Voir *Ibid.*, p. 500-504.

⁶⁸ Marie Catherine Agen, *A study of the competing concerns of Alliance Quebec and the Societe Saint-Jean-Baptiste de Montreal*, thèse de doctprat (sociologie), Syracuse University, 1997, p. 289.

⁶⁹ Chacune des organisations met donc l'accent sur différents épisodes ou aspects qui permettent d'assurer la cohésion de ses positions. Par exemple, les membres de la SSJBM perçoivent la Conquête comme étant la cause de l'infériorité socio-économique des francophones, alors que du côté d'Alliance Québec, on souligne comment les Anglais ont été accomodants pour permettre aux francophones de préserver leur langue et leur culture. *Ibid.*, p. 290-295.

⁷⁰ Josée Legault, *L'invention d'une minorité: les Anglo-québécois*, Montréal, Boréal, 1992, p 191.

⁷¹ *Ibid.*

collectifs des Anglo-Québécois, mais qui s'appuie en grande partie, selon elle, sur la défense des droits individuels, l'un des héritages du premier ministre canadien Pierre Elliott Trudeau.

L'historien Jacques Rouillard retrace pour sa part, à travers deux ouvrages (d'un l'un portant spécifiquement sur la CSN⁷²), l'évolution des positions des grandes centrales syndicales québécoise⁷³ sur la question linguistique et de leur radicalisation à partir de 1969. La prise de conscience du mouvement syndical par rapport au statut d'infériorité de la langue française s'accroît tout au long des années 1970 et mène les centrales à adhérer au Mouvement Québec français (MQF), à prôner l'unilinguisme, à rejeter la loi 22 et à appuyer la loi 101 avec enthousiasme⁷⁴. La CSN demande ensuite le renforcement de la loi 101, mais dans la foulée de la Commission Bélanger-Campeau qui se penche sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec (1990), elle se dit prête à reconnaître à la communauté anglophone des droits pour « assurer sa survie »⁷⁵. La perspective prochaine de l'indépendance et le renforcement du caractère français du Québec depuis l'adoption de la loi 101 rendent d'ailleurs le mouvement syndical plus compréhensif envers la communauté anglophone⁷⁶.

⁷² À partir de sa création en 1921, cette centrale syndicale naît sous le nom de Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC). Mise sur pied par des francophones et dont les effectifs sont majoritairement francophones, elle accorde depuis ses débuts davantage d'attention à la langue française (et au devenir de la nation canadienne-française et québécoise) que ne le font les syndicats internationaux situés au Québec. Voir Jacques Rouillard, « La CSN et la protection de la langue française (1921-1996) », dans Yves Bélanger et Robert Comeau (dir.), *La CSN, 75 ans d'action syndicale et sociale*, Sainte-Foy, Presses de L'Université du Québec, 1998, p. 12.

⁷³ Il s'agit de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) et de la Corporation des enseignants du Québec (CEQ).

⁷⁴ Après avoir appuyé le bilinguisme à l'intérieur du cadre pancanadien, la CSN se prononce dès 1969 pour l'unilinguisme français au Québec et joint le Mouvement Québec français en 1971. Dans le mémoire déposé en commission parlementaire sur le projet de loi 1, la CSN exige l'abolition du réseau scolaire anglophone, mais s'accommode des dispositions sur l'accès à l'école anglaise. À la suite de son adoption, la loi 101 devient pour cette centrale syndicale un outil d'affirmation identitaire « indispensable » dont elle cherchera à défendre l'intégrité au cours des années suivantes. Voir *Ibid.*, p. 17-22. Voir aussi Jacques Rouillard, *L'expérience syndicale au Québec. Ses rapports avec l'État, la nation et l'opinion publique*, Montréal, VLB éditeur, 2008, p. 215-217.

⁷⁵ La CSN souhaite consolider le rôle des travailleurs au sein des comités de francisation (1983) et élargir l'application de la loi 101 aux entreprises de 50 employés et moins (1988), mais cherche ensuite à assurer à la communauté anglophone l'accessibilité en anglais aux écoles, aux services sociaux et de santé, au système judiciaire et aux services gouvernementaux. Voir *Ibid.*, p. 167-168.

⁷⁶ Quoi qu'il en soit, la CSN plaide toujours en 1996 pour un renforcement des mécanismes

La production historiographique au sujet de la loi 101 et de la question linguistique est donc riche. Certains auteurs l'ont abordée sous un angle idéologique, juridique et sociopolitique en traitant notamment de la légitimité des lois linguistiques à l'intérieur du nouveau cadre constitutionnel canadien, marqué par la montée en force des droits individuels et de l'activisme judiciaire. Outre cet obstacle constitutionnel, la loi 101 se bute également à l'idéal productiviste stimulé par le libre-échange continental. La conjonction de ces deux forces mène donc les différents auteurs à constater le recul des droits collectifs, dont ceux visant à protéger la langue française. Dans un deuxième temps, une série de travaux ont permis de documenter les représentations au sujet de la loi 101 au sein de la société civile et ses effets sur le plan démographique, socio-économique et politique. Tous s'entendent sur la francisation de la société québécoise et la naissance au sein de la communauté francophone d'une confiance nouvelle face à l'avenir de sa langue.

Malgré ces études, certaines zones d'ombre persistent au sujet de l'évolution de la culture politique au Québec en lien avec la question linguistique. La première série de travaux traite de la période qui suit la loi 101, mais en s'attardant de façon très large sur la capacité de la société québécoise à soutenir la langue française face aux divers obstacles qui se dressent contre sa protection à la fin du XX^e siècle. Par ailleurs, la question linguistique à cette époque a été peu abordée par les historiens. Qui plus est, à l'exception des auteurs Martin Pâquet et Marcel Martel, cette période est rarement abordée avec des repères chronologiques et passe généralement sous silence le poids des responsables politiques dans l'étude de la question linguistique. Ainsi, on sait généralement peu de choses sur la façon dont les responsables politiques se positionnent à l'intérieur des courants idéologiques, du cadre juridique ou encore du contexte sociopolitique traité par l'historiographie.

d'application de la Charte. *Ibid.*, p. 167.

La deuxième série d'études présentée dans ce bilan replace la question linguistique québécoise dans son contexte sociopolitique en mettant surtout en relief les changements de l'opinion publique ou les prises de positions des groupes organisés de la société civile. Ces analyses permettent d'expliquer les périodes d'accalmie, les grandes mobilisations ou les changements majeurs à la loi 101. Certains auteurs, comme Baltazar, Bernard, Levine, Pâquet et Martel traitent des effets de la loi 101 sur la culture politique québécoise, mais s'attardent peu aux discours et à l'état d'esprit qui règne au sein de la classe politique québécoise au sujet de la langue, ce qui constitue également une certaine lacune de l'historiographie. Néanmoins, l'ouvrage de Graham Fraser (*Le Parti québécois*) traite de cette question particulière, mais la période étudiée se termine au début des années 1980, ce qui laisse dans l'ombre une série d'acteurs pourtant essentiels du dossier linguistique au cours des 20 années qui suivent l'adoption de la loi 101. En effet, les représentants politiques de toutes allégeances sont constamment forcés à réagir aux contestations juridiques et à se prononcer sur les modifications à apporter à cette loi. Or, peu de discours présentés dans l'enceinte de l'Assemblée nationale ont été scrutés pour comprendre la trajectoire que prend le débat linguistique et rares sont les études qui se sont concentrées sur les motifs idéologiques ou stratégiques derrière ces orientations. Il s'agit ici d'une autre limite évidente de l'historiographie qu'il convient de repousser.

Problématique

Comme nous l'avons vu, la Charte de la langue française est une mesure ambitieuse dont les effets ont été constatés sur plusieurs plans, de la scolarisation des enfants allophones à la place du français au travail, en passant par l'affichage commercial. Cette loi entraîne également un certain apaisement chez de nombreux francophones qui craignaient pour la survie de leur langue, mais l'impact de la Charte de la langue

française sur la culture politique québécoise reste à préciser. Il y a donc lieu d'aborder les positions des représentants politiques sur la langue par l'intermédiaire d'une analyse de discours, de façon à cerner l'évolution des différentes prises de position, ainsi que leurs motifs stratégiques et leurs bases idéologiques. Qui plus est, nous proposons, dans une perspective d'histoire de la culture politique, d'analyser les conflits de représentations symboliques et identitaires qui sous-tendent les opinions exprimées par ces hommes et ces femmes politiques. Ce mémoire cherche donc à mettre en lumière les conséquences de la loi 101 sur la teneur des débats et sur l'état d'esprit qui règne au sein de la classe politique au cours des 20 années qui suivent l'adoption de la Charte de la langue française, soit de 1977 à 1997.

Comme le rappelle le sociologue Guy Rocher, qui est l'un des concepteurs de la loi 101, le principe central de ce cadre législatif qui vise à faire du français la langue commune de tous les Québécois, « [...] a transformé plus en profondeur les rapports de pouvoir au sein de la société québécoise que ne l'avait fait la Révolution tranquille. Elle a suscité et soutenu le mouvement par lequel la majorité francophone a entrepris de se comporter comme une majorité, tout en s'engageant à respecter ses minorités »⁷⁷. Or, il y a lieu de se demander comment l'amélioration du statut de cette langue se répercute dans la vision que développent les responsables politiques sur la question linguistique. Les différentes contestations et modifications à la loi viennent-elles au contraire ramener dans les discours politiques les anciennes craintes qu'on croyait révolues, dont celle sur l'intégration des immigrants? En somme, comment s'articule le discours des responsables politiques et quels sont les principaux points de friction et les terrains d'entente entre les principaux partis? Nous chercherons également à mettre en contexte les positions des responsables politiques en relation avec les groupes de pression et les mouvements de l'électorat. Nous étudierons donc les

⁷⁷ Guy Rocher, « La politique et la loi linguistique du Québec en 1977 », dans Michel Plourde et Pierre Georgeault (dir.), *Le Français au Québec: 400 ans d'histoire et de vie*, Montréal, Fides et Les Publications du Québec, 2000, p. 284.

discours des représentants du Parti libéral du Québec (PLQ) et du Parti québécois (PQ), qui sont à l'origine de projets de loi majeurs sur la langue et qui demeurent au centre du processus décisionnel tout au long de la période étudiée. À l'étude des responsables politiques de ces deux grandes formations, nous ajouterons celle des représentants du Parti égalité, qui fait élire 4 députés en 1989 en réaction à l'adoption de la loi 178, qui maintient l'interdiction de l'usage de l'anglais dans l'affichage extérieur. Les autres partis politiques qui comptent des députés durant cette période, soit l'Union nationale et l'Action démocratique du Québec, sont toutefois laissés de côté puisqu'ils interviennent de façon négligeable dans le débat linguistique.

Nous sommes toutefois portés à penser que les craintes des responsables politiques québécois au sujet de la langue ont été apaisées et que ce nouvel état d'esprit peut s'observer sur la scène politique, notamment dans les débats entourant la première modification de la loi 101 par le ministre Gérald Godin. Par contre, cette accalmie ne peut être que de courte durée, car l'hypothèse d'une réorientation d'un discours politique marqué par un véritable sentiment de sécurité au sujet de la langue française semble périlleuse en regard de la situation démo-linguistique réelle sur l'île de Montréal, là où vivent un million d'anglophones⁷⁸. Par ailleurs, comme le démontre l'historiographie, la mondialisation, le libéralisme, la logique individualiste et la fragmentation identitaire sont parmi les facteurs qui font pression sur la capacité d'action du gouvernement québécois. Dans quelle mesure les forces de la modernité, telles que décrites par de nombreux auteurs, viennent-elles justifier la place de l'anglais après l'adoption de la Charte de la langue française ? Tout porte à penser que dans les discours politiques, les effets de ces changements et l'intégration de ces valeurs nouvelles interfèrent dans le débat linguistique. Qui plus est, la Charte canadienne des droits et libertés de 1982 vient entraver la pleine capacité du gouvernement québécois de légiférer au sujet de la langue, puisque la loi 101 est

⁷⁸ Louis Balthazar, *Nouveau bilan du nationalisme au Québec*, op. cit., p. 248.

rapidement attaquée sur le plan légal et de nombreuses contestations judiciaires mènent à plus de 200 amendements à la loi. Les jugements des tribunaux invalidant de nombreux articles semblent être perçus comme de véritables menaces pour le français, à en juger par la réaction de la société civile⁷⁹. Qui plus est, comme le rappelle Charles Taylor, la défense de la loi 101 semble se confondre pour plusieurs avec celle d'un texte de loi « sacré »⁸⁰. Si tel est le cas, il serait intéressant d'observer si une telle mythification de la loi 101 s'observe sur la scène politique provinciale. Au final, contribue-t-elle à modifier les aspirations des députés sur le plan linguistique? Nous serions porté à penser qu'une telle portée symbolique peut influencer chacun des partis et ainsi teinter leurs positions sur la langue. L'attachement à la loi elle-même, surtout au sein du Parti québécois qui en est l'instigateur, peut en effet contribuer à un sentiment de régression à chaque modification.

Si les débats politiques liés à l'arrêt Ford et à l'adoption de la loi 178 qui y donne suite sont de première importance pour cette recherche, il est pertinent de poser un regard attentif sur l'ensemble des débats qui suivent l'arrivée au pouvoir du gouvernement Bourassa en 1985, compte tenu des modifications apportées à la loi 101 en début de mandat, ainsi qu'aux débats entourant les accords du Lac Meech, puisque l'insertion d'une clause de société distincte dans la Charte canadienne touche de près la question linguistique⁸¹. Il est également essentiel de porter une attention particulière aux débats entourant l'adoption de la loi 86 (1993) qui met fin à l'unilinguisme dans l'affichage extérieur. Dans la même veine, nous nous interrogerons sur la façon dont les acteurs politiques ont abordé la question linguistique à travers les débats référendaires de 1995 et ceux entourant le dépôt du projet de loi 40 (1997) qui modifie la Charte de la

⁷⁹ L'arrêt Ford en 1988 ramène d'ailleurs la question de la langue de l'affichage commercial sur le devant de la scène et entraîne de grandes manifestations. Voir André Bernard, *op. cit.*, p. 367-368.

⁸⁰ Charles Taylor, cité dans Marc Brière, *op. cit.*, p. 83.

⁸¹ Réjean Pelletier, « Les espoirs constitutionnels », dans Michel Plourde et Pierre Georgeault (dir.), *Le français au Québec : 400 ans d'histoire et de vie*, Montréal, Fides/Publications du Québec, 2008, p. 440-442.

langue française. Par la décision du premier ministre péquiste Lucien Bouchard de ne pas revenir à l'unilinguisme dans l'affichage, la loi 40 semble donc représenter la fin des grands débats linguistiques et le début d'une certaine paix linguistique, tant chez les responsables politiques que dans l'ensemble de la population. C'est la raison pour laquelle la période étudiée se termine en 1997.

Selon la vision du ministre d'État au Développement culturel et psychiatre Camille Laurin, la loi 101 a également apaisé le sentiment d'insécurité des francophones et contribué à changer la perception qu'une partie des Québécois ont d'eux-mêmes et du monde⁸². Durant ses années de pratique, le docteur Laurin avait perçu chez ses patients francophones un « sentiment d'inachèvement et de carence de l'identité », héritage de la Conquête et de la domination, qui se caractérise par un ensemble de comportements minoritaires comme la faiblesse et l'impuissance⁸³. Or, compte tenu du fait que langue et histoire sont imbriquées dans l'esprit de son principal concepteur, il est pertinent de chercher à savoir si les événements douloureux de l'histoire sont largement évoqués par les acteurs politiques et, le cas échéant, de quelle façon l'histoire peut être instrumentalisée sur la scène parlementaire pour justifier leurs positions. Au final, y a-t-il une interprétation divergente de l'histoire, selon les partis, en lien avec la question linguistique ?

Cadre conceptuel

Cette problématique découle de notre approche en culture politique, fruit de l'apport de l'histoire culturelle à l'histoire politique. Cette approche permet de développer une

⁸² « Le temps est venu de cesser de penser notre avenir en termes de timide survivance, de retrouver le sens de notre vraie grandeur : celle de participer de plein droit à l'une des grandes expressions linguistiques et culturelles de ce vaste monde dont, à partir du Québec, nous sommes les citoyens ». Camille Laurin, cité dans Graham Fraser, *op. cit.*, p. 124-125.

⁸³ En cela, Laurin touche une corde sensible chez des milliers de francophones, aussi bien fédéralistes qu'indépendantistes, qui ressentent l'effet pernicieux du bilinguisme et l'omniprésence de l'anglais. Voir *Ibid.*, p. 117. Voir également Jean-Claude Picard, *Camille Laurin, L'homme debout*, Montréal, Éditions Boréal, 2003, p. 248.

analyse originale qui jette un éclairage sur la scène politique québécoise en allant au-delà du traitement des motifs ou encore des tactiques et des stratégies qui relèvent de la joute parlementaire. Elle permet également de s'élever au-delà de l'analyse des événements, centrée sur le court terme, pour s'inscrire dans la moyenne durée historique, en portant sur une période de vingt ans. Elle se dote par ailleurs d'une certaine profondeur historique par l'analyse de la mémoire collective. Celle-ci se constitue de représentations divergentes du passé exprimées par l'ensemble des responsables politiques québécois. En outre, comme la langue française constitue au Québec une représentation identitaire centrale, cette approche en culture politique permet d'observer les rapports de force présents dans l'enceinte de l'Assemblée nationale du Québec, puisqu'elle se veut sensible aux valeurs et aux représentations qui se confrontent chez les parlementaires. Soulignons que ces représentations découlent notamment d'un sentiment d'insécurité chez les francophones qui est à la base des diverses prises de positions et de nombreux discours au sujet de la langue française. Or, ce sentiment, au cœur de notre problématique, ne peut être analysé uniquement à partir des doctrines politiques et des positions officielles des partis politiques. Comme le rappelle Jean-François Sirinelli, l'histoire culturelle, qui s'intéresse « aux phénomènes de transmission des croyances, des normes et des valeurs »⁸⁴ à la base des représentations du monde environnant, constitue un complément essentiel à l'histoire politique. En effet, elle permet davantage de saisir ce qui relève des perceptions et des sensibilités qui donnent leur impulsion aux actions politiques.

Par culture politique, nous entendons donc « l'ensemble des attitudes, des croyances, des sentiments, des normes et des comportements qui ordonnent et donnent sens à la vie dans la polis, la manière de vivre dans une communauté politique »⁸⁵. Cette

⁸⁴ Jean-François, Sirinelli, « De la demeure à l'agora. Pour une histoire culturelle du politique », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n° 57, janvier-mars 1998, p. 125.

⁸⁵ Marcel Martel et Martin Pâquet, « L'enjeu linguistique au Québec. Relations de domination et prise

définition de Marcel Martel et Martin Paquet s'appuie notamment sur celles tirées des travaux de Gabriel A. Almond et Sydney Verba⁸⁶, ainsi que ceux, plus récents, de Nelson Wiseman⁸⁷. Elle rejoint celle de Sirinelli, pour qui la culture politique désigne « l'ensemble des représentations qui soude un groupe humain sur le plan politique, c'est-à-dire une vision du monde partagée, une commune lecture du passé, une projection dans l'avenir vécue ensemble »⁸⁸. L'analyse de ces représentations identitaires entourant le débat sur la protection de la langue française dans les années qui suivent l'adoption de la loi 101 constitue donc une partie importante de nos recherches et nous nous inspirerons de ces auteurs pour traiter de l'influence de la Charte de la langue française sur la culture politique québécoise.

Dans les deux premiers chapitres analytiques, nous traiterons des aspects idéologiques et stratégiques relatifs aux positions des partis sur la langue et la loi 101. L'étude historique des phénomènes de l'opinion publique et des réponses à celle-ci à travers les discours politiques doit idéalement être complétée par celle des représentations symboliques et identitaires. Dans le quatrième - et dernier - chapitre, nous approfondirons donc notre analyse en traitant plus spécifiquement de ces représentations qui influencent les positions des responsables politiques puisque de l'ensemble de celles-ci se dégage une perception de la réalité, une vision du monde commune qui contribue à la formation et au maintien des partis politiques. En effet, les comportements et les idées des acteurs politiques ne répondent pas seulement à des doctrines figées, mais s'inscrivent plutôt « dans le cadre des normes et des valeurs qui déterminent la représentation qu'une société se fait d'elle-même, de son passé, de son avenir », rappelle Serge Bernstein⁸⁹. Ces acteurs n'agissent pas en vase clos face à

de parole citoyenne depuis les années 1960 », *Vingtième siècle*, no 129 (janvier-mars), p. 77.

⁸⁶ Gabriel A. Almond et Sidney Verba. *The civic culture. Political attitudes and democracy in five nations*. Princeton, Princeton University Press, 1963, 562 p.

⁸⁷ Nelson Wiseman. *In Search of Canadian Political Culture*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2007, 346 p.

⁸⁸ Jean-François Sirinelli, *Loc. cit.*, p. 126-127.

⁸⁹ Serge Bernstein, « La culture politique », dans Jean-Pierre Rioux, Jean-François Sirinelli (dir.),

la culture d'une société, de là l'importance de l'approche culturelle dans l'étude des discours politiques. Comme le souligne Bernstein, le passé fait également partie de cet imaginaire collectif qui alimente les idées politiques. Ses usages - que ce passé soit proche ou lointain - ne sont pas neutres, comme le rappelle également Martin Pâquet, puisqu'ils servent les acteurs à travers des « luttes hégémoniques pour la monopolisation des ressources dans un champ social donné »⁹⁰. Nous tenterons donc dans ce chapitre de faire état de ces usages stratégiques de l'histoire qui justifient les actions entreprises par les représentants politiques. Cet apport à notre grille d'analyse trouve notamment sa pertinence dans le fait que la Charte de la langue française est un projet visant à renverser une situation historique, soit le sentiment d'impuissance des Canadiens français depuis la Conquête, tel que perçu par son principal concepteur, Camille Laurin.

Comme cette loi s'inscrit également dans un rapport conflictuel avec une autre langue (l'anglais) et une autre communauté (les Anglo-Québécois) tout en impliquant la question de l'intégration des immigrants à la société québécoise, nous nous pencherons par conséquent sur les représentations symboliques et identitaires touchant les langues et les communautés linguistiques et culturelles, en tentant de dégager les visions partagées ou non par la classe politique sur leur relation avec l'ensemble de la société québécoise. Là encore, cette conception de la communauté politique ne peut être simplement théorique, puisqu'elle s'inscrit dans l'imaginaire des acteurs politiques, un imaginaire qui fluctue selon les époques. À titre d'exemple, du milieu du XIX^e siècle à 1945, il est marquée par certaines marges, où vivent notamment les immigrants, considérés comme un « Autre », comme le rappelle Martin Pâquet. « En évoquant l'étranger ou l'immigrant, les responsables politiques

Pour une histoire culturelle, Éditions du Seuil, Paris, 1997, p. 375.

⁹⁰ Martin Pâquet, « "Amnistier le passé comme on enlève des bottes". Des usages publics du passé au Canada et au Québec contemporains », dans Martin Pâquet (dir.), *Faute et réparation au Canada et au Québec contemporains*, Québec, Éditions Nota Bene, 2006, p. 17.

font alors appel à toute une série de caractéristiques changeantes qui leur permettent de catégoriser un individu par rapport à eux-mêmes, de lui assigner une identité sociale et politique, puis de l'inclure ou de l'exclure, au choix⁹¹ ». Cette classification organique de la Cité évolue pourtant vers une redéfinition des liens sociaux dans la foulée des mouvements de population internationaux de l'après-guerre. Une rencontre survient alors dans l'espace politique entre les membres de la société d'accueil et l'immigrant. De 1945 à 1981, une conception contractuelle de la société émerge à la faveur d'un dialogue mutuel et d'une nouvelle représentation de l'immigrant, conception à l'intérieur de laquelle s'inscrit la Charte de la langue française⁹².

En faisant l'analyse de ces représentations des immigrants au cours de la période qui suit la loi 101, nous pourrions donc mieux saisir les attentes de la classe politique au sujet de l'acquisition et l'usage du français pour ainsi approfondir notre analyse sur la question centrale de l'intégration des immigrants à la communauté francophone. Dans la même logique, nous verrons comment la langue anglaise et la communauté anglo-qubécoise sont perçues par les représentants politiques, de façon à dégager certaines lectures communes à chacun des partis politiques, issues de croyances ou de valeurs partagées par ces différents groupes. En étudiant sur une période de vingt ans les discours de la classe politique, nous pourrions donc prendre la mesure, dans la moyenne durée historique, de l'enracinement et de la longévité de ces phénomènes culturels.

Sources et méthode de traitement

L'analyse qualitative des discours au sujet de la langue française après l'adoption de la loi 101 permettra de mettre en relief la pensée et les préoccupations de la classe politique. Nous utiliserons principalement comme sources les débats parlementaires

⁹¹ Martin Pâquet, *Tracer les marges de la Cité. Étranger, Immigrant et État au Québec 1627-1981*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 2005, p. 18.

⁹² *Ibid.*, p. 167-168 et p. 204.

de l'Assemblée nationale du Québec et des commissions parlementaires, disponibles à la Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Nous ferons également usage de quelques extraits de discours des responsables politiques en dehors de cette enceinte (articles de journaux, entrevues vidéo, etc.) qui traitent spécifiquement de la question linguistique au Québec et qui permettent d'éclaircir les positions de certains responsables politiques ou de faire la lumière sur des événements importants qui ont été peu évoqués dans le cadre des débats parlementaires. Nous nous sommes concentrés presque exclusivement sur ce type de sources compte tenu du volume importants de débats tenus dans l'enceinte parlementaire québécoise, malgré les limites que comportent un tel choix. En effet, le cadre organisé et partisan des échanges parlementaires est moins propice aux propos spontanés et informels et ceux-ci risquent de se heurter aux lignes de parti, ce qui réduit la diversité potentielle des discours. Cependant, les parlementaires québécois sont au centre des débats linguistiques : ils sont à la fois le reflet des positions de la société et parmi les principaux définisseurs de ces débats.

Notre analyse sera construite à partir des 130 séances parlementaires les plus pertinentes recensées par le moteur de recherche de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale à partir des mots-clé suivants : loi 101, français, langue française et identité. Les documents retenus comportent tous des débats au sujet des modifications à la loi 101, des impacts de cette loi ou de la place de la langue française dans l'identité québécoise. Ces thèmes reviennent en moyenne dans plus de sept jours de débats par session parlementaire pendant la période étudiée, mais leur occurrence atteint un paroxysme durant la période qui va de 1986 à 1993, puisqu'ils se retrouvent au cœur de 69 journées de débats. Il s'agit principalement par l'étude de ces sources de saisir quels sont les motifs invoqués, tant pour défendre la langue française ou législation existante que pour en diminuer les contraintes. De façon plus large, nous cherchons à relever, à travers des positions des responsables politiques sur les différentes

politiques linguistiques, les éléments de stratégie, les motifs et les représentations identitaires qui permettent de dégager les perceptions de la force relative du français au Québec (en d'autres mots, son attrait par rapport à l'anglais) et la signification que cette langue revêt dans l'imaginaire des parlementaires québécois.

Pour ce faire, nous utiliserons un plan à deux volets. Les deuxième et troisième chapitres seront principalement chronologiques, à l'intérieur desquels nous analyserons les principaux débats entourant la langue comme outil de stratégie politique. Cela nous permettra de souligner les continuités et les ruptures dans les différents discours sur la langue en lien avec les différents événements touchant la question linguistique. Ces chapitres seront précédés d'un chapitre contextuel où nous chercherons à relater les différents changements apportés à la loi 101 en présentant les réactions de la société civile par le biais des manifestations ou encore des sondages d'opinion. Cela nous permettra d'approfondir dans les chapitres 2 et 3 l'analyse qualitative des discours des responsables politiques de façon à départager les aspects idéologiques et stratégiques derrière ces discours. Le chapitre 2 portera uniquement sur les discours des représentants du Parti québécois. Le chapitre 3 portera à la fois sur le Parti libéral et, dans une moindre mesure, sur le Parti égalité, puisque la naissance de ce dernier parti est en quelque sorte le fruit d'une rupture entre deux visions divergentes au sein du PLQ. Dans le dernier chapitre, l'approche chronologique s'estompera un peu au profit d'une analyse plus thématique des principales représentations symboliques évoquées par les responsables politiques lorsqu'ils interviennent dans le débat linguistique québécois.

CHAPITRE I

UNE CHRONOLOGIE DES ÉVÉNEMENTS

La période 1977-1997 est marquée par de nombreux événements marquants qui constituent la charpente sur laquelle s'inscrivent les discours des responsables politiques sur la langue et sur la loi 101. Il y a donc lieu de présenter un premier chapitre qui sert de mise en contexte, permettant ensuite de mieux situer les interventions de la classe politique québécoise. Son action étant liée à certaines contraintes, dont celle de la volonté d'une population s'exprimant par la voie démocratique, ainsi que le cadre constitutionnel canadien, il y a donc lieu de faire état des différentes variations de l'opinion publique et des mouvements de la société civile au sujet de la loi 101, ainsi que des principales contestations judiciaires de cette loi. Nous présenterons également de façon sommaire le contexte de l'adoption de la loi 101 et les plus importantes modifications apportées à celle-ci de façon à mieux apprécier par la suite les discours qui les justifient ou les dénoncent.

1.1 L'adoption de la loi 101 : l'enthousiasme et la colère

Quatre mois après son élection, le Parti québécois annonce rapidement ses intentions et dépose en avril 1977 le Livre blanc sur la politique québécoise de la langue française. On retrace dans ce document les difficultés auxquelles font face les francophones du Québec depuis plusieurs années et la prise de conscience du peuple québécois au sujet de la question linguistique depuis le début des années 1960. On y dénonce le bilinguisme canadien, présenté comme un outil de lutte contre l'émancipation des francophones et l'indépendance nationale, et on souhaite par le fait même présenter le cheminement logique du nouveau gouvernement, qui privilégie l'unilinguisme et l'intervention de l'État dans une perspective de justice sociale¹. La

¹ Raymond Breton et Gail Grant, *La langue de travail au Québec : synthèse de la recherche sur la*

presse francophone réagit très favorablement à la proposition de Camille Laurin, à l'exception de Claude Ryan qui, dès le dépôt du Livre blanc, condamne avec véhémence dans les pages du *Devoir* le projet du gouvernement péquiste, lui qui, pourtant, avait démontré un préjugé favorable au PQ lors de la campagne électorale de 1976. L'éditorialiste le plus influent au Québec n'est pourtant pas insensible au nationalisme, mais la prévalence des libertés individuelles demeure le fondement de sa vision fédéraliste². Au même moment, les libéraux du Québec s'attaquent avec autant d'énergie au Livre blanc et au projet de loi 1 qui lui succède, insinuant que ce projet est marqué par le totalitarisme et l'intolérance, alors que la communauté anglo-québécoise critique de façon toute aussi véhémente les intentions du PQ. Certains anglophones y voient une forme de « génocide »³ ou de « trahison »⁴ et mènent une campagne active contre cette loi⁵, qui est également rejetée par le monde des affaires⁶. Celle-ci est ensuite « purgée de quelques passages d'un autoritarisme excessif », selon les dires de René Lévesque, puis rebaptisée loi 101 de façon à éviter l'obstruction parlementaire⁷, pour être finalement adoptée le 26 août 1977. De son côté, le premier ministre canadien Pierre Elliott Trudeau juge la politique linguistique du gouvernement présentée dans le Livre blanc rétrograde et estime que le PQ se montre ainsi sous son vrai jour : celui-ci chercherait « l'établissement d'une société ethnique,

rencontre de deux langues, Montréal, Institut de recherches politiques, 1981, p. 20.

² Dans son éditorial du 2 avril 1977, Ryan estime que les droits anglophones sont amoindris par le projet de loi et que sur le plan de l'affichage, la proposition est « franchement abusive, et nettement contraire aux principes les plus élémentaires de la liberté d'expression ». Cité dans Graham Fraser, *Le Parti québécois*, Montréal, Libre Expression, 1984, p. 124-125 et p. 164-166.

³ Comparativement à la situation qui prévalait après l'adoption de la loi 22, l'intensité des protestations s'estompe plus rapidement. Tout de même, dans la foulée de l'adoption de la loi 101, des menaces de créer une onzième province (Québec-Ouest) sont proférées dans le *Montreal Star*. Voir Michael Stein, « Changement dans la perception de soi des Anglo-Québécois », dans Gary Caldwell et Eric Waddell (dir.), *Les anglophones du Québec, de majoritaires à minoritaires*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1982, p. 120.

⁴ Jean-Claude Gémard, *Les trois états de la politique linguistique du Québec: d'une société traduite à une société d'expression*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1983, p. 118-119.

⁵ Les quotidiens anglophones de la métropole font également campagne contre la loi. Les opposants, qui disposent de cette tribune, soulignent les déménagements des sièges sociaux d'entreprises, dont ceux de la Sun Life et de Cadbury. Voir Marcel Martel et Martin Pâquet, *Langue et politique au Canada et au Québec. Une synthèse historique*, Montréal, Boréal, 2010, p. 199-200.

⁶ Raymond Breton et Gail Grant, *op. cit.*, p. 21.

⁷ René Lévesque, *Attendez que je me rappelle...*, Montréal, Québec/Amérique, 2007, p. 389.

monolithique et dominée par une seule langue »⁸. Ce discours est également répandu au sein de la communauté anglophone du Québec et dans la foulée de l'adoption de la loi 101, plusieurs milliers d'anglophones, incapables d'accepter le nouveau contexte socio-économique (qui favorise les francophones), quittent la province. On assiste alors à l'exode d'environ 83 000 anglophones pendant le premier mandat du PQ⁹. Parmi ceux qui restent, la mobilisation s'organise¹⁰.

Les contestations de la part des représentants de la communauté anglophone au lendemain de l'adoption de la loi 101 suscitent toutefois un effet de ressac, qui se manifeste par des réactions quasi unanimes de la presse francophone en appui à la loi 101 et par un appui massif des francophones à la politique linguistique du PQ, un exploit qu'aucun gouvernement n'avait réussi jusque-là. La polarisation est alors à son comble¹¹. Si la loi 101 et Camille Laurin lui-même représentent pour plusieurs francophones un puissant symbole de fierté et de protection¹², la population anglophone vit pour sa part dans une constante panique, alors que les pires craintes sont véhiculées par les journalistes canadiens-anglais qui couvrent l'actualité québécoise. En 1977, on se croit parfois en temps de guerre tellement la démagogie et la propagande sont fortes, souligne le journaliste Graham Fraser, alors que des chroniqueurs du magazine *Maclean's* vont jusqu'à traiter Lévesque de « fanatique en smoking loué ». Même le gouvernement fédéral tente d'empêcher Radio-Canada de

⁸ Graham Fraser, *op. cit.*, p. 126.

⁹ Marc V. Levine, *La Reconquête de Montréal*, Montréal, VLB Éditeur, 1997, p. 198. La plupart des anglophones quittent alors pour des motifs essentiellement économiques, bien que 28,9 % d'entre eux affirment quitter en raison du climat politique et des lois linguistiques. Voir Uli Locher, *Les anglophones de Montréal, émigration et évolution des attitudes, 1978-1983*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1988, p. 44.

¹⁰ Plusieurs groupes de défense des anglophones émergent, alors qu'un parti provincial est mis sur pied pour lutter contre la loi 101, récoltant toutefois de maigres résultats. Le *Freedom of Choice Movement* présente douze candidats à l'élection de 1981 et ils sont tous battus. Voir Marcel Martel et Martin Pâquet, *op. cit.*, p. 201-202.

¹¹ Jean-Claude Gémard, *op. cit.*, p. 121.

¹² Pour les anglophones, cette politique est plutôt discriminatoire, autoritaire, intolérante, mesquine et un symbole de repliement. Le ministre Camille Laurin devient alors une figure diabolique et messianique dans la communauté anglophone. Voir Graham Fraser, *op. cit.*, p. 126.

rester neutre¹³. Les organisations représentant les allophones et les communautés ethniques ont pour leur part une réaction plus nuancée. Loin du tumulte suscité lors de la crise de Saint-Léonard, la communauté italo-qubécoise notamment, par le biais du nouveau Congrès national des Italo-Canadiens, se dit prête à appuyer l'obligation de fréquenter l'école française, malgré quelques réserves¹⁴. Cela n'empêche pas quelques milliers d'enfants allophones d'être inscrits illégalement dans les écoles anglophones, avec la complicité de ces dernières dès l'automne 1978¹⁵. Certaines résistances sont également exprimées dans le milieu des affaires. En janvier 1978, la Sun Life, une grande entreprise implantée dans la métropole depuis plus d'un siècle, mais reconnue pour sa réticence à embaucher des francophones¹⁶, annonce le départ de son siège social pour Toronto en invoquant les effets néfastes de la loi 101. Pour Graham Fraser, cette réaction est le reflet de la panique qui se répand au sein du puissant et conservateur establishment anglophone de Montréal. S'ensuit alors une série de protestations et de boycotts qui font reculer le chiffre d'affaires de la compagnie¹⁷. La loi 101 est également contestée sur le plan juridique : en décembre 1979, la Cour Suprême oblige l'utilisation des deux langues officielles du pays dans le domaine de la justice et de la législature provinciale, forçant le gouvernement Lévesque à corriger le tir.

Tout de même, peu après l'adoption de la loi 101, on sent un élan dans la francisation, notamment dans les milieux de travail, où les comités de francisation vont bon train¹⁸.

¹³ Radio-Canada est considéré au sein du gouvernement fédéral comme responsable de la victoire du PQ. Selon le ministre André Ouellet : « Radio-Canada devait être le propagandiste du gouvernement fédéral » et éviter de « prendre une position neutre pour présenter les deux côtés de la question ». D'autre part, Fraser souligne que le rédacteur en chef du *Toronto Star* est à l'initiative d'un groupe pro-Canada et que lors d'une activité pré-référendaire, il affirmait à un journaliste : « Sur toute cette question, je suis Canadien d'abord et journaliste ensuite. » Voir *Ibid.*, p. 146-147.

¹⁴ *Ibid.*, p. 202.

¹⁵ Marc V. Levine, *op. cit.*, p. 202-203.

¹⁶ Garth Stevenson, *Community Besieged: The Anglophone Minority and the Politics of Quebec*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1999, p. 152.

¹⁷ Graham Fraser, *op. cit.*, p. 151-152.

¹⁸ *Ibid.*, p. 131. Le 3 janvier 1979, le gouvernement fait adopter de nouvelles mesures concernant le français en milieu de travail (certificat temporaire de francisation obligatoire pour les entreprises de 50 employés ou plus). Voir François Barbeau, « 82 sociétés violent la loi 101 », *Le Devoir*, 5

Chez la population francophone, l'enthousiasme est palpable dans les sondages au sujet de l'appui à la loi (80,6 % d'appui en avril 1977¹⁹). Pendant les deux ou trois années de grâce faisant suite à l'adoption de la loi 101, l'appui des francophones à la loi demeure massif²⁰, « mais au fur et à mesure que certaines dispositions de la loi seront contestées, le niveau d'exigence des francophones se relâchera un peu », estime le politologue André Bernard²¹. La défaite référendaire de 1980 semble également jeter un doute au sein des entreprises et on constate un relâchement dans l'affichage. Puis, d'avril 1981 à février 1982, une « double crise » constitutionnelle et économique mène à la morosité politique : le chômage diminue alors « le goût de la francisation », les mesures de francisation sont davantage perçues comme un « envahissement » et la démotivation se fait sentir même au sein de l'Office de la langue française²². Les décrets imposant les conditions de travail dans le secteur public et parapublic en 1982-1983 contribuent également à ce climat de morosité; on constate alors un sentiment d'impuissance et de démobilisation chez les syndicats²³. Malgré le recul de la vigilance sur le plan linguistique et la défaite référendaire, cela n'empêche pas le PQ d'être réélu au printemps 1981 avec 49 % des voix (80 sièges), surtout grâce à

janvier 1979, p.1 et 6.

¹⁹ Daniel Monnier, « Francisation apparente ou francisation réelle », dans *L'état de la langue française au Québec, bilan et perspective, tome I*, Conseil de la langue française, 1986, <[http://www.cslf.gouv.qc.ca/bibliotheque-virtuelle/publication-html/?tx_iggecpplus_pi4\[file\]=publications/pubd123/d123ch2.html](http://www.cslf.gouv.qc.ca/bibliotheque-virtuelle/publication-html/?tx_iggecpplus_pi4[file]=publications/pubd123/d123ch2.html) (14 janvier 2015)

²⁰ En 1981, l'appui des francophones à la francisation de l'affichage commercial demeure ferme (75%), contrairement à la population anglophone qui s'y oppose catégoriquement. Voir Pierre E. Laporte, « Status language planning in Quebec: An evaluation », dans Richard Y. Bourhis (dir.), *Conflict and Language Planning in Quebec*, Clevedon, England, Multilingual Matters, 1984, p. 62. Au sujet de la perception des francophones quant à l'impact économique de la loi 101, ceux-ci s'inquiètent de moins en moins : en 1981, la majorité des francophones sont d'avis que la Charte n'a pas d'effets négatifs, alors que ceux-ci s'étaient montrés très inquiets dans un sondage réalisé en 1978. Selon Laporte, la loi 101 ne représente plus une menace sur le plan économique en raison de la flexibilité avec laquelle elle fut implantée dans les entreprises et de la faiblesse relative des coûts d'implantation de la francisation. Voir *Ibid.*, p. 67-71.

²¹ André Bernard, « Les répercussions sociales et politiques de la Loi 101 », dans Michel Plourde et Pierre Georgeault (dir.), *Le français au Québec : 400 ans d'histoire et de vie*, Montréal, Fides/Publications du Québec, 2008, p. 363.

²² Michel Plourde, *La politique linguistique du Québec, 1977-1987*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1988, p. 51-52.

²³ Jacques Rouillard, *L'expérience syndicale au Québec. Ses rapports avec l'État, la nation et l'opinion publique*, Montréal, VLB éditeur, 2008, p. 165.

l'appui de l'électorat francophone, alors que le PLQ est confiné à Montréal, incapable de gagner la confiance de la majorité des francophones²⁴.

1.2 Second mandat péquiste : entre ouverture et relâchement

La confiance qui s'est installée chez les francophones au sujet de l'avenir du français favorise toutefois une certaine apathie lorsque survient le rapatriement unilatéral de la constitution, qui limite la capacité du Québec à protéger la langue française. Selon le politologue Louis Balthazar, la faiblesse des démonstrations d'opposition à la suite du revers subi par Québec lors de la Conférence constitutionnelle de novembre 1981 et lors du rapatriement de la Constitution démontrent que la loi 101 représentait pour bon nombre de Québécois une police d'assurance suffisante pour la langue française²⁵. Si leur colère face à Ottawa semble pour l'instant contenue, le discours de l'homme d'affaires Ted Tilden, en février 1982 devant la Chambre de commerce de Montréal, est peut-être la goutte qui fait déborder le vase. Tilden se décrit alors comme un « survivant » anglophone et exprime le ressentiment des milieux d'affaires anglophones à l'égard du gouvernement provincial, dénonçant les taxes trop élevées ou encore la bureaucratie. Mais son discours est entièrement en anglais devant un auditoire francophone et il ne tient aucunement compte de la nécessité politique de la loi 101, qui répond à une insécurité réelle des francophones. Dans un article de *La Presse*, on traduit ses propos incendiaires : « Franchement, je pense que ces maudites lois de fou sur la langue qu'on nous a données dans cette province ont dû être écrites par des gens à la pensée embrouillée »²⁶. Puis, il ridiculise les comités de francisation et traite les gens au pouvoir « d'ordures ». À la suite de l'article rapportant ce

²⁴ Les libéraux obtiennent malgré tout 46 % des suffrages et 42 sièges. Voir Graham Fraser, *op. cit.*, p. 299-301.

²⁵ Louis Balthazar, « L'évolution du nationalisme québécois », dans Gérard Daigle et Guy Rocher (dir.), *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1992, p. 652.

²⁶ Tiré de Graham Fraser, *op. cit.*, p. 336-337.

discours, le gouvernement Lévesque n'offre pas de réponse officielle, mais le public réagit instantanément et le chiffre d'affaires de la compagnie de location d'automobiles Tilden chute de moitié en une semaine²⁷. En ce début de second mandat péquiste, la loi 101 compte toujours ses défenseurs, mais ses opposants demeurent nombreux dans la communauté anglophone, qui concentrent leurs dénonciations sur les abus bureaucratiques de la Commission de surveillance comme ceux impliquant des infirmières parlant le français, mais échouant aux examens écrits, ou encore les commerçants poursuivis pour avoir enfreint les règles de l'affichage commercial. Mais peu à peu, les rapports s'adoucissent et la vie reprend son cours, selon un contemporain de ces événements, Graham Fraser²⁸.

Si l'élection de 1981 semblait avoir porté un coup fatal aux espoirs des partisans du retour à l'ancien régime linguistique, la création en 1982 d'Alliance Québec, groupe de défense des anglophones, marque un renouveau dans la bataille contre la loi 101 en fédérant les opposants à la loi grâce au financement d'Ottawa²⁹. L'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés constitue alors un obstacle majeur à plusieurs dispositions de Charte de la langue française, celui-ci étant rédigé « de manière à invalider le chapitre VIII de la Loi 101 et à élargir l'accès à l'école anglaise au Québec », comme le souligne le constitutionnaliste José Woehrling. Il ajoute :

Dans de nombreux domaines (comme la langue officielle, la langue d'enseignement, la langue de la législation et de la justice), la législation canadienne (comprenant les dispositions constitutionnelles) s'oppose directement à la législation québécoise, ce qui place les citoyens dans une situation de dualisme et de conflit. La législation canadienne place le français et l'anglais sur le même pied d'égalité de statut entre les deux langues, alors que la législation québécoise fait du français la langue officielle du Québec et la langue normale et habituelle des activités publiques de tous les Québécois³⁰.

²⁷ La Centrale de l'enseignement du Québec annula son contrat avec la compagnie Tilden et l'association des cadres de la fonction publique aussi. *Ibid.*, p. 337.

²⁸ *Ibid.*, p. 151-152. Ce type d'incident mène certains détracteurs, comme Mordecai Richler, à s'insurger contre cette « police de la langue ». Voir Marc V. Levine, *op. cit.*, p. 211-212.

²⁹ Le soutien financier du gouvernement fédéral s'élève à un million de dollars par an. Voir Marc V. Levine, *op. cit.*, p. 204.

³⁰ José Woehrling, « La Charte de la langue française : les ajustements juridiques », dans Michel Plourde et Pierre Georgeault (dir.), *Le français au Québec : 400 ans d'histoire et de vie*, Montréal, Fides/Publications du Québec, 2008, p. 358-359.

Rien n'est donc acquis pour le statut du français au Québec, d'autant plus que le jugement Deschênes sur la langue d'enseignement en septembre 1982 ouvre plus tard la voie à la Clause Canada (1984), permettant aux enfants dont les parents ont reçu leur éducation en anglais dans une autre province canadienne d'avoir accès à l'école anglaise au Québec. Au début des années 1980, certaines revendications des Anglo-Québécois ne sont pas seulement entendues par les tribunaux, mais reçoivent également un certain appui de la part de journalistes francophones, qui offrent une couverture journalistique favorable du congrès d'orientation d'Alliance Québec (1982). On conclut alors que certains moyens trop vigoureux rendent le Québec moins attractif et que des ajustements sont requis³¹. Des assouplissements sont également souhaités par une partie du gouvernement péquiste³². À l'automne 1982, Gérald Godin remplace Camille Laurin comme ministre responsable de la loi 101 et il semble que le Parti québécois soit prêt à faire preuve de souplesse au sujet de la question linguistique. Godin permet alors des ajustements à la suite d'une commission parlementaire sur la révision de la loi 101 à l'automne 1983. Dorénavant, on n'exigerait plus la maîtrise du français pour tous les employés des services publics et on permettrait l'accès à l'école anglaise aux familles en provenance de provinces qui offrent déjà l'éducation en français³³. La possibilité d'afficher dans une autre langue pour les petites entreprises et les entreprises ethniques est également acceptée. Le projet de loi 57 conserve donc l'essentiel de la loi 101, tout en diminuant certains irritants. « Ces audiences démontrèrent jusqu'à quel point le climat avait changé en six ans de gouvernement péquiste », conclut le journaliste Graham Fraser³⁴. Alors que le projet d'ensemble est bien reçu par la presse francophone et anglophone, Alliance Québec se dit déçue et intente alors une série de poursuites contre la loi 101. « Ce

³¹ Michel Plourde, *op. cit.*, p. 54.

³² Marc V. Levine, *op. cit.*, p. 211-212.

³³ Graham Fraser, *op. cit.*, p. 365.

³⁴ *Ibid.*, p. 362.

qu'elle n'avait pu obtenir de l'Assemblée nationale, elle l'obtiendrait des tribunaux », souligne Michel Plourde, qui rappelle qu'en 1984, une série de jugements vient amoindrir la portée de cette loi, notamment au sujet de l'affichage, suscitant la crainte au sein de la population francophone³⁵.

Les ajustements apportés par le PQ surviennent donc dans un contexte de relâchement de la vigilance des francophones, qui se montrent partagés quant à l'opportunité de modifier la loi 101 selon une série de sondages réalisés pour le compte du Conseil de la langue française. Au moment où le gouvernement s'apprête à effectuer des changements à la loi, 35 % ne veulent aucune modification, 30 % sont indécis, alors que 30 % de ceux-ci sont ouverts à des adoucissements. De 1979 à 1985, on observe la montée d'un certain optimisme dû à la reconnaissance des progrès du français et à l'anticipation que la situation s'améliorera encore. Cela se traduit par une érosion de la revendication linguistique et une ouverture plus marquée à l'anglais, malgré le maintien des idéaux de francisation³⁶. Chez les francophones, le relâchement est surtout évident au sujet de l'affichage unilingue français, puisque 66 % d'entre eux avaient donné leur appui à cette disposition en 1979, alors qu'une majorité (54 %) des francophones sont désormais contre la mesure en 1985. Chez les allophones, on constate également un déclin marqué des adeptes de l'unilinguisme français dans l'affichage (de 27 % à 9 % entre 1979 et 1985), alors que l'appui des anglophones à cette mesure demeure extrêmement faible (7 %) d'une année à l'autre, tout comme l'ensemble des dispositions de la loi 101. De façon générale, anglophones et allophones se montrent également de moins en moins nombreux à croire en la

³⁵ Michel Plourde, *op. cit.*, p. 63-64.

³⁶ En 1985, si 75 % des francophones se montrent d'accord avec l'idée que le français doit être la langue du commerce au Québec, il s'agit de l'unique proposition parmi les 12 contenues par l'étude du Conseil supérieur de la langue française pour laquelle la promotion du français reçoit un accueil supérieur au dernier sondage (1983). Malgré tout, une proportion appréciable de francophones s'inquiètent de certaines formes d'anglicisation (consommation des produits culturels, transferts linguistiques, usage de l'ordinateur, etc.). Voir Daniel Monnier, *La perception de la situation linguistique par les Québécois*, gouvernement du Québec, Conseil de la langue française, 1986.

nécessité du français sur le marché du travail³⁷. Le début des années 1980 est donc marqué par un désir de compromis observé chez les francophones et la perte d'un certain élan en faveur du français dans la plupart des sphères d'activité. Cela culmine avec l'élection du Parti libéral du Québec (PLQ) en 1985, qui s'engage à jeter encore plus de lest, notamment sur le plan de l'affichage³⁸.

1.3 Les assouplissements des libéraux, les nationalistes aux aguets

L'élection de Robert Bourassa à la tête de l'État québécois en 1985 annonce une ère d'assouplissements alors que trois projets de loi touchent la question linguistique. Le projet de loi 58, adopté en juin 1986, vise à amnistier 1013 enfants d'immigrants encore inscrits illégalement dans des écoles anglaises. En novembre, le gouvernement cherche, avec le projet de loi 140, à fusionner l'Office de la langue française et la Commission de protection de la langue française, tout en modifiant la nature du Conseil de la langue française, mais les craintes exprimées par la société civile et l'opposition péquiste indiquant que les organismes seraient moins contraignants pour les entreprises et plus maniables pour le pouvoir politique ont raison du projet de loi. Par la suite, le projet de loi 142, qui vise à garantir un meilleur accès aux services de santé et aux services sociaux pour les anglophones (là où le nombre d'anglophones le justifie) est adopté³⁹.

Dans la foulée de l'élection des libéraux, les affiches unilingues anglaises réapparaissent à Montréal et le président du Conseil de la langue française, Jean Martucci, constate une hausse importante du nombre de dérogations à la loi 101 chez les petits commerçants et partage son inquiétude. Combiné à une impression de

³⁷ *Ibid.*

³⁸ Michel Plourde, *op. cit.*, p. 90-91.

³⁹ Au départ, l'intention du gouvernement est d'offrir ces services en anglais dans tous les établissements à toute personne parlant anglais, mais le projet de loi est modifié. Voir Marc V. Levine, *op. cit.*, p. 216-217. Voir aussi Michel Plourde, *op. cit.*, p. 68-72.

stagnation sur le plan des progrès de la langue française, ce relâchement provoque la mobilisation des groupes nationalistes, qui lancent un avertissement au gouvernement : « Ne touchez pas à la Loi 101 ». Si le porte-parole d'Alliance-Québec juge que cette controverse est exagérée⁴⁰, le quotidien anglophone *The Gazette*, avertit les commerçants d'éviter ce genre de provocation qui forcerait le gouvernement à maintenir la ligne dure⁴¹. Quelques jours plus tard, le ministre de la Justice annonce pour la première fois son intention d'appliquer réellement la loi 101, en poursuivant trois entreprises fautives, après plusieurs mois de tergiversations, dans l'attente d'un jugement sur l'affichage. Mais une période d'hésitation et de ballons d'essai sur la question linguistique se poursuit, malgré la prise de position du PQ, qui réaffirme en conseil général, à l'été 1986, son appui à l'affichage bilingue avec priorité au français⁴².

Après avoir annoncé le 15 octobre son intention de respecter ses promesses faites aux anglophones, Bourassa recule en décembre en appelant du jugement de la Cour d'appel qui exige le retour de l'affichage extérieur bilingue. Le jugement stipule que l'interdiction faite aux autres langues dans l'affichage commercial viole les chartes québécoise et canadienne des droits et libertés. La cause est donc portée en Cour suprême⁴³ à la suite de la vive réaction des francophones face au non-respect de la loi 101 par plusieurs commerçants montréalais. La combinaison de ces aspects judiciaires et politiques contribue alors à un retour des grandes manifestations pour la défense du français, alors que la mort de René Lévesque en novembre 1987 semble redonner à plusieurs le goût pour la défense de cette langue. En avril de l'année

⁴⁰ Selon un sondage Crop publié le 22 avril 1986, un Québécois sur deux estime que le français n'a pas progressé au Québec depuis cinq ans. Quelques jours plus tard, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal lance l'opération « Québec français ». Voir « Controverse au sujet de la langue d'affichage », dans *Bilan du siècle*, <<http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/evenements/3293.html>> (12 janvier 2015)

⁴¹ Michel Plourde, *op. cit.*, p. 63-64.

⁴² *Ibid.*, p. 66-68.

⁴³ *Ibid.*

suivante, 25 000 personnes se rassemblent au centre-ville de Montréal pour dénoncer les velléités de révision de la loi 101, témoignant ainsi de l'attachement des francophones pour cette loi et forçant Bourassa à revenir sur ses engagements au nom du maintien de la paix sociale. En décembre 1988, la Cour Suprême confirme l'illégalité des dispositions de la loi 101 sur l'affichage, mais le premier ministre québécois utilise alors la « clause nonobstant » pour ne pas se plier à cette décision. En adoptant la loi 178, le gouvernement propose alors un certain compromis en permettant l'affichage bilingue à l'intérieur des commerces seulement. Adoptée à toute vapeur avant Noël, cette loi suscite alors de vives protestations et, dans la foulée, les locaux d'Alliance Québec sont incendiés. En raison du flou maintenu quant à l'application de la nouvelle loi, 60 000 personnes répondent à l'appel du Mouvement Québec français (MQF) et défilent dans les rues de Montréal⁴⁴.

C'est dans ce contexte qu'est nommé Claude Ryan comme ministre responsable de la loi 101. Celui qui avait piloté le délicat dossier des élèves illégaux en tant que ministre de l'Éducation au début du mandat libéral⁴⁵ doit alors accomplir la tâche de clarifier l'application de la loi 178. Il maintient alors l'affichage unilingue français à l'intérieur des commerces dans un certain nombre de cas et le lettrage en anglais doit être deux fois plus petit que son équivalent français. L'encadrement serré concernant l'affichage dans une autre langue, proposé en mars 1989, semble apaiser les francophones, qui accordent un appui massif aux libéraux à l'élection générale de novembre. Par contre, nombreux sont les anglophones qui ne digèrent pas le recul du gouvernement sur ses promesses électorales et qui accordent leur appui au tout nouveau Parti égalité, dont le programme se résume à son opposition à la loi 178. Ce parti fait élire quatre députés dans les comtés de l'ouest de Montréal en 1989⁴⁶. Dans

⁴⁴ Marc V. Levine, *op. cit.*, p. 218-222 et p. 240.

⁴⁵ Par la loi 58, adoptée en juin 1986, le gouvernement Bourassa accorde une amnistie aux élèves inscrits illégalement dans les écoles anglaises et accorde par le fait même le droit aux futurs descendants de ces enfants de s'inscrire à l'école anglaise. Voir Michel Plourde, *op. cit.*, p. 68-69.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 222-223.

la foulée de l'adoption de la loi 178, le premier ministre doit également encaisser la démission de trois ministres anglophones, soit Clifford Lincoln, Herbert Marx et Richard French. La décision de recourir à la clause dérogatoire suscite également la réprobation des autres provinces et interfère alors dans les négociations constitutionnelles. Ce sera d'ailleurs l'un des facteurs expliquant l'échec de l'Accord du lac Meech⁴⁷.

L'opposition des anglophones à la loi 178 se fait également sentir jusqu'au siège de l'ONU, puisqu'une plainte est déposée pour contester l'affichage unilingue à l'extérieur des commerces. Selon les « constatations » (décisions qui n'ont pas force de loi) déposées par le Comité des droits de l'homme des Nations Unies, la loi 178 viole la liberté d'expression en vertu du Pacte international relatif aux droits civils et politiques⁴⁸. Cette rebuffade semble mettre la table à un ultime ajustement sur l'affichage, alors que la prescription de cinq ans accordée à la clause dérogatoire prend fin. Le gouvernement Bourassa décide donc au printemps 1993 que le moment est venu d'accepter l'affichage bilingue à l'extérieur des commerces (avec prédominance au français) et choisit lors du dépôt de la loi 86 de respecter la décision de la Cour suprême, d'autant plus qu'un rapport de 1992 venait de démontrer que la communauté anglophone avait été durement touchée par la diminution des inscriptions scolaires depuis le milieu des années 1970. L'ouverture du gouvernement Bourassa est toutefois tempérée par la décision ferme de Claude Ryan de ne permettre aucune modification à la loi 101 concernant l'admission à l'école anglaise pour les enfants d'immigrants⁴⁹. Conscient de l'attachement des francophones à la loi 101 et au maintien du visage français au centre-ville, Ryan conclut en amont des ententes

⁴⁷ Les centres commerciaux, les magasins à grande surface, les grandes chaînes et les transports en commun demeurent obligés d'afficher en français seulement à l'intérieur. *Ibid.*, p. 220-222.

⁴⁸ José Woehrling, *op. cit.*, p. 357.

⁴⁹ Le rapport Chambers, issu du rapport du Comité interministériel sur la situation de la langue française, fait état d'une diminution de 60 % des inscriptions dans les écoles anglaises et recommande un changement à la loi de façon à permettre aux enfants de parents en provenance de pays anglophones d'accéder à l'école anglaise. Voir Marc V. Levine, *op. cit.*, p. 224.

secrètes avec des propriétaires de grands magasins du centre-ville de Montréal pour que l'affichage demeure unilingue français et pour préserver le fragile équilibre qui règne à Montréal⁵⁰. En effet, dans la foulée de l'arrêt de la Cour suprême du Canada sur l'affichage (1988) et de l'échec de l'accord du Lac Meech, la flamme du nationalisme s'est rallumée pour atteindre un sommet au début des années 1990, alors qu'on assiste au « plus grand élan nationaliste de l'histoire du Québec », mouvement dont l'intensité se maintient jusqu'au référendum de 1995⁵¹.

1.4 Vers une normalisation de la question linguistique

L'opposition à la loi 86, contrairement à celle vécue dans la foulée de l'adoption de la loi 178, demeure éphémère et tiède, des deux côtés de la barrière linguistique. Au contraire, selon un sondage réalisé en mai 1993, 75 % des Québécois francophones disent appuyer cette loi et cet appui grimpe à 84 % chez les anglophones⁵². D'ailleurs, le Parti égalité, dont la pertinence est amoindrie, est ensuite complètement éliminé de la carte électorale lors de l'élection de 1994, remportée par le Parti québécois. Malgré tout, les péquistes sont prêts à effacer cet affront, mais cette opération est retardée par la préparation du référendum sur la souveraineté. Alors qu'une majorité de militants se montrent prêts à abroger la loi 86, le nouveau chef, Lucien Bouchard, choisit plutôt la voie de l'apaisement. En avril 1996, « dans un épisode qui rappelait les affrontements entre René Lévesque et les purs et durs du parti quant à la question linguistique », le premier ministre met tout son poids dans la balance pour empêcher les résolutions visant à abroger la loi 86, comme l'avait promis le PQ à la veille de l'élection de 1994⁵³. Néanmoins, son gouvernement lance le message à ses militants

⁵⁰ Richard Bourhis et Rodrigue Landry, « La loi 101 et l'aménagement du paysage linguistique au Québec » *Revue d'aménagement linguistique – Hors série. L'aménagement du paysage linguistique au Québec : 25 ans d'application de la Charte de la langue française*, 2002, p. 119.

⁵¹ Louis Balthazar, *Nouveau bilan du nationalisme au Québec*, op. cit., p. 248.

⁵² Résultats du sondage CROP paru dans *La Presse*, le 28 mai 1993, tel que rapporté par Yvon Lafrance. Voir Yvon Lafrance, dans Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 31^e législature, 3^e session*, 21 février 1978.

⁵³ Marc V. Levine, op., cit., p. 227.

que la législation linguistique sera au moins respectée en adoptant au cours de l'année le projet de loi 40 qui modifie la loi 101 et qui rétablit notamment la Commission de protection de la langue française, organisme de surveillance qui avait été aboli par la loi 86. Ce signe d'ouverture de la part du gouvernement Bouchard n'est pas étranger au nouveau sentiment de sécurité linguistique qui semble avoir émergé pour de bon au sein de la population francophone⁵⁴. Il peut également être associé à la compréhension nouvelle dont fait preuve la communauté anglophone sur la nécessité de protéger le français, selon l'ancienne chancelière de l'Université McGill, Gretta Chambers. Cette prise de conscience est alors favorisée par la fin de l'unilinguisme français dans l'affichage commercial, qui correspond à une demande non négociable de la communauté anglophone⁵⁵.

Comme le rappelle Marc V. Levine, la loi 101 représente donc une étape nécessaire, mais qui ne suffit pas à assurer la position du français comme langue commune à Montréal, alors que 10 ans après l'adoption de la loi 101, 60 % des anglophones affirment encore pouvoir vivre exclusivement en anglais à Montréal⁵⁶. Au sein de la majorité francophone, des inquiétudes subsistent en raison des différentes contestations des politiques linguistiques, de l'immigration internationale et de la diminution du nombre de francophones sur l'île de Montréal. Cependant, en 1997, l'Office de la langue française (OLF) et le Conseil de la langue française (CLF) effectuent trois études de grande envergure sur la francisation du paysage linguistique dans l'île de Montréal, pour conclure que la proportion des commerces qui utilisent au moins un message en français a augmenté, passant de 94 % en 1995 à 97 % en 1997, tandis que la proportion de ceux avec au moins un message en anglais a

⁵⁴ *Ibid.* p. 226-227.

⁵⁵ L'impression d'avoir perdu ses droits linguistiques dès l'adoption de la loi 22 fut un choc pour la communauté anglophone car une législation sur la langue demeure « complètement étrangère à la culture politique anglo-qubécoise et le restera sans doute toujours, peu importe qu'elle soit justifiée ou non », croit Chambers. Voir Gretta Chambers, « Les relations entre anglophones et francophones », dans Michel Plourde et Pierre Georgeault, (dir.), *op. cit.*, p. 393-394.

⁵⁶ Marc V. Levine, *op. cit.*, p. 242.

augmenté de 45 % en 1995 à 50 % en 1997⁵⁷. Les anglophones se sentent alors davantage menacés par les mesures sur la langue d'enseignement et sur l'affichage unilingue français. En 1996, un groupe de militants anglophones dirigé par Howard Galganov se met à boycotter les grandes surfaces de l'ouest de Montréal qui n'offrent pas à l'anglais le tiers de la prédominance qui peut revenir à cette langue dans l'affichage commercial externe et interne. La campagne de boycottage constitue un succès pour le groupe et beaucoup de grands magasins dans l'ouest de Montréal passent alors de l'unilinguisme français au bilinguisme avec nette prédominance du français. Comme le confirme l'étude de l'OLF et du CLF, c'est l'affichage unilingue français qui est perçu par l'ensemble de la population « comme ayant le plus d'effets nuisibles pour les relations ethniques et pour la réputation du Québec, tout en étant perçu comme le facteur ayant le moins d'impact favorable sur l'usage du français »⁵⁸.

Conclusion

À la suite de l'adoption de la loi 101 en 1977, la francisation des enfants d'immigrants connaît rapidement du succès, les grandes sociétés se conforment et créent des comités de francisation, le français se répand comme langue d'usage dans les commerces et les jeunes francophones sont davantage promus sur le marché du travail. Ceux-ci perdent d'ailleurs l'habitude de recourir systématiquement à l'anglais. En somme, une confiance nouvelle règne au sein de la communauté francophone. De plus, on s'habitue à entendre le français parlé avec accent étranger à Montréal. La loi contribue en quelque sorte au pluralisme⁵⁹. Toutefois, des milliers d'anglophones se

⁵⁷ L'affichage commercial a été étudié par des enquêteurs indépendants dans 2008 magasins de Montréal en 1995, dans 2040 magasins en 1996 et dans 2016 magasins en 1997. Les enquêtes ont porté sur l'affichage visible de la rue, des vitrines et des façades des commerces et des entreprises de services, à l'exception de l'affichage des gouvernements, des établissements scolaires publics et des édifices religieux. Les marques de commerce étaient exclues des analyses parce que la loi ne peut obliger à traduire une marque de commerce, compte tenu des accords internationaux. Voir Richard Bourhis et Rodrigue Landry, *loc. cit.*, p. 116-119.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 116.

⁵⁹ Graham Fraser, *op. cit.*, p. 131

sentant souvent isolés et persécutés quittent la province et ceux qui restent tentent de la combattre avec l'appui d'Alliance Québec, qui revendique le retour d'un État bilingue. En plus de mener une bataille politique, l'organisme se mobilise sur le front judiciaire en devenant un acteur majeur dans la demi-douzaine de jugements de la Cour Suprême qui affaiblissent ou invalident les dispositions de la loi 101 entre 1984 et 1988, la vidant « d'une partie de sa substance »⁶⁰. Les confrontations avec la Constitution canadienne et les politiques linguistiques du gouvernement libéral mènent cependant à de grandes manifestations en 1986, 1988, 1989 et 1993⁶¹. Comme nous le verrons dans le prochain chapitre, cette mobilisation sera relayée avec vigueur dans l'enceinte de l'Assemblée nationale par le Parti québécois et forcera le Parti libéral du Québec à faire certains compromis sur la question linguistique.

⁶⁰ José Woehrling, *op. cit.*, p. 359-360.

⁶¹ Ces manifestations sont orchestrées par le MQF. Voir André Bernard, *loc. cit.*, p. 367-368.

CHAPITRE II

LE PQ ET LE QUÉBEC FRANÇAIS : LA POURSUITE D'UN IDÉAL

« Le français étant au Canada la langue non-officielle des dominés ».

-Albert Memmi, *Portrait du colonisé*

Dès l'arrivée du Parti québécois sur l'échiquier électoral en 1970, la langue devient le premier prédicateur de vote pour le PQ et le PLQ : le parti de René Lévesque compte donc sur une clientèle presque exclusivement francophone pour prendre le pouvoir¹. La fin des années 1960 et les années 1970 sont alors marquées par de nombreuses crises linguistiques qui mobilisent l'opinion publique et les solutions adoptées par les gouvernements de l'Union nationale et du Parti libéral ne font rien pour apaiser ces débats. Au moment où la question linguistique polarise l'électorat, le PQ se fait donc élire grâce entre autres à la promesse d'accorder davantage de protection à la langue française. L'adoption de la loi 101 semble enfin régler cette question aux yeux d'une majorité de Québécois francophones. Comme le succès électoral du PQ repose presque exclusivement sur ces derniers, il y a lieu de se questionner sur la place que prend désormais la langue dans les discours et dans la stratégie politique de ce parti, puisqu'il profite de la polarisation des débats sur la langue lors de l'élection de 1976. Contribue-t-il ensuite par ses discours à mettre fin à cette polarisation entre francophones et anglophones ou cherche-t-il plutôt à la maintenir pour conforter sa base électorale ? Comme nous le verrons, malgré les tentatives visant à tendre la main à la communauté anglophone, les responsables du PQ ne parviennent pas à résorber ce clivage électoral et à apaiser le climat linguistique. Les conflits d'ordre constitutionnel combinés notamment aux modestes progrès du français chez les allophones viendront contribuer à raviver les inquiétudes des péquistes, qui se feront

¹ Vincent Lemieux, *Le Parti libéral du Québec : alliances, rivalités et neutralités*, Deuxième édition revue et augmentée, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2008, p. 119-120 et p. 169-170.

de nouveau le relais parlementaire de la réémergence de l'insécurité linguistique de bon nombre de francophones. Pour répondre à cette question, nous aborderons dans un premier temps la difficile conciliation entre le désir d'ouverture à la communauté anglophone et la défense de la loi 101 par le gouvernement péquiste. Nous étudierons la période de façon essentiellement chronologique, de façon à dégager plus clairement les ruptures et les continuités dans les discours des représentants péquistes. Ainsi, dans un deuxième temps, nous verrons comment le passage dans l'Opposition officielle est marqué par un regain de vigilance et nous analyserons la bataille pour le maintien de la loi 101 comme un élément stratégique dans le contexte électoral, avant d'aborder brièvement le retour du PQ au pouvoir, marqué par un désir d'apaisement des tensions linguistiques. Nous verrons ensuite comment la protection de la langue française s'inscrit comme un argument pour la souveraineté du Québec en étudiant principalement les débats précédant le deuxième référendum, davantage marqués par la question linguistique.

2.1 De la défense des francophones à la main tendue aux anglophones

Avec l'adoption de la loi 101, le Parti québécois fait entrer le Québec dans un nouveau régime linguistique qui favorise désormais sans ambiguïté la langue française. Ce parti s'impose alors aux yeux de plusieurs comme le véritable défenseur des francophones. De son côté, la communauté anglophone revient massivement dans le giron des libéraux après qu'une partie importante de celle-ci eut logé un vote de protestation vers l'Union nationale à la suite de l'adoption de la loi 22. Ce mouvement, qui devait ironiquement favoriser l'élection du PQ, n'est cependant qu'un sursaut éphémère². De leur côté, les allophones continuent d'offrir un appui solide au Parti libéral tout au long de la période étudiée. Compte tenu de ses positions impopulaires sur la langue et sur l'indépendance du Québec auprès de ces clientèles, le Parti québécois semble réaliser rapidement que ses gains politiques y sont limités,

² Marc V. Levine, *La Reconquête de Montréal*, Montréal, VLB Éditeur, 1997, p. 176-177.

alors que la majorité francophone s'avère essentielle pour conquérir le pouvoir. C'est donc en priorité à elle que s'adresse son message pour le maintien et l'application intégrale de la loi 101, compte tenu de la popularité de la loi auprès de cette frange importante de l'électorat. Mais cette insistance au sujet de la langue s'explique également par le fait que l'idéal exprimé par la loi 101, soit de faire du français la langue publique commune de tous les Québécois, ne semble jamais complètement atteint, ce qui mobilise les représentants péquistes au cours des deux décennies qui suivent l'adoption de la Charte de la langue française.

2.1.1 La loi 101 rapidement contestée, la contre-attaque péquiste

La Charte de la langue française émerge rapidement comme un symbole de l'émancipation des francophones que les péquistes défendront bec et ongles lorsque celle-ci se voit menacée. La loi 101 est en effet une mesure très populaire au sein du PQ, bien que certains se demandent au départ si elle ne va pas trop loin sur certains aspects. Lors du conseil national du PQ qui survient au lendemain du dépôt du Livre Blanc, les péquistes offrent une longue ovation à Camille Laurin. Seul Gérald Godin émet alors quelques réserves au sujet de la loi 101, lui qui souhaite obtenir plus de flexibilité sur l'accès à l'école anglaise pour les anglophones en provenance des autres provinces canadiennes. René Lévesque, qui se dit au départ humilié de devoir adopter une telle loi, exprime les mêmes réserves³, mais se montre toutefois satisfait de l'implantation efficace des programmes de francisation à l'ouverture de la session parlementaire suivante⁴. Toutefois, dès décembre 1979, la défense de la loi se fait plus vigoureuse par le premier ministre à la suite de la décision de la Cour Suprême sur la langue de la justice et de la législature provinciale. Ce jugement qui impose le bilinguisme dans ces domaines survient en même temps qu'une autre décision sur les

³ La « Clause Québec » déplaît à René Lévesque, mais celui-ci accepte finalement une formule de réciprocité qui lie l'éligibilité des Canadiens anglais aux droits consentis aux minorités francophones. Voir Graham Fraser, *Le Parti québécois*, Montréal, Libre Expression, 1984, p. 124-125 et p. 129-130.

⁴ Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec (ci-après BAN), *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 31^e législature, 3^e session*, 21 février 1978, allocution d'ouverture.

langues officielles au Manitoba. Le ton monte alors à quelques mois du référendum sur la souveraineté du Québec. Pour Lévesque, cela démontre le principe du deux poids, deux mesures au sein de la fédération canadienne :

Ce jugement [...] prétend redresser une situation après 80 ans au Manitoba, alors que les forces assimilatrices ont eu tout le temps de faire l'érosion de la population francophone dans l'ouest, mais après deux ans, d'une façon extrêmement pressée, veut nous imposer et nous impose le même genre de redressement dans un contexte où je ne vois nulle menace, nulle part, pour la minorité anglophone du Québec⁵.

Plus tard, Lévesque et le ministre Camille Laurin réagissent de nouveau de façon énergique face à l'attaque frontale que subit la loi 101 avec le projet de rapatriement de la Constitution de Pierre Trudeau, qui fait contrepoids à certaines dispositions de la loi dans le domaine de l'éducation⁶. La loi 101 jouit alors d'une haute estime chez les francophones et la défense de cette loi face à Ottawa par le père de la loi 101 devient un précieux argument dans le contexte pré-référendaire :

Ouvrir ainsi l'école anglaise aux anglophones du monde entier et non aux immigrants d'autres langues ne peut que réveiller l'angoisse des francophones, faire surgir à nouveau le spectre de la discrimination dont la loi 101 nous avait débarrassés et ainsi mettre le feu aux poudres et mener à de nouveaux affrontements⁷.

À la suite du référendum, cette question demeure au centre des débats, alors que se trament le rapatriement de la constitution canadienne et la possibilité d'une perte des pleins pouvoirs de Québec sur la langue d'éducation. À l'automne, René Lévesque rappelle que ces pouvoirs ont permis de freiner l'anglicisation systématique des immigrants et rappelle que l'ajout du critère de « la première langue apprise et encore comprise » qu'Ottawa souhaite imposer est inapplicable et ramènerait le Québec à l'époque du libre choix et de la crise linguistique. « La pire et la plus dangereuse offensive centralisatrice depuis la Seconde Guerre mondiale » devient donc une menace grave pour l'identité du Québec français, car elle vise la création d'un « melting pot » dirigé par Ottawa, là où siège un parlement majoritairement

⁵ René Lévesque, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 31^e législature, 4^e session, 13 décembre 1979.

⁶ Graham Fraser, *op. cit.*, p. 220-221 et p. 129-130. Voir aussi Camille Laurin, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 31^e législature, 4^e session, 13 mars 1980.

⁷ Voir Camille Laurin, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 31^e législature, 4^e session, 10 avril 1980.

anglophone⁸. Le ton monte donc d'un cran face à ce qui est considéré comme des intrusions d'Ottawa à l'endroit des prérogatives linguistiques du Québec. Le débat linguistique reprend ainsi un nouvel élan après une période d'accalmie de deux ans.

2.1.2 Polarisation linguistique et pragmatisme électoral

Malgré sa vision de la nation québécoise qui embrasse l'ensemble des communautés linguistiques⁹, René Lévesque ne se berce pas d'illusions quant à la possibilité de rallier les anglophones à son parti et à sa cause. En ouvrant le débat sur la question référendaire à l'Assemblée nationale le 4 mars 1980, Lévesque affirme franchement :

And I know, I think, very realistically that many and probably most of our English-speaking fellow citizens will find it impossible to answer this call I just made because they feel — and so much of the past and so much also of the present is there to explain that — an unbreakable belonging, more to the English Canadian majority, than to the Québec society, majority French¹⁰.

Lors de la campagne référendaire de 1980, René Lévesque semble également avoir jeté la serviette à propos des allophones, lorsque devant une salle de 3000 italophones à Saint-Léonard, il laisse échapper cette phrase : « La majorité francophone décidera elle-même de son avenir »¹¹.

Après la dénonciation vigoureuse de la révision constitutionnelle¹², le Parti québécois ne manque pas d'utiliser de nouveau la popularité de la loi 101 auprès de l'électorat

⁸ René Lévesque, «Un coup de force qui est aussi une trahison», *Le Devoir*, 25 octobre 1980, p. 6 et 17.

⁹ Si certains députés péquistes définissent la nation québécoise comme étant celle des francophones, René Lévesque et d'autres représentants péquistes comme Gerald Godin définissent un Québécois comme un citoyen habitant le territoire du Québec. Voir les propos de Louis Bernard, dans Michel Sarra-Bournet, *Louis Bernard. Entretiens*, Montréal, Éditions du Boréal, 2015, p. 145.

¹⁰ Voir René Lévesque, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 31^e législature, 4^e session*, 4 mars 1980. L'année suivante, il répète un message similaire aux anglophones, en campagne électorale : « J'en veux pas à nos amis anglophones. Il y a déjà une minorité qui comprend, mais ils sont comme emprisonnés dans la propagande, c'est pas de leur faute. Mais une chose est certaine: c'est que c'est le Québec français qui est la majorité, et qui va décider de l'élection. Et de ce côté-là, moi, j'ai de plus en plus confiance ». Voir René Lévesque cité dans Graham Fraser, *op. cit.*, p. 291-292 et p. 294.

¹¹ René Lévesque, cité dans Marco Micone, « Franciser, ce n'est pas intégrer », dans Yves Bélanger et Michel Lévesque (dir.), *René Lévesque, l'homme, la nation, la démocratie*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1992, p. 388.

¹² Voir Marc-André Bédard, Pierre-Marc Johnson, Guy Chevette, Bernard Landry, Jean-Pierre Charbonneau, Jacques Brassard, Guy Bisailon et Gerald Godin, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 31^e législature, 5^e session*, 20 novembre 1980.

francophone lors de l'élection de 1981. Comme le souligne Graham Fraser, l'échec du référendum fait passer le PQ de mouvement national à simple parti politique provincial. Alors que les sondages d'opinion démontrent que l'électorat est moins attiré par le changement et souhaite de la stabilité, le parti cherche alors à préserver et mousser les acquis du dernier mandat en ne proposant pas de véritable projet de société¹³. L'importance de l'électorat francophone pour le PQ, révélée de nouveau par la polarisation linguistique lors du référendum, semble donc mener le parti à viser essentiellement les francophones. L'une des trois phases de la campagne de publicité du PQ est orientée vers le bilan du gouvernement et la loi 101 est mise de l'avant, de façon à rallier cet électorat¹⁴. Pour bien marquer le coup, chacun des discours de Lévesque en campagne électorale rappelle l'adoption de la Charte de la langue française, la nécessité de la défendre face aux intrusions d'Ottawa¹⁵ et la volonté du PLQ de l'affaiblir. Dès la veille de la campagne, Lévesque lance que le PLQ est composé de candidats anglophones présentés comme des « extrémistes du Free Choice » en matière d'éducation et préfère passer sous silence la nouvelle position de ses adversaires, qui venaient, par l'adoption de la « clause Canada », de limiter l'accès à l'école anglaise aux seuls enfants en provenance des autres provinces. Par ce type de message sur la langue, le PQ utilise les peurs de l'assimilation et vise un électorat rural plus conservateur, celui de la moribonde Union nationale, selon Graham Fraser. En somme, le chef du Parti québécois laisse clairement entendre que sa formation politique gouverne pour la majorité francophone, alors que le PLQ laisse « les autres » (les anglophones du Québec et du Canada) décider de ce qui est bon pour le Québec. Au cours de la dernière semaine de campagne électorale, il lance d'ailleurs un appel à la solidarité des francophones pour obtenir leur vote¹⁶.

¹³ Graham Fraser, *op., cit.*, p. 290.

¹⁴ Denis Monière, *Votez pour moi : une histoire politique du Québec moderne à travers la publicité électorale*, Montréal, Fides, 1998, p. 89.

¹⁵ Lévesque rappelle d'ailleurs que la loi 101 est attaquée par le projet de Charte des droits et libertés (qui limite le pouvoir de Québec au sujet de l'admissibilité à l'école anglaise). Selon le chef du Parti québécois, la politique linguistique de la province serait prise en otage par Ottawa et les autres provinces et cela constitue d'autant plus une insulte que celles-ci n'accordent pas les mêmes droits à leur minorité francophone. Voir Graham Fraser, *op., cit.*, p. 320.

¹⁶ René Lévesque, cité dans *Ibid.*, p. 291-292 et p. 258.

Ce renoncement à obtenir l'appui des non-francophones ne signifie pas pour autant que le parti souhaite une guerre ouverte. Le soir de la victoire électorale, Lévesque fait un geste d'apaisement dans ce contexte tendu, en s'adressant en anglais devant ses partisans pour remercier les membres de la communauté anglophone et des communautés culturelles qui l'ont appuyé¹⁷. Cette volonté de rétablir des ponts avec les non-francophones n'est cependant pas nouvelle et rappelle l'insistance à rassurer cette communauté en rappelant l'importance de ne pas la stigmatiser à la suite des critiques de la population anglophone au sujet de la loi 101. Le ministre Laurin avait également tenu à démontrer publiquement son appréciation envers les Anglo-Québécois, tout en inscrivant le principe du respect des minorités dans le préambule du Livre blanc¹⁸. Ce geste d'ouverture de Lévesque à la suite de sa victoire électorale peut donc laisser croire à une période d'apaisement dans ses relations avec la communauté anglophone, mais cette démonstration d'ouverture est gâchée par la décision de la Cour Suprême du 28 septembre 1981 qui avalise le rapatriement unilatéral de la constitution. Lévesque, pour qui la défense de la langue demeure au cœur de la bataille constitutionnelle pour la préservation d'une « société distincte »¹⁹, se dit incapable de se faire imposer une clause sur les droits des minorités par les premiers ministres provinciaux qui ne respectent pas eux-mêmes leurs propres minorités²⁰. Le 9 novembre 1981, à la suite de *la nuit des longs couteaux*, Lévesque dénonce dans le discours du trône la force centralisatrice de la « puissante technocratie essentiellement anglophone » de l'État fédéral qui menace l'existence même de la nation québécoise, dont la survie dépend des pouvoirs qui lui sont attribuée dans le domaine de l'enseignement²¹.

¹⁷ *Ibid.*, p. 300.

¹⁸ Marcel Martel et Martin Pâquet, *Langue et politique au Canada et au Québec. Une synthèse historique*, Montréal, Boréal, 2010, *op. cit.*, p. 198.

¹⁹ BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 32^e législature, 1^{re} session, Discours du trône, 19 mai 1981.

²⁰ Graham Fraser, *op. cit.*, p. 320.

²¹ BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 32^e législature, 3^e session, Discours du trône, 9 novembre 1981. Lévesque tient ensuite à souligner cet aspect à gros traits dans la lettre qu'il achemine à Pierre Elliott Trudeau en décembre 1981. Voir « Lettre de Lévesque à Trudeau, 17 décembre 1982 », dans Roch Denis (dir.), *Québec : dix ans de crise constitutionnelle*, Montréal,

2.1.3 Une ère d'ouverture

Une fois la poussière retombée, le Parti québécois semble de nouveau prêt à concrétiser cette ouverture aux anglophones alors que les bénéfices de la loi 101 se font sentir et que le français progresse. Le nouveau ministre responsable de la Charte de la langue française depuis l'automne 1982, Gérald Godin, est perçu comme étant près des communautés culturelles et la communauté anglophone voit en lui un homme de compromis²². Mais le gouvernement durcit le ton au fur et à mesure que les enchères viennent à monter²³. En novembre, René Lévesque fait preuve de fermeté dans une lettre adressée au président d'Alliance Québec, qui revendique le droit à l'école anglaise pour tous les enfants de la langue maternelle anglaise (la « clause universelle ») et le retour de l'affichage bilingue notamment. Lévesque s'offusque d'ailleurs que l'organisation ne reconnaisse pas le principe de primauté du français²⁴. En avril 1983, questionné sur la fuite des investissements et l'exode des anglophones, il offre d'abord une réponse nuancée en se montrant compréhensif face aux jeunes anglophones qui doivent vivre dans une société de plus en plus française. Toutefois, la réponse du ministre Godin est plus cinglante : « Mais ceux qui ne peuvent plus nous sentir, qu'est-ce que vous voulez qu'on fasse? On ne changera pas d'odeur²⁵ ». En février, il avait annoncé la tenue d'une commission parlementaire pour étudier les changements à apporter à la loi 101. Quelques mois plus tard, il clarifie l'objectif de ces audiences publiques :

« déterminer le point d'équilibre entre les garanties essentielles dont le français a besoin au Québec pour s'épanouir et, d'autre part, les garanties également essentielles que les anglophones du Québec sauraient conserver leurs institutions et puissent permettre aux jeunes générations anglophones du Québec de gravir tous les échelons au Québec en anglais, mais à une seule condition. J'ai été très clair là-dessus. Le seul prix à payer pour vivre au Québec, c'est de parler français »²⁶.

VLB éditeur, 1990, Coll. Études québécoises, p. 62.

²² Cette ouverture devient d'autant plus nécessaire que certains incidents médiatisés viennent alors démontrer le côté rigide de la Charte de la langue française. Marc V. Levine, *op. cit.*, p. 211.

²³ Graham Fraser, *op. cit.*, p. 363.

²⁴ Extrait de la lettre de René Lévesque à Eric Maldoff dans Michel Plourde, *op. cit.*, p. 60-61. De son côté, Gérald Godin perd également patience en janvier 1983 en comparant Alliance-Québec à des pompiers sans feu. Voir Graham Fraser, *op. cit.*, p. 362-364.

²⁵ Voir Gérald Godin et René Lévesque dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 32^e législature, 4^e session, 20 avril 1983.

²⁶ Voir Gérald Godin dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 32^e législature, 4^e

Malgré cette mise en garde, Godin semble déterminé à tendre la main à la communauté anglo-québécoise en cherchant à garantir leurs institutions.

Les audiences publiques convoquées en octobre 1983 visent donc à jeter du lest à la politique linguistique et à adopter un nouveau contrat social avec la communauté anglophone²⁷. Malgré le climat serein des audiences, la polarisation est toujours visible entre les représentants des anglophones et les nationalistes francophones. Ces derniers, encore meurtris du résultat du référendum et du rapatriement de la constitution, cherchent à se mobiliser pour défendre la loi 101, alors que les anglophones, réunis à l'intérieur d'Alliance-Québec, se montrent de plus en plus exigeants²⁸, ce qui indispose une fois de plus le ministre Godin, qui résume la position du groupe comme « une invitation à démolir, morceau par morceau, la Charte de la langue française »²⁹. Désillusionné face à la bonne foi d'Alliance Québec, qui disait au départ vouloir éliminer les irritants de la loi, Godin avoue s'être fait prendre au piège par la méthode du groupe qui, « après avoir revendiqué deux ou trois points, en demande encore quatre ou cinq », comme le résume Michel Plourde³⁰. Ces remarques acerbes provenant d'un ministre sensible aux problèmes des minorités traduisent la difficulté d'en arriver à un compromis entre les désirs de la majorité francophone et ceux de la communauté anglophone.

Malgré tout, lors de la Commission parlementaire, Gérard Godin cherche à créer des ponts avec les anglophones et à démontrer qu'ils ne représentent plus une menace pour les francophones. C'est plutôt la révolution technologique et la présence culturelle de l'anglais en Amérique du Nord qui constitue un réel danger d'anglicisation : « Entendons-nous bien, les Anglo-Québécois sont pour bien peu dans cette assimilation et ce n'est pas à eux qu'on doit en imputer la responsabilité, ni à

session, 12 mai 1983.

²⁷ Michel Plourde, *La politique linguistique du Québec: 1977-1987*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1988, p. 54-55.

²⁸ Graham Fraser, *op. cit.*, p. 363.

²⁹ Michel Plourde, *op. cit.*, p. 63.

³⁰ *Ibid.*, p. 57.

leurs institutions », dit le ministre, qui semble ne plus craindre par ailleurs le déséquilibre que constituerait l'arrivée massive d'écoliers en provenance du Canada anglais³¹. Cette confiance nouvelle favorisée par la progression réelle du français et l'ouverture des francophones face à l'anglais permet d'apporter des ajustements par la loi 57. Les institutions anglophones sont désormais reconnues dans le préambule de la Charte de la langue française, certains tests linguistiques sont abolis et les communications écrites en anglais au sein de certains organismes sont désormais permises³².

Malgré cette main tendue à la minorité anglophone, cela ne freine pas la polarisation sur la base ethnolinguistique lors de l'élection de 1985. René Lévesque démontre d'ailleurs à quelques mois du scrutin que son parti est particulièrement préoccupé par l'opinion des francophones. Au sujet de l'appui à la souveraineté, il note candidement : « à peu près 50 % de Non au Québec français prouve qu'il y a une évolution, qui n'est pas décourageante, mais qui n'est pas rendue plus loin que ça »³³. Affecté par la crise économique et celle entourant la négociation dans le secteur public, le PQ subit un cuisant échec à la suite d'une désaffection de son électorat francophone : les appuis du PQ sous la direction du nouveau chef Pierre-Marc Johnson passent de 49,3 % à 38,7 % et le parti ne fait élire que 23 députés. Il perd alors des bastions urbains pour se renforcer dans les comtés ruraux, mais son bassin électoral demeure essentiellement francophone. Les anglophones et les allophones accordent de nouveau leur soutien massif au PLQ³⁴ et ce, même si la question linguistique semble quasiment absente de la campagne électorale de 1985³⁵.

³¹ Graham Fraser, *op. cit.*, p. 364-365.

³² Michel Plourde, *op. cit.* p.63.

³³ René Lévesque, cité dans Pierre Godin, « Souveraineté : la seule vraie sécurité. Constitution : du donnant-donnant », extraits d'une entrevue à *Défis, le magazine du PQ*, n° 7, novembre 1984, dans Roch Denis (dir), *Québec : dix ans de crise constitutionnelle*, Montréal, VLB éditeur, 1990, Coll. Études québécoises, p. 84.

³⁴ Le PQ conserve ses comtés où sont concentrées les populations ouvrières, ainsi que les régions rurales francophones, là où l'Union nationale avait encore quelques partisans. Pierre Drouilly, « Une analyse des résultats de l'élection du 2 décembre 1985 », *La documentation française*, Problèmes politiques et sociaux, Dossiers de l'actualité mondiale, n° 566, 1987, p. 16-18.

³⁵ L'économie, l'emploi et la redéfinition du rôle de l'État sont les principaux thèmes exploités par les péquistes dans leurs publicités électorales de 1985. Voir Denis Monière, *Votez pour moi. Une*

2.2 Le PQ dans l'Opposition : la bataille du français, une bouée de sauvetage?

Cette défaite du Parti québécois contribue à affaiblir le *membership* du parti et à relancer les tensions entre modérés et orthodoxes. En novembre 1986, une nouvelle démarche centrée sur « l'affirmation nationale » est proposée de façon à guider le parti vers la souveraineté et à permettre au Québec de reprendre l'initiative après les échecs référendaires et constitutionnels³⁶. Après l'élection des libéraux de Robert Bourassa, l'appui à l'indépendance est au plus bas, mais les péquistes semblent déterminés à dénoncer le recul du français à Montréal sur le plan de l'affichage et dans les milieux de travail. Ils insistent pour que le gouvernement précise sa politique de défense et de promotion de la langue française, estimant que celle-ci se limite à un vœu pieux³⁷. On assiste alors à un regain de vigilance de la part d'un parti qui siège désormais dans l'Opposition et à un retour de la question linguistique à partir de 1986, alors que sont organisées de nombreuses manifestations par les syndicats et les groupes nationalistes. Le PQ semble donc s'approprier le mot d'ordre du Mouvement Québec français « Ne touchez pas à la Loi 101 » et c'est surtout la question de l'affichage qui soulève les passions après une période d'accalmie³⁸. Dans ce domaine, le relâchement imputé aux libéraux est considéré comme une « trahison »³⁹.

2.2.1 La défense de la loi 101, un outil de stratégie politique

Dans l'opposition, le successeur de René Lévesque met alors l'accent sur l'affirmation de fierté pour les francophones que fut l'adoption de la loi 101, présentée comme un

histoire politique du Québec moderne à travers la publicité électorale, op. cit. p. 100-102.

³⁶ Extraits de « Pour les souverainistes, reprendre l'initiative : Plan d'action pour l'affirmation nationale du Québec », document de réflexion publié par la direction du Parti québécois en vue du X^e congrès (12-14 juin 1987), novembre 1986, dans Roch Denis (dir.), *Québec : dix ans de crise constitutionnelle*, Montréal, VLB éditeur, 1990, Coll. Études québécoises, p. 111-115.

³⁷ BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 33^e législature, 1^{re} session*, 14 mai 1986.

³⁸ Jean-Pierre Charbonneau associe d'ailleurs le relâchement dans la francisation, ainsi que sur le plan de l'affichage et de la langue des services, à l'arrivée au pouvoir du Parti libéral en se basant sur les nombreux articles de presse qui font état d'un retour des affiches unilingues anglaises ou bilingues à Montréal, en Outaouais et dans certaines autres régions du Québec. Voir Jean-Pierre Charbonneau, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 33^e législature, 1^{re} session*, 4 juin 1986.

³⁹ Voir Jacques Brassard, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 33^e législature, 1^{re} session*, 23 octobre 1986.

baume sur les plaies des francophones, autrefois humiliés de devoir parler anglais dans les commerces de la rue Sainte-Catherine⁴⁰ et incapables de franchir les échelons au sein des grandes entreprises basées en dehors du Québec. Au sujet de l'amnistie des élèves illégaux, il estime que pour le ministre de l'Éducation, Claude Ryan, ancien adversaire farouche de la loi 101, celle-ci « est plus une contrainte à administrer qu'une chose à affirmer »⁴¹. Le PQ jongle alors entre la volonté de rappeler les effets positifs de la loi 101 et celle de dénoncer la fragilité des acquis, puisqu'on constate une « bilinguisation » des entreprises⁴². Le député péquiste Hubert Desbiens illustre ce dilemme en signalant que la loi 101 a apporté un apaisement et un sentiment de sécurité, mais que l'environnement extérieur, la « mer d'anglophones », demeure toujours une source d'inquiétude⁴³. Comme l'avait précédemment noté Gérard Godin, la menace ne provient toutefois plus de la communauté anglo-québécoise, mais bien de l'environnement nord-américain. Roger Paré estime pour sa part que malgré les avancées, la menace pour le français sera toujours réelle, compte tenu des contingences démographiques. Or, la bataille demeure inévitable, car les lois linguistiques sont pour lui des polices d'assurance qui ne permettent que de garantir le minimum. Il met donc en garde le gouvernement libéral contre cette tentation d'enlever « cet outil indispensable pour la survie des Québécois » qu'est la loi 101⁴⁴.

Pour Johnson et son groupe parlementaire, la préservation du visage français est essentielle puisque le Québec est le seul territoire en Amérique du Nord où vit une majorité de francophones. En matière d'affichage commercial, les droits collectifs doivent donc primer sur les droits individuels, car c'est le français qui est menacé en Amérique du Nord et non l'anglais, rappelle-t-il. Mais cette position suscite la

⁴⁰ Voir Pierre-Marc Johnson et André Boulerice dans *Ibid.*

⁴¹ Voir Pierre-Marc Johnson, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 1^{re} session, 3 juin 1986.

⁴² Voir Jeanne Blackburn, dans *Ibid.*

⁴³ Voir Hubert Desbiens, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 1^{re} session, 4 juin 1986.

⁴⁴ Voir Roger Paré, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 1^{re} session, 18 juin 1986.

méfiance des libéraux qui accusent leurs adversaires d'intolérance. Johnson spécifie alors que sous le régime de la loi 101, tous les citoyens sont égaux, peu importe leur origine⁴⁵. Gérald Godin souligne pour sa part que des lois linguistiques ont été adoptées dans dix États américains⁴⁶ et martèle que pour être adopté par les immigrants et utilisé par les francophones, le français doit devenir la *lingua del pane* (langue du pain), une langue nécessaire pour gagner sa vie, sans quoi cette langue meurt petit à petit, comme en Louisiane ou au Manitoba. La loi 101 se présente donc comme un tout cohérent, comme un château de cartes duquel on ne peut retirer une seule partie sans que tout s'effondre. Reculer sur l'affichage enverrait le message que le français ne sert plus, ce qui mènerait à « l'assimilation progressive, mais certaine des francophones du Québec vers l'anglais; donc la disparition du Québec francophone »⁴⁷, selon Godin. Tout aussi pessimiste, André Boulerice estime que le maintien du fait français en Amérique du Nord est une bataille à « 40 contre 1 » qui nécessite tous les efforts nécessaires et non pas une ambivalence créatrice de tensions, comme celle affichée par le nouveau gouvernement qui menace la paix linguistique⁴⁸.

En plus de la situation précaire du français en Amérique du Nord, l'inaction du gouvernement libéral constitue l'autre facteur majeur d'anglicisation selon les péquistes, qui insistent pour placer le PLQ comme « le véhicule politique privilégié de la communauté anglophone », celui du monde des affaires ou encore le bras politique d'Alliance Québec⁴⁹. En se portant à la défense de la loi 101 et en mettant en doute les convictions du PLQ dans la défense du français, le PQ se positionne une fois de plus comme le parti de la majorité des francophones. On met alors en doute la loyauté du Parti libéral envers les intérêts du Québec en rappelant que neuf députés

⁴⁵ Voir Pierre-Marc Johnson, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 1^{re} session, 23 octobre 1986.

⁴⁶ Jacques Brassard insiste également pour dire que de telles lois existent également au Mexique. Voir Jacques Brassard et Gérald Godin, dans *Ibid.*

⁴⁷ Voir Gérald Godin, dans *Ibid.*

⁴⁸ Voir André Boulerice, dans *Ibid.*

⁴⁹ Le député Jacques Brassard souligne que depuis l'élection des libéraux, le nombre d'infractions à la loi 101 a augmenté de 1000%, puisque le gouvernement fermerait les yeux sur les différents abus des commerçants. La même observation est faite par le député Jean-Pierre Charbonneau. Voir Jacques Brassard et Jean-Pierre Charbonneau, dans *Ibid.*

libéraux avaient voté contre une motion d'appui au gouvernement lors du rapatriement unilatéral de la constitution⁵⁰. De nombreux députés accusent le PLQ d'avoir tenu un double discours en campagne électorale : on parle ici de français prioritaire et là, de français obligatoire. Jacques Brassard rappelle que le PLQ a promis aux anglophones le retour du bilinguisme dans l'affichage, mais que ce parti tente de se faire rassurant lorsqu'il s'adresse aux francophones. Il accuse aussi le gouvernement d'être responsable d'une hausse des contrevenants : en refusant de poursuivre ces derniers, il lance le message aux commerçants qu'ils peuvent maintenant contourner la loi en toute impunité⁵¹. Pierre-Marc Johnson affirme que Montréal, la deuxième plus grande ville française du monde, sera désormais bilingue et non plus française puisque le premier ministre cherche à « bilinguiser » le Québec, à faire de la province « une espèce de Nouveau-Brunswick du sud ou d'Ontario du nord ». Il ridiculise dans la foulée le désir de compromis au cœur du concept de « français prioritaire » défendu par les libéraux, soulevant les difficultés d'application de ce principe, que ce soit au sujet de la grosseur des lettres sur les panneaux publicitaires ou de la hauteur de celles-ci⁵².

La bataille pour la défense du visage français au Québec débute donc rapidement entre un parti d'opposition affaibli et un nouveau gouvernement assis sur une confortable majorité, mais lié par des promesses faites aux anglophones d'assouplir la loi 101⁵³. Le message du PQ est désormais limpide : il faut éviter de se satisfaire des seuls progrès linguistiques⁵⁴. Si le dépôt de trois projets de loi touchant la loi 101 présentés en 1986⁵⁵ a permis de croiser le fer en début de mandat libéral, la bataille

⁵⁰ Voir Guy Chevrete, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 33^e législature, 1^{re} session*, 18 mars 1987.

⁵¹ Voir Jacques Brassard, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 33^e législature, 1^{re} session*, 26 octobre 1986. Voir aussi Claude Filion, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 33^e législature, 1^{re} session*, 23 octobre 1986.

⁵² Voir Pierre-Marc Johnson, dans *Ibid.*

⁵³ Au sujet des valeurs du PLQ, voir John Parisella, « Le parti des Anglais? », *Le Devoir*, 30 avril 2007.

⁵⁴ « Pour les souverainistes, reprendre l'initiative : Plan d'action pour l'affirmation nationale du Québec », *op. cit.*, p. 111-115.

⁵⁵ Il s'agit du projet de loi 58 sur la régularisation du statut des élèves illégaux, du projet de loi 140 sur la redéfinition des organismes institués en 1977 (mort au feuillet), et du projet de loi 142 qui

est plus féroce sur la question de l'affichage commercial, alors que celle-ci est entrecoupée d'une contestation de la position du gouvernement au sujet de l'accord du Lac Meech. La limite des pouvoirs constitutionnels du Québec apparaît pour le PQ comme une épée de Damoclès dont il faut absolument se débarrasser : seuls les pleins pouvoirs du Québec peuvent colmater la brèche ayant permis aux tribunaux de renverser certains articles de la loi 101 sur l'affichage : « Ce n'est que lorsque nous aurons tous les pouvoirs pour légiférer sur toutes les matières que nous pourrions nous assurer, d'une façon permanente, totale, globale, que le français demeurera la langue officielle du Québec, que le visage français du Québec cessera d'être menacé », affirme Guy Chevrette⁵⁶. Les récentes décisions des tribunaux au sujet de l'affichage se transforment donc en levier pour la formation politique. La dénonciation des faibles garanties offertes par la notion de société distincte, revendication du gouvernement du Québec au coeur de l'accord du Lac Meech, permet de souligner les dangers du principe de bilinguisme au Canada, qui permettrait aux tribunaux de limiter les compétences exclusives de l'Assemblée nationale en matière de protection de la langue française et de la culture québécoise⁵⁷. Le PQ propose alors au gouvernement Bourassa de rapatrier tous les pouvoirs linguistiques au Québec, ce qui lui permet de souligner la mollesse des libéraux, qui ne le souhaitent pas. Selon Claude Filion, ce manque d'ambition mène à l'assimilation des francophones : « Le ministre des affaires canadiennes nous dit: Bah! le caractère spécifique du Québec, vous savez, on peut peut-être le faire reconnaître quelque part dans le préambule. Comme si le peuple du Québec devait demeurer dans un vestibule »⁵⁸!

Malgré le changement de garde à la tête du PQ, la question linguistique demeure une priorité. Pierre-Marc Johnson, incapable de refaire l'unité du Parti québécois,

visé notamment à assurer des services de santé en anglais.

⁵⁶ Voir Guy Chevrette dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 1^{re} session, 18 mars 1987. Voir aussi Claude Filion, dans *Ibid.*

⁵⁷ Extraits d'un article de Gilles Lesage, « Pierre-Marc Johnson mobilisera la population contre l'Accord du lac Meech », *Le Devoir*, Montréal, 2 mai 1987.

⁵⁸ Voir Claude Filion, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 1^{re} session, 18 mars 1987.

démissionne en novembre 1987⁵⁹ et Jacques Parizeau remporte en mars 1988 la course à sa succession par un engagement clair en faveur de la souveraineté du Québec. Mais l'attention se porte de nouveau sur la lutte contre l'affichage bilingue et la tension atteint un sommet à la suite d'une décision de la Cour Suprême en décembre 1988 d'ouvrir la porte à l'affichage commercial bilingue. Dans l'intervalle, le gouvernement est accusé de financer les avocats d'Alliance Québec afin de combattre la constitutionnalité de la loi 101 et de tergiverser sur la question de l'affichage⁶⁰. À ce contexte s'ajoute l'adoption à Ottawa de la loi C-72 sur les langues officielles au Canada, qui oblige l'État fédéral à promouvoir l'épanouissement des minorités linguistiques, ainsi que le contexte économique, modifié par l'adoption en 1987 de l'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis qui risque de favoriser l'abondance de technologies disponibles en anglais seulement. Pour Claude Filion, « le gouvernement a complètement manqué le bateau à ce chapitre »⁶¹.

Dans l'attente du dépôt du projet de la 178, les péquistes cherchent à dépeindre le chef libéral comme un homme sans conviction. Ils ne se font pas prier pour rappeler les propos lancés par Bourassa à Pierre Bourgault en 1977, au sujet de la question linguistique : « Pierre, je ne sais pas quoi faire avec cela »⁶². Après l'adoption de la loi 178, on met de nouveau en doute l'allégeance du Parti libéral en rappelant une fois de plus les liens étroits du parti avec la communauté anglophone⁶³.

⁵⁹ Roch Denis, « Note d'introduction : De la défaite de 1985 au congrès de novembre 1988 », dans Roch Denis (dir.), *Québec : dix ans de crise constitutionnelle*, Montréal, VLB éditeur, 1990, Coll. Études québécoises, p. 104.

⁶⁰ Voir Claude Filion, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 2^e session, 7 décembre 1988.

⁶¹ *Ibid.*

⁶² Voir Jean Garon, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 2^e session, 16 décembre 1988. Voir aussi Guy Chevette, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 2^e session, 7 décembre 1988.

⁶³ En avril 1989, Guy Chevette suspecte le premier ministre d'être à la solde de quelques députés anglophones qui menacent de démissionner pour protester contre cette loi. Après une déclaration de Bourassa laissant entendre que si l'accord du Lac Meech est ratifié, certaines modalités de la loi 178 pourraient être revues, Chevette estime qu'il s'agit d'une manœuvre « pour en ramener un ou deux au bercail à la veille d'une élection ou pour récupérer son électorat captif ». Voir Guy Chevette, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 2^e session, 20 avril 1989. Un mois plus tard, on accuse également les libéraux d'offrir un nationalisme de façade qui n'empêche pas le vote et le financement de la part des anglophones et des allophones. Voir André Boulerice, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 2^e session, 31

2.2.2 Élections et polarisation, une réalité incontournable

La décision de la Cour Suprême sur l'affichage laisse donc craindre le pire pour les nationalistes, qui se rassemblent en grand nombre au centre Paul-Sauvé en décembre 1988. Ils sont encore plus nombreux en mars 1989 pour réclamer le maintien de la loi 101, lors d'un des plus grands rassemblements politiques de l'histoire de la métropole⁶⁴. Dans ce contexte, il est surprenant que la question linguistique n'ait pas été discutée avec plus d'insistance par le PQ à la suite du déclenchement des élections en septembre 1989⁶⁵, même si la langue et l'intégration des immigrants à la communauté francophone sont parmi les thèmes utilisés dans leurs publicités électorales⁶⁶. La protection de la langue française apparaît alors comme le seul enjeu pour lequel les électeurs font plus confiance au Parti québécois qu'au Parti libéral⁶⁷. Si de juin 1988 à juillet 1989 les sondages donnent une confortable avance au Parti libéral, l'appui chute de façon substantielle lorsque la question de l'affichage est inscrite dans la question adressée aux électeurs. En janvier 1989, soit après l'adoption de la loi 178, mais avant la publication des règlements d'application (3 mai), un sondage démontre qu'une majorité de Québécois (52 % contre 43 %) se montre prête à voter en faveur d'un Parti québécois prônant l'affichage unilingue français à l'extérieur, dans l'éventualité où le gouvernement libéral permettrait l'affichage extérieur bilingue. Cet appui ramène les deux partis à égalité (46 % pour chaque

mai 1989.

⁶⁴ André Bernard, *op. cit.*, p. 367.

⁶⁵ Denis Monière et André Blais, « La campagne électorale québécoise », dans Denis Monière (dir.) *L'année politique au Québec 1988-1989*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1989. <http://www.pum.umontreal.ca/apqc/88_89/moniere2/moniere2.htm> (12 janvier 2015)

⁶⁶ Un message du PQ présente la loi 178 et la politique linguistique du Parti libéral comme une gifle au visage des Québécois, mais la promotion de la souveraineté du Québec est un thème beaucoup plus central. Le discours publicitaire péquiste est également axé sur l'identité de façon plus globale et l'appartenance au Québec. Voir Denis Monière, *Votez pour moi : une histoire politique du Québec moderne à travers la publicité électorale*, *op. cit.*, p. 119.

⁶⁷ Le dernier sondage publié avant les élections, en juin 1989, donne un appui de 53% des votants au PLQ et 32% au PQ. La question linguistique apparaît seulement comme la deuxième préoccupation des Québécois, derrière l'environnement, alors qu'à la fin août 1988, des barils d'huile contaminée par des biphényles polychlorés (BPC) avaient laissé échapper d'énormes vapeurs toxiques d'un entrepôt de Saint-Basile-le-Grand. Voir Sondage CROP/La Presse, 16-19 juin 1989. Voir aussi le Sondage Sorécom, *Le Soleil*, *The Gazette*, *CKAC*, 14 au 20 septembre; *The Gazette*, 22 septembre. Sondages tirés d'Edouard Cloutier, « L'opinion politique québécoise en 1989-1990 », dans Denis Monière (dir.) *L'année politique au Québec 1989-1990*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1990. <http://www.pum.umontreal.ca/apqc/89_90/cloutier/cloutier.htm> (2 mars 2015)

parti) si les libéraux choisissent plutôt l'affichage intérieur bilingue⁶⁸. Ces données permettent de comprendre la décision des libéraux de ne permettre que l'affichage intérieur bilingue avec certaines restrictions. Au final, les critiques du PQ au sujet de la loi 178 portent peu, car les positions de Bourassa dans le dossier de l'affichage sont perçues par la population comme étant suffisamment nationalistes⁶⁹.

Cet esprit de contestation sur le plan linguistique se poursuit au début des années 1990 et en particulier en 1993, lors du dépôt de la loi 86 qui propose un ensemble de modifications à la loi 101 sur la législation et la justice, l'enseignement et le domaine commercial. Le PQ fait alors de la promotion du français comme langue de travail (dont la progression a stagné dès le début des années 1980), une priorité étroitement liée avec la question de l'affichage commercial extérieur. Le projet de loi parrainé par Claude Ryan, qui se plie désormais à la décision de la Cour suprême du Canada qui permet la « nette prédominance du français », s'attire alors les foudres des députés péquistes. Certains estiment que la bataille pour l'unilinguisme est essentielle à la survie d'un petit peuple de sept millions d'individus. Selon Jean Fillion, le moment n'est pas venu pour le relâchement : « peut-être que dans 20 ou 30 ans », dit-il, mais le contexte actuel ne permet pas d'envoyer des messages contradictoires⁷⁰. Pour Jeanne Blackburn, la loi 86 est une loi qui menace la paix linguistique et qui « marque un recul de 20 ans, une loi qui met en péril les acquis de la loi 101 et qui menace notre capacité comme majorité francophone d'intégrer les immigrants », face à une mer de 300 000 000 d'anglophones en Amérique du Nord⁷¹. Pour bien marquer le danger, on avertit les députés francophones libéraux qu'ils devront porter l'odieux

⁶⁸ Sondage Angus Reid, 19-25 janvier, tiré d'Édouard Cloutier, *loc. cit.*

⁶⁹ Vincent Lemieux, *op. cit.*, p. 127. Malgré l'insistance du PQ, la question linguistique semble d'ailleurs moins marquer les francophones que les anglophones lors de cette élection qui apparaît sur le plan des résultats comme une répétition de celle 1985. Voir Pierre Drouilly, « L'élection du 25 septembre 1989 : une analyse des résultats », dans *L'année politique au Québec 1989-1990*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1990. <http://www.pum.umontreal.ca/apqc/89_90/drouilly/drouilly.htm> (6 mars 2015)

⁷⁰ Jean Fillion affirme sans détour que « si on ne se bat pas, on meurt ». Voir Jean Fillion, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 34^e législature, 2^e session*, 8 juin 1993.

⁷¹ Voir Jeanne Blackburn, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 34^e législature, 2^e session*, 7 juin 1993.

de cette loi en les accusant de « collaboration », en référence aux jours sombres de la France sous Pétain⁷², car le glissement vers l'anglais annoncerait des jours douloureux pour le français au travail. La députée Jocelyne Caron souligne le manque de « fierté » et de volonté de ses vis-à-vis : « La seule réalité de l'autre côté de la Chambre, et c'est bien triste, c'est qu'on a décidé de gagner le vote des anglophones », laisse-t-elle tomber⁷³, faisant échos aux propos de son chef qui, la veille, avait laissé entendre que la loi 86 était une manœuvre basement politique pour éviter la division du vote anglophone, comme en 1976⁷⁴. Une fois de plus, on tente de rallier les francophones en mettant les deux communautés linguistiques dos à dos. Sentant le pouvoir à sa portée, Parizeau affirme que si son parti est élu, il passera à la trappe cette loi qui « mine les fondements mêmes de la loi 101 »⁷⁵. Ainsi, le parti fait peu de cas de l'opinion défavorable du Comité des droits de l'homme des Nations Unies rendue en avril 1993, au sujet de l'affichage unilingue⁷⁶, pas plus qu'il ne l'avait fait cinq ans auparavant avec la décision de la Cour Suprême.

Une fois de plus, lors de l'élection de 1994, le facteur linguistique est prépondérant. Le PQ est élu grâce à l'appui quasi exclusif des francophones, pour qui l'enjeu principal demeure l'élection d'un « bon gouvernement », alors que pour les non-francophones, la question nationale est déterminante⁷⁷. Le PLQ, qui en 1989 avait obtenu seulement 21 % du vote anglophone en raison de leur appui massif au Parti égalité, voit cette communauté retourner au bercail : il obtient plus de 95 % de ce vote et presque 100 % du vote allophone⁷⁸. Le PQ semble avoir abandonné toute

⁷² Le terme « collaboration » est utilisé par Yves Blais, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 34^e législature, 2^e session, 8 juin 1993.

⁷³ Voir Jocelyne Caron, dans *Ibid.*

⁷⁴ Voir Jacques Parizeau, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 34^e législature, 2^e session, 7 juin 1993.

⁷⁵ Voir *Ibid.*

⁷⁶ Selon cette opinion, la loi 178 contrevient au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, « une décision de poids qu'il convient d'examiner avec sérieux », dira Jacques Brassard, mais qui est contestable : « ce n'est pas une bulle pontificale » ironise-t-il. Voir Jacques Brassard, dans *Ibid.*

⁷⁷ Jack Jedwab, « Les minorités du Québec et la question de l'unité nationale », dans Guy Lachapelle, Pierre P. Tremblay et John E. Trent (dir.), *L'Impact référendaire*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1995, p. 117.

⁷⁸ Pierre Drouilly, « Les élections du 12 septembre 1994. Malgré tout une belle victoire », *L'année*

possibilité de rallier les non-francophones à sa cause. Face aux inquiétudes de ses militants à la suite des résultats du référendum de Charlottetown (où seulement 8 % des anglophones et des allophones ont voté contre l'entente), Jacques Parizeau tente de se faire rassurant. Lors du Conseil national de janvier 1993, il avance que le PQ doit être réaliste et accepter la situation : « On peut avoir une majorité dans le sens de la cause nationale que l'on veut faire avancer, même si à peu près pas d'anglophones et d'allophones votent pour cela [...] Huit pour cent c'est à peu près la proportion de gens qui croient qu'Elvis est vivant », ironise-t-il⁷⁹. Ces propos suscitent la controverse et ne font pas l'affaire du député Gérald Godin, qui estime qu'ils annihilent 15 ans d'effort pour rejoindre ces communautés⁸⁰. Volontairement ou non, les péquistes semblent donc mettre une fois de plus en opposition les francophones et les non-francophones, contribuant ainsi à la polarisation linguistique. Les péquistes souhaitent donc défendre ce qu'ils considèrent comme leur héritage, tentant au passage de rallier la population francophone à sa cause.

2.3 Le retour au pouvoir du PQ et la loi 101 : la fin d'une mythification

De retour au pouvoir, les responsables péquistes mettent en veilleuse la question linguistique pour mieux préparer le référendum sur la souveraineté du Québec. Si la promotion de la langue française demeure un argument en faveur de la souveraineté du Québec, il apparaît à travers les discours péquistes que la loi 101 ne suffit plus à assurer à elle seule la francisation de la société québécoise. Ainsi, les limites de cette loi, devenue au fil des années presque mythifiée par les responsables du PQ, apparaissent, alors qu'on tente de démontrer que c'est la souveraineté qui apportera l'assurance tant recherchée sur le plan linguistique. À la suite de la défaite référendaire, la tentation est grande de renforcer cette loi désormais délestée de plusieurs de ses dispositions depuis l'adoption de la loi 86. Cependant, le nouveau

politique au Québec 1994-1995, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1995. <http://www.pum.umontreal.ca/apqc/94_95/drouilly/drouilly.htm> (4 mars 2015)

⁷⁹ Cité dans Denis Lessard, « Le PQ se passera des allophones pour réaliser la souveraineté », *La Presse*, 24 janvier 1993, A1 et A2.

⁸⁰ Voir Jean Dion, « Les propos de Parizeau, une "gaffe politique" », *Le Devoir*, 28 janvier 1993, p. A4.

premier ministre Lucien Bouchard, plutôt que de redonner à la loi 101 son lustre d'antan, choisira plutôt de la décrocher de son piédestal en y apportant des correctifs mineurs, au grand dam de nombreux militants péquistes.

2.3.1 La protection de la langue comme argument de l'indépendance

Pendant plusieurs années, la loi 101 apparaît pratiquement pour les responsables politiques péquistes comme une fin en soi. Préserver cet outil considéré comme étant essentiel pour la protection du français se confond avec la protection de la langue française elle-même, comme on peut le voir au cours des débats précédant le référendum de 1980. Si la dénonciation d'un pouvoir fédéral perçu comme un frein à la progression du français est une constante tout au long de la période étudiée, la rhétorique qui lie la protection linguistique à l'accession à la souveraineté apparaît plus spécifiquement dans les mois qui précèdent les deux référendums. Cependant, les discours prennent une direction légèrement différente au cours des semaines qui précèdent le deuxième référendum sur la souveraineté en 1995, alors qu'on constate davantage les limites de la loi 101. Au final, l'indépendance redevient un outil de prédilection pour faire du Québec, comme l'avait prévu René Lévesque, un État où le français est la langue commune, sans ambiguïté.

Au printemps 1977, Lévesque avait reçu avec étonnement et tiédeur le projet de loi de Camille Laurin, jugé trop « radical et exhaustif »⁸¹. Si pour Laurin la loi 101 représentait « une étape essentielle vers la souveraineté »⁸², Lévesque conçoit initialement celle-ci comme une sorte de béquille. Son ancien conseiller, Louis Bernard, rappelle la position de Lévesque : « la Charte de la langue française est un instrument utile, mais insuffisant, ce n'est pas ce qui assurera l'avenir du français au Québec. Le Québec ne deviendra un État français que lorsqu'il sera un État

⁸¹ Voir Camille Laurin, « Québec bilingue ou Québec français », dans Yves Bélanger et Michel Lévesque (dir.), *René Lévesque, l'homme, la nation, la démocratie*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1992, p. 316 et 319.

⁸² Jean-Claude Picard, *Camille Laurin : l'homme debout*, Montréal, Boréal, 2003, p. 247.

souverain »⁸³. La loi 101 apparaît cependant pour la plupart des représentants péquistes comme l'instrument qui permet notamment de renverser la tendance lourde de l'intégration des immigrants à la communauté francophone. Toutefois, l'accession à la souveraineté est également perçue comme un essentiel à la francisation complète du Québec car le cadre fédéral et le bilinguisme canadien constituent des obstacles à l'accomplissement de cet idéal. En décembre 1979, lorsque le gouvernement Lévesque se voit forcé de se conformer au jugement de la Cour suprême du Canada qui interdit au Québec de faire du français la langue unique de la législation et de la justice, les péquistes y voient la preuve que le régime canadien est une menace pour le Québec. Claude Charron va jusqu'à affirmer que si les Pères de la Confédération avaient pu anticiper un tel jugement, « le vote que cette Assemblée législative a pris aurait pu être grandement différent et le Québec n'aurait jamais été dans la Confédération canadienne »⁸⁴. Pour Camille Laurin, cette journée est un jour de deuil qui « restera marqué d'une pierre noire dans l'histoire du Québec ». Même si cette décision le surprend peu, celui-ci « étonne par sa sévérité, sa dureté et son absolutisme », estime-t-il :

Ce jugement va en effet plus loin dans ce sens que toutes les appréhensions ou craintes que d'aucuns avaient exprimées. Par ce jugement, le régime fédéral resserre davantage encore son étreinte sur le Québec. Le régime fédéral est confirmé dans son statut d'héritier des conquérants de 1763, de maître absolu de nos institutions dans ce qu'elles ont d'essentiel. En plus de maintenir le Québec dans son assujettissement antérieur, il nous confirme à un statut de locataires et de chambreurs dans notre propre maison⁸⁵.

Tant que le Québec demeurera dominé et asservi dans un régime fédéral dont le renouvellement est impossible, tant que le Québec sera soumis à une « vieille constitution oppressive », la majorité francophone ne pourra jouir de toute la liberté voulue pour se donner des lois et institutions qui correspondent à ses aspirations, souligne le psychiatre⁸⁶. En mars 1980, au cours des débats pré-référendaires, Pierre-

⁸³ Louis Bernard, cité dans Michel Sarra-Bournet, *op. cit.* p.74. Sur le même sujet, voir Levine, *op.cit.*, p. 187. Voir aussi René Lévesque, *Attendez que je me rappelle...*, Montréal, Québec/Amérique, 1986, p. 388.

⁸⁴ Voir Claude Charron, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 31^e législature, 4^e session*, 13 décembre 1979.

⁸⁵ Voir Camille Laurin, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 31^e législature, 4^e session*, 13 décembre 1979.

⁸⁶ *Ibid.* Voir aussi Louis O'Neil, Jean-François Bertrand, Gérald Godin et Gilbert Paquette, dans *Ibid.*

Marc Johnson rappelle que la constitution empêche le Québec d'adopter les lois qu'il souhaite : « les institutions et services fédéraux, les compagnies privées à charte fédérale invoquent également la constitution pour ne pas se plier aux exigences de francisation de la loi 101 », raison de plus pour se munir de tous les pouvoirs législatifs⁸⁷. Cependant, la maîtrise des pleins pouvoirs constitutionnels n'est pas le seul motif qui lie la souveraineté et la langue. Pour le ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles, Jacques Couture, la souveraineté permettrait une meilleure intégration des immigrants à la communauté francophone. Selon son expérience auprès des nouveaux arrivants, l'ambiguïté du fédéralisme canadien crée de la confusion dans leurs esprits : « Ce n'est pas au Québec que nous sommes venus, mais au Canada, me suis-je fait répondre invariablement par différents membres des communautés ethniques à qui je demandais d'expliquer pourquoi ils n'avaient pas réussi, au cours de longues années de séjour parmi nous, à apprendre le français, et Dieu sait que ce n'est pas leur faute! »⁸⁸.

Quelques années après la défaite référendaire, René Lévesque lance en 1984 un appel au « Beau risque », mais n'en démord pas moins sur l'idée qu'à long terme, seule la souveraineté peut assurer une véritable sauvegarde du français. Il se montre déçu face à l'illusion répandue que tout est réglé sur le plan linguistique avec la loi 101. « Quant à moi, les raisons des années 60 et 70 tiennent toujours. La langue, ce n'est peut-être plus un moteur, mais c'est un peu déprimant parce qu'il y a cette illusion que tout est réglé de ce côté-là. Ce qui n'est pas vrai - c'est bien loin d'être vrai. Ça flanche ici et là », lance-t-il en faisant référence aux décisions de la Cour Suprême du Canada sur la langue. Il insiste pour dire que « la seule sécurité possible et totale pour un peuple minoritaire comme nous, c'est d'avoir des institutions en main »⁸⁹.

⁸⁷ Voir Pierre-Marc Johnson, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 31^e législature, 4^e session*, 18 mars 1980. Sur le même sujet, voir aussi Laurent Lavigne, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 31^e législature, 4^e session*, 6 mars 1980.

⁸⁸ Voir Jacques Couture, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 31^e législature, 4^e session*, 19 mars 1980.

⁸⁹ René Lévesque, cité dans Pierre Godin, *loc. cit.*, p. 83-84.

Cette confiance nouvelle des francophones qui découle des progrès permis par la loi 101 rend cependant les nationalistes plus ouverts à garantir des droits à la communauté anglophone au début des années 1990, de façon à rassurer celle-ci sur son avenir dans un éventuel Québec indépendant⁹⁰. Cet état d'esprit est exprimé par Camille Laurin au cours de l'année qui précède le deuxième référendum, lui qui souhaite offrir au Québec un pays « respectant les droits des minorités, où il n'y aura plus d'humiliation, ni à leur encontre ni à la nôtre, en matière de traitement de nos concitoyens anglophones ou des membres des communautés culturelles venues librement joindre et enrichir notre société »⁹¹. Les propos de Jacques Parizeau et de David Payne sur le désir de vivre en harmonie avec la communauté anglophone et les autres communautés culturelles en septembre 1995 vont également dans ce sens. Le député Payne affirme que « la fière communauté anglophone que j'aime tant et qui a tant contribué au progrès du Québec, passé et présent [...] aura une reconnaissance constitutionnelle des droits qu'elle n'a pas maintenant », même s'il affirme du même souffle que cette communauté est déjà privilégiée⁹². Pour sa part, le chef Jacques Parizeau se fait tout aussi rassurant sur le plan des droits futurs accordés à cette communauté avec qui les francophones pourront vivre « en harmonie »⁹³. Malgré ce désir d'ouverture, le PQ semble tout de même faire peu de cas des préoccupations des non-francophones, estime Jack Jedwab. Plutôt que de tenter de mousser auprès d'eux l'intérêt de la souveraineté, le parti semble vouloir convaincre ces derniers « de se joindre au désir profond des francophones », dont une bonne partie souhaite réaliser la souveraineté⁹⁴.

⁹⁰ Comme le mentionne l'historien Jacques Rouillard, la CSN, dans son mémoire déposé à la Commission Bélanger-Campeau, aspire à l'édification d'une société française qui tient également compte des diverses composantes de la société. Cette position est alors partagée tant par le Parti québécois que par d'autres groupes nationalistes. Jacques Rouillard, « La CSN et la protection de la langue française (1921-1996) », *loc. cit.*, p. 23-25.

⁹¹ Voir Camille Laurin, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 35^e législature, 1^{re} session*, 6 décembre 1994.

⁹² Voir David Payne, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 35^e législature, 1^{re} session*, 13 septembre 1995.

⁹³ Voir Jacques Parizeau, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 35^e législature, 1^{re} session*, 11 septembre 1995.

⁹⁴ Jack Jedwab, *loc. cit.*, p. 120.

En effet, une certaine ambiguïté se perçoit dans le discours péquiste. À l'assurance au sujet des droits des minorités en cas de victoire du camp du OUI se mêle la profonde inquiétude de certains députés au sujet de l'attraction du français auprès des non-francophones. Le député Jean-Pierre-Charbonneau rappelle que de nombreuses manchettes de journaux laissent croire que la situation du français est loin d'être rose : « Les jeunes allophones boudent le français. L'école française obligatoire impuissante à contrer le passage à l'anglais. Seulement un élève allophone sur sept fréquentant les écoles françaises de Montréal adopte le français comme langue d'usage », lance le député citant *La Presse*, avant de poursuivre sur différentes études qui démontrent l'influence grandissante de l'anglais⁹⁵. La loi 101 ne suffit donc pas selon le député à accorder au français le prestige désiré pour favoriser une véritable capacité d'intégration des immigrants et freiner les transferts linguistiques vers l'anglais. Le député Guy Chevrette exprime également face aux statistiques sur l'état du français la peur de « disparaître » si le Québec demeure une simple province, ce qui justifie la nécessité d'avoir en main « tous nos outils législatifs et réglementaires [...] en matière de langue pour assurer la survie, l'identité de ce peuple francophone en Amérique du Nord »⁹⁶. De son côté, la députée Louise Beaudoin rappelle que la loi 101 « a très vite été perforée comme un gruyère à cause d'une Constitution, celle de 1982, conçue dans le but précis, entre autres, de lui faire obstacle ». L'obtention des pleins pouvoirs pour protéger la langue française permettrait alors au Québec de devenir « un creuset où pourront s'intégrer en français, mieux que jamais, ces gens de partout »⁹⁷. Dans la même veine, plusieurs députés rappellent que la bataille du français est encore loin d'être gagnée au Québec, surtout sur le plan de l'intégration des immigrants à la majorité francophone. À ceux qui affirment que la souveraineté est moins nécessaire en raison des progrès du français, Joseph Facal rétorque :

C'est faux, et je me sens d'autant plus à l'aise pour le dire que je ne suis pas fait en laine du pays. 63 % des immigrants adoptent l'anglais comme langue d'usage; 60 % des allophones

⁹⁵ Jean-Pierre Charbonneau, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 35e législature, 1^{re} session*, 13 septembre 1995.

⁹⁶ Guy Chevrette, dans *Ibid.*

⁹⁷ Voir Louise Beaudoin, dans *Ibid.*

font leurs études collégiales en anglais; 57 % vont dans les universités anglophones. Dans quelques années, les francophones seront minoritaires à Montréal. Si, par malheur, nous choisissons de demeurer minorité dans l'ensemble canadien, les pressions s'intensifieront pour le retour du libre choix de la langue d'enseignement. Je ne connais guère d'exemple d'une langue minoritaire qui soit devenue une langue d'intégration⁹⁸.

Le fait de réaffirmer que le Québec est un pays de langue française dans le préambule du projet de loi 1 sur l'avenir du Québec est donc un vœu partagé par de nombreux députés péquistes. Certains estiment même que « la première raison pour accéder à la souveraineté, c'est pour s'épanouir comme peuple francophone, bien sûr protéger notre langue, protéger le fait français en Amérique du Nord, dans une mer de 280 000 000 d'habitants »⁹⁹. Si pour la plupart des péquistes la langue n'est pas clairement évoquée comme l'enjeu principal du débat référendaire, l'apparente nécessité de se doter de meilleurs outils constitutionnels et symboliques pour éliminer notamment le message confus qu'envoie un Canada bilingue aux immigrants, semble largement partagé, et ce, tant en 1980 qu'en 1995. Comme nous le verrons dans le dernier chapitre, cette nécessité évoquée par les péquistes est au cœur des conflits de représentations tout au long de la période étudiée.

2.3.2 Pragmatisme et apaisement linguistique

À la suite de la défaite du camp du Oui, Parizeau démissionne et c'est Lucien Bouchard qui devient premier ministre. Lors du dépôt du projet de loi 40 en juin 1996, la ministre Louise Beaudoin se contente de rétablir la Commission de protection de la langue française (abolie par la loi 86) et de mieux protéger les droits du consommateur, tout en reconnaissant officiellement les apports de toutes les minorités à la société québécoise. Quelques mois plus tard, pour justifier la décision de ne pas revenir à l'affichage unilingue, elle reprend à son compte les récentes conclusions d'une grande enquête du Conseil et de l'Office de la langue française sur

⁹⁸ Voir Joseph Facal, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 35^e législature, 1^{re} session*, 13 septembre 1995. Sur le même sujet, voir aussi Jean-Pierre Charbonneau et Guy Chevrete, dans *Ibid.* Voir aussi Robert Perreault, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 35^e législature, 1^{re} session*, 14 septembre 1995.

⁹⁹ Voir Lévis Brien, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 35^e législature, 1^{re} session*, 6 décembre 1994.

l'affichage commercial sur l'île de Montréal qui révèle que le français se retrouve sur la quasi-totalité des devantures des commerces de l'île (94 %) : « À la lumière de ces résultats, il n'y a pas lieu de modifier le régime actuel de l'affichage »¹⁰⁰ estime-t-elle. Le gouvernement du Parti québécois ne peut par ailleurs ignorer la tendance nette qui se dessine dans l'opinion publique au sujet de l'affichage. En effet, selon un sondage publié en septembre 1996, 84,5 % des Québécois interrogés se déclarent favorables au maintien de la loi 86¹⁰¹. Toutefois, la ministre Beaudoin réaffirme la nécessité d'agir avec vigilance pour faire respecter la Charte de la langue française, sans quoi le Québec risque l'anglicisation complète :

Nous sommes au Québec 6 000 000 de francophones dans un univers comptant quelque 270 000 000 d'anglophones. Ne pas agir, ne pas agir avec vigueur pour atteindre les objectifs de la Charte de la langue française risquerait de condamner la collectivité québécoise de langue française au sort qu'ont connu et que connaissent encore nos compatriotes qui se sont exilés aux États-Unis ou qui ont essaimé ailleurs au Canada. Dans le premier cas, l'assimilation a été, vous le savez, à toutes fins utiles totale¹⁰².

Sur cette question, la ministre est également en phase avec l'électorat francophone, dont 78 % d'entre eux se disent favorables à un retour de la Commission de protection de la langue française (alors que 66 % des anglophones ne le souhaitent pas)¹⁰³. La loi 40 survient après le discours du premier ministre Bouchard au théâtre Centaur de Montréal en mars 1996, où celui-ci tente de rebâtir des ponts avec la communauté anglophone à la suite du référendum. Il fait alors l'apologie du pluralisme et souligne que la diversité constitue un atout pour Montréal. Toutefois, il rappelle que « la survie de la langue française en Amérique du Nord sera toujours un défi; elle exigera toujours beaucoup de vigilance »¹⁰⁴. Pour Bouchard, aucune paix linguistique ne peut

¹⁰⁰ Voir Louise Beaudoin, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 35^e législature, 2^e session, 12 décembre 1996.

¹⁰¹ Enquête SONDAGEM, 23 août au 1^{er} septembre 1996, Tiré de Guy Lachapelle, « L'opinion publique québécoise ballottée entre des messages de solidarité et des promesses non tenues », dans Robert Boily (dir.) *L'année politique du Québec 1996-1997*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1997. <http://www.pum.umontreal.ca/apqc/96_97/lachapelle/lachapelle.htm> (2 mai 2015)

¹⁰² L'enquête réalisée en 1996 démontre que le paysage linguistique montréalais est resté stable depuis un an : on retrouve du français devant la quasi-totalité des commerces de l'île de Montréal (94 %). Voir Louise Beaudoin, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 34^e législature, 2^e session, 12 décembre 1996.

¹⁰³ *Le Devoir*, 15 avril 1997, p. A5; Léger et Léger, avril 1997, tiré de Guy Lachapelle, « L'opinion publique québécoise ballottée entre des messages de solidarité et des promesses non tenues », *op. cit.*

¹⁰⁴ Lucien Bouchard, *Discours au théâtre Centaur*, 11 mars 1996, dans Gretta Chambers, « Les relations entre anglophones et francophones », dans Michel Plourde et Pierre Georgeault (dir.) *Le*

survenir sans l'assurance que le français puisse survivre à Montréal et qu'en ce sens, la loi 101 est un héritage à préserver. Mais cette fois, la démarche s'inscrit avec une volonté affichée d'apaisement des tensions linguistiques.

Conclusion

La lutte pour la protection de la langue est un enjeu politique qui traverse toute la période et qui permet au PQ de mobiliser ses partisans en vue des référendums sur la souveraineté, mais surtout lors de son passage dans l'Opposition officielle, alors que le parti vit une période creuse et connaît de nombreux déchirements. Parmi les électeurs favorables à une politique plus rigoureuse de défense du français, on retrouve presque exclusivement les francophones, dont l'opinion à ce sujet est souvent opposée à celle de la majorité des anglophones et des allophones du Québec. Cette situation pousse parfois le PQ à adopter des discours qui laissent croire qu'il gouverne ou s'oppose au nom des francophones, ce qui suscite la suspicion dans le camp libéral, qui accuse ses adversaires de faire preuve de nationalisme ethnique. Mais le PQ s'emploie tout de même à rassurer les anglophones et les allophones de leurs droits et de leur place au sein de l'État québécois, tout en tentant dès le début des années 1980 d'éviter de présenter la communauté anglo-québécoise comme étant la source de l'insécurité des francophones.

Malgré tout, les représentants péquistes participent volontairement ou non à la polarisation électorale selon la langue des électeurs, situation qui se maintient tout au long de la période, puisque la question linguistique demeure au centre des préoccupations du parti. En effet, le français n'est toujours pas devenu la langue normale et habituelle de tous les Québécois 20 ans après l'adoption de la Charte de la langue française et l'environnement nord-américain est toujours perçu comme une menace. En conséquence, les représentants du Parti québécois dénoncent toute tentative de modifier l'intégralité de la loi 101 après avoir lui-même diminué les

français au Québec : 400 ans d'histoire et de vie, op., cit., p. 392.

irritants de celle-ci par l'adoption de la loi 57. À l'exception des réactions véhémentes à la décision de la Cour Suprême en 1979, les passages du PQ au gouvernement sont marqués par un désir d'apaisement sur le front linguistique et à rebâtir les ponts avec la communauté anglophone. Cette volonté se manifeste en particulier par le refus de revoir de fond en comble la loi 86, adoptée en 1993, après avoir été tant conspuée. En ce sens, ce sont les progrès du français, imputés à la loi 101, qui permettent d'envisager l'avenir avec plus de sérénité du côté péquiste. Cette attitude semble cependant paradoxale lors des périodes pré-référendaires, alors que la protection de la langue française devient un argument en faveur de la souveraineté. Au moment où un certain optimisme permet d'envisager d'accorder davantage de droits aux anglophones, le français est tout de même présenté comme étant fragile et les progrès insuffisants pour demeurer à l'intérieur du cadre politique fédéral. Un état d'esprit qui, comme nous le verrons, s'oppose généralement à celui des libéraux, imprégnés d'optimisme.

CHAPITRE III

LE PLQ OU LE PRAGMATISME IDENTITAIRE

« Qui, au cours des ans, n'a pas changé d'opinion sur la question des langues ? »¹

-Robert Bourassa

De retour dans l'opposition en 1976 après six ans au pouvoir, les libéraux doivent prendre acte de l'insuccès de leur position sur la question linguistique. Leur défi est double : ramener au bercail les anglophones qui ont dirigé un vote de protestation vers l'Union nationale et convaincre les francophones de leur désir de protéger le français. Après le dur épisode de l'adoption de la loi 22, le Parti libéral du Québec se retrouve une fois de plus dans une position d'équilibriste sur le plan linguistique : il doit tracer une fine ligne entre les droits collectifs et les droits individuels. Après avoir vertement critiqué la loi 101 comme abusive sur le plan des droits individuels, le PLQ n'a d'autre choix que de constater la grande popularité de cette loi auprès des francophones et se doit, par réalisme électoral, de trouver une position mitoyenne entre la protection du français et celle des droits de la minorité anglophone, une position de principe qui ressemble à la quadrature du cercle. Or, comment le PLQ arrive-t-il donc à arrimer ces volontés qui semblent contradictoires et comment le parti développe-t-il un discours au sujet de la langue qui ne heurte pas de front la populaire Charte de la langue française? Comme nous le verrons, à l'idéalisme de la loi 101 et du PQ, le PLQ opposera son « réalisme » en matière linguistique, par lequel la promotion du français interfère le moins possible avec les droits individuels. Nous

¹ Le soir de la défaite de 1976, Robert Bourassa est interrogé pour savoir ce qu'il pensait de sa politique linguistique (loi 22). Sa réponse est rapportée par William Tetley. Voir William Tetley, « Les anglophones et la législation sur les langues, une histoire vécue », dans Gary Caldwell et Eric Waddell (dir.), *Les anglophones du Québec, de majoritaires à minoritaires*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1982, p. 411.

présenterons dans un premier temps les deux grandes mouvances du PLQ pour mieux comprendre la position délicate dans laquelle se trouve le parti sur le plan linguistique, de façon à mieux saisir l'ambiguïté des prises de position du parti, puis nous aborderons l'axe principal du discours des libéraux, soit la défense des droits humains, puisque de ce principe découle l'ensemble du discours du PLQ sur la langue. Nous tenterons donc par la suite d'examiner l'évolution de la position du PLQ dans le temps, en traitant de façon principalement chronologique de l'usage des discours sur la langue et en faisant la distinction entre son séjour dans l'Opposition et celui au gouvernement, où le PLQ tente de mettre en application des promesses électorales qui heurtent bon nombre de francophones. Dans la foulée, nous verrons comment le passage des années permet la récupération du symbole de la loi 101 et de son intégration à la culture politique de ce parti. Finalement, nous aborderons les positions linguistiques du Parti égalité en 1989, né du mécontentement des électeurs libéraux anglophones.

3.1 Le PLQ à la défense des minorités

La position du PLQ sur la question linguistique diffère de façon importante de celle du PQ, en ce sens qu'elle s'appuie sur des visions à toutes fins utiles opposées : alors que le bilinguisme représente pour le PQ la pente savonneuse vers l'anglicisation, il constitue pour bon nombre de fédéralistes un symbole fort de la fédération canadienne depuis l'adoption de la Loi sur les langues officielles en 1969. L'unilinguisme prôné par la loi 101 et qui s'inscrit dans le projet d'affranchissement de la province à l'ensemble canadien, heurte non seulement la logique même de la politique linguistique canadienne, mais entre également en confrontation avec un autre symbole fort de la fédération : la Charte canadienne des droits et libertés, adoptée en 1982. Nous verrons donc comment s'articule dans le débat linguistique cette adhésion du PLQ aux principes des droits humains, mais d'abord, il y a lieu de

présenter les deux grandes mouvances de ce parti, ainsi que ses liens particuliers avec la communauté anglophone, qui constitue le groupe le plus mobilisé contre la loi 101.

3.1.1 Le « parti des Anglais »?

Fondamentalement, les débats découlant de la loi 101 mettent en opposition les intérêts des deux principales communautés linguistiques de la province. Comme nous l'avons vu, la communauté anglo-qubécoise, dont le statut est désormais clairement minoritaire, se sent lésée par la logique même de la loi 101, ainsi que ses différentes applications. Conséquemment, le PLQ représente le porte-voix naturel de cette communauté, qui revient rapidement dans le giron libéral à la suite de la loi 101². Comme le souligne John Parisella, depuis l'époque de Jean Lesage, les libéraux ont toujours entretenu des liens étroits avec les anglophones : « le PLQ reste le seul parti au Québec à les courtiser ouvertement par ses représentants, ses valeurs et son programme. Même la loi 22 et la loi 178 comportaient des compromis pour atténuer les réactions négatives de cette communauté »³, estime l'ancien chef de cabinet de Robert Bourassa et de Daniel Johnson. Il ajoute que le parti arrive à rejoindre cette clientèle électorale par son attachement marqué au Canada, mais aussi par un discours axé, entre autres, sur l'inclusion et les droits individuels. Cette relation particulière mène les mauvaises langues - et certains responsables politiques du Parti québécois, tel qu'illustré précédemment - à présenter le PLQ comme « le parti des Anglais », ce qui cause un risque sur le plan de la légitimité du parti auprès des francophones. Le PLQ tente donc de se définir comme le parti de « tous les Québécois »⁴.

Dans ce discours inclusif, on retrouve une recette qui fut utile lors du référendum de 1980 pour rallier non seulement l'ensemble des Québécois, mais également pour repousser les attaques des péquistes : accuser ces derniers de classer la population en

² William Tetley, *op. cit.*, p. 411.

³ John Parisella, « Le parti des Anglais? », *Le Devoir*, 30 avril 2007.

⁴ *Ibid.*

deux catégories, les bons et les mauvais Québécois, ou plutôt, entre francophones et non-francophones, comme l'avait fait Pierre Elliott Trudeau, de façon à étiqueter les indépendantistes comme des gens intolérants et xénophobes⁵. Déjà, au début des années 1980, le député Clifford Lincoln posait les anglophones en victimes de la fermeture des francophones à leur égard. Ceux-ci refuseraient donc d'apprendre l'anglais, alors que selon lui, les anglophones des autres provinces démontrent un enthousiasme évident à l'apprentissage du français, comme en fait foi le succès de certaines écoles d'immersion française ailleurs au Canada⁶. Plus tard, en 1988, on associe la lutte pour le maintien de l'affichage unilingue comme une manifestation de ce nationalisme basé sur la race, qui nie l'existence des Québécois qui ne sont pas des pures laines⁷. Lors du référendum de 1995, le parti poursuit dans la même veine en liant le nationalisme péquiste avec un projet raciste⁸.

Pourtant, le PLQ n'est pas dépourvu de députés dits « nationalistes ». Comme le rappelle Graham Fraser, l'élite politique au Québec à la fin des années 1970 peut se subdiviser en trois courants principaux, dont le camp indépendantiste, associé au PQ et à René Lévesque. Le camp fédéraliste, lui, se subdivise en deux groupes : les tenants d'un fédéralisme rigide et les partisans d'une troisième voie, qui se situe entre cette faction et le mouvement indépendantiste. Cette mouvance importante au sein du PLQ, qui milite en faveur d'un fédéralisme d'ouverture, est composé de plusieurs têtes d'affiche francophones, dont Claude Ryan, Robert Bourassa, Claude Castonguay et Solange Chaput-Rolland. Ces derniers souhaitent profondément le progrès du français

⁵ Graham Fraser, *Le Parti québécois*, Montréal, Libre Expression, 1984, p. 252.

⁶ Voir Clifford Lincoln, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 32^e législature, 3^e session, 26 mai 1982.

⁷ Voir Christos Sirros, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 2^e session, 16 décembre 1988.

⁸ « Le Parti québécois a toujours démontré son incapacité à saisir et à accepter la réalité du Québec pluraliste d'aujourd'hui. Avec leur projet de séparation qu'ils adressent uniquement aux Québécois dits de souche, ils véhiculent une vision du nationalisme étroite et fort inquiétante », affirme Yvan Bordeleau. Voir Yvan Bordeleau, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 35^e législature, 1^{re} session, 14 septembre 1995.

et la réforme du fédéralisme canadien de façon à répondre aux aspirations particulières du Québec. Ainsi, ils se montrent prêts à prendre certaines distances face au fédéralisme plus centralisateur d'Ottawa incarné par Pierre-Elliott Trudeau⁹. Or, c'est de cette frange trudeauiste dont sont issus la plupart des députés anglophones (ou ceux issus de comtés à forte concentration d'électeurs anglophones). Dès le milieu des années 1970, la communauté anglo-québécoise connaît une certaine radicalisation sur la question linguistique qui rend difficile la conciliation des positions des deux factions du PLQ. Comme le note l'ancien ministre libéral William Tetley, depuis la bataille contre la loi 63 à la fin des années 1960, des interprétations erronées au sujet des droits linguistiques ont été véhiculées par certains experts et médias anglophones, contribuant ainsi à un refus global de la loi 101¹⁰. « Pour eux, les usages du passé étaient des droits et non des privilèges »¹¹, analyse Tetley. Comme le rappelle également David Thomas, les médias anglophones du Québec, dont les journalistes et les dirigeants sont à ce moment incapables « de lire trois des quatre quotidiens de la ville », démontrent une méconnaissance profonde de la société québécoise et « se tournent vers un esprit de clocher tout axé sur les intérêts immédiats d'une minorité ». Ces « non-Québécois, souvent de passage, tendent à entretenir un climat de peur et d'ignorance »¹² qui ne facilite en rien le travail des députés libéraux, qui dépendent du ralliement des deux communautés linguistiques pour assurer leur succès. En effet, le PLQ peut généralement compter sur l'appui de la communauté anglophone, mais celle-ci se montre souvent hostile « à l'égard de tout porte-parole de ce parti, chef ou militant, qui manifeste une attitude tant soit peu nationaliste »¹³.

⁹ Graham Fraser, *op. cit.*, p. 234.

¹⁰ Tetley rappelle qu'à la suite de l'adoption de la loi 22, ces fausses interprétations avaient contribué à entraîner la défaite électorale de sa formation politique. Voir William Tetley, *op. cit.*, p. 399-400.

¹¹ *Ibid.*, p. 406.

¹² David Thomas, « La presse anglophone des années 1970 coupable de complot ou d'incompétence? », dans Gary Caldwell et Eric Waddell (dir.), *Les anglophones du Québec, de majoritaires à minoritaires*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1982, p. 365-366.

¹³ Gary Caldwell et Eric Waddell, « Introduction de la septième partie : La scène politique », dans Gary Caldwell et Eric Waddell (dir.), *Les anglophones du Québec, de majoritaires à minoritaires*,

Ces tensions entre les deux mouvances du parti apparaissent au grand jour lors d'une motion présentée le 2 octobre 1981 à l'Assemblée nationale par le premier ministre Lévesque condamnant le rapatriement unilatéral de la Constitution par le gouvernement fédéral. Celle-ci est alors appuyée par une majorité de députés libéraux, mais neuf d'entre eux, représentatifs de la mouvance trudeauiste, choisissent toutefois de défier leur chef, Claude Ryan¹⁴. Parmi ce groupe, on retrouve une majorité d'anglophones, mais de rares députés anglophones choisissent pour leur part de voter en faveur de la motion. Herbert Marx, élu en 1979 dans le comté à forte concentration anglophone de d'Arcy McGee, doit ensuite subir les foudres de ses électeurs¹⁵, tout comme Reed Scowen, fidèle à Claude Ryan, qui avait déjà décrié le bilinguisme à deux vitesses (aux dépens des francophones des autres provinces) préconisé par Trudeau¹⁶. Cependant, Scowen n'hésite pas à sortir des sentiers battus quelques mois plus tard en utilisant sa voix de député pour demander en chambre le retour du bilinguisme dans l'affichage¹⁷, une position officielle du PLQ que l'on semble toutefois vouloir taire le plus possible. Il va même jusqu'à utiliser le plancher du congrès du Parti libéral en 1985 pour le faire inscrire en toutes lettres dans le programme électoral, plaçant ainsi la direction du PLQ dans une position délicate

Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1982, p. 371.

¹⁴ Les élus sont John O'Gallagher, John Ciaccia, Lucien Caron, Clifford Lincoln, Michel Gratton, Cosmo Maciocia, William Cusano, Richard French et Joan Dougherty. Voir BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 32^e législature, 2^e session, 2 octobre 1981.

¹⁵ Marx raconte que dans une assemblée de citoyens dans son comté, tous les gens présents étaient contre cette motion et lui ont signifié bruyamment leur désaccord. Mais pour cet éminent constitutionnaliste, ce rapatriement unilatéral contrevient au droit et doit être dénoncé sous cet angle. Voir BAN, « Entrevue avec Herbert Marx - 1^{re} partie », dans *Mémoires de députés: Capsules/Émissions de l'Assemblée nationale*. Diffusé le 25 avril 2010, 19 h. <<http://www.assnat.qc.ca/en/video-audio/emissions-capsules-promotionnelles/memoires-deputes/AudioVideo-20805.html>> (4 avril 2015)

¹⁶ « I think every English speaking Quebecker would say to Mr. Trudeau: You are wrong to impose on Québec and on Manitoba a bilingual political system when you do not impose it on Ontario and New Brunswick, which are both provinces with important French speaking minorities. It is just not fair ». Voir Reed Scowen, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 31^{re} législature, 6^e session, 20 novembre 1980.

¹⁷ Voir Reed Scowen, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 32^e législature, 3^e session, 26 mai 1982.

auprès de ses électeurs francophones¹⁸. Cet ancien membre de la commission Pépin-Robarts sur l'unité canadienne (qui recommandait notamment l'autonomie des provinces dans le traitement des droits linguistiques des minorités) est également l'un des concepteurs du programme du parti en matière linguistique. Il publie donc en 1979 le document intitulé *Réflexions sur l'avenir de la langue anglaise au Québec*, à la demande de son chef Claude Ryan, et propose alors cinq éléments pour faciliter la vie des anglophones au Québec. Ces derniers sont ensuite intégrés dans le programme du parti, dont l'affichage bilingue, avec priorité au français¹⁹. En somme, la députation anglophone du parti n'est pas un bloc monolithique, mais constitue tout de même un pilier important du parti avec lequel chaque chef doit négocier, sans quoi une fracture importante risque d'apparaître.

Comme nous le verrons, la question linguistique apparaît pour les libéraux comme une bombe à retardement qui éclate à la fin de l'année 1988 à la suite du jugement de la Cour Suprême sur l'affichage commercial. Une fracture au sein du parti mènera à la création du Parti égalité et du Parti unité, dont les représentants, de tendance trudeauiste, maintiendront la ligne dure envers la loi 101. Le cheminement des libéraux sur la question explosive des droits linguistiques s'annonce donc comme une constante recherche d'équilibre entre deux visions divergentes et cette difficile cohésion demeure un enjeu durant toute la période étudiée. Le PLQ s'inscrira donc dans une démarche qui n'oppose pas les différentes communautés linguistiques et qui tente de respecter le principe évoqué par Claude Ryan : la défense d'un Québec « franchement français, mais respectueux des autres cultures »²⁰. Si le discours libéral

¹⁸ Michel David, « Libre choix à rabais », *Le Devoir*, 25 mai 2002.

¹⁹ Il y suggère également que si les anglophones veulent demeurer dans la province, ces derniers doivent accepter la primauté de la langue française au Québec, trouver les solutions à leurs problèmes à Québec (et non à Ottawa) et accepter le fait que globalement, la loi 101 ne nie pas les droits fondamentaux des anglophones. Voir BAN « Entrevue avec Reed Scowen, 1^{re} partie », dans *Mémoires de députés, Capsules/Émissions de l'Assemblée nationale*, diffusé le 8 décembre 2013, 19 h, <<http://www.assnat.qc.ca/fr/video-audio/emissions-capsules-promotionnelles/memoires-deputes/AudioVideo-49235.html>> (20 juillet 2015).

²⁰ Graham Fraser, *op. cit.*, p. 296.

sur la question linguistique doit prendre en compte les griefs des anglophones, il doit cependant s'articuler selon les contingences de la réalité électorale québécoise, c'est-à-dire sans heurter de front la majorité francophone. En ce sens, la défense des droits individuels, valeur fondamentale du parti, est un thème plus large et plus porteur pour l'ensemble de l'électorat, car, par son aspect universel, il ne vise aucune communauté en particulier. Ainsi, il est possible pour le PLQ de défendre les droits des anglophones sans porter l'étiquette du « parti des Anglais ».

3.1.2 La défense des droits individuels

Malgré la volonté de réforme constitutionnelle visant à accorder davantage de pouvoir à la province, le PLQ souhaite tout de même être en phase dans ses positions avec la constitution canadienne et cet arrimage apparaît dès la première décision de la plus haute cour du pays au sujet de la loi 101. L'usage unique du français comme langue des tribunaux et de l'Assemblée nationale ayant été invalidé, le chef du PLQ, Claude Ryan, affirme à ce moment que d'autres parties de la loi 101 sont alors contestées devant les tribunaux et « que le gouvernement aurait intérêt à réexaminer ces parties de la loi 101 au lieu d'aboutir à d'autres désaveux cruels comme celui qui est survenu aujourd'hui »²¹. Selon Ryan, l'expérience enseigne « les effets déchirants et divisifs des lois linguistiques à caractère trop universel et contraignant »²². En se portant à la défense des droits des minorités linguistiques, le chef du parti peut également défendre les droits des francophones des autres provinces du pays²³. Le PLQ semble dès lors aligner étroitement son discours sur tout jugement de la Cour

²¹ Voir Claude Ryan, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 31^{re} législature, 4^e session, 13 décembre 1979.

²² *Ibid.*

²³ Au sujet de l'article 133 de la constitution de 1867, qui fait du Québec la seule province ayant l'obligation d'utiliser le français et l'anglais dans sa législature et devant ses tribunaux, Claude Ryan affirme que « lors des travaux de la révision constitutionnelle, notre parti travaillera à ce que cet article, ou une disposition semblable, s'applique aussi à tous les autres gouvernements provinciaux et, à tout le moins, pour commencer, aux gouvernements des provinces qui étaient visées dans la Charte de Victoria ». Voir *Ibid.*

Suprême. Il ne dérogera qu'une seule fois à cette règle, soit en 1988, en faisant l'usage de la clause dérogatoire au sujet de l'affichage commercial.

En 1983, le député Michel Gratton illustre bien l'importance des droits individuels pour son parti dans une question lancée au ministre Godin : « plutôt que de chercher un compromis entre ce qu'il appelle ses convictions personnelles et ce qui est politiquement réalisable, ne devrait-il pas plutôt se laisser guider par le principe du respect des droits et libertés des individus, quelle que soit la langue qu'ils parlent? »²⁴. La même année, Thérèse Lavoie-Roux fait sienne la position affichée en 1977 par la Commission des droits de la personne selon laquelle « les intérêts légitimes de la majorité doivent être affirmés et respectés », mais rappelle qu'il est « tout aussi important de ne pas aller au-delà de ce qui est requis pour assurer ce respect ». Ainsi, elle accuse le gouvernement péquiste de dépasser cette limite en brimant la liberté d'expression dans le domaine de l'affichage commercial et insiste pour permettre l'utilisation dans l'affichage public et la publicité commerciale de langues autres que le français « à condition et sous réserve que le français demeure prépondérant »²⁵.

L'un des événements les plus déchirants pour les libéraux survient alors que tire à sa fin leur deuxième mandat. Ayant refusé, en 1988, de se conformer totalement au jugement de la Cour Suprême au sujet de l'affichage commercial, les libéraux semblent affectés par la décision du Comité des droits de l'homme des Nations unies rendue en mars 1993, qui déclare que la loi 178 viole le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Corriger cette tache au dossier libéral est alors une nécessité partagée par « la très grande majorité des ministres » avant l'élection, rappelle l'ancien ministre libéral Gil Rémillard²⁶. À la suite de cette décision du comité de l'ONU, John

²⁴ Voir Michel Gratton, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 32^e législature, 4^e session, 12 mai 1983.

²⁵ Voir Thérèse Lavoie-Roux, qui cite la Commission dans son plus récent mémoire déposé en commission parlementaire. Dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 32^e législature, 4^e session, 7 décembre 1983.

²⁶ Gil Rémillard, « Ce soir-là sur le toit du bunker », *Le Devoir*, 10 décembre 2003,

Ciaccia souligne également sa honte de devoir faire la tournée des éditorialistes américains pour démontrer que le Québec n'est pas un goulag²⁷. Ce contexte donnera des munitions aux libéraux pour corriger la mesure temporaire que plusieurs considéraient comme une « grave erreur », dont le prix à payer fut l'enterrement de l'Accord du Lac Meech²⁸. Comme nous le verrons plus en détail dans ce chapitre, la question linguistique en est une explosive pour le parti. Ainsi, la polarisation autour de ce thème et l'évolution du contexte sociopolitique pousse donc le parti à mettre tantôt l'accent sur le respect des droits humains (dont ceux en particulier de la minorité anglophone), tantôt sur la nécessité de protéger le français. Nous présenterons cette fois l'évolution de positions du PLQ de façon chronologique.

3.2 Les libéraux et la question linguistique : une position d'équilibrisme

La popularité de la loi 101 auprès de l'électorat francophone, en particulier dans les premières années suivant son adoption, complique la tâche pour le Parti libéral, qui doit naviguer entre deux eaux sur la question linguistique, après avoir vivement attaqué la loi avant son adoption. Il s'agit pour ce parti de réaliser un grand écart entre des positions parfois difficilement réconciliables. Il doit satisfaire l'électorat francophone qui lui permet d'obtenir une majorité de comtés sans toutefois s'aliéner l'électorat anglophone. Avec la montée en force du Parti québécois dès 1976, l'effacement de l'Union nationale et le retour à un bipartisme à partir de 1981, un nouvel équilibre survient alors sur l'échiquier électoral : le PQ accapare dorénavant la part du lion de l'électorat francophone, mais ses positions sur la langue (ainsi que sur

<<http://www.ledevoir.com/politique/quebec/42590/ce-soir-la-sur-le-toit-du-bunker-suite>> (18 décembre 2014)

²⁷ Voir John Ciaccia, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 34^e législature, 2^e session*, 8 juin 1993. Cette décision survient au moment où la communauté anglophone s'inquiète de son déclin démographique et de la fermeture de ses écoles. Voir Gretta Chambers, « Les relations entre les anglophones et les francophones », dans Michel Plourde et Pierre Georgeault (dir.), *Le français au Québec : 400 ans d'histoire et de vie*, Montréal, Fides/Publications du Québec, 2008, p. 389-390.

²⁸ Gil Rémillard, *op. cit.*

l'indépendance) déplaisent fortement à l'électorat allophone et anglophone, qui sont des segments importants de l'électorat libéral²⁹. Pour rallier ces deux segments de l'électorat, les responsables politiques du PLQ se garderont de décrier ouvertement les principes fondateurs de la loi 101, en critiquant les effets les plus néfastes de la loi 101 et en dépeignant les positions péquistes comme étant le fruit de l'intolérance. Ce faisant, ils participent également à la polarisation électorale. Comme nous le verrons, ils arriveront à ménager les francophones et les non-francophones, jusqu'à ce qu'éclate de nouveau un débat linguistique de grande ampleur une fois au pouvoir, qui crée des déchirements au sein du parti et le force à se mettre à dos une fois de plus son électorat anglophone.

3.2.1 Le PLQ dans l'Opposition. Les francophones à reconquérir

Le passage du PLQ dans l'Opposition officielle est marqué par la volonté de reconquérir le vote des francophones, mais le relâchement de la vigilance de cet électorat sur la question linguistique et la fragilité du leadership de Claude Ryan à la suite de la défaite de 1981 permet à la faction trudeauiste de monter au créneau contre la loi 101, rendant la position libérale pour le moins ambiguë au début des années 1980. En 1978, c'est donc l'ancien éditorialiste du *Devoir* et adversaire farouche de la Charte de la langue française qui devient chef du Parti libéral. La question linguistique n'est plus au centre des débats politiques dans les mois qui suivent l'adoption de la loi 101, mais après une relative période de grâce d'environ deux ans des députés libéraux ne se gênent plus pour dénoncer l'exode de certaines entreprises, qu'on lie directement avec cette loi, sans que celle-ci soit rejetée dans son ensemble³⁰.

²⁹ Pierre Drouilly, « L'élection du 25 septembre 1989 : une analyse des résultats », dans *L'année politique au Québec 1989-1990*, PUM, Montréal, 1990, <http://www.pum.umontreal.ca/apqc/89_90/drouilly/drouilly.htm#r_note02> (6 mars 2015)

³⁰ Voir André Raynaud et Reed Scowen, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 31^{re} législature, 4^e session*, 26 avril 1979. Ce type d'attaques est également lancé durant le deuxième mandat péquiste. Voir notamment Michel Gratton, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 32^e législature, 4^e session*, 29 mars 1983.

Ryan, conscient de la popularité de la Charte de la langue française, n'attaque pas celle-ci de front et choisit plutôt les attaques indirectes à la suite du jugement de la Cour Suprême de 1979 sur la langue de la législation et de la justice. Le monopole du français dans ce domaine, inscrit dans la loi 101, est perçu par le chef libéral comme une pure provocation ou une preuve d'incompétence³¹. Solange Chaput-Roland, ancienne membre de la Commission Pepin-Robarts sur l'unité canadienne, laisse pour sa part présager la position que prendra le PLQ lors de l'élection de 1981, soit de maintenir l'ensemble de la loi 101 conformément aux recommandations de cette commission³².

Une fois la poussière de la loi 22 retombée, la communauté anglophone revient au bercail libéral en 1981³³, mais le parti semble cependant manquer de convictions dans sa défense du français. Selon Graham Fraser, il s'agit de l'une des raisons de la défaite libérale en 1981. Le parti doit donc regagner la confiance des francophones, puisque les succès du PLQ lors de cette élection sont concentrés dans les comtés de l'île de Montréal. Toutefois, le virage nationaliste que souhaite entreprendre Ryan pour corriger le tir participe à se mettre à dos plusieurs députés, déjà échaudés par le vote forcé en faveur de la motion péquiste de 1981. Son leadership étant fortement critiqué, il est forcé de démissionner en août 1982³⁴. Le 15 octobre 1983, Bourassa sera choisi chef du PLQ. Dans l'intervalle, Ryan poursuit tout de même sa lutte contre les excès qu'il attribue à la loi 101 tout en réaffirmant avec force le principe de priorité du français et son adhésion « à la plupart des éléments qui sont contenus dans la loi 101 ». Certaines dispositions, estime-t-il, nuisent considérablement à Montréal. C'est le cas de l'interdiction de l'accès à l'école anglaise aux enfants de familles

³¹ Voir Claude Ryan, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 31^{re} législature, 4^e session*, 4 mars 1980.

³² Voir Solange Chaput-Roland, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 31^{re} législature, 4^e session*, 13 décembre 1979.

³³ Gary Caldwell et Eric Waddell, *op. cit.*, p. 371.

³⁴ Graham Fraser, *op. cit.*, p. 295-301 et p. 347.

anglophones en provenance des autres provinces canadiennes, raison pour laquelle il soutient l'adoption d'une clause Canada :

Franchement, quand une grande entreprise veut amener à Montréal, à des fins de promotion, un cadre qui est établi disons à Calgary, à Vancouver ou à Toronto, la question qui est immanquablement soulevée par la personne en question porte sur l'accès de ses enfants à l'école. Le gouvernement va dire: On peut lui donner un permis provisoire de trois ans. On ne veut pas de cela. On veut avoir un régime clair, un régime net, on veut savoir ce qui va arriver trois ans plus tard³⁵.

En se positionnant en faveur de la Clause Canada, le PLQ abandonne ainsi son ancienne proposition en faveur de l'accès à l'école anglaise pour tous les enfants de langue anglaise, défendue fermement dans les discours de Ryan en 1979³⁶, mais abandonnés pour l'élection de 1981. En reconnaissant en mai 1982 la complexité d'application d'une telle mesure, ainsi que les risques de déséquilibre démographique que cela entraînerait, Ryan courtise ensuite plus ouvertement l'électorat francophone en appuyant le principe de l'enseignement en français pour tous les immigrants. Forcé de se positionner face à l'imposition par Ottawa de la Charte constitutionnelle canadienne permettant l'accès à l'école anglaise à tous les enfants de langue maternelle anglaise, il s'y oppose tout en soulignant que le libre accès à l'école anglaise pour tous les enfants anglophones serait souhaitable à long terme. Ryan souhaite tout de même se défaire de la perception selon laquelle il manque de conviction dans sa défense du français :

Nous ne sommes pas favorables à l'application de cet article maintenant. [...] Nous sommes conscients des risques numériques que pourrait comporter l'application inconsidérée de cet article. Nous avons modifié le programme de notre parti sur ce point précis à l'occasion d'un congrès que nous avons tenu juste avant la dernière élection générale. Le Parti québécois a continué pendant toute la campagne de nous présenter comme les champions du critère de la langue maternelle³⁷.

³⁵ Voir Claude Ryan, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 32^e législature, 3^e session, 28 avril 1982.

³⁶ « Nous travaillerons à restaurer le libre accès des enfants de langue maternelle anglaise à l'école anglaise, sans égard à l'école fréquentée par leurs parents ou au lieu de leur naissance. Ce sont des facteurs secondaires. Les enfants de langue maternelle anglaise auront accès à l'école anglaise. Notre régime est le suivant: L'école française commune pour tous, avec exception pour les enfants de la communauté anglophone. On n'est pas pour commencer à faire de nouvelles distinctions: Toi, tu es né à Oxbury, toi tu es né à Grandville [...]. » Voir Claude Ryan, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 31^{re} législature, 4^e session, 13 décembre 1979.

³⁷ Le gouvernement Lévesque cherche par l'adoption du projet de loi 62 à soustraire Québec à cette

En laissant entendre qu'il pourrait éventuellement changer d'idée au sujet de l'accès à l'école anglaise, Claude Ryan et son parti semble présenter la loi 101 comme un mal nécessaire temporaire, comme une épine au pied de l'État québécois qu'il faudra retirer un jour ou l'autre, sans le mentionner trop ouvertement. Néanmoins, il démontre une volonté d'affirmer une certaine vigueur dans la défense du français. Son leadership semble cependant fragile au printemps 1982 puisqu'on constate une certaine ambiguïté entre son point de vue et le ton des partisans de la ligne dure à l'endroit de la loi 101. En exprimant son soutien à la Clause Canada, la députée anglophone Joan Dougherty est plus virulente : elle estime que les Québécois ont besoin de sécurité, « mais ils n'ont pas besoin de la fausse sécurité qui résulte des politiques défensives et paternalistes du docteur Laurin », attitude qui équivaut selon elle à une mentalité d'assiégés (« fortress mentality »)³⁸. Le député Germain Leduc affirme pour sa part que la loi 101 est le fruit d'un « esprit mesquin, coercitif et revanchard »³⁹. Le député Reed Scowen se demande pour sa part, à la suite des sondages démontrant une ouverture des francophones quant à l'assouplissement de la loi 101, s'il n'est pas souhaitable d'en profiter pour débattre de l'accès à l'éducation en anglais à tous les enfants de parents anglophones, peu importe leur origine :

Je pense que le temps est arrivé de poser la question sérieusement. Est-ce que la population francophone, et c'est une question importante pour la population anglophone, est vraiment d'accord pour que les anglophones qui viennent ici au Québec, de l'Ontario ou même de New York, soient empêchés d'envoyer leurs enfants à une école anglaise⁴⁰?

disposition, puisqu'elle ne s'appliquerait que moyennant l'approbation du gouvernement ou de l'Assemblée nationale. Voir Claude Ryan, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 32^e législature, 3^e session, 19 mai 1982.

³⁸ Si la députée accepte la réalité d'une baisse du taux de fréquentation des écoles anglaises au Québec (d'environ 9 % par année du côté anglophone), elle souhaite en diminuer les effets de moitié grâce à l'usage de la Clause Canada, qui semble désormais acceptée par les francophones (55%) selon un sondage réalisé à l'automne 1981, rappelle Dougherty. Voir Joan Dougherty, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 32^e législature, 3^e session, 25 mai 1982.

³⁹ Germain Leduc, BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 32^e législature, 3^e session, 27 mai 1982.

⁴⁰ Voir Reed Scowen, BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 32^e législature, 3^e session, 26 mai 1982.

Pour le député Scowen, plusieurs aspects de la loi 101 laissent croire que la communauté anglophone n'est plus la bienvenue au Québec. Il mentionne au passage le peu de représentants des minorités ethniques et de la communauté anglophone au sein de la fonction publique, ainsi que la difficulté d'obtenir des services parmi les plus essentiels pour les anglophones : « Je pense que le temps est venu pour les anglophones de poser la question suivante à tout le monde: Voulez-vous qu'on reste ici, oui ou non »⁴¹? En 1983, alors que le gouvernement tarde à annoncer ses couleurs au sujet des modifications à apporter à la loi 101, une motion est présentée par les libéraux blâmant le gouvernement « pour son refus de corriger les erreurs et les excès de la loi 101, ainsi que les méthodes abusives employées par les organismes chargés de son application [...] »⁴². L'exigence que la totalité du personnel d'un hôpital soit bilingue est alors jugée abusive pour le député libéral Michel Gratton : « Ce sera peut-être possible avec la prochaine génération puisque les jeunes anglophones sont de plus en plus bilingues. Mais que doit-on faire des adultes qui ne parlent pas français? Les congédier? », se demande le député de la mouvance trudeauiste et partisan de la ligne dure à l'endroit du PQ. Celui-ci juge d'ailleurs que la politique linguistique du gouvernement a contribué à affaiblir le Québec « par des attitudes et des comportements revanchards et mal choisis »⁴³.

Avec l'arrivée de Robert Bourassa à la tête du PLQ, on assiste à une réhabilitation de la loi 22. Le passage des années permet donc de ramener à l'avant-scène cette loi pourtant honnie quelques années auparavant tant par les anglophones que les francophones et désormais présentée comme un exemple de protection du français doublé d'une bonne dose de modération. Les critiques acerbes à l'endroit de la loi 101, désormais présentée comme abusive, s'accompagnent donc d'une volonté de

⁴¹ *Ibid.*

⁴² BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 32^e législature, 4^e session, 29 mars 1983.

⁴³ Voir Michel Gratton, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 32^e législature, 4^e session, 29 mars 1983.

démontrer que son parti tient à cœur les intérêts des francophones, en rappelant les faits d'armes de l'ancien gouvernement de Bourassa :

Le Parti libéral a toujours cru, croit encore et croira toujours que le gouvernement du Québec, quel qu'il soit, se doit, par tous les moyens à sa disposition, non seulement de protéger, mais aussi de promouvoir le fait français au Québec et même ailleurs au Canada. À cet égard, il n'était pas à ce moment-là et il n'est pas inutile aujourd'hui de rappeler que c'est le Parti libéral du Québec qui, le premier, a fait du français la langue officielle au Québec. Et à ceux qui nous diront, du côté péquiste, au cours de ces débats, que le projet de loi 57 est un pas dans la bonne direction et que les libéraux devraient l'appuyer, je leur répondrai, entre autres choses, que la loi 22 était un bien plus grand pas dans la bonne direction, c'est-à-dire la reconnaissance du français comme langue officielle au Québec⁴⁴.

À la suite de l'adoption de la loi 57 qui modifie la loi 101, jugée trop timide, Michel Gratton estime que le gouvernement n'est pas allé assez loin et que celui-ci « vise uniquement à satisfaire les plus radicaux des supporteurs du Parti québécois »⁴⁵. Il profite donc de l'occasion de transmettre la liste des doléances de la communauté anglophone et se fait le relais des positions d'Alliance Québec à l'Assemblée nationale en mentionnant que le principal porte-parole de la communauté anglophone « a toujours accepté les mesures visant à protéger la langue et la culture françaises au Québec et n'a jamais refusé que l'on accorde la primauté au français »⁴⁶, même si cette primauté a une portée imprécise et que le groupe milite pour l'inclusion de la dualité linguistique dans la loi 101. Gratton estime d'ailleurs que le Québec est « le seul État au monde » où l'on empêche une communauté de s'afficher dans la langue de son choix⁴⁷. La députée Thérèse Lavoie-Roux, tout aussi déçue des ajustements prévus

⁴⁴ Voir Michel Gratton, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 32^e législature, 4^e session, 7 décembre 1983.

⁴⁵ Ce dialogue semble représenter pour les libéraux une autre occasion de défendre l'adoption de la Clause Canada. À la suite de la commission parlementaire sur le projet de loi 57 (modifiant la loi 101), le député libéral rappelle que non seulement 24 des 40 organismes présents à la commission se sont prononcés en faveur de la clause, mais surtout que 72 % des francophones sont d'accord avec cette approche. Voir *Ibid.*

⁴⁶ Voir *Ibid.* Alliance Québec, groupe de défense des Anglo-Québécois, exige également la clause universelle en enseignement, l'affichage bilingue partout au Québec ou encore le bilinguisme institutionnel dans les établissements de santé. Voir Michel Plourde, *La politique linguistique du Québec: 1977-1987*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1988, p. 62-63. Voir également Michel Plourde, « Les répercussions sociales et politiques de la Loi 101 », dans Michel Plourde et Pierre Georgeault (dir.), *Le français au Québec : 400 ans d'histoire et de vie*, op. cit., p. 364-365.

⁴⁷ Voir Michel Gratton, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 32^e législature, 4^e

par la loi 57, se montre également préoccupée par la survie de la communauté anglophone, dont elle estime qu'elle risque de perdre le tiers de son poids relatif d'ici l'an 2000 si rien n'est fait au sujet de la langue d'enseignement⁴⁸.

Alors que la population démontre une plus grande ouverture face à l'anglais, les libéraux estiment donc que la mise en oeuvre de la plupart des revendications de la communauté anglophone et le progrès de la langue française ne sont pas contradictoires. Au contraire, le rapprochement des deux communautés par l'adoption d'une voie mitoyenne est à privilégier. Bien qu'admettant qu'une partie de la population de son comté (Chomedey) fut « quelque peu traumatisée par la loi 101 », Lise Bacon adopte pour sa part le ton du rapprochement, qui met en valeur la loi 101. Ainsi, elle réitère la volonté de son parti de la maintenir en reconnaissant dans la foulée la fragilité du français :

De nouvelles dispositions à la Charte de la langue française auraient pu être plus positives à bien des égards. Un meilleur consensus social, une confiance plus grande du milieu des affaires, une revalorisation de la société francophone par rapport aux gestes magnanimes qu'elle peut poser face aux minorités. Nous avons espéré que le gouvernement enlève davantage de ces aspects taillons, ces "irritants", comme on les a appelés de part et d'autre. Nous aurions pu augmenter l'efficacité de la loi 101. Je crois que, continuellement, le Parti libéral restera avec cette pensée que le français ne doit pas être menacé au Québec. Nous n'en avons pas dérogé jusqu'à maintenant, nous n'en dérogerons pas non plus dans l'avenir⁴⁹.

En présentant la loi 101 sous un meilleur jour et en souhaitant en « augmenter l'efficacité », la députée illustre l'écart entre les positions des deux courants du parti. Les contours de la position linguistique du PLQ sous le leadership de Bourassa (alors non-élu) demeurent flous, à l'image de celles du chef. Au cours de sa campagne pour la direction du PLQ, Robert Bourassa avait mentionné en octobre 1983 vouloir éviter un nouveau débat linguistique et reconnu que la loi 101 était appuyée majoritairement par les francophones, tout en faisant office de symbole pour ces derniers. En

session, 7 décembre 1983.

⁴⁸ Voir Thérèse Lavoie-Roux, dans *Ibid.*

⁴⁹ Voir Lise Bacon, dans *Ibid.*

compagnie de militants de l'Ouest de l'île de Montréal, il avait toutefois estimé par le biais d'une formule alambiquée « qu'une application plus réaliste et plus responsable de la législation linguistique devrait satisfaire les deux communautés »⁵⁰.

Cet attachement des francophones à la loi 101 constitue donc un premier obstacle à toute modification, mais le contexte politique, qui se modifie peu à peu, rend plus difficile toute modification majeure. Comme le souligne Michel Plourde, « l'année 1984 toute entière fut marquée par la série noire des jugements qui, l'un après l'autre, vinrent gruger la Charte de la langue française ». Le dernier de l'année, celui sur la langue d'affichage, perçu comme un « cadeau de Noël indésirable, sema l'émoi et la consternation dans un large secteur de la population francophone. L'inquiétude commençait à se faire lourde. Que restait-il finalement de la loi 101 ? », se demande l'auteur⁵¹. Ces différents jugements sont alors suivis dès le début de l'année suivante par une évaluation des « dégâts » fournie par le Conseil de la langue française dans un avis public recommandant au gouvernement d'en appeler du jugement de la Cour Supérieure sur l'affichage, de renforcer certaines mesures sur le plan de la langue de travail et de la consommation, en plus d'assurer par une mesure constitutionnelle la reconnaissance du caractère distinct du Québec, de façon à obliger les gouvernements fédéral et provincial à protéger le français. Mais le déclin de la popularité du PQ laisse une certaine marge de manœuvre aux libéraux sur la question linguistique. À la suite des pressions de la part d'Alliance Québec et du député Reed Scowen, Robert Bourassa promet aux anglophones pendant la campagne électorale qu'il permettra l'affichage bilingue⁵² et qu'il éliminera les « irritants inutiles » de la loi 101 s'il est élu⁵³. Son parti obtient ensuite l'appui massif des anglophones lors de l'élection de

⁵⁰ Extrait d'un article du journal *La Presse* d'octobre 1983, rapporté par Michel Plourde, *La politique linguistique du Québec: 1977-1987, op. cit.*, p. 63-64.

⁵¹ *Ibid.*, p. 64.

⁵² Garth Stevenson, *Community Besieged: The Anglophone Minority and the Politics of Quebec*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1999, p. 188.

⁵³ Michel Plourde, *La politique linguistique du Québec: 1977-1987, op. cit.*, p. 64-65.

1985, en plus de celui de la moitié des francophones⁵⁴. Une fois au pouvoir, les libéraux poursuivront un discours ambigu qui se situe entre les désirs de ces deux segments électoraux : celui de préserver la loi 101 et celui de la modifier. Ils tenteront donc d'effectuer des corrections à la loi en utilisant un discours nationaliste, jusqu'à ce qu'un mouvement de panique vienne s'installer chez les nationalistes francophones et que les discours ne suffisent plus.

3.2.2 Le retour au pouvoir : de la réhabilitation de la loi 22 à la récupération de la loi 101

Malgré les mises en garde du Conseil de la langue française faisant état d'un relâchement généralisé sur le plan linguistique au Québec, les actions des deux premières années du gouvernement Bourassa laissent toutefois croire que la défense du français n'est pas sa priorité⁵⁵. Cependant, la promesse faite aux anglophones sur l'affichage bilingue tarde à se concrétiser en raison notamment de l'appel (toujours pendant) du jugement porté par le gouvernement péquiste au sujet de l'affichage commercial. Le nouveau premier ministre, au sommet de sa popularité, ne profite donc pas de la lune de miel des premiers mois entre lui et ses électeurs pour concrétiser cette mesure controversée. Or, la fenêtre des opportunités se referme peu à peu, au fil des déchirements grandissants causés par la question linguistique⁵⁶. Dans l'ensemble, les discours des libéraux sur la langue en début de mandat demeurent vagues et les questionnements se multiplient au sujet de leurs intentions sur l'affichage, ce qui pousse le Conseil de la langue française à demander au

⁵⁴ Lors des élections de 1985 et 1989, le PLQ et le PQ se partagent l'électorat francophone à parts égales, mais le PLQ peut compter sur le vote massif des anglophones, sauf lors de l'élection de 1989, où plusieurs font défection au profit du Parti égalité. De plus, Pierre Drouilly ajoute qu'un avantage à long terme existe pour le PLQ car « l'électorat allophone massivement acquis au Parti libéral lui assure un avantage électoral certain [...] ». Si cette situation d'équilibre perdure, le Parti québécois risque d'être perdant ». Voir Pierre Drouilly, « Une analyse des résultats de 1985 », dans Roch Denis (dir.) *Québec: dix ans de crise constitutionnelle*, Montréal, VLB Éditeur, 1990, p. 105.

⁵⁵ Michel Plourde, *La politique linguistique du Québec: 1977-1987*, op. cit., p. 64-65.

⁵⁶ Garth Stevenson, op. cit., p. 188.

gouvernement, en mars 1986, de clarifier ses intentions. En effet, de plus en plus de commerçants anglophones profitent de cette période de flottement pour afficher en anglais seulement, ce qui force le gouvernement, après des mois d'attente, à poursuivre pour la première fois trois de ces entreprises fautives en avril 1986. Bourassa se retrouve alors entre l'arbre et l'écorce et il admet publiquement que la question linguistique semble le problème « où la solution va être la plus difficile »⁵⁷.

Dans un tel contexte, le gouvernement Bourassa doit démontrer sa volonté de protéger la langue française. Et cela passe par une volonté affichée de préserver la loi 101. La vice-première ministre et ministre des Affaires culturelles, Lise Bacon, affirme alors que « la Charte de la langue française est et doit demeurer une sorte de dénominateur commun pour toute la population québécoise. La langue française permet au peuple québécois d'exprimer son identité dans toutes sortes de circonstances, que ce soit à l'école, que ce soit au travail, que ce soit dans les communications », avant d'ajouter que le français est un « véritable ciment pour la société québécoise »⁵⁸. Cette profession de foi à saveur nationaliste semble toutefois annoncer des changements :

La paix linguistique au Québec doit s'établir dans l'affirmation du français et ce dans le respect de la communauté anglophone et des communautés culturelles et aussi en tenant compte du caractère nord-américain du Québec. D'où la nécessité d'appliquer la législation linguistique au Québec de façon responsable et équitable. D'où la nécessité aussi d'éliminer certains irritants qui subsistent dans la loi⁵⁹.

Au cours du débat sur le projet de loi 58 qui assure l'amnistie des élèves inscrits illégalement dans les écoles anglaises, la députée Madeleine Bleau tient également à rassurer que cette mesure « ne remet pas en cause le bien-fondé de la loi 101, mais permet de corriger certaines anomalies sous l'éclairage de la Charte canadienne des

⁵⁷ *La Presse*, 25 et 28 avril 1986, cité dans Michel Plourde, *La politique linguistique du Québec: 1977-1987*, op. cit., p. 65-66.

⁵⁸ Voir Lise Bacon, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33e législature, 1re session, 14 mai 1986. Voir aussi Réjean Doyon et Gil Rémillard, dans *Ibid.*

⁵⁹ Voir Lise Bacon, dans *Ibid.*

droits et libertés ». Les immigrants sont par conséquent appelés à « vivre dans la langue du pays qui les accueille »⁶⁰. À travers les discours des libéraux plus nationalistes, apparaît la volonté de reconnaître l'insécurité des francophones sur le plan linguistique, mais ce n'est pas le cas de tous. Le ministre de l'Énergie et des Ressources John Ciaccia apparaît pour sa part peu préoccupé par l'incertitude qui règne au sujet de la protection du français. Il affirme sans ambages que pour lui, « le problème linguistique au Québec est réglé ». Il accuse alors l'Opposition de chercher à recréer de toutes pièces « cette atmosphère de débat linguistique qu'on a si péniblement vécue dans les douze dernières années et qu'on ne veut pas revivre »⁶¹.

Le ton revient rapidement à la conciliation du côté libéral en octobre 1986, alors qu'une décision au sujet de l'affichage commercial se fait toujours attendre. Après avoir lancé plusieurs ballons d'essai, Bourassa demeure vague, mais préfère se garder une certaine marge de manœuvre en soulignant qu'il est désormais possible « d'amender la loi 101 sans mettre en danger la paix sociale »⁶². Devant l'insistance du PQ à préciser ses intentions, il affirme que le gouvernement prendra une décision une fois rendu le jugement de la Cour d'appel et que les paramètres seront les suivants : le français doit demeurer « obligatoire et prioritaire », comme le mentionne le programme de son parti⁶³. Cette disposition rappelle celle de la loi 22 de l'ancien

⁶⁰ Voir Madeleine Bleau, BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 33^e législature, 1^{re} session*, 3 juin 1986. La députée Louise Robic tient un discours similaire : « Nous devons défendre la cause qui nous tient tous à coeur de nous assurer que le Québec demeure le berceau de la langue française en Amérique. Mais pas sur le dos de qui que ce soit », affirme-t-elle. Voir Louise Robic, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 33^e législature, 1^{re} session*, 5 juin 1986.

⁶¹ Voir John Ciaccia dans *Ibid.*

⁶² Les hésitations de Bourassa sont flagrantes à partir de l'automne 1986, alors qu'il est coincé entre les deux factions du parti. Début octobre, Bourassa déclare à *The Gazette* qu'il souhaite permettre l'affichage bilingue dès l'automne, puis, quelques jours plus tard, il souligne qu'il pourra le faire sans passer par l'Assemblée nationale, « par simple voie réglementaire ». Voir Michel Plourde, *La politique linguistique du Québec: 1977-1987, op. cit.*, p. 67.

⁶³ Donnant raison à l'Opposition, qui affirme que des lois linguistiques existent bel et bien en Belgique et en Suisse pour l'affichage officiel, le premier ministre ajoute qu'il ne connaît pas de tels exemples dans le domaine privé. « Alors, on se dit: n'y aurait-il pas moyen de faire un compromis, si on peut dire, ou une conciliation entre l'objectif de rechercher un visage français et l'élimination de cette atteinte à la charte du Québec? ». Voir Robert Bourassa, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 33^e législature, 1^{re} session*, 23 octobre 1986.

gouvernement Bourassa, qui stipulait que l'affichage public devait se faire en français, mais qu'une autre langue pouvait aussi être ajoutée. Préoccupé par l'humeur de l'électorat nationaliste, Bourassa tente alors de se présenter en défenseur de la langue française en réhabilitant une fois de plus la loi 22, mais cette fois, en minimisant les différences entre cette loi et la loi 101 : « il y a un point qui nous distingue encore, c'est celui de l'affichage obligatoire en français avec l'utilisation d'autres langues. Tous les programmes de francisation, nous les avons établis avec la loi 22 »⁶⁴. Alors que le cri de ralliement des péquistes est « Ne touchez pas à la loi 101 », les discours des libéraux tentent donc de préparer l'opinion publique en présentant les changements à venir comme des corrections relativement mineures qui s'inspirent de l'esprit de la loi 101.

À travers cette résurgence des sensibilités linguistiques, Bourassa se revendique alors du fondateur du PQ pour mettre la table aux changements en gestation : « Une formule qui a été proposée par l'ancien premier ministre, M. René Lévesque, il y a quelques jours dans le domaine de l'affichage qui mentionnait qu'il était important que le centre-ville reste français mais qu'on pourrait peut-être permettre dans les quartiers résidentiels l'affichage bilingue »⁶⁵. L'occasion est trop belle pour ne pas saisir la balle au bond, alors que son gouvernement est accusé de manquer de conviction dans la défense du français. Le gouvernement Bourassa semble plus que jamais vouloir puiser dans le passé pour positionner son parti comme le champion de la promotion de la langue française en présentant la loi 22 comme l'ancêtre de la loi 101. Le chef libéral a beau jeu de rappeler en Chambre les paroles de Lévesque qui soulignait que l'ancien gouvernement libéral avait consacré pour la première fois aux non-francophones leur statut de minoritaires et mis fin au libre-choix pour les enfants d'immigrants en éducation. Bourassa ajoute que « tous les programmes de

⁶⁴ Voir *Ibid.*

⁶⁵ Voir *Ibid.*

francisation, nous les avons établis avec la loi 22 »⁶⁶. De son côté, Guy Rivard tente aussi de repousser les attaques de l'Opposition, en présentant également une filiation directe entre la 22 et la loi 101.

Pourquoi diantre, M. le Président, ne serais-je pas fier de ce que, nous, les libéraux, avons fait pour asseoir solidement le français en sol québécois? Après tout, notre formation politique n'est-elle pas responsable de la loi 22, cet ancêtre en ligne directe de la loi 101? Ces deux lois ne sont-elles pas des acquis extraordinaires qui font du français la langue officielle et commune des Québécois⁶⁷?

3.2.2.1 Le retour du nationalisme identitaire ou la fin de l'ère des bons sentiments

Le dépôt des projets de loi 140 et 142 qui amendent la loi 101 à la mi-novembre 1986 suscite de vives réactions au sein de la population et ce, en provenance de tous les horizons. Le projet de loi 140 vient museler le Conseil de la langue française, abolir la Commission de la langue française et donner au gouvernement un pouvoir d'intervention à l'endroit de l'Office de la langue française. Cette mesure est fort mal reçue par la population et force le gouvernement à le laisser mourir au feuillet. D'autre part, la loi 142, qui vise à accorder des services de santé et des services sociaux à « toute personne d'expression anglaise », est rédigée de façon à ce que les allophones puissent être considérés comme des anglophones, ce qui est contraire aux objectifs de francisation⁶⁸. Tant les centrales syndicales que le Conseil du patronat, la Chambre de commerce de Montréal et de nombreux intellectuels mettent en garde le gouvernement contre les dangers que constituent ces projets de loi pour la paix sociale. Pour sa part, le premier ministre du Canada, Brian Mulroney, incite alors

⁶⁶ Voir *Ibid.*

⁶⁷ Voir Guy Rivard, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 33^e législature, 1^{re} session*, 23 octobre 1986. Le député Jean-Guy Lemieux prétend même que son parti a appuyé les grands principes de la Charte de la langue française dès le tout début : « Le Parti libéral du Québec entend conserver l'essentiel de la loi 101. Nous l'avons souhaitée et nous voulons la rendre plus acceptée. Nous croyons que, de par sa situation géographique en Amérique du Nord, la société québécoise doit affirmer sa spécificité culturelle, mais sans bravade ». Voir Jean-Guy Lemieux, dans *Ibid.* En décembre, alors que les deux partis sont à couteaux tirés, Lise Bacon insistera alors pour dire que l'objet essentiel de la loi 101 « est le même que celui de la loi 22, à savoir la reconnaissance, la protection et la promotion du fait français au Québec ». Voir Lise Bacon, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 33^e législature, 1^{re} session*, 8 décembre 1986.

⁶⁸ Michel Plourde, *op. cit.*, p. 69.

Bourassa à conserver le visage français du Québec. Il estime alors indispensable « que l'utilisation du français ne subisse aucun recul, de quelque nature que ce soit »⁶⁹. Ces avertissements sont suivis d'un rassemblement de 6000 personnes organisé par le Mouvement Québec Français au centre Paul-Sauvé⁷⁰. Après avoir affirmé en octobre son intention d'attendre le jugement de la Cour d'appel avant de poursuivre les commerçants qui enfreignent les dispositions de la loi sur l'affichage, le ministre de la Justice Herbert Marx admet avoir trop attendu et annonce qu'il poursuivra les contrevenants⁷¹. Toujours en décembre 1986, des appels à la bombe sont logés quotidiennement chez les magasins de la chaîne Zellers qui, dès l'automne, avait mis le feu aux poudres en affichant dans les deux langues et en défiant ouvertement la loi⁷². À la fin de l'année, la pression monte donc d'un cran sur le gouvernement libéral : le cabinet Bourassa annonce alors qu'il en appellera devant la Cour Suprême du récent jugement légalisant l'affichage bilingue⁷³. En raison de la pression de l'opinion francophone, il semble de plus en plus difficile de tenir les promesses faites aux anglophones en campagne électorale. C'est dans ce contexte sulfureux, où le gouvernement doit réaffirmer avec vigueur son désir de protéger la langue française, que surviennent les négociations constitutionnelles pour ramener le Québec dans le giron canadien dans « dans l'honneur et enthousiasme »⁷⁴.

Parmi les cinq conditions pour ramener le Québec dans la fédération canadienne figure la reconnaissance du Québec comme société distincte qui, selon le gouvernement Bourassa, permettrait d'obtenir des garanties de protection de la langue

⁶⁹ *Ibid.*, p. 72.

⁷⁰ André Bernard, « Les répercussions sociales et politiques de la Loi 101 », dans Michel Plourde et Pierre Georgeault (dir.), *op. cit.*, p. 367.

⁷¹ Garth Stevenson, *op. cit.*, p. 188.

⁷² Finalement, dans la nuit du 24 décembre, deux cocktails Molotov explosent dans un des magasins, à Saint-Laurent. Deux jours plus tôt, la Cour d'appel avait déterminé que le gouvernement ne pouvait interdire l'usage de l'anglais dans l'affichage commercial. Voir Gilles St-Jean, « Zellers est chaque jour la cible d'appels à la bombe », *La Presse*, 27 décembre 1986, p. A2.

⁷³ Michel Plourde, *op. cit.*, p. 67.

⁷⁴ Tel que le formulait le premier ministre Mulroney dans son célèbre discours de 1984 à Sept-Îles.

française et de la culture québécoise. Acceptée par les premiers ministres canadiens dans l'accord du Lac Meech d'avril 1987 (le texte final est entériné le 3 juin), elle est également appuyée par une majorité de Québécois⁷⁵. Elle suscite néanmoins la suspicion du Parti québécois. Gérard Godin présente la position péquiste ainsi :

Si on me garantit qu'on peut estimer que les juges de la Cour suprême vont reconnaître que le Québec a le droit de promulguer l'affichage en français [...], je voterai pour l'entente du Lac Meech, mais jusqu'à maintenant on n'a aucune preuve que tel est le cas. Tout ce qu'on a comme preuve, ce sont des efforts de marketing délirants de la part du gouvernement libéral⁷⁶.

Plus que jamais, le gouvernement doit marcher sur des œufs au sujet de l'affichage dans l'attente du jugement de la Cour Suprême et de la ratification de l'Accord du Lac Meech par les dix provinces, en rassurant la population, tout en s'efforçant de ne trop évoquer la loi 101 en raison de son impopularité auprès des Canadiens anglais⁷⁷. En réponse aux questions de l'Opposition sur la portée réelle de la clause de « société distincte », considérée par le PQ comme une coquille vide sur le plan constitutionnel, Claude Ryan se dit convaincu que l'accord assure le maintien « de tous les pouvoirs de l'Assemblée nationale sur la question linguistique »⁷⁸.

À l'automne 1987, le gouvernement libéral est une fois de plus obligé de préciser ses intentions au sujet de l'affichage commercial, dans un contexte de hausse drastique des plaintes pour non-respect de la loi 101. Dans le plaidoyer du gouvernement en Cour Suprême visant à défendre l'intégralité de la Charte de la langue française, celle-

⁷⁵ Comme le mentionne Ghislain Maltais : « 77 % des gens au Québec croient que le Québec doit entrer par la porte d'honneur à l'intérieur de la Confédération canadienne ». Voir Ghislain Maltais, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 1^{re} session, 18 juin 1987.

⁷⁶ Voir Gérard Godin, dans *Ibid.*

⁷⁷ Le député Jean-Pierre Bélisle l'admet lui-même : « je ne veux pas entrer dans la question de l'affichage. Il est très facile de comprendre que les dispositions de la loi 101, avec une notion de société distincte inscrite dans la constitution canadienne, permettraient aux Québécois d'avoir la prépondérance du français dans la langue d'affichage. Voir Jean-Pierre Bélisle, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 1^{re} session, 6 mai 1987.

⁷⁸ Voir Claude Ryan, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 1^{re} session, 18 juin 1987. Son collègue Raymond Savoie abonde dans le même sens, en mentionnant que le nouvel accord protégera davantage la loi 101. Il soutient que lors de l'adoption de cette loi, sa constitutionnalité était incertaine : « je crois maintenant qu'elle sera effectivement constitutionnelle », assure-t-il. Voir Raymond Savoie, dans *Ibid.*

ci est toujours considérée, dix ans après son adoption, comme une indispensable digue « destinée à maîtriser le flot puissant de l'anglicisation en Amérique du Nord »⁷⁹.

3.2.2.2 Le symbole de la loi 101 : un héritage partagé entre Lévesque et Bourassa

Après la mort de René Lévesque, qui survient le 1^{er} novembre 1987, Bourassa n'hésite pas, dans le bilan qu'il dresse de l'homme politique, à faire une allusion forte à la loi 101. « Le plus grand héritage qu'il nous laisse, c'est d'avoir permis un meilleur équilibre des forces économiques entre la majorité francophone et les minorités. L'héritage qu'il nous laisse a fait faire des pas de géant au Québec⁸⁰ ». Le PLQ cherche alors à ne pas trop céder de terrain à ses adversaires sur le plan de la défense de la langue française durant cette période mouvementée. Au cours de l'année 1988, le gouvernement libéral est encore placé sur la défensive : le Commissaire aux langues officielles du Canada, D'Iberville Fortier, accuse dans son plus récent rapport annuel le Québec de maltraiter et d'humilier sa minorité anglophone⁸¹. Si l'intention du gouvernement au sujet de l'affichage est de mettre fin à la prohibition de toute autre langue que le français au nom des libertés personnelles, le premier ministre Bourassa tient cependant à rappeler que les propos du commissaire font abstraction de « l'énorme force d'attraction de la langue anglaise en Amérique du Nord et au Québec »⁸². Le député libéral Jean-Pierre Bélisle poursuit dans la même veine au sujet de l'anglicisation : « On n'est pas les seuls au monde à se défendre contre ce phénomène. Mais peut-être qu'on est le premier pays au monde, le premier endroit à

⁷⁹ Extrait du mémoire du gouvernement tel que rapporté par Claude Filion. Voir Claude Filion, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 1^{re} session, 28 octobre 1987.

⁸⁰ Cité dans Denis Monière, « L'héritage de René Lévesque », *L'année politique au Québec 1987-1988*, Montréal, PUM, 1988, <http://www.pum.umontreal.ca/apqc/87_88/moniere2/moniere2.htm> (4 avril 2015)

⁸¹ Une motion déposée par l'Opposition vise à dénoncer les propos du commissaire jugés « sans fondement, faux, erronés et inacceptables » et les propos du commissaire sont rappelés par le député Guy Chevrette. Voir Guy Chevrette, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 2^e session, 23 mars 1988.

⁸² Voir Robert Bourassa, dans *Ibid.*

prendre conscience qu'on doit avoir des mesures défensives. » Il ajoute même :

[...] cela tient à la survie de notre peuple que la loi sur la Charte de la langue française soit inscrite en primauté de toutes nos lois au Québec. C'est surtout l'affirmation de la majorité et cette majorité au Québec est avant tout - il ne faut jamais l'oublier - francophone. Ce que le législateur a voulu faire dans toutes les lois, que ce soit la loi 22 ou la loi 101, c'est surtout d'affirmer des droits en faveur des francophones. [...] Je ne pense pas que la minorité anglophone du Québec ait perdu quoi que ce soit quand on a affirmé dans les lois, dans la Charte de la langue française et la loi qui a précédé, qu'on donnait et qu'on reconnaissait des droits à la majorité francophone⁸³.

On croirait entendre le Parti québécois tellement le nationalisme est prononcé sur la question de la protection du français. Alors qu'en octobre 1986, certains députés libéraux estimaient que la loi 101 entraînait des discriminations envers les anglophones⁸⁴, la teneur du discours change rapidement et de façon substantielle.

La profession de foi à l'endroit de la loi 101 se poursuit en 1988 avec les nombreuses interventions du nouveau ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, Guy Rivard, qui n'hésite pas à rappeler les paroles de René Lévesque, qui écrivait au terme de sa carrière politique dans son autobiographie que la loi 22 « ne s'éloignait pas tant que ça de notre propre façon de voir les choses »⁸⁵. Il fait également sienne l'une des observations de l'ex-président du Conseil de la langue française, Michel Plourde, dans son récent ouvrage *La politique linguistique du Québec 1977-1987* : « la Charte de la langue française a eu un effet d'entraînement considérable pour changer les situations et les attitudes linguistiques, mais la francisation est loin d'être terminée et les effets de la francisation ne sont pas irréversibles. » Il ajoute :

Et, dans les circonstances, vous comprendrez qu'il n'est pas question pour ce gouvernement de remettre en cause la Charte de la langue française dont le préambule et l'affirmation des droits linguistiques fondamentaux constituent un pacte conclu entre l'Assemblée nationale et toute la société québécoise. Ce pacte doit être respecté⁸⁶.

⁸³ Voir Jean-Pierre Bélisle, dans *Ibid.*

⁸⁴ Voir Jean-Guy Lemieux, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 1^{re} session, 23 octobre 1986.

⁸⁵ Guy Rivard, citant la page 358 du livre de René Lévesque, *Attendez que je me rappelle...* Voir Guy Rivard, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 1^{re} session, 4 mai 1988.

⁸⁶ *Ibid.*

Désormais, la loi 101 n'est plus seulement l'héritage d'un parti, mais il appartient à toute la société québécoise et le gouvernement Bourassa se porte garant de cet héritage. Par contre, en affirmant que « le français au Québec n'est pas, n'a jamais été et ne sera jamais l'affaire d'une seule loi »⁸⁷, Rivard semble préparer le terrain à un projet de loi en réponse à la décision attendue de la Cour Suprême sur l'affichage. Dans cette optique, il laisse entendre que celui-ci devra prendre en considération les progrès accomplis : « j'ai fait toute la rue Sainte-Catherine à Montréal, d'Atwater à Papineau, et j'ai vu jusqu'à quel point, en matière d'affichage commercial, les enseignes, les messages, la rue elle-même, avaient une apparence, une physionomie française ». Conséquemment, il affirme que la loi « sera peut-être modifiée et adaptée aux besoins d'une société en évolution »⁸⁸, malgré la pression populaire et se revendique de la loi 101 pour mieux la changer. Rivard déclare alors à l'Opposition : « Vous pouvez toucher, vous, à la loi, mais pas nous. Vous vous l'appropriez. Votre loi 101, c'est aussi la mienne »⁸⁹.

Le jugement de la Cour Suprême sur l'affichage, rendu le 15 décembre 1988, reconnaît que le gouvernement peut exiger la prédominance du français dans l'affichage, mais qu'il ne peut forcer les commerçants à afficher uniquement en français. Le lendemain, le premier ministre tente de mettre la table à l'usage du bilinguisme à l'intérieur des commerces en s'appuyant sur la figure de René Lévesque, qui, dans ses mémoires, affiché son malaise sur la question de l'affichage unilingue : « je peux citer son volume, son héritage, à la page 390 »⁹⁰, assure Bourassa. Le 18 décembre, le gouvernement dépose son projet de loi 178 qui

⁸⁷ *Ibid.*

⁸⁸ *Ibid.*

⁸⁹ *Ibid.*

⁹⁰ Le chef libéral doit également assurer les autres provinces, dont l'appui est nécessaire dans le cadre de l'Accord du Lac Meech, que les anglophones du Québec ne seront pas lésés par la nouvelle loi et qu'ils sont déjà la minorité la mieux traitée au pays. Voir Robert Bourassa, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 2^e session, 16 décembre 1988.

maintient l'interdiction de l'affichage bilingue à l'intérieur des commerces en faisant usage de la clause nonobstant, au risque de se mettre à dos certaines provinces canadiennes au beau milieu du débat constitutionnel. Le lendemain du jugement, de façon à mettre la table au projet de loi à venir, il fait de nouveau appel à la mémoire de Lévesque, qui avait félicité Camille Laurin d'avoir « permis à la charte du Québec d'avoir préséance sur la loi 101 »⁹¹. Bourassa se pose en quelque sorte comme l'héritier de son prédécesseur, décrit comme un grand démocrate capable de trouver de l'équilibre entre la promotion du français et le respect des droits individuels.

3.2.2.3 Le compromis de trop sur les droits individuels

Le Parti libéral, qui s'était montré jusque-là capable de rallier les deux mouvances au sein de son parti, ne peut toutefois plus, après l'adoption de la loi 178, réaliser le grand écart entre ces deux groupes aux visions divergentes. Les justifications apportées par plusieurs députés plus nationalistes du caucus libéral ne peuvent convaincre certains représentants de comtés à forte population anglophone : les ministres Clifford Lincoln, Richard French et Herbert Marx présentent alors leur démission. Les débats entourant l'adoption de la loi 178 illustrent bien la diversité des opinions au sein du caucus libéral sur la question linguistique. Clifford Lincoln est catégorique : sa conscience ne lui permet pas d'appuyer la clause dérogatoire car on ne peut empêcher un individu de « mettre quelque chose sur une affiche s'il le veut ». L'enjeu va cependant bien au-delà de la simple question de l'affichage ou de la langue, tient-il à rappeler : « c'est un enjeu de société qui va au plus profond même de l'engagement politique, c'est-à-dire dans la façon dont on conçoit les libertés et les

⁹¹ Il fait ainsi référence à la Charte des droits et libertés de la personne. Voir *Ibid.* Le ministre Guy Rivard fait de même quelques jours plus tard en soulignant que « Dans l'esprit même du président fondateur du Parti québécois, il existe une distinction entre extérieur et l'intérieur des commerces ». Guy Rivard fait alors référence à la lettre acheminée au président d'Alliance Québec, en 1982, qui ne mentionnait que l'importance de l'affichage extérieur. Voir Guy Rivard, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 2^e session, 19 décembre 1988.

droits individuels, les droits fondamentaux d'une société »⁹². Ce faisant, cette dérogation au droit constitutionnel représente selon lui une trahison des idéaux de son parti : « les libertés individuelles, le respect des plus faibles dans la société, des minorités, c'est le credo même de tout parti libéral. » Or, il ne s'agit pas pour lui d'affirmer que la loi 178 est un progrès par rapport à la situation qui prévalait avant cette loi, mais il faut considérer la loi 101 comme une atteinte globale aux droits historiques des anglophones retirés « par une loi qui a été déclarée par les sommités de l'équité et de la justice dans notre société comme étant tout à fait contraire à la justice et l'équité »⁹³. Dans son dernier discours à l'Assemblée nationale, le ministre de la Justice Herbert Marx est moins virulent que son confrère et se montre compréhensif envers les francophones⁹⁴. Malgré tout, après avoir « toujours suivi la ligne de parti sur la question linguistique », même lors de la controversée motion péquiste de 1981, il démissionne de son poste de ministre et vote contre son parti pour défendre ses électeurs « qui se sont sentis trahis par le Parti libéral »⁹⁵.

Le député John Ciaccia, ancien partisan du libre-choix en éducation et confronté au troisième débat linguistique de sa carrière politique, se retrouve une fois de plus pris entre l'arbre et l'écorce. Celui qui avait été évincé du cabinet Bourassa après avoir refusé d'appuyer la loi 22 est bien placé pour dire que « l'histoire des débats linguistiques est vraiment une histoire triste », ayant créé de nombreux remous. Mais cette fois, il ne mettra pas son siège en jeu et votera du côté du gouvernement, à la demande de la communauté italienne, affirme-t-il. En fin de compte, la paix sociale doit primer. S'il reconnaît les frustrations de la communauté anglophone, il comprend

⁹² Voir Clifford Lincoln, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 2^e session, 20 décembre 1988.

⁹³ *Ibid.*

⁹⁴ Voir Herbert Marx, dans *Ibid.*

⁹⁵ Marx continue toutefois de siéger comme député. Voir BAN, « Entrevue avec Herbert Marx - 2^e partie », dans *Mémoires de députés: Capsules/Émissions de l'Assemblée nationale*. Diffusé le 25 avril 2010, 19 h. <<http://www.assnat.qc.ca/fr/video-audio/emissions-capsules-promotionnelles/memoires-deputes/AudioVideo-21433.html>> (4 avril 2015).

désormais que la majorité francophone se sent toujours menacée et affirme qu'en tant que « non francophone, je n'ai pas vraiment le droit de dire que ces craintes sont mal fondées ». Ayant cette fois décidé de se rallier au projet de loi 178 après avoir tenté en vain de convaincre le gouvernement de faire respecter l'intégralité du jugement de la Cour Suprême, il fait un rare appel à la communauté anglophone à cesser les confrontations et à briser les barrières psychologiques entre les deux communautés. En démontrant une attitude plus compréhensive, généreuse et tolérante, elle pourrait ainsi contribuer à changer les perceptions de la majorité linguistique, encore méfiante : « perhaps we must reverse our approach. Rather than tell the French-speaking community that their fears are ill-founded let us try and convince them that they will not be threatened by our acts »⁹⁶. Aussi surprenant que puisse sembler son appel à la communauté anglophone, ce geste révèle tout de même la profonde insatisfaction au sein de la communauté anglophone.

Lors du vote pour l'adoption du principe du projet de loi 178, tenu le 21 décembre 1988, Ciaccia est donc le seul député décrit comme « anglophone » qui appuie le projet de loi. En plus de Marx, Lincoln et French, les députés Dougherty et Thuringer, qui représentent également des comtés à forte concentration anglophone, votent contre le projet de loi. Ces deux députés tenteront toutefois de se faire réélire sous la bannière libérale, mais ils seront battus par des candidats du Parti égalité. Les Anglo-Québécois, attachés tout particulièrement à la Charte des droits et libertés, ne pardonneront pas au PLQ ce faux pas. Le divorce entre une grande partie de la communauté anglophone et le PLQ, comme au temps de la loi 22, est alors consommé. Quatre circonscriptions libérales (D'Arcy McGee, Jacques-Cartier, Notre-

⁹⁶ Il ajoute un peu plus loin, à propos des réactions au projet de loi 178 au sein de la communauté anglophone : « Of course, this issue is a problem. And yes, perhaps it could have been avoided but it has not been avoided. But are we going to tear our society apart because of it? Are we going to weaken our community and our province? Because that is what we are doing now. Someone must make the first move to end the language wars ». Voir John Ciaccia, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 2^e session, 20 décembre 1988.

Dame-de-Grâce et Westmount) passeront aux mains du Parti égalité en 1989⁹⁷. Le choix déchirant entre la défense des droits individuels et celle des droits collectifs n'est cependant pas l'apanage des seuls députés anglophones : « cela me bouleverse d'avoir à me prononcer, d'avoir à discuter de quelle façon on devrait suspendre des droits et des libertés fondamentales », estime la députée Christiane Pelchat, qui partage « les mêmes sentiments et les mêmes principes » que les députés anglophones démissionnaires. C'est donc avec beaucoup de réticence qu'elle accepte l'application de la clause dérogatoire, mais le pragmatisme électoral semble peser davantage dans la balance chez les députés francophones⁹⁸.

Cet épisode de déchirement illustre en effet la capacité d'adaptation du Parti libéral sur le plan du discours et des positions politiques en fonction de l'humeur de l'opinion publique. Dès janvier 1981, la promotion de la Clause Canada en éducation en vue de l'élection reflète déjà cette prise en compte de la *realpolitik* d'une province majoritairement francophone. L'adoption de la loi 178 et l'usage d'un discours nationaliste beaucoup plus vigoureux représentent en quelque sorte la continuité du pragmatisme qui mène d'ailleurs de nombreux représentants libéraux à démontrer leur attachement à la loi 101. Le chef du parti estime d'ailleurs que la loi 178 est une mesure qui renforce la loi 101⁹⁹ et Claude Ryan présente la Charte de la langue française comme « le catalyseur par excellence de la promotion de l'identité

⁹⁷ Reflétant l'état de crise au sein du Parti libéral, 19 des 101 députés libéraux ne se représentent pas, dont plusieurs ministres ou ex-ministres. Parmi ceux-ci, mentionnons Pierre-C. Fortier, Paul-H. Gobeil, Michel Gratton, Thérèse Lavoie-Roux, Gérard Latulippe, Pierre MacDonald et Herbert Marx, demeuré député jusqu'au 30 juin. Voir Pierre Drouilly, « L'élection du 25 septembre 1989 : une analyse des résultats », *loc. cit.*

⁹⁸ Pelchat avoue avoir de la difficulté à répondre à cette question fondamentale : « Est-ce que nous devons, pour protéger notre langue, notre culture, suspendre des droits et des libertés fondamentaux? ». Voir Christiane Pelchat, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 33^e législature, 2^e session*, 20 décembre 1988. D'autres libéraux, comme Robert Middlemiss, qui appuient l'affichage extérieur bilingue, se rallient également. Coincé entre ses électeurs et son parti, il reconnaît que le choix de son chef était difficile, compte tenu de la diversité des points de vue au sein du caucus. Voir Robert Middlemiss, dans *Ibid.*

⁹⁹ Voir Robert Bourassa, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 33^e législature, 2^e session*, 14 mars 1989.

nationale ». À la suite de l'imposante marche du 12 mars à Montréal pour appuyer la loi 101, Ryan reconnaît « le profond attachement de notre population à notre langue et sa non moins profonde inquiétude au sujet des perspectives d'avenir du français en Amérique »¹⁰⁰. Le pragmatisme de ce dernier semble alors avoir pris le dessus sur son optimisme.

3.3 Le Parti égalité : un discours libéral?

La naissance du Parti égalité (PÉ) est donc la résultante de l'insatisfaction de la communauté anglophone sur la question linguistique et d'une scission, à toutes fins utiles, entre les ailes trudeauiste et nationaliste du PLQ. Il y a donc lieu de présenter les positions de ce parti dans ce chapitre traitant du PLQ, puisque le PÉ assure la continuité d'une vision libérale, délestée toutefois des nécessaires compromis avec la communauté francophone. En effet, à la suite de l'adoption de la loi 178, la communauté anglophone fait payer au PLQ le reniement de ses promesses électorales au sujet de l'affichage. Dans les comtés où se trouvent de nombreux électeurs anglophones, certains députés libéraux mordent la poussière au profit de candidats de ce nouveau parti qui s'appuie sans compromis sur les droits individuels pour faire valoir les positions de la communauté anglophone. Ainsi, de nouveaux visages apparaissent à l'Assemblée nationale afin de représenter leurs électeurs à visière levée, détachés de la ligne de parti du PLQ, ce qui leur permet de demander l'abolition pure et simple de la loi 101 (malgré leur désir affiché de protéger la langue française), forçant ainsi le PLQ à prendre une fois de plus la défense de cette loi. Le PÉ est en fait le parti d'un seul enjeu, dont le programme tient sur moins d'une demi-page. Il revendique notamment l'instauration du bilinguisme officiel au Québec, le libre choix de la langue d'enseignement et d'affichage, ainsi que des services

¹⁰⁰ Voir Claude Ryan, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 2^e session, 15 mars 1989.

gouvernementaux dans les deux langues. En somme, le parti souscrit « intégralement à la vision trudeauiste », comme le souligne la politologue Josée Legault¹⁰¹.

Comme le souligne Pierre Drouilly, la percée du Parti unité et du Parti égalité (qui fait élire quatre députés dans l'ouest de Montréal), née de la colère des anglophones à l'égard du PLQ, constitue « le fait le plus spectaculaire de l'élection de 1989 »¹⁰². Tout comme le PÉ, le Parti unité se fait le relais des préoccupations de la communauté anglophone et milite pour l'affichage bilingue, mais ne fait élire aucun candidat. Malgré tout, il obtient un succès indéniable en récoltant en moyenne 60 % des votes des anglophones là où il présente des candidats, soit dans 16 comtés à l'extérieur de Montréal. Le PÉ récolte également une forte majorité du vote anglophone (73,5 %), un vote allophone très faible (13,8 %) et un vote francophone quasi nul. Les libéraux sont donc dépouillés d'une bonne partie de leurs appuis chez les anglophones (de 96,6 % en 1985 à 24,1 % en 1989)¹⁰³. Dans ces circonstances, il n'est pas exagéré d'affirmer que les députés du PÉ, sous la houlette du chef Robert Libman, deviennent en quelque sorte les porte-parole de la communauté anglophone à l'Assemblée nationale.

La base idéologique de ce parti éphémère se trouve peut-être dans ce discours postélectoral du jeune chef Robert Libman : « Ce quelque chose qui donne la grandeur aux sociétés, c'est le respect que la majorité de cette société porte aux droits et aux libertés des individus et des groupes minoritaires qui la composent »¹⁰⁴. Il admet du même coup que la communauté francophone du Québec, qui constitue une minorité au sein de l'ensemble canadien, doit pouvoir jouir d'une forme de protection

¹⁰¹ Josée Legault, *L'invention d'une minorité: les Anglo-québécois*, Montréal, Boréal, 1992, p. 53.

¹⁰² Comme le fait remarquer Drouilly, « le réel succès électoral du Parti égalité masque un peu la performance tout aussi remarquable du Parti unité » qui présente 19 candidats dans des comtés de la région montréalaise ayant une présence importante d'anglophones. Pierre Drouilly, « L'élection du 25 septembre 1989 : une analyse des résultats », *loc. cit.*

¹⁰³ *Ibid.*

¹⁰⁴ Voir Robert Libman, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 34^e législature, 1^{re} session*, 30 novembre 1989.

et de promotion de sa culture. Son parti s'engage donc « sans aucune ambiguïté à promouvoir la vitalité de la langue française » en cherchant toutefois l'équilibre délicat entre la protection du français et les droits individuels. « On n'a pas à choisir entre la charte des droits et la langue française. On peut être amoureux des deux », assure-t-il. Ce type de discours sur l'équilibre entre la protection de la langue et celle des droits individuels est un calque du discours libéral, mais c'est sur le plan des positions concrètes que se distingue le PÉ. Pour Libman, une fois l'équilibre trouvé, la question des droits humains ne doit jamais être sacrifiée¹⁰⁵. Les limites du discours sur la protection du français apparaissent clairement à l'occasion des débats sur l'Accord du Lac Meech. Le PÉ se présente comme « une voix forte, une voix vraie en faveur du Canada et du lien canadien » et Libman estime alors que la reconnaissance du Québec comme société distincte « doit être purement et simplement rejeté » car elle vient briser cet équilibre entre les droits individuels et protection de la langue. « Croyez-vous que ce soit juste que ma langue soit interdite chez moi? Croyez-vous que ce soit juste que l'on doive la cacher¹⁰⁶? », lance-t-il.

Quelques mois plus tard, Claude Ryan, nouveau ministre responsable de la Charte de la langue française, répond à ce type d'affirmation. Après que Libman ait affirmé qu'il est impossible d'être servi en anglais auprès d'une municipalité, Ryan tient à remettre les pendules à l'heure : « C'est absolument faux (...) sauf quelques cas, qu'on peut ramener peut-être à cinq ou six, la loi 101 permet l'usage de la langue anglaise »¹⁰⁷. Cette façon de minimiser les irritants à la loi 101 de la part du gouvernement libéral ne semble pas étrangère à la pression nationaliste qui émerge au Québec dans la foulée des débats sur l'Accord du Lac Meech et de la volonté de ne pas heurter les autres provinces canadiennes en laissant croire que le Québec ne protège pas sa

¹⁰⁵ « That precious line, once found, must never be crossed » soutient-il. *Ibid.*

¹⁰⁶ *Ibid.*

¹⁰⁷ Voir Claude Ryan, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 34^e législature, 1^{re} session*, 14 mars 1990.

minorité anglophone. Le PÉ, retranché dans des bastions électoraux anglophones et opposé à l'Accord du lac Meech et au fédéralisme d'ouverture, n'a donc pas à subir cette pression électorale.

Pour les députés du PÉ, la loi 101 a déteint négativement sur les esprits. Certains événements touchant la Commission des écoles catholiques de Montréal (CECM) laissent d'ailleurs croire à une discrimination bien répandue chez les francophones, ou à tout le moins chez les nationalistes, après que la commission scolaire ait fait circuler un questionnaire demandant aux parents « s'ils voulaient que les enfants francophones et immigrants fréquentent des écoles séparées »¹⁰⁸. Quelques mois plus tard, la CECM dévoile un projet de politique linguistique pour favoriser l'intégration des enfants de familles immigrantes visant à obliger les étudiants à parler français à l'école et dans les activités scolaires¹⁰⁹. Il n'en faut pas plus au PÉ pour monter au créneau. Pour Libman cet épisode démontre que l'intolérance et la répression sont des réalités répandues depuis l'adoption de la loi 101. Pour lui, « l'assimilation forcée des immigrants qui [...] sous forme de politique destinée à renforcer la langue et la culture de la majorité, ne peut fonctionner et n'a jamais fonctionné. La crise actuelle que véhicule l'exposé de projet politique de la CECM est un exemple typique »¹¹⁰.

Les positions du Parti égalité suivent parfois une ligne sinueuse. Le député Richard B. Holden fait carrément figure de franc-tireur en se dissociant des positions des

¹⁰⁸ Une préoccupation majeure pour la communauté francophone est l'intégration des allophones dans les écoles françaises, alors que leur arrivée massive, concentrée dans certains secteurs de la métropole (où ils constituent parfois plus de la moitié des élèves) fait craindre pour leur intégration. Mais certains se demandent également si « une telle concentration ne constitue pas une menace pour les enfants québécois eux-mêmes », craignant que cela constitue un facteur de déracinement pour les enfants franco-québécois. Marc V. Levine, *op. cit.*, p. 235-236.

¹⁰⁹ La commission scolaire est alors dirigée par des catholiques conservateurs nationalistes et reçoit l'appui de divers groupes nationalistes et de l'Association des directeurs d'école, mais elle est dénoncée vigoureusement par l'Alliance des professeurs de Montréal et des organisations représentant plusieurs communautés linguistiques. Le Regroupement scolaire confessionnel (RSC), dirigé par Michel Pallascio, est alors à la tête de la CECM. Le regroupement est largement défait aux élections scolaires de 1990. Voir *Ibid.*, p. 236-237.

¹¹⁰ Voir Robert Libman, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 34^e législature, 1^{re} session*, 19 juin 1990.

autres députés du parti au sujet de l'Accord de Charlottetown. Le député de Westmount quitte son parti en 1992 pour adhérer au Parti québécois, à la surprise générale. Selon lui, les positions constitutionnelles de son ancien parti, ainsi que celles du PLQ, ne tiennent pas la route : « Les naïfs cherchent la solution Deschamps, “ le Québec indépendant dans un Canada uni ”, mais cela, ça n'existe que dans les monologues et les rêves »¹¹¹. Ce député dissident affirmait pourtant avec force au lendemain de son élection les trois fondements de son parti : « respect for all citizens fundamental rights in freedom, [...] bilingualism and thirdly, we are a party of federalism »¹¹². Déjà aux prises avec des divisions internes, le PÉ ne réussit pas à refaire l'unité ni à faire réélire de représentant lors de l'élection de 1994. Trois des quatre députés quitteront d'ailleurs le navire avant la fin du mandat.

Lors de l'adoption de la loi 86, qui remplace la loi 178 et qui permet l'affichage extérieur bilingue, le député Neil Cameron se réjouit de cette avancée importante¹¹³. Une fois cette victoire remportée, il estime toutefois que le domaine de l'éducation est encore plus vital pour la communauté anglo-québécoise et propose alors de scinder le projet de loi pour y ajouter le principe de la liberté de choix dans la langue

¹¹¹ Au lendemain de l'annonce de son adhésion au groupe parlementaire du PQ, il explique son changement d'allégeance en accusant le gouvernement libéral de renier le rapport Allaire en faisant la promotion de l'Accord de Charlottetown. Il affirme : « Au cours du mois d'août, le Parti libéral du Québec a fait un virage de 180 degrés; moi aussi, j'en ai fait un! (...) Les libéraux se sont réfugiés chez leur grand frère, à Ottawa, tandis que, moi, j'ai décidé de demeurer au Québec. Et l'avenir du Parti libéral du Québec semble dépendre de Clyde Wells, Don Getty, Ovide Mercredi; le mien est attaché au peuple québécois ». Voir Richard Holden, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 34^e législature, 2^e session*, 4 septembre 1992. Devant les médias, Richard Holden tente ainsi de justifier son départ vers le PQ : « I mean let's face it, I'm way ahead of the thinking in English Quebec. English Quebec is close minded right now; they don't want to talk about the idea of sovereignty ». Selon son chef, Robert Libman, Holden aurait d'abord tenté de joindre les libéraux, qui ont refusé son offre, avant de joindre les rangs péquistes. « 25 years later: Remembering the Equality Party's stunning election », CTV News, September 24, 2014, <<http://montreal.ctvnews.ca/25-years-later-remembering-the-equality-party-s-stunning-election-1.2022855>> (12 avril 2015).

¹¹² Voir Richard Holden, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 34^e législature, 1^{re} session*, 4 décembre 1989.

¹¹³ « A tremendous leap forward in a sense of, I think, tolerance, understanding, goodwill and good sense ». Voir Neil Cameron, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 34^e législature, 2^e session*, 7 juin 1993.

d'enseignement. L'affichage unilingue semble tout d'un coup un problème symbolique relégué au second plan (« its real effects on many of us were negligible ») alors que la diminution du nombre d'élèves dans les écoles anglaises est présentée comme étant une bombe à retardement : « it can itself gradually eliminate an English-speaking community in Québec. It is a real problem to us, not a symbolic one »¹¹⁴. Or, le député souhaite permettre aux immigrants qui proviennent des pays anglophones d'accéder aux écoles anglaises. Sur cet aspect, le PÉ se distingue plus largement du PLQ en relançant un débat qui semblait clos depuis la défaite libérale de 1981. Qui plus est, le PÉ souhaite la reconnaissance de l'anglais comme une des deux langues officielles du Québec.

Le PÉ semble vouloir mettre de la pression sur le gouvernement libéral, mais partage tout de même assez de points en commun pour ne pas trop lui nuire. En 1989, ce parti décide de présenter des candidats uniquement dans des circonscriptions à forte présence anglophone (à l'instar du Parti unité) « par le souci de ne pas aider le Parti québécois à se faufiler comme ce fut le cas dans plusieurs circonscriptions en 1976 »¹¹⁵. D'autre part, les deux partis décrivent la société québécoise comme étant pluraliste où tous doivent pouvoir exprimer leurs différences avec le moins d'entraves possible. Les deux formations acceptent également le principe de « priorité » à accorder au français, tout en se montrant profondément attachées aux droits individuels, décriant ainsi les excès de la loi 101 comme des manifestations d'intolérance qui n'ont pas leur place dans une société de droit et présentant l'idée de maintenir l'intégralité de la loi comme une forme d'obsession passéiste qui ne tient pas compte de l'évolution de la société. Toutefois, contrairement aux libéraux qui déclarent désormais accepter les principes de la loi 101, le PÉ dépeint cette loi de

¹¹⁴ « En 1971, il y avait 250 000 étudiants dans le réseau scolaire anglophone du Québec; aujourd'hui, M. le Président, il n'y a que 100 000 étudiants dans ce même réseau scolaire », ajoute-t-il. Voir *Ibid.*

¹¹⁵ Pierre Drouilly, « Une analyse des résultats de 1985 », *loc. cit.* p. 105.

façon très négative (sans toutefois réclamer son abolition) et semble accepter un seul principe, soit l'éducation en français pour les immigrants et ce, à condition qu'ils proviennent de pays non anglophones. Se montrant satisfaits des progrès réalisés, tout en les situant sur un continuum temporel de plusieurs décennies, les représentants du parti semblent vouloir masquer, pour des raisons évidentes, l'apport de la Charte de la langue française, pièce législative fortement associée au PQ, alors que le PLQ prend de plus en plus la tangente inverse, soit de réhabiliter la loi 101 en reconnaissant ses aspects positifs. Dégagé d'une partie de sa mouvance trudeauiste à partir de 1989, le PLQ peut ainsi faire plus aisément l'apologie de la loi 101, ce qui permet de rassurer une partie de l'électorat francophone, tout en s'appuyant sur les progrès favorisés par cette loi pour mieux pouvoir la modifier. Cependant, tout cela est rendu possible par un profond optimisme au sujet de la survie de la langue française.

3.4 L'équilibre Ryan : entre optimisme et pragmatisme

Au début des années 1980, le Parti libéral affirme haut et fort qu'il souhaite tout faire pour s'assurer que le français ne soit plus menacé¹¹⁶. Toutefois, l'appréciation de cette menace, dont découlent les mesures à prendre pour protéger le français, s'appuie sur une perception de la réalité marquée par un profond optimisme quant à survie du français au Québec, un état d'esprit qui permet à ses représentants de croire davantage dans les mesures incitatives plutôt que coercitives et qui s'avère utile et déterminant pour une modification d'envergure de la loi 101 en 1993.

Pour le sociologue Guy Rocher, les fédéralistes québécois sont généralement des gens optimistes qui estiment que la langue française et la culture québécoise peuvent survivre et s'épanouir au sein du Canada¹¹⁷. Claude Ryan représente sans doute la

¹¹⁶ Voir Lise Bacon, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 32^e législature, 4^e session, 7 décembre 1983.

¹¹⁷ Guy Rocher, cité dans Graham Fraser, *op. cit.*, p. 234-235.

figure typique du politicien fédéraliste marqué par une volonté sincère de faire avancer la cause du français au Québec et au Canada, tout en démontrant une confiance inébranlable dans la capacité de survie de cette langue. Dès la fin de l'année 1979, Ryan s'efforce de combattre l'idée que le français est en péril dans la province, soulignant que « la proportion de francophones au Québec n'avait pas changé depuis 1867 », et qu'elle constituait toujours 80 % de la population¹¹⁸. En 1981, en campagne électorale, il affirme que « nous sommes plus avancés que nous l'étions il y a vingt-cinq ans¹¹⁹ ». C'est d'ailleurs lui qui sera appelé à piloter le projet de loi 86 en 1993, qui met notamment fin à l'affichage extérieur unilingue.

Sur le plan stratégique, cet optimisme sert à remplir certaines promesses électorales et à repousser de nombreuses critiques, en avançant que la crise linguistique est davantage une vue de l'esprit qu'un problème réel. C'est sans doute dans cette perspective que le député John Ciaccia estime en 1986 que le problème linguistique est déjà chose du passé¹²⁰. Accusé de favoriser l'effritement de l'affichage commercial unilingue français par son inaction, le PLQ croit que le Parti québécois exagère les dangers et suscite de faux débats. En début de mandat, il accuse même l'Opposition d'être responsable de la crise en projetant l'image d'un État intolérant¹²¹ et souhaite susciter l'ouverture aux changements en créant une perception d'harmonie, une position qui se maintient jusqu'à la crise de 1988¹²². Mais cet optimisme ne suffit pas à apaiser les craintes d'une bonne partie des francophones. Le PLQ doit donc pour

¹¹⁸ Voir Claude Ryan, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 31^e législature, 3^e session, 13 décembre 1979.

¹¹⁹ Discours à Beaconsfield. Cité dans Graham Fraser, *op. cit.*, p. 254.

¹²⁰ Voir John Ciaccia, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 1^e session, 5 juin 1986.

¹²¹ Voir Guy Rivard, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 1^e session, 23 octobre 1986.

¹²² Malgré la réorientation du discours libéral à la fin de l'année, certains députés trudeauistes estiment encore que le français n'est pas à risque. Le député Clifford Lincoln exprime clairement ce sentiment avant de quitter le caucus libéral : « Il ne faut pas qu'on se terrorise aussi avec cette histoire d'être menacés de partout. Il faut voir aussi le côté positif des choses. Jamais le Québec n'a été aussi vibrant, aussi dynamique, aussi confiant en lui ». Voir Clifford Lincoln, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 2^e session, 20 décembre 1988.

une rare fois reconnaître la gravité de la situation, plier sur la question des droits individuels et refuser une partie du jugement de la Cour Suprême. La direction du parti fait preuve de pragmatisme pour éviter une défaite électorale qui entraînerait le retour à la loi 101 d'origine. Face aux tentatives de la députée Joan Dougherty de faire entendre le point de vue de ses électeurs anglophones, le ministre Claude Ryan lui signifie clairement que ceux-ci « vivent sur une autre planète »¹²³.

3.4.1 L'usage symbolique de la loi 101

Après cinq ans, la clause dérogatoire vient à échéance et le gouvernement libéral se dit prêt à respecter le jugement de la Cour Suprême du Canada pour permettre l'affichage extérieur bilingue. Dans l'intervalle, le discours de la communauté anglophone se radicalise à la suite de la publication d'un ouvrage de Reed Scowen, *A Different Vision. The English in Québec in the 1990's*, ce qui empêche désormais tout dialogue entre les communautés linguistiques. Selon Josée Legault, la « guérilla linguistique » de l'ancien député libéral, à travers laquelle il encourage le refus de parler français en public et fait la promotion active de l'intégration des immigrants au sein de la communauté anglo-québécoise, s'aligne sur les positions du PÉ. Qui plus est, en s'indignant contre un possible exode massif des jeunes anglophones, Scowen semble rallier une bonne partie de la communauté anglophone. Celui-ci touche également une corde sensible chez bon nombre de journalistes francophones¹²⁴ qui s'adonnent en 1991 à des « séances de culpabilisation » à la suite d'un sondage mené auprès de la communauté anglophone dans laquelle elle se perçoit comme étant rejetée par la société québécoise¹²⁵. Les pressions sont donc fortes sur le ministre responsable du dossier de la langue française, Claude Ryan, qui doit mener ce

¹²³ Traduction libre de « living on another planet ». Propos de Claude Ryan, cité dans Garth Stevenson, *op. cit.*, p. 189-192.

¹²⁴ Josée Legault, *Ibid.*, p. 149-162.

¹²⁵ Il s'agit du sondage CROP-*La Presse* du 27 avril 1991. Voir *Ibid.*, p. 168.

changement législatif avec doigté, compte tenu du symbole que représente désormais la loi 101 aux yeux de la population. Ryan fait donc appel au sentiment de fierté qu'évoque cette loi pour opérer des changements importants en adoptant la loi 86. En fin de mandat, le gouvernement libéral est alors déterminé à corriger l'affront fait aux anglophones en 1989 et à donner suite au rapport du Groupe de travail sur le réseau scolaire anglophone (rapport Chambers), rendu public en 1992. Chacune des 29 recommandations du rapport est acceptée, sauf celle visant à permettre l'accès à l'école anglaise aux enfants dont les familles proviennent de pays anglophones. Claude Ryan y oppose alors un refus catégorique, malgré les pressions de la communauté anglo-québécoise : « Il existe un consensus [...] au Québec à ce sujet », dira-t-il au quotidien *The Gazette*¹²⁶. Tirant certainement des leçons du passé, Ryan demeure ferme à ce sujet en plus d'évoquer dans une lettre au président du Conseil de la langue française en décembre 1992 que la loi 101 « demeure l'un des instruments majeurs dont dispose le Québec pour exprimer son identité et assurer la qualité et le rayonnement de la langue française »¹²⁷. Cette posture apaisante pour l'électorat, combiné à un climat social plus favorable, lui permet d'apporter plus facilement de nombreux changements¹²⁸. En présentant le projet de loi 86, Claude Ryan, autrefois adversaire acharné de la loi 101, se porte de nouveau à sa défense pour mieux

¹²⁶ Rapporté et traduit par Marc V. Levine, *op. cit.*, p. 224. Dès le printemps 1992, le ministre de l'Éducation Michel Pagé annonce la mise en place de plusieurs recommandations touchant le secteur scolaire : « des crédits supplémentaires pour renflouer les écoles privées primaires et secondaires, une plus grande responsabilité fiscale aux commissions scolaires, la francisation des enfants des immigrants tout en favorisant un accès plus large des immigrants à l'école anglaise ». Voir Lisa-Marie Gervais, « Le pari fou des écoles anglaises », *L'Actualité*, 25 août 2011, <<http://www.lactualite.com/societe/le-pari-fou-des-ecoles-anglaises/>> (16 avril 2015).

¹²⁷ Claude Ryan, « Lettre à Pierre-Étienne Laporte, Président du Conseil de la langue française, le 11 décembre 1992 », dans *Avis sur d'éventuelles modifications à la Charte de la langue française*, Conseil supérieur de la langue française, <http://www.cslf.gouv.qc.ca/bibliotheque-virtuelle/publication-html/?tx_iggcplplus_pi4%5Bfile%5D=publications/avis119/a119.htm> (4 janvier 2015)

¹²⁸ Les protestations observées à Montréal en 1993 n'ont pas l'ampleur de celle de 1989. Bourassa estime que « comme il y avait, à ce moment-là, à la fois négociation dans le secteur public et parapublic et amendement possible à la législation linguistique, les dirigeants syndicaux avaient alors décidé de privilégier la négociation ». Ces propos sont plus ou moins corroborés par le président de la CSN Gérald Larose. Voir Marc V. Levine, *op. cit.*, p. 225.

l'adapter « aux réalités du Québec d'aujourd'hui »¹²⁹. Il affirme désormais que celle-ci « suscite dans tous les milieux un vif respect et un profond attachement pour la langue française ». Il reconnaît que « quinze ans après l'entrée en vigueur de la charte, nous sommes en mesure de constater les résultats appréciables qu'elle a produits ». À cette occasion, il avoue également que la Charte de la langue française fut adoptée dans un esprit d'ouverture, « dans des termes qui se voulaient respectueux et accueillants à l'endroit de la minorité anglophone du Québec et de nos communautés ethniques ». Dans l'optique de se l'approprier pour mieux la modifier, il ajoute :

Mais certaines dispositions de la Charte ont suscité chez la minorité anglophone des inquiétudes et des protestations auxquelles l'esprit de justice et d'ouverture promu dans la Charte nous oblige à prêter une oreille attentive. [...] Nous manquerions à l'esprit de la Charte en cédant à certaines revendications dont l'effet pourrait être, notamment en matière scolaire, de nous ramener à la situation difficile que nous avons connue avant l'entrée en vigueur de la Charte¹³⁰.

Depuis le début des années 1980, la loi 101 disposait déjà d'une charge symbolique, mais avec une dimension plus partisane et polarisante¹³¹. Au début des années 1990, en présentant la loi 101 comme le symbole identitaire majeur pour l'ensemble des Québécois et en refusant une fois de plus de modifier l'un de ses principes fondateurs (la langue d'enseignement pour les enfants d'immigrants) au nom du consensus social, Claude Ryan participe à inscrire définitivement cette loi dans le patrimoine politique québécois. En ce sens, les propos du ministre démontrent bien l'évolution de la pensée de l'homme et de son parti sur la question linguistique et sur la loi 101 en particulier.

¹²⁹ Voir Claude Ryan, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 34^e législature, 2^e session, 7 juin 1993.

¹³⁰ Voir *Ibid.*

¹³¹ « De par sa nature englobante et à cause de la rhétorique excessive dont on l'entourait, elle fut plus qu'une loi, mais devint un symbole » estime Graham Fraser. Voir Fraser, *op. cit.*, p. 131-132. L'auteur ajoute plus loin : « attaquée par les jugements de la Cour suprême, et minée par la Charte constitutionnelle des droits, la Loi 101 quitta le domaine législatif et politique pour entrer dans celui du mythe. C'est là qu'elle trouva sa force ultime et sa terrible capacité de semer la division ». Voir Fraser, *op. cit.*, p. 144.

Ce mélange de pragmatique, de nationalisme identitaire et d'ouverture aux minorités est sans doute en phase avec l'humeur des deux principales communautés linguistiques. Ainsi, la loi 86 semble non seulement contribuer à ramener la paix sociale tant recherchée, mais elle contribue aussi à faire admettre aux libéraux la fragilité de la langue française. Au cours d'un discours pré-référendaire en 1995, la députée Liza Frulla admet pourtant que « des deux langues officielles au Canada, seul le français peut être menacé »¹³². Ce type de discours déteint même sur l'équipe éditoriale du journal anglophone *The Gazette*, qu'on ne peut accuser d'appuyer la loi 101. Malgré un climat polarisé à la suite du référendum, on y souligne en 1996 que « la plupart des Québécois acceptent que la langue française, pour être florissante en Amérique du Nord, a besoin d'être protégée par des lois linguistiques qui font la promotion de son utilisation et assurent que les francophones puissent vivre et travailler dans leur propre langue »¹³³. Selon un sondage Léger et Léger réalisé cette année-là, 90 % de la population québécoise semble accepter le compromis trouvé par Claude Ryan¹³⁴. Au-delà des nombreuses dispositions de cette loi qui fait plus de place à l'anglais, il y a le ton du discours qui semble plus rassembleur que jamais.

En somme, le gouvernement libéral tente visiblement, lors de son passage au pouvoir, de rassurer l'électorat francophone avec des discours exprimant la fierté et la responsabilité du gouvernement à défendre le seul peuple de langue française en Amérique, même si ce discours ne s'accompagne pas d'actions législatives en faveur du français. Optimiste quant à la survie du français, le PLQ semble croire que les deux langues peuvent être renforcées en même temps sans y voir de contradiction. Ainsi, il ne paraît pas déterminé à atteindre en entier les objectifs fixés par la loi 101

¹³² Il s'agit toutefois pour elle d'une raison supplémentaire pour réaffirmer la nécessité de demeurer au sein de l'ensemble canadien, car « le rapprochement des membres de la francophonie canadienne est essentiel pour la survie et le développement de notre langue », estime-t-elle. Voir Liza Frulla, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 35^e législature, 1^{re} session*, 30 mars 1995.

¹³³ *The Gazette*, Rapporté et traduit dans Marc V. Levine, *op. cit.*, p. 223.

¹³⁴ Tiré de *Ibid.*, p. 382.

et de faire du français, la langue de tous les Québécois, mais plutôt d'atteindre un niveau de sécurité acceptable pour le plus grand nombre. Mais cette acceptabilité passe par un discours qui démontre un attachement plus senti que jamais à la loi 101.

Conclusion

Pour le PLQ, le français représente au départ une source de fierté dont on doit faire la promotion, mais qui doit être imposée le moins possible, tel que le voulait l'esprit de la loi 22. Ce parti, qui compte de nombreux appuis au sein de la communauté anglophone, cherche donc à relayer les revendications des Anglo-Québécois visant à éliminer les « irritants » à la loi 101 et à assurer une plus grande reconnaissance de l'anglais au Québec en s'appuyant sur le cadre juridique canadien et la Charte des droits et libertés. Mais le PLQ compte aussi sur le soutien des francophones, dont l'appui à la loi 101 varie au fil des années et selon les aspects particuliers. Le parti souhaite donc mettre certaines mesures au rancart, jusqu'à ce qu'une certaine résistance apparaisse aux changements à apporter (sur la question de l'affichage notamment). Dans l'ensemble de la période, les modifications souhaitées sont justifiées par les progrès du français et par l'optimisme au sujet de la survie de cette langue. Cette perception positive s'appuie en partie sur la croyance profonde que le régime constitutionnel canadien agit comme une pierre d'assise de la protection de la langue française et de la culture québécoise. Cette croyance permet de faire preuve d'un certain laxisme dans l'application de la loi 101 au début de leur premier mandat au pouvoir. Les craintes démontrées par les adversaires péquistes quant à l'importance de préserver le visage français du Québec sont alors considérées comme des preuves de fermeture et d'intolérance. Le PLQ, qui considère que l'application intégrale de la loi 101 constitue une forme de zèle excessif, favorise une approche plus souple et se revendique de l'ancienne loi 22 (le français doit donc être « prioritaire » et non pas hégémonique), considéré comme une des sources importantes de progrès du français.

Mais une fois au pouvoir, malgré un discours rassurant, le parti doit faire preuve d'un pragmatisme politique en considérant sérieusement les mouvements d'opinion de la majorité francophone, poussée par une fièvre nationaliste dès la fin de l'année 1986. La question de l'affichage commercial semble alors teintée par la nostalgie entourant la mort de René Lévesque et amplifiée à travers les débats entourant l'Accord du Lac Meech. Le PLQ doit donc réaliser le grand écart entre les deux mouvances au sein de son parti, soit les trudeauistes et les nationalistes francophones, tout en évitant de mettre en lambeau l'héritage de Camille Laurin. On se revendique alors de la loi 101 pour exprimer son ouverture, sa souplesse et l'on présente la loi 178 comme la continuité de celle-ci. Le maintien de l'affichage unilingue est donc un choix forcé par la conjoncture électorale, ce qui marque alors la fin de la position d'équilibriste du PLQ entre les droits individuels et droits collectifs, entre les revendications des deux mouvances et des deux groupes linguistiques qu'il représente. Certains ministres et députés quitteront ensuite le navire libéral pour protester contre l'utilisation de la clause dérogatoire. Se présentant comme le véritable parti fédéraliste, le Parti égalité, continuité de la frange trudeauiste, reprendra une grande partie de la position traditionnelle des libéraux sur la langue et militera pour le bilinguisme dans l'affichage commercial, pour ensuite exiger un accès élargi à l'école anglaise. Le succès de ce parti sera éphémère tant la loi 86 réussit à résoudre la quadrature du cercle, soit de plaire à la fois aux francophones et aux anglophones. Un véritable équilibre semble désormais atteint sous la houlette du ministre Claude Ryan, par la reconnaissance que le français a besoin de mesures fortes pour assurer sa survie, et que cette mesure par excellence est sans contredit la loi 101.

CHAPITRE IV

LANGUE ET REPRÉSENTATIONS

« My God, I would kick the ass of anyone in Québec who wouldn't be able to speak English.
Indeed, in our age, a little people like us has to speak it »

- Jacques Parizeau¹

À travers les débats sur la question linguistique émergent un ensemble de représentations symboliques et identitaires véhiculées par les acteurs politiques qui servent non seulement à convaincre leurs commettants, mais qui participent également à orienter leurs propres prises de position. L'étude de ces croyances et perceptions sur lesquelles ces acteurs s'appuient pour interpréter la réalité permet donc de mieux interpréter leurs positions politiques dans la moyenne durée (une période de vingt ans), en poussant l'analyse par-delà les aspects stratégiques. Pour ce faire, nous aborderons quatre catégories de représentations qui traversent la période étudiée et l'ensemble des débats sur la langue au Québec : les différentes représentations au sujet des langues française et anglaise, celles concernant la question de l'immigration, les représentations des différents rapports au passé évoqués par les acteurs politiques, et leurs représentations des Anglo-Québécois. Comme nous le verrons, la confrontation de ces représentations contribue à renforcer l'aspect polarisant du débat linguistique.

4.1 Le français et l'anglais : usages et représentations

Comme nous l'avons vu, à travers le débat sur la protection du français au Québec se trouve imbriquée la question de la force d'attraction des langues française et anglaise. La concurrence de ces forces entraîne une appréciation particulière et même une

¹ Jacques Parizeau, cité dans Michael S. Serrill, « Canada Liberty with a Difference », *Time*, 13 avril 1992 <<http://content.time.com/time/magazine/article/0,9171,975268,00.html>> (7 juin 2015).

certaine hiérarchisation implicite des langues selon les usages. La valeur accordée à chacune d'elles est alors perceptible à partir d'une série de représentations exprimées par les parlementaires dans le débat linguistique. Il est à noter que celles-ci ne semblent pas connaître de modifications fondamentales durant la période étudiée, tous partis confondus. Il y a donc lieu de tenter de jauger, dans un premier temps, la force qu'accordent les responsables politiques à la langue anglaise de façon à mieux comprendre comment ceux-ci perçoivent ensuite la menace que représente cette langue pour la vitalité du français au Québec. Comme nous le verrons, les représentations de ces deux langues entrent en conflit, puisque l'utilité de l'anglais comme langue de la modernité vient amenuiser la force attribuée au français en tant que langue que l'on souhaite faire partager aux nouveaux arrivants.

4.1.1 L'anglais, langue de la modernité

Étonnamment, une certaine unanimité entre les partis apparaît sur la force de l'anglais comme langue de la modernité. À la fin du XX^e siècle, la langue anglaise devient incontournable aux yeux des représentants des trois partis étudiés, ce qui fragilise particulièrement la position des péquistes, qui encouragent la connaissance individuelle de cette langue, mais qui tentent plus que tout autre parti d'en circonscrire les progrès dans différents secteurs. Du côté libéral, il y a assurément une ouverture plus grande à l'anglais et au bilinguisme², mais puisque la langue française est la langue officielle de la province depuis l'adoption de la loi 22, aucun des deux grands partis n'appuie le bilinguisme officiel de l'État.

² Cette ouverture transparaît des propos du député libéral Yves Blais, qui estime en 1993 que « nos lois doivent refléter cette réalité », en référence au projet de loi 86 qui vise une plus grande ouverture à l'anglais. « On est pour le bilinguisme », lance-t-il sans préciser davantage sa pensée. Voir Yves Blais, dans Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec (ci-après BAN), *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 34^e législature, 2^e session*, 8 juin 1993. Cette vision semble s'opposer aux craintes de la péquiste Denise Carrier-Perreault qui présente la situation linguistique selon le principe des vases communicants : « à chaque fois que l'on affaiblit le fait français, c'est qu'on augmente le pouvoir de l'autre langue, chez nous ». Voir Denise Carrier-Perreault, dans *Ibid.*

La position péquiste est toutefois plus limpide sur la place à accorder à l'anglais dans la société québécoise. Pour Hubert Desbiens, l'apprentissage de l'anglais comporte en effet certains risques. Celui-ci rappelle en 1988 que selon plusieurs spécialistes, « il n'y a pas deux langues qui peuvent exister et coexister sur un pied d'égalité. Il y en a toujours une des deux qui prend le dessus. (...) quelle langue, si on commence à mettre le doigt dans le tordeur du bilinguisme, prendra le dessus à la longue »³? Pour Rogé Paré, le bilinguisme entraîne inévitablement la province vers l'anglicisation. Dans un discours sur la langue d'affichage en 1993, il affirme :

Quand on aura, au-dessus d'un commerce, une annonce bilingue, le message qu'on lance, le message qu'on donne, c'est: Vous allez avoir un service bilingue. Bien, si vous donnez un service bilingue, ça voudra dire qu'il faudra être bilingue pour aller travailler dans les commerces un peu partout à travers le Québec. C'est presque le commencement de la fin du français, langue de travail, dans les commerces au Québec, à travers tout le Québec⁴.

Dans la même veine, la députée Jeanne Blackburn fait sienne l'idée phare du pamphlet d'André d'Allemagne, *Le bilinguisme qui nous tue*, rédigé dans les années 1960: « s'il est vrai que le bilinguisme, même le multilinguisme est un enrichissement pour un individu, pour une société, le bilinguisme, et l'histoire de l'humanité nous le démontre, entraîne l'unilinguisme dans la langue la plus forte », comme ce qui se passe au Canada anglais chez les minorités francophones ou encore, comme ce fut le cas à Bruxelles, au début du siècle, rappelle-t-elle⁵. Pourtant, dès 1983, le parti reconnaît la nécessité de l'anglais en raison de la révolution technologique qui s'étend et s'accélère⁶. La position de principe du PQ sur l'unilinguisme de l'État est donc

³ Voir Hubert Desbiens, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 2^e session, 20 décembre 1988.

⁴ Rogé Paré, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 2^e session, 8 juin 1993.

⁵ « Faut-il rappeler, au passage, le cas de la ville de Bruxelles, qui, au début du siècle, était bilingue, c'est-à-dire français et flamand? À la moitié du siècle, comme le français était largement utilisé en Europe à l'époque, à la fois pour le commerce comme pour les affaires internationales et dans les différentes délégations, c'est le français qui l'a emporté, et Bruxelles est devenue une ville française », rappelle la députée. Voir Jeanne Blackburn, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 34^e législature, 2^e session, 7 juin 1993.

⁶ Cette révolution technologique fait du même coup craindre pour l'utilité de la langue française, selon Gérald Godin : « Quand on a besoin de l'anglais au Québec même pour faire démarrer sa voiture, pour déclencher son téléviseur, son ordinateur, son lecteur de vidéo-cassette, sa caméra, sa photocopieuse, etc., n'est-il pas inévitable que le Québécois francophone doute de la capacité de sa propre langue à appréhender la réalité du XX^e siècle et très bientôt celle du XXI^e siècle? » ». Cité

légèrement fragilisée en pratique par la façon dont ils conçoivent l'utilité de l'anglais, représentée comme une langue incontournable. C'est pour cette raison que ces derniers voient dans l'apprentissage de cette langue une affaire personnelle, mais qui demeure tout de même fort importante, comme le résume le chef du parti, Jacques Parizeau, lors d'un voyage à New York en 1992 : « My God, I would kick the ass of anyone in Québec who wouldn't be able to speak English. Indeed, in our age, a little people like us has to speak it »⁷.

Les députés libéraux ne sont pas aux prises avec ce même paradoxe, eux qui estiment que la langue française n'est pas aussi fragile que le soutiennent les péquistes. Du moins, le prétendent-ils assez ouvertement jusqu'en 1988 et ne se gênent donc pas dans les années qui précèdent les modifications sur l'affichage commercial à défendre l'usage de l'anglais. Qui plus est, au début des années 1980, certains députés de la frange trudeauiste sont à ce point convaincus que cette langue est celle de l'avenir qu'ils estiment que la loi 101 représente une forme de discrimination envers les francophones :

Parce que leurs enfants n'auront pas l'avantage de pouvoir aller dans une école où ils peuvent apprendre l'anglais, l'autre langue officielle du Canada, la langue principale en Amérique du Nord. Est-ce que c'est cela l'équité pour les francophones, de leur fermer toute cette appartenance à une seconde culture qu'ils pourraient acquérir et qui leur est essentielle pour le marché du travail de demain⁸?

Au cours de ce même débat de décembre 1983, la langue anglaise est alors perçue par plusieurs libéraux comme la langue des affaires, du succès et de l'ambition⁹, une représentation répétée en mars 1988 par Robert Bourassa, alors que celui-ci doit se défendre de maltraiter la minorité anglophone. Au sujet de la langue anglaise, il souligne : « elle est presque exclusivement la langue économique, commerciale, la

dans Graham Fraser, *Le Parti québécois*, Montréal, Libre Expression, 1984, p. 364-365.

⁷ Jacques Parizeau, cité dans Michael S. Serrill, *loc. cit.*

⁸ Voir Clifford Lincoln, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 32^e législature, 4^e session, 7 décembre 1983.

⁹ Voir Robert Middlemiss et Claude Dubois, dans *Ibid.*

langue scientifique »¹⁰. Cette perception prend d'ailleurs de l'ampleur au cours des années 1980, dans la foulée des accords de libre-échange et ce, même chez la frange nationaliste des libéraux, pour qui « le nationalisme passe par des succès économiques »¹¹, comme le souligne Guy Rivard. Cette représentation de l'anglais comme langue du commerce et du succès économique est également partagée par le chef du Parti égalité, Robert Libman, qui estime par ailleurs que cette position n'affaiblit en rien celle du français :

The language of trade, of communication, of technology in North America is English. We must not shut out the English language in North America, and by welcoming and opening ourselves up to the reality of the North American continent does not mean that we are compromising the vitality and the richness of the French language and culture in Québec¹².

Comme le succès passe par l'anglais, cette langue apparaît pour les députés de tous les partis comme une vague irrésistible qui emporte tout le monde, et en particulier les immigrants, tel que le décrit avec précision le député libéral Jean-Claude Gobé. Celui-ci résume bien la force d'attraction de l'anglais en Amérique du Nord en représentant cette langue comme celle du succès, celle à laquelle les nouveaux arrivants veulent tant s'identifier :

Lorsqu'on quitte notre pays, on s'en va en Amérique. On s'en va au Canada. Et je crois que, depuis des générations et des générations, ce qui a été, pour les immigrants, la destination, c'est l'Amérique, avec tout ce qu'on peut voir comme vitrines, dans notre pays d'origine, par la télévision, par les films, les magazines. L'Amérique de la réussite, l'Amérique de la société de consommation. Automatiquement, il y a une tendance à vouloir s'adapter à ce modèle (...) et qui dit Amérique du Nord dit l'anglais¹³.

Face à cette vague, des péquistes pointent certaines conséquences culturelles et semblent s'inquiéter du fait que « nous nous américanisons jusqu'à la fibre

¹⁰ Voir Robert Bourassa, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 2^e session, 23 mars 1988.

¹¹ Voir Guy Rivard, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 2^e session, 16 décembre 1988.

¹² Voir Robert Libman, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 34^e législature, 2^e session, 23 mars 1993.

¹³ Voir Jean-Claude Gobé, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 34^e législature, 1^{re} session, 19 juin 1990.

nerveuse »¹⁴, ce qui fait dire à François Gendron qu'il ne faut pas mettre tous les œufs dans le même panier linguistique : « Je n'ai rien contre l'anglais et je souhaiterais qu'il y ait un plus grand nombre de Québécois qui puissent s'exprimer dans 2, 3 ou 4 langues. C'est toujours une richesse extraordinaire d'être en mesure de s'exprimer dans plusieurs langues et je vais souhaiter de tout mon cœur que les jeunes puissent maîtriser les 2 langues officielles »¹⁵. D'autres péquistes, comme le député Jean Garon, estiment que l'anglais n'est pas la seule langue d'avenir: « l'anglais d'aujourd'hui, c'est peut-être le latin d'hier »¹⁶, avance-t-il en rappelant que l'Empire romain est tombé alors qu'on le croyait invincible.

Pour éluder cette ambiguïté des représentations de la langue anglaise (danger ou opportunité?) auprès des péquistes, il semble y avoir une volonté certaine de ne pas mettre l'anglais sur un piédestal. Ainsi, plusieurs responsables politiques du PQ la considèrent comme une langue à apprendre sur le plan personnel, en présentant celle-ci comme importante pour l'ouverture sur le monde, mais une langue parmi tant d'autres, alors que ce monde prend une dimension nouvelle grâce aux nouveaux moyens de communication et aux accords commerciaux. Une langue utile certes, voire nécessaire, mais à laquelle on évite d'accorder trop d'importance de façon à repousser l'idée de bilinguisme institutionnel, qui représente pour le PQ une menace réelle. Comme nous le verrons aussi plus tard, la posture des libéraux et du PÉ repose en partie sur la représentation selon laquelle l'anglais serait la langue d'une minorité historique qu'il convient de protéger¹⁷. Malgré quelques divergences entre les partis, un consensus les rassemble autour de l'anglais comme langue du succès commercial,

¹⁴ Propos du philosophe Jean-Luc Gouin, cités par le député Gérard-Raymond Morin, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 34^e législature, 2^e session, 8 juin 1993.

¹⁵ Voir François Gendron, dans *Ibid.* Une position qui rejoint celle du député indépendant Jean-Guy Saint-Roch : « Et la troisième langue, M. le Président, lorsqu'on regarde l'ALÉNA, maintenant, c'est l'espagnol qu'il faudrait enseigner à nos jeunes à l'école ». Voir Jean-Guy Saint-Roch, dans *Ibid.*

¹⁶ Voir Jean Garon, dans *Ibid.*

¹⁷ Voir Daniel Johnson et Robert Libman, dans *Ibid.*

des technologies et de la modernité. Cependant, comme nous le verrons, la force symbolique de l'anglais heurte de plein fouet une autre représentation, celle qui fait du français la langue d'intégration des immigrants au Québec.

4.1.2 Le français, langue d'intégration

Si certaines batailles pour le renforcement de la langue française sont longtemps perçues par des députés libéraux comme un combat d'arrière-garde et un signe de fermeture, il n'en demeure pas moins que le français n'est pas explicitement associé à la réclusion. Le français demeure une langue internationale et un lien fort avec la culture occidentale¹⁸. Pour certains, l'usage du français peut aussi représenter un rempart contre l'américanisation de la culture et qui ferait du peuple québécois un peuple « beaucoup plus fort à une ère où on est dans la mondialisation des marchés », tout en permettant au Québec de tirer son épingle du jeu sur le plan touristique¹⁹. Cette position est partagée tant chez les péquistes que chez les libéraux²⁰. Dans cette lutte pour valoriser le français, ce sont les péquistes qui tiennent le haut du pavé en initiant la plupart des débats linguistiques et en défendant avec le plus de force le français, puisque cette formation perçoit la langue française comme étant menacée, contrairement aux libéraux qui se montrent plus optimistes.

¹⁸ Ce lien est défendu à travers un certain malaise exprimé par Jacques Parizeau face au joual, dont la glorification est considérée comme « l'apologie du ghetto linguistique » contraire à une ouverture vers l'universel. Voir Jacques Parizeau, *Pour un Québec souverain, op. cit.*, p. 21. Cette position sur le joual ne semble toutefois pas partagée par son collègue Gérard Godin, qui se montre heureux d'entendre un enfant d'origine étrangère utiliser le joual pour demander à son ami « qu'est-ce que tu fais a soir? ». Celui-ci n'en demeure pas moins convaincu que le français permet de tisser des liens étroits avec la francophonie, un grand ensemble qui agit comme producteur de culture et de biens de toutes sortes. Voir Gérard Godin, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 34^e législature, 1^{re} session*, 17 avril 1991.

¹⁹ Pour le péquiste Claude Filion, beaucoup de touristes étrangers souhaitent en effet « retrouver cette saveur française au Québec ». Voir Claude Filion, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 33^e législature, 2^e session*, 20 décembre 1988.

²⁰ Voir Jean Fillion, André Boulerice et Jacques Léonard dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 34^e législature, 2^e session*, 8 juin 1993. Si le français peut être considéré bénéfique pour le tourisme, les libéraux ne croient pourtant pas à la nécessité de limiter le bilinguisme pour attirer davantage de touristes. Voir Claude Ryan, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 34^e législature, 2^e session*, 7 juin 1993.

Ce faisant, la représentation la plus répandue du français chez les députés péquistes est celle d'une langue permettant l'intégration des immigrants, une idée au cœur de la conception de la Charte de la langue française. C'est la raison pour laquelle, tout au long de la période étudiée, un message clair aux immigrants est essentiel pour les péquistes, sans quoi les Québécois seraient condamnés à la « cacophonie » de la tour de Babel et à la division puisque sans une langue française commune forte, les nouveaux arrivants ne savent plus si la langue de communication à Montréal doit être le français ou l'anglais²¹. Avec son langage cru, le député Jean Garon illustre d'une façon brutale cette idée. Le français doit être la seule et unique langue d'intégration, « de sorte que quelqu'un qui veut se réfugier et qui veut vivre en anglais, bien, à mon avis, je lui donnerais un conseil: Tu serais mieux d'aller ailleurs. Il y a tout le reste de l'Amérique du Nord pour se réfugier »²². Comme le rappelle Éric Desrosiers, « pendant un temps, il y a eu une telle survalorisation de la langue, surtout du côté du PQ [...] qu'on a l'impression que les gens s'imaginaient qu'une fois que les immigrants parleraient la langue [française], il n'y aurait plus de problèmes »²³.

Pour leur part, en se ralliant peu à peu aux principes généraux de la loi 101, les parlementaires d'allégeance libérale ont reconnu par le fait même l'idée que le français doit agir comme une langue commune que l'on souhaite partager par les immigrants, mais une certaine ambiguïté persiste puisque cette langue apparaît tout de même comme une langue qu'on doit éviter d'imposer. Un exemple de cette ambiguïté est l'affirmation de la ministre libérale Louise Robic qui, en 1987, dresse un parallèle entre l'usage de la langue anglaise pour communiquer avec les immigrants et pour les intégrer, alors que l'usage du français par la ministre de l'Immigration est considéré comme étant abusif, comme un manque de respect et

²¹ Voir Jean Filion, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 34^e législature, 2^e session, 8 juin 1993.

²² Voir Jean Garon, dans *Ibid.*

²³ Éric Desrosiers, *op. cit.*, p. 160.

comme une recherche inappropriée d'assimilation²⁴. Qui plus est, la hausse du nombre d'immigrants à partir de 1985 change peu à peu la composition ethnoculturelle de la population québécoise et cette nouvelle donnée mène paradoxalement certains parlementaires libéraux, à partir du début des années 1990, à justifier plus ouvertement que la préservation d'un message fort et sans équivoque envers les immigrants par le maintien de la loi 101 n'est plus une nécessité. Pour Daniel Johnson, il s'agit alors d'une marque de repli sur soi et de nostalgie, alors que la position de son parti se justifie par « l'évolution démographique »²⁵. Il y a donc un désir au sein des députés libéraux d'adopter une approche plus souple, où le français ne disposerait plus du monopole d'intégration. En effet, par ce type de discours, on suggère que l'anglais est plutôt la langue d'intégration *de facto* d'une partie des immigrants et que cette situation doit être légitimée par l'adoption de la loi 86, que ce soit sur le plan de l'affichage ou encore par l'adoption de programmes d'immersion anglaise dans les écoles, au moment même où on constate que les allophones choisissent désormais massivement la langue de Shakespeare pour leurs études postsecondaires. De là, le besoin si pressant pour les péquistes de réaffirmer, en 1993, la place centrale de la langue française au Québec, car le français est pour certains « toujours bien loin du statut de langue commune »²⁶.

4.2 Les immigrants au cœur du débat linguistique

Comme le souligne l'historiographie, la question de l'intégration des immigrants à la société francophone est fondamentale depuis les années 1960 et en particulier depuis la crise de Saint-Léonard. La loi 101 cherche donc à mettre un frein à l'anglicisation

²⁴ Voir Louise Robic, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 1^{re} session, 18 mars 1987.

²⁵ Voir Daniel Johnson, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 34^e législature, 2^e session, 8 juin 1993.

²⁶ Voir François Gendron, dans *Ibid.* Sur la précarité de la langue française au début des années 1990, voir aussi Jean Fillion dans *Ibid.* Une position également partagée par le député indépendant Jean-Guy Saint-Roch, dans *Ibid.*

de la société québécoise en limitant notamment l'accès à l'école anglaise pour les Néo-Québécois. Il y a lieu de se demander quelles sont les représentations de l'immigrant au sein de la classe politique québécoise pour mieux mettre en contexte le discours liant langue et immigration, puisque la loi 101 n'élude pas entièrement la question de la francisation des immigrants, qui demeure le point névralgique des discours du Parti québécois lors de son passage dans l'Opposition. Pour mieux saisir l'importance accordée à l'immigration chez les péquistes, nous aborderons d'abord plus en profondeur le lien entre langue et intégration en précisant le contexte idéologique de l'adoption la loi 101. Nous verrons ensuite le point de vue des libéraux et, dans une moindre mesure, celui des représentants du Parti égalité, qui interviennent peu sur la question.

4.2.1 Le contexte idéologique de l'adoption la loi 101 : la convergence culturelle et linguistique

Pour Camille Laurin, la loi 101 est un projet de société qui « porte sur l'ensemble de la vie en commun » et qui vise à permettre à la fois l'ouverture aux autres cultures et l'intégration des différentes minorités dans l'ensemble francophone²⁷. Dans sa politique québécoise de développement culturel (1978), qui constitue la suite logique de la loi 101, il distingue trois types de minorités dans la province : l'anglo-saxonne, l'autochtone, ainsi que les « autres minorités »²⁸. Nous traiterons dans cette partie de cette dernière catégorie, qui sous-entend les Québécois issus de l'immigration récente, puisqu'ils sont les principaux visés par les responsables politiques sur le plan de l'intégration : leur présence massive dans la métropole, là où le français et l'anglais se côtoient et se font concurrence, est au cœur de la question de la re francisation de

²⁷ Gouvernement du Québec, *La politique québécoise de la langue française*, présentée à l'Assemblée nationale et au peuple du Québec par Camille Laurin, ministre d'État au Développement culturel, mars 1977, p. 65-67.

²⁸ Gouvernement du Québec, *La politique québécoise du développement culturel*, Québec, Éditeur officiel, 1978, Chapitre III : La culture québécoise : les minorités, p. 61-62.

Montréal. Comme le révèle Gérard Bergeron, langue et citoyenneté sont étroitement liées dans ces deux projets de loi de Camille Laurin : ils visent à construire autour de la langue française et de la tradition culturelle française du Québec une « culture de convergence ». La notion de « Québécois » se confond alors avec celle d'un francophone, qui pousse dans une certaine mesure vers les marges de l'altérité les Anglo-Québécois et les Néo-Québécois²⁹. Pourtant, si la rhétorique du parti peut parfois sembler restrictive sur le plan identitaire, René Lévesque démontre pour sa part une vision large de l'identité québécoise³⁰. Le plan d'action de 1981 intitulé *Autant de façons d'être Québécois*, politique de convergence culturelle adopté à la veille des élections, exprime bien cette tension entre deux visions qui semblent opposées : le gouvernement Lévesque réaffirme alors le caractère pluraliste de l'héritage culturel québécois, mais stipule également que « le développement des divers groupes culturels québécois passe par la vitalité collective de la société française qu'est le Québec », en réponse à la voie multiculturaliste canadienne ou encore au principe du « melting pot » américain³¹. Cette affirmation s'inscrit dans l'esprit de la culture publique commune promue par Fernand Dumont, construite à partir de références culturelles partagées par l'ensemble des citoyens. Pour ce sociologue, qui est également l'un des principaux concepteurs de la loi 101, une de

²⁹ Selon Gérard Bergeron, « c'était surtout apparent dans le livre blanc qui, en de multiples passages, semblait jouer en équivoque de l'épithète pour signifier aussi bien, l'unité territoriale d'application de la future loi que pour désigner, en une espèce d'équivalence les Franco-Québécois comme les véritables, sinon les seuls, « Québécois ». On pouvait saisir dans cette représentation la connotation d'une exclusive implicite, que ressentirent en tout cas avec une susceptibilité compréhensible des Anglo-Québécois et des Néo-Québécois, se sentant ainsi de plus en plus relégués à une citoyenneté de seconde zone ». Voir Gérard Bergeron, *Pratique de l'État au Québec*, Montréal, Québec/Amérique, 1984, p. 140.

³⁰ Comme le rappelle Gary Caldwell, Lévesque « n'a jamais mis en doute les écoles juives payées par l'État et il voulut que les Amérindiens et les Inuits soient des nations à l'intérieur du Québec avec représentation parlementaire ». Voir Gary Caldwell, « De Lévesque à Parizeau : le glissement républicain », dans Yves Bélanger et Michel Lévesque (dir.), *René Lévesque : l'homme, la nation, la démocratie*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1992, p. 159.

³¹ Groupe de recherche ethnicité et société, « Immigration et relations ethniques au Québec : un pluralisme en devenir », dans Gérard Daigle et Guy Rocher (dir.) *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1992, p. 461-462.

ces références évidentes à laquelle tous les Québécois peuvent se rallier est pour lui la langue française³².

En somme, la langue française devient pour le PQ le socle de la citoyenneté et de l'intégration des immigrants, quitte à placer les immigrants dans un certain flou, car on souhaite également qu'ils conservent leur culture d'origine. Quelles que soient les difficultés d'implantation de cette vision, rappelle Nadia Assimopoulos, celle-ci « constitue un tournant majeur de la conception des rapports à établir entre les différentes composantes de la population québécoise ». Ses grands principes seront d'ailleurs repris dans la politique d'immigration du gouvernement libéral, annoncée en 1990, qui s'inscrit donc « dans la continuité la plus directe des approches énoncées par son prédécesseur », malgré les difficultés d'application d'une telle vision en raison de la force d'attraction de l'anglais auprès des immigrants³³. L'apprentissage du français, désormais considéré par les libéraux comme « la langue commune de la vie publique », constitue alors une sorte de contrat moral établissant les engagements réciproques des immigrants et de la société québécoise³⁴. Cette position est réaffirmée sous le gouvernement Bouchard, dans le cadre du projet de loi 40, modifiant la loi 101. Selon les principes généraux de la loi, la langue française est une fois de plus considérée comme étant « au coeur de l'identité québécoise » et « le fondement de la

³² « N'est-elle pas celle d'au moins 80 % de la population ? En limitera-t-on le rôle à un simple mécanisme de communication ou y verra-t-on ce qu'est forcément une langue dans sa plénitude, c'est-à-dire une culture ? Il faudrait alors la considérer comme une culture de convergence, celle qui constitue le lieu de ralliement de toutes les autres », affirme le sociologue. Voir Fernand Dumont, *Raisons communes*, Montréal, Boréal, 1997, p. 70.

³³ Assimopoulos rappelle qu'au moment de l'adoption de la loi 101, l'anglais apparaît clairement chez les allophones « comme un outil indispensable à leur réussite socio-économique », ce qui explique le désir de certains d'aller jusqu'à la désobéissance civile en envoyant leurs enfants illégalement à l'école anglaise. Toutefois, à la suite de la victoire du PQ à l'élection de 1981, « les communautés culturelles se rendent compte que la loi 101 est définitivement établie et cessent, dans l'ensemble, d'adopter des comportements d'illégalité, du moins en ce qui concerne la langue d'enseignement ». Voir Nadia Assimopoulos, « La souveraineté au nœud du paradoxe », dans Yves Bélanger et Michel Lévesque (dir.), *René Lévesque, L'homme, la nation, la démocratie*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1992, p. 383-384.

³⁴ Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, *Énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration, Au Québec pour bâtir ensemble*, Québec, Direction des communications, 1990, p. 15.

cohésion » de la société québécoise³⁵. La langue devient ainsi une forme de symbole auquel on demande aux immigrants de s'identifier. Mais comme le rappelle François Rocher, « le niveau des attentes est fort élevé. L'effort exigé va au-delà de la simple acquisition de l'habileté linguistique, mais inclut un engagement quant à son développement »³⁶. Cette notion de culture de convergence est à bien des égards plus exigeante à l'endroit des immigrants que celle du multiculturalisme promue par le Canada, ce qui constitue un autre écueil évident dans son implantation. Qui plus est, la notion de culture commune, avec ses représentations et ses symboles, est soumise à une érosion par « la multiplication contemporaine des univers de référence, stimulée par une mondialisation effrénée de la communication », comme le rappelle Georges Leroux³⁷.

Si les grands principes d'intégration des immigrants sont partagés par les deux principaux partis politiques québécois, le discours est marqué par des aspirations et une appréciation fort différente au sujet de l'intégration des immigrants et des allophones à la communauté francophone. Les représentants péquistes démontrent donc des attentes beaucoup plus élevées que leurs collègues libéraux, qui demeurent plus ambigus sur la question, malgré l'élaboration de la politique d'immigration par le gouvernement Bourassa.

³⁵ Voir Louise Beaudoin, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 35^e législature, 2^e session, 12 décembre 1996.

³⁶ François Rocher, « Fédéralisme canadien et culture(s) publique(s) commune(s) », dans Stephan Gervais, Dimitrios Karmis et Diane Lamoureux (dir.), *Du tricoté serré au métissé serré ?*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2008, p. 152.

³⁷ Georges Leroux, « Les enjeux de la transmission », dans Stephan Gervais, Dimitrios Karmis et Diane Lamoureux (dir.) *op. cit.*, p. 268. Comme le rappelle également Diane Lamoureux, la modernité entraîne une « dynamique de disparition des identités assignées au profit des identités choisies », ce qui complexifie en quelque sorte l'inclusion du nouvel arrivant dans une communauté qui cherche à faire corps autour d'une culture partagée. Voir Diane Lamoureux, « Les mouvements sociaux, vecteurs de l'inclusion politique », dans Stephan Gervais, Dimitrios Karmis et Diane Lamoureux (dir.), *Ibid.*, p. 211.

4.2.2 Les péquistes et l'immigration : l'importance de l'intégration

Pour les péquistes, l'intégration des immigrants au sein d'une culture québécoise francophone n'est pas une option parmi tant d'autres et son importance se traduit par une insistance dans les discours sur la francisation des immigrants tout au long de la période étudiée. Cette volonté ne sera pas entamée par les résultats mitigés sur la francisation des immigrants à la suite de l'adoption de la loi 101, mais au contraire, cette progression jugée insuffisante semble plutôt contribuer à mousser l'importance de la poursuite de leur objectif, en particulier lors de leur passage dans l'Opposition, qui coïncide avec l'augmentation du nombre d'immigrants au Québec. Si les débats sur l'affichage remettent à l'avant-plan la nécessité pour les péquistes d'un message clair aux immigrants sur la place du français au Québec, l'insistance du PQ au sujet de l'intégration des Néo-Québécois n'est pas circonstancielle, puisque comme nous l'avons vu, elle est au cœur de la vision de Camille Laurin. Ce dernier affirmait d'ailleurs en 1982 que « cette loi 101 aura atteint son but le jour où elle ne sera plus nécessaire, c'est-à-dire le jour où il sera devenu parfaitement normal que le Québec soit une société de langue française et que les nouveaux venus s'intègrent spontanément à la majorité »³⁸. Cette volonté répond à une vision large d'intégration culturelle des immigrants dans une communauté politique qui, au Québec, est historiquement « conçue à l'image d'un corps » à l'intérieur duquel la langue figure comme l'un des organes essentiels, comme le rappelle l'historien Martin Pâquet³⁹.

Depuis les premières lois linguistiques dans les années 1960, les politiques de francisation se sont avérées « nettement insuffisantes pour que l'on puisse croire que la survie linguistique de la majorité soit définitivement assurée », soulignent Pierre Serré et Nathalie Lavoie, qui rappellent également que le choix d'une langue pour la

³⁸ Voir Camille Laurin, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 1^{re} session, 19 mai 1982.

³⁹ Martin Pâquet, *Tracer les marges de la Cité. Étranger, Immigrant et État au Québec 1627-1981*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 2005, p. 125.

majorité des immigrants est intimement lié à son utilité sur le marché du travail et que sur ce plan, la concurrence de l'anglais limite l'attrait de la langue officielle du Québec⁴⁰. En somme, près de vingt ans après l'adoption de la loi 101, le français n'est toujours pas devenu pour les Québécois issus de l'immigration récente la « langue normale et habituelle de travail », puisque seulement le quart des travailleurs de langue maternelle « autre » que le français travaillent principalement dans la langue de Molière⁴¹, une situation que les péquistes dénonceront à partir du milieu des années 1980⁴². L'immigrant apparaît alors clairement chez les péquistes comme un apport nécessaire à la société québécoise, mais celui-ci représente tout de même un certain danger pour la survie du français. C'est la raison pour laquelle on conditionne son acceptation à la Cité à l'apprentissage du français. La députée Louise Harel, qui estime en 1986 que l'apport de nouveaux arrivants est souhaitable sur le plan culturel, social et économique, se pose tout de même une question fondamentale pour les péquistes : « seront-ils francisés ou anglicisés »⁴³? Par la prose habituelle, Gérard Godin est peut-être celui qui résume le mieux ce désir d'intégration des immigrants à la majorité québécoise, véhiculé par le PQ. Dans un discours présenté en 1991, le député-poète semble davantage marqué par la volonté d'un métissage culturel que par une analyse strictement sociodémographique :

Moi, ce qui me fait le plus plaisir, M. le Président, c'est quand je vais dans le métro, de chaque bord de la voie ferrée du métro, un enfant chinois ou bien vietnamien qui crie à un enfant haïtien de sa classe: "Qu'est-ce que tu fais à soir?" avec le plus bel accent joual montréalais. "On va-tu patiner à soir, Charlie?" Et là, bien l'amitié se fait entre ces gens-là et on se rend compte qu'il n'y a rien de plus rassurant pour l'avenir que d'entendre ces

⁴⁰ Voir Pierre Serré et Nathalie Lavoie « Le comportement électoral des Québécois d'origine immigrante dans la région de Montréal, 1986-1998 », *L'année politique au Québec 1997-1998*, <http://www.pum.umontreal.ca/apqc/97_98/serre/serre.htm#r_note02> (14 mars 2015)

⁴¹ Voir *Rapport du Comité interministériel sur la situation de la langue française*, ministère de la Culture et des Communications, Québec, 1996, <<http://www.spl.gouv.qc.ca/documentation/rapportssondagesstatistiques/lefrancaislanguecommune>> (14 avril 2015).

⁴² Voir Gérard Godin, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 33^e législature, 1^{re} session*, 4 juin 1986. Voir aussi Gérard Godin, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 33^e législature, 1^{re} session*, 23 octobre 1986. Voir aussi Louise Harel, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 33^e législature, 2^e session*, 31 mai 1989.

⁴³ Voir Louise Harel, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 33^e législature, 1^{re} session*, 9 décembre 1986.

beaux accents modifiés, transformés par les racines ethniques de ces jeunes-là, de voir que, malgré tout, malgré l'attraction formidable, il faut le dire, de l'Américain, de la culture américaine, il y a beaucoup, beaucoup de jeunes Québécois, nouveaux arrivés qui se rallient à nous, notre langue, notre culture⁴⁴.

S'il se montre des plus ouverts à l'immigration et à la diversité culturelle, Godin s'attaque cependant avec vigueur au début du premier mandat libéral à l'ambiguïté du message adressé aux Néo-Québécois, qui ouvre la porte à un choix linguistique pour les immigrants. En 1986, à la suite d'une lettre en anglais acheminée à un organisme multiethnique de son comté, le ministre de la Justice Herbert Marx est accusé par Godin d'envoyer un bien mauvais message, celui de confondre les communautés culturelles avec la communauté anglophone, tout en contournant la loi 101⁴⁵. L'année suivante, c'est la ministre des Communautés culturelles Louise Robic qui est pointée du doigt par le député Guy Chevrette pour avoir écrit à certaines communautés culturelles en anglais⁴⁶.

L'immigrant n'est donc pas représenté par les péquistes comme étant libre de ses choix linguistiques, face à cette concurrence entre deux langues. Il convient donc de l'inciter fortement à choisir le français comme langue d'adoption. Cette vision de l'intégration linguistique des immigrants mène le député Claude Fillion à proposer en 1988 le projet de loi 191, qui vise notamment un renforcement de la loi 101 en matière de langue de travail (étendre la francisation des entreprises à celles qui ont plus de dix employés), à favoriser davantage les immigrants ayant une connaissance du français, tout en assurant le droit à tout immigrant de recevoir des services d'enseignement en français pour assurer son intégration dans la société québécoise⁴⁷.

⁴⁴ Voir Gérald Godin, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 34^e législature, 1^{re} session, 17 avril 1991.

⁴⁵ Voir Gérald Godin, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 1^{re} session, 23 octobre 1986.

⁴⁶ Voir Guy Chevrette, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 1^{re} session, 18 mars, 1987.

⁴⁷ Ce projet de loi, rejeté par les libéraux, cherche néanmoins à réaffirmer le caractère français de la société québécoise et annonce la position du Parti québécois advenant une éventuelle prise de pouvoir en 1989. Ses mesures considérées comme « minimales » par les péquistes se situent dans le

Cette volonté d'intégrer les immigrants en français semble également se heurter au message ambigu que constitue l'affichage bilingue selon les représentants du PQ, puisque l'affichage commercial contient « une valeur pédagogique »⁴⁸ et est perçu comme un symbole puissant adressé en priorité aux Québécois des communautés culturelles⁴⁹. L'insistance de la députation péquiste à faire savoir clairement aux immigrants qu'au Québec « ça se passe en français »⁵⁰, s'explique par le fait que le pouvoir d'attraction de l'anglais est encore beaucoup plus élevé que celui du français pour les immigrants⁵¹.

À l'instar d'autres organisations nationalistes comme la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal⁵², les péquistes s'entendent sur la nécessité de l'immigration et les avantages de la diversité, surtout à partir de leur passage dans l'Opposition officielle, au moment où la question de la diminution du poids démographique du Québec devient un enjeu politique majeur. Le Québec est alors l'avant-dernier État au monde pour le taux de natalité, ce qui risque éventuellement de marginaliser la province dans l'ensemble canadien. Pour remédier à un solde migratoire négatif, le nombre annuel d'immigrants passe d'environ 18 000 admissions en 1985 à 35 000 au cours des années suivantes⁵³

contexte du développement du libre-échange avec les États-Unis, qui favorise un accès plus grand aux technologies accessibles en anglais seulement et dans un contexte où « des pans de mur entiers ont été arrachés à la loi 101 ». Voir Claude Filion, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 2^e session, 7 décembre 1988. Voir aussi Guy Chevette, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 2^e session, 31 mai 1989.

⁴⁸ Voir Louise Harel, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 1^{re} session, 21 mai 1986.

⁴⁹ Voir Jeanne Blackburn, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 34^e législature, 2^e session, Commission permanente de la culture, Consultations particulières dans le cadre de l'étude détaillée du projet de loi n° 86, Loi modifiant la Charte de la langue française, 26 avril 1993.

⁵⁰ Voir Pierre-Marc Johnson, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 1^{re} session, 23 octobre 1986.

⁵¹ Cette situation s'explique entre autres par l'omniprésence des produits de consommation culturelle en langue anglaise, selon certains péquistes. Pour Jeanne Blackburn, l'intégration culturelle des immigrants est compromise par l'omniprésence des chaînes de radio, de télévision, des journaux, ainsi que de revues en langue anglaise. Voir Jeanne Blackburn, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 2^e session, 7 décembre 1988. Voir aussi Guy Chevette, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 34^e législature, 2^e session, 7 juin 1993.

⁵² Marie-Catherine Agen, « The Politics of the Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, » *American Review of Canadian Studies*, vol. 29, no. 3, 1999, p. 500.

⁵³ Voir *Caractéristiques de l'immigration au Québec. Statistiques, Immigration et Communautés culturelles*, Gouvernement du Québec, 2011, p. 12.

et ce solde net redevient positif en 1989⁵⁴. À partir de 1986, le parti souhaite donc favoriser les candidats *francophonisables* et insiste sur l'encadrement institutionnel et la nécessité d'un message clair aux immigrants. La communauté nationale québécoise est tout de même perçue par les péquistes comme étant à la « fois multiculturelle et francophone. Plus qu'une simple réalité, cette diversité est présentée comme un objectif de société » et elle inclut les anglophones, estime le chercheur Éric Desrosiers⁵⁵. Bernard Landry, invite d'ailleurs les communautés minoritaires à « devenir les peuples fondateurs d'un Québec indépendant »⁵⁶. Cependant, au début des années 1990, il est toujours possible de vivre exclusivement en anglais à Montréal, une ville où s'installent 90 % des immigrants⁵⁷, ce qui rend la vision péquiste difficilement applicable. La concurrence linguistique qui fait du Québec « la seule société occidentale où les immigrants ont le choix de la société d'accueil », comme le souligne le démographe George Mathews⁵⁸, provoque de nouveau l'inquiétude chez les péquistes sur la force d'attraction du français comme langue de travail⁵⁹.

Par ailleurs, si la progression du français parmi les allophones et les immigrants est sans équivoque depuis l'adoption de la loi 101 sur le plan des inscriptions à l'école primaire et secondaire, la situation est toute autre aux niveaux collégial et

⁵⁴ Georges Mathews, « Le zigzag linguistique », dans Yves Bélanger et Michel Lévesque (dir.), *René Lévesque, l'homme, la nation, la démocratie*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1992, p. 348-349.

⁵⁵ Éric Desrosiers, « Nationalisme et racisme. Dix ans de discours du Parti québécois (1981-1990) », *Politique et Société*, vol. 17, no. 3, 1998, p. 157-158.

⁵⁶ Cité dans *Ibid.*

⁵⁷ Comme le rappelle le démographe Georges Mathews, l'intégration des immigrants ne passe pas seulement par l'école, mais également par l'ensemble de l'offre culturelle, ainsi que le milieu de travail et de vie, qui est bien souvent anglophone. Ainsi, cet environnement favorise le passage d'une langue maternelle à l'anglais comme langue d'usage à la maison et ce, malgré la chute du nombre d'anglophones entre 1976 et 1986. Voir Georges Mathews, *loc. cit.*, p. 347.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 350.

⁵⁹ En s'appuyant sur le recensement de 1991, qui démontre les gains du français chez les allophones, Louise Harel affirme « qu'au moins 63 % des allophones continuent à opter pour l'anglais comme langue de communication à l'extérieur de la maison », en raison du prestige de l'anglais comme langue de travail. Voir Louise Harel, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 34^e législature, 2^e session, 8 juin 1993.

universitaire (ou le libre-choix existe toujours) au milieu des années 1990, alors que 61 % des allophones poursuivent leurs études en anglais⁶⁰, ce qui fait dire à Hubert Desbiens que « les facteurs d'acculturation sont toujours présents, toujours aussi forts »⁶¹. Cet état de fait est donc présenté par les péquistes comme une raison de plus pour ne pas adoucir le régime linguistique⁶². Compte tenu du fait que 65 % des immigrants n'ont aucune connaissance du français avant d'arriver au Québec⁶³, les péquistes se montrent également réticents à l'idée d'implanter des programmes d'immersion anglaise dans les écoles⁶⁴, tout en dénonçant les subventions pour l'apprentissage de l'anglais par le gouvernement fédéral⁶⁵. Mais c'est l'affichage bilingue qui demeure la principale source de préoccupation des péquistes⁶⁶. Le deuxième grand débat sur l'affichage commercial en 1993 permet d'illustrer la

⁶⁰ Les gains en faveur du français sont tout de même évidents depuis 1980, puisque 18 % des jeunes allophones étudiaient dans des institutions collégiales françaises en 1980, alors que ce pourcentage augmente à 46 % en 1994. Toutefois, ces pourcentages n'ont que faiblement augmenté dans les universités (de 40 % en 1984 comparativement à 47 % dix ans plus tard). À l'école primaire et secondaire anglaise toutefois (secteur soumis à la loi 101), seulement 13 % des 69 500 enfants nés à l'étranger y sont inscrits de 1985-1986 à 1992-1993. Voir Pierre Serré et Nathalie Lavoie, *loc. cit.*

⁶¹ Voir Hubert Desbiens, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 1^{re} session, 4 juin 1986. Voir aussi Jeanne Blackburn dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 34^e législature, 2^e session, Commission permanente de la culture, Consultations particulières dans le cadre de l'étude détaillée du projet de loi n° 86, Loi modifiant la Charte de la langue française, 26 avril 1993.

⁶² Voir François Beaulne, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 34^e législature, 2^e session, 8 juin 1993. Voir aussi Luce Dupuis, dans *Ibid.* Jeanne Blackburn estime pour sa part que la baisse de fréquentation des cégeps français de la part des allophones serait en partie due à la nonchalance des libéraux, qui auraient brisé l'élan qu'avait permis l'adoption de la loi 101 à cet égard. Voir Jeanne Blackburn, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 34^e législature, 2^e session, 23 mars 1993.

⁶³ Voir Jeanne Blackburn dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 34^e législature, 2^e session, Commission permanente de la culture, Consultations particulières dans le cadre de l'étude détaillée du projet de loi n° 86, Loi modifiant la Charte de la langue française, 26 avril 1993.

⁶⁴ Voir François Gendron, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 34^e législature, 2^e session, 8 juin 1993.

⁶⁵ Selon Claude Filion, en vertu de ces subventions, les immigrants « ne savent plus si la communication doit se faire, entre les cultures, en français ou en anglais ». Voir Claude Filion, dans *Ibid.*

⁶⁶ Jacques Parizeau reprend donc en 1993, lors du deuxième grand débat sur l'affichage commercial, les mêmes propos que son prédécesseur en 1986 : « Effectivement, l'affichage joue un rôle pour faire comprendre singulièrement aux 40 000 ou 45 000 immigrants qui rentrent ici chaque année [...] on leur dit, à tous: C'est comme ça que ça se passe. Ça se passe en français, ici. L'administration publique s'adresse en français. Comme quoi? Comme la normalité des choses. Comme dans tous les pays ». Voir Jacques Parizeau, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 34^e législature, 2^e session, 7 juin 1993.

représentation de l'immigrant au sein de la députation péquiste : ce dernier constitue un apport important à la richesse économique et culturelle du Québec, mais il doit absolument être intégré à la majorité francophone. En se francisant, il permet d'assurer la continuité d'une communauté historique, comme le souligne le député Claude Filion :

Ils veulent venir ici et on veut les recevoir. Je pense que ces gens-là vont faire comme n'importe quelle autre personne. Ils vont voir comment cela se passe au Québec. Est-ce que cela se passe en français? Si c'est bilingue, les immigrants ne se casseront pas la tête pour apprendre le français. Ils savent bien que le Québec est situé en Amérique du Nord dans un environnement de 250 000 000 de parlants anglais. Les immigrants, et c'est normal, vont choisir de se mêler à la culture anglaise. Justement, on a besoin de l'immigration; il faut s'ouvrir à cette immigration, mais il faut s'ouvrir avec nos caractéristiques spécifiques, avec ce que nous avons acquis culturellement depuis 200 ans, pas à moitié⁶⁷.

Les immigrants sont donc présentés de façon nettement positive par les péquistes lors des débats de l'Assemblée nationale⁶⁸, mais ceux-ci sont appelés à s'intégrer à la majorité pour renforcer la « culture française », malgré les quelques ambiguïtés au sujet du maintien de leur culture d'origine. En étant soumis à cette exigence particulière, on les place en quelque sorte en marge de la cité en attendant l'acquisition de la langue officielle de la province. Cette vision s'oppose clairement à celle des libéraux, davantage axée sur la persuasion.

4.2.3 Le Parti libéral et les immigrants : persuasion et bonne entente

Si l'immigrant tel que perçu par les péquistes représente à la fois un enrichissement pour la société québécoise doublé d'un facteur de risque pour le français, du côté libéral, l'attraction de l'anglais auprès des allophones ne semble pas représenter une

⁶⁷ Voir Claude Filion, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 33^e législature, 1^{re} session*, 23 octobre 1986. La députée Jeanne Blackburn reprend grosso modo les mêmes termes lors de l'adoption de principe du projet de loi 86 en 1993. Voir Jeanne Blackburn, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 34^e législature, 2^e session*, 7 juin 1993.

⁶⁸ C'est également ce qu'estime le chercheur Éric Desrosiers dans une étude des discours des représentants péquistes relayés par les médias entre 1981 et 1990, malgré l'inquiétude affichée à partir du milieu des années 1980 concernant la force d'attraction qu'exerce sur eux la communauté anglophone. Voir Éric Desrosiers, *loc. cit.*, p. 155.

réelle préoccupation. Pour eux, la présence importante d'immigrants n'entraîne en aucun cas de menace pour le français ou pour la paix linguistique. L'immigrant est plutôt représenté tout au long de la période étudiée comme un élément constitutif de la culture et de la société québécoise, disposant du même statut que l'ensemble des Québécois.

L'aspect multiculturel du Québec semble d'ailleurs la preuve de sa modernité et de son ouverture sur le monde. C'est du moins l'impression qui se dégage de l'ensemble des propos du chef libéral Claude Ryan, en 1979 : « Nous percevons le Québec comme une société beaucoup plus diversifiée que nos amis d'en face ne veulent l'admettre, surtout dans la région de Montréal. [...] Cessons de vivre dans des synthèses coupées du réel, dans des synthèses inventées dans des chapelles doctrinaires et dogmatiques »⁶⁹. Par le fait même, il trace un parallèle entre les différentes « communautés » ethnoculturelles et la défense de l'usage de l'anglais, laissant entendre que cette langue peut aussi servir légitimement de véhicule à ces communautés :

Les lois linguistiques, pour être efficaces et démocratiques, doivent procéder sur une base de consensus, c'est-à-dire reposer sur le consentement de tous les secteurs importants de la population auxquels elles sont destinées. Parmi ces secteurs de la population qui doivent être partie intégrante du consensus dont je parle, il y a, évidemment, les groupes minoritaires. C'est bien facile de définir une démocratie par le respect et l'exécution de la volonté de la majorité, mais la qualité d'une démocratie se mesure au sort qu'elle fait à ses minorités⁷⁰.

Dans ce même discours, il mentionne de façon très générale que « le Québec peut et doit être français, mais qu'il peut et doit être français dans le plein respect des droits constitutionnels de sa minorité anglophone et des droits de ses autres minorités »⁷¹.

⁶⁹ Ce discours survient en réponse au gouvernement péquiste qui s'indigne à la suite de la décision de la Cour Suprême rendant inconstitutionnels les articles de la loi 101 faisant du français la seule langue d'usage devant les tribunaux et à l'Assemblée nationale. Voir Claude Ryan, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 31^{re} législature, 4^e session*, 13 décembre 1979.

⁷⁰ Voir *Ibid.*

⁷¹ Voir Claude Ryan, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 31^{re} législature, 4^e session*, 13 décembre 1979.

Le discours sur ces « autres minorités » se précise vers la fin des années 1980, alors que la question de l'intégration des immigrants est au cœur du débat sur la langue. Selon lui, la francisation doit s'opérer dans la bonne entente et reposer sur la persuasion puisque la notion d'intégration elle-même suggère une forme de discrimination. Les propos de Claude Ryan en 1986 sont révélateurs :

Aujourd'hui, parler d'intégration c'est devenu désuet, il faut parler d'association. Il faut parler d'association intime sur un pied d'égalité. Déjà le mot "intégration", employez cela avec des membres des communautés ethniques! Ils n'aiment pas voir un membre de la majorité venir leur dire: Toi, tu es un sujet pour l'intégration. [...] Je veux que cela se fasse par de l'amitié, de la persuasion, le respect mutuel et l'acceptation commune d'une réalité qui nous déborde tous, qui est beaucoup plus large que nous tous, qui est à la fois la réalité québécoise, la réalité canadienne et la réalité nord-américaine⁷².

Cette réalité dont parle Ryan est celle de la diversité culturelle. Le discours libéral, qui place tous les individus sur le même pied d'égalité, peu importe leur provenance, tend donc à voir avec suspicion toute insistance devant le désir de francisation des immigrants. En somme, le PLQ se présente avec constance comme le parti de « toutes ses minorités »⁷³, estimant que la volonté majoritaire ne doit pas être le critère ultime pour décider des législations sur le plan linguistique. Le député Jean-Guy Lemieux affirme en ce sens que « le Parti libéral du Québec n'est pas le parti d'aucun groupe, mais celui de l'ensemble des Québécois et des Québécoises, qu'ils soient Français, qu'ils soient Anglais, qu'ils soient Italiens, qu'ils soient Grecs »⁷⁴. Or, pour amener les nouveaux arrivants à joindre les rangs de la majorité linguistique, le PLQ mise sur la persuasion et la bonne entente. C'est la raison pour laquelle la ministre Louise Robic

⁷² Voir Claude Ryan, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 1^{re} session, 21 mai 1986.

⁷³ Selon Christiane Pelchat, « le Parti libéral est un parti pluraliste. C'est un parti ouvert. C'est un parti qui vise la protection de la culture des francophones, ainsi que l'épanouissement de la culture des anglophones et celle des membres des minorités ethniques. Le Parti libéral du Québec, Mme la Présidente, c'est le parti qui a la chance de compter des représentants de toutes les origines. (...) C'est le parti qui vise l'acceptation mutuelle des différences. C'est le parti qui s'est fait le défenseur du peuple francophone, de la société québécoise et de toutes ses minorités ». Voir Christiane Pelchat, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 2^e session, 20 décembre 1988.

⁷⁴ Voir Jean-Guy Lemieux, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 1^{re} session, 23 octobre 1986.

ne juge pas utile de montrer elle-même l'exemple en s'adressant à eux dans la langue de Molière. En 1987, elle affirme :

Si je m'adresse parfois en anglais ou en d'autres langues aux immigrants, c'est en signe de respect pour leur langue, ce même respect que j'exige pour ma langue. Ne prôtons-nous pas l'intégration et non l'assimilation? Quoique je m'adresse parfois à eux dans leur langue, mon message à tous ces groupes qu'ils soient nouveaux ou anciens est constant: C'est la nécessité pour eux d'apprendre le français s'ils veulent s'intégrer⁷⁵.

Il y a certes un certain paradoxe dans ce type de discours qui laisse croire qu'il est possible de communiquer en anglais aux immigrants le message sur la nécessité d'apprendre le français, position qui semble tout à fait incompatible avec l'esprit de la loi 101. Mais selon la ministre Robic, il serait mal avisé de trop insister sur le message d'un Québec français puisque les allophones partagent naturellement le désir d'apprendre la langue de la majorité: « Les réfugiés font la queue pour apprendre le français »⁷⁶, lance-t-elle, laissant entendre, comme le faisait Claude Ryan, que les mesures de persuasion sont davantage efficaces que la coercition.

Les représentants du PLQ se montrent donc satisfaits de la progression du français chez les allophones et les immigrants, ce qui permet de privilégier un certain volontarisme dans le processus de francisation lorsque les libéraux sont au pouvoir. En 1988, il ne fait déjà plus de doute pour Guy Rivard que « le français est devenu le code commun des communications de la majorité des Québécois »⁷⁷ et qu'en ce sens, la coercition doit céder la place à la promotion du français⁷⁸. Laurier Gardner semble

⁷⁵ Voir Louise Robic, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 1^{re} session, 18 mars 1987.

⁷⁶ Voir *Ibid.* Un discours similaire est utilisé quelques années plus tard par la ministre de la Culture Liza Frulla, qui affirme en 1993 que « les allophones ne sont réticents ni à la culture québécoise ni à la culture francophone. Ils leur manifestent, au contraire, une ouverture de plus en plus grande avec les années. 50 % des allophones voient des films en français. Près de 1 allophone sur 2 lit des revues et des livres en français. Près de 1 allophone sur 2 écoute des chansons en français ». Voir Liza Frulla, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 34^e législature, 2^e session, 8 juin 1993.

⁷⁷ Voir Guy Rivard, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 2^e session, 7 décembre 1988.

⁷⁸ Au beau milieu de la crise sur l'affichage commercial en 1988, le député libéral Robert Middlemiss estime pour sa part que la majorité francophone doit disposer des outils nécessaires pour assurer la vitalité de sa langue, mais il ajoute : « je ne pense pas qu'il soit nécessaire, pour promouvoir,

adhérer complètement à cette vision puisqu'il estime que les progrès du français doivent passer par la volonté de chacun des individus, comme ce fut le cas durant plus de deux siècles. Ces progrès reposent ainsi sur chaque parent, qui porte la responsabilité d'encourager l'utilisation du dictionnaire et de la grammaire française⁷⁹.

Ce discours reposant sur la bonne volonté des individus constitue d'ailleurs un contraste frappant avec le discours péquiste, tant sur le plan de l'appréciation de la force d'attraction dont jouit la langue française, que des moyens à utiliser pour franciser les immigrants. Il s'agit ici d'une différence fondamentale qui tient au fait que, contrairement à la vision des péquistes qui misent sur une culture de convergence dont le socle est le français, les représentants du PLQ définissent la société québécoise comme étant multiculturelle, en mettant à l'avant-plan ses minorités. Celles-ci ne semblent pas nécessairement vouées à être intégrées à la majorité francophone, mais plutôt à jouer un rôle de redéfinition identitaire de la province. Si dans ses messages électoraux en 1989, le PLQ cherche à démontrer à l'électorat francophone qu'il compte assurer l'intégration des immigrants à la collectivité francophone⁸⁰, il n'en demeure pas moins que cette francisation doit s'opérer avec un certain volontarisme, puisque l'immigrant est représenté tout au long de la période étudiée comme une composante essentielle de la grande communauté culturelle québécoise, un associé qu'il faut persuader d'apprendre le français. Pour leur part, les représentants du Parti égalité se prononcent peu sur la question de l'immigration, si ce n'est que pour mentionner l'importance d'augmenter l'apport de nouveaux arrivants dans la communauté anglophone en permettant l'accès aux immigrants des pays anglophones au réseau scolaire anglo-québécois. Ainsi, ce parti

d'enlever à quelqu'un. Je pense que c'est mieux de promouvoir ». Voir Robert Middlemiss, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 2^e session, 20 décembre 1988.

⁷⁹ Voir Laurier Gardner, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 2^e session, 31 mai 1988.

⁸⁰ Denis Monière, *Votez pour moi : une histoire politique du Québec moderne à travers la publicité électorale*, Montréal, Fides, 1998, p. 116-117.

voit l'immigrant comme un allié objectif et nécessaire à la vitalité de la communauté anglophone⁸¹.

Alors que le PQ souhaite créer une société à l'image de sa majorité francophone, les libéraux semblent appuyer fortement sur le respect et la valorisation des différences, faisant ainsi contrepoids à l'intégration des immigrants à cette majorité en faisant du français une langue choisie et imposée le moins possible. Comme le résume la politologue Vicki Spencer, un puissant courant de pensée libéral et multiculturaliste priorise, à la fin du XX^e siècle, les droits individuels sur la protection d'une culture établie. Ce courant ne considère pas que les immigrants ont la responsabilité de respecter les cultures établies qui luttent pour leur survie, puisque ses partisans font fi des circonstances historiques particulières de ces petites nations, qui sont pourtant cruciales pour légitimer le statut d'une minorité comme celle des francophones, confrontés à une culture dominante dans un État multinational comme le Canada. En ce sens, l'apprentissage du français est perçu selon eux comme un choix et non pas comme une responsabilité et les mesures coercitives sur le plan linguistique sont considérées comme une forme de nationalisme ethnique sans réelle légitimité⁸². Pour mieux saisir comment les représentants des partis perçoivent la légitimité de leur vision, il y a donc lieu de se pencher un peu plus loin dans ce chapitre sur leur perception de l'histoire au sujet de la question linguistique.

4.3 Langue et usages du passé

Comme nous l'avons vu précédemment, l'adoption de la loi 101 est justifiée par le gouvernement Lévesque par une volonté de corriger une situation historique d'infériorité des francophones du Québec vis-à-vis de la communauté anglophone.

⁸¹ Voir Neil Cameron, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 34^e législature, 2^e session, 7 juin 1993.

⁸² Vicki Spencer, « Language, history and the nation: an historical approach to evaluating language and cultural claims », *Nations and Nationalism*, 14 (2), 2008, p. 241–249.

Pour mieux saisir comment les responsables politiques perçoivent la légitimité de cette loi dans sa perspective historique, nous ferons état des différents usages du passé, c'est-à-dire des évocations d'événements anciens servant à donner une signification au présent. Celles-ci permettent d'appuyer des positions particulières en fournissant une interprétation de l'histoire cohérente aux vues exprimées. Ces rappels du passé récent et lointain servent notamment aux péquistes à appuyer un discours à saveur anticolonialiste pour justifier cette coupure radicale avec l'histoire que constitue la loi 101. En effet, l'évocation du statut d'infériorité et de l'oppression historique des francophones ainsi que les progrès du français constatés depuis 1977 permettent de donner substance à l'idée qu'à ce moment, une rupture avec l'histoire était nécessaire. De leur côté, les libéraux estiment que les progrès du français sont principalement le fruit de la Révolution tranquille et de la loi 22, même si la loi 101 fait peu à peu sa place dans l'estime des libéraux vers la fin des années 1980. Malgré tout, le PLQ estime vaine l'évocation d'une dynamique historique de confrontation entre les francophones et les anglophones, puisque ceux-ci perçoivent, une fois de plus, une certaine bonne entente entre les communautés ethniques et linguistiques. Du côté du Parti égalité, on constate une négation de l'utilité de la loi 101 dans une interprétation historique qui fait fi des impacts de cette loi dans les progrès du français au Québec. Nous aborderons les visions des trois partis dans cet ordre.

4.3.1 Le Parti québécois et le discours anticolonialiste

Le principe de l'unilinguisme français au cœur de la conception de la loi 101 s'appuie sur le respect des communautés culturelles et linguistiques, ainsi que la reconnaissance de leurs institutions, qu'il s'agisse des hôpitaux anglophones ou encore des écoles juives. Mais ce principe s'appuie également sur la nécessité d'un renversement du rapport de force historique entre les deux principales communautés linguistiques du Québec, puisque la majorité francophone du Québec est perçue par

Camille Laurin comme étant colonisée et soumise au pouvoir anglais depuis la Conquête. C'est de cet état de soumission que le ministre souhaite les affranchir avec une loi mettant fin au bilinguisme, puisqu'il repose sur les épaules des francophones et cache la domination de l'anglais, langue du colonisateur. Cette idée est d'abord défendue dans les années 1960 par les historiens néonationalistes et le défunt Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN), ce qui inspire le père de la Charte de la langue française⁸³. Comme le rappelle Karim Larose, ce discours s'inscrit dans le sillon de la sociologie de la décolonisation qui est principalement défendu par l'un des principaux intellectuels du RIN, André d'Allemagne, dans des textes comme *Le bilinguisme qui nous tue* (1962) et *Le colonialisme au Québec* (1966). On y insiste sur le fait que deux langues ne peuvent se retrouver sur le même pied d'égalité, car l'une l'emporte toujours sur l'autre et qu'en conséquence, la dynamique de l'histoire doit être inversée. L'idée de sortir le Québec de son statut colonial reçoit également l'appui des principaux penseurs du mouvement anticolonialiste, dont Jacques Bercques et surtout Albert Memmi, qui estime que le bilinguisme cache la domination du colonisateur et humilie les langues – et par le fait les cultures – indigènes⁸⁴. L'historien Sean Mills souligne également que dans les années 1960, « aucune ville nord-américaine ne sera aussi profondément affectée par les théories de la décolonisation que Montréal »⁸⁵. Les théories et le langage anticolonialistes inspirés des situations vécues dans le tiers monde sont alors repris par de nombreux mouvements sociaux ainsi que par le Front de libération du Québec. Leur portée atteint son paroxysme autour de 1972, alors que le Front commun des salariés des secteurs public et parapublic mène une grève générale. Si par la suite, ce type de

⁸³ Laurin reconnaît en 1977 l'importance des idées du RIN sur son propre cheminement. Karim, Larose, *La langue de papier. Spéculations linguistiques au Québec*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2004, p. 90-105.

⁸⁴ Karim Larose rappelle qu'Albert Memmi avait précisé sa pensée dans sa préface de l'édition québécoise de son ouvrage *Portrait du colonisé* intitulé « Les Canadiens français sont-ils colonisés? ». Voir *Ibid.*, p. 93 à 98.

⁸⁵ Sean Mills, *Contester l'Empire. Pensée postcoloniale et militantisme politique à Montréal, 1963–1972*, Montréal, Hurtubise, 2011, p. 13.

discours s'estompe peu à peu⁸⁶, il apparaît évident que cette vision qui oppose un peuple victime et un autre qui opprime ne disparaît pas complètement.

La loi 101 impose donc une vision politique qui rompt dans sa radicalité avec les tentatives précédentes (loi 63 et loi 22) plus incitatives, moins coercitives et qui chamboulent peu l'ordre établi. Comme le souligne Gary Caldwell, cette conception du politique à la base de la Charte de la langue française qui aplanit les différences et qui tient peu compte de toutes les particularités existantes de la société peut être qualifiée de républicaine⁸⁷. Pourtant, le fondateur du parti, René Lévesque, est plutôt considéré comme empiriste, pragmatique et habité par « le respect de l'histoire et la volonté de continuité », rappelle Caldwell. Lévesque appuie notamment le maintien des institutions anglophones, car « les particularités socioculturelles produites par l'histoire sont légitimes et ne constituent pas un obstacle au progrès »⁸⁸. Sa vision large de la société civile qui inclut la minorité anglophone et lui accorde une place particulière s'oppose donc à une rhétorique souvent « républicaine » entendue par les représentants de son parti au sujet de la langue⁸⁹. De là les divergences avec son ministre Camille Laurin, partisan d'une rupture permettant de « corriger les effets psychologiques de la Conquête ». Le ministre avoua d'ailleurs que « Lévesque n'aimait pas beaucoup ce genre de discours »⁹⁰, lui qui avait confié se sentir humilié par l'idée même d'imposer sa langue au début de l'année 1977⁹¹. « Je ne vous en demandais pas tant »⁹², avait-il lancé à son ministre, surpris par l'aspect radical du projet de loi.

⁸⁶ *Ibid.*, p. 19-28.

⁸⁷ Gary Caldwell, *loc. cit.*, p. 159.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 159-160.

⁸⁹ *Ibid.*

⁹⁰ Jean-Claude Picard, *Camille Laurin, L'homme debout*, Montréal, Éditions Boréal, 2003, p. 265.

⁹¹ *Ibid.*, p. 262.

⁹² *Ibid.*, p. 261.

Si Lévesque se tient loin de ce type de discours, il se rallie tout de même rapidement à son cabinet⁹³ et se porte non seulement à la défense de la loi, mais semble à l'occasion s'inspirer de la vision anticolonialiste qui l'accompagne. En mars 1980, soit quelques semaines avant le référendum sur la souveraineté-association, il choisit des mots qui semblent tirés de la bouche du ministre Laurin : « il y a 220 ans, la poignée que nous étions a été conquise et décapitée, coupée des centres de décision et, pendant longtemps, repliée sur ce qu'on a appelé la survivance »⁹⁴. Lévesque ajoute que l'idée fondatrice du Canada, soit l'union de deux nations au sein d'un même pays, ne s'est jamais traduite dans les faits par une réelle égalité. En citant le rapport préliminaire de la Commission Laurendeau-Dunton (1965), il rappelle « que le Québec francophone s'est longuement comporté un peu comme s'il acceptait de n'être qu'une minorité ethnique privilégiée »⁹⁵. En quelque sorte, pour Lévesque, la souveraineté-association et l'adoption de la loi 101 découlent de cette même logique, celle de s'extirper d'une réalité historique qui défavorise les francophones du Québec, pour atteindre le principe d'égalité des peuples⁹⁶. Au début des années 1980, alors que le projet de Charte des droits et libertés constitue une menace à certaines des dispositions de la loi 101 en éducation, le premier ministre Lévesque insiste alors sur le danger du « melting pot » qui menace encore le caractère français du Québec⁹⁷. Ainsi, par sa défense de la Charte de la langue française, il reconnaît que celle-ci a

⁹³ Si le cabinet péquiste se montre divisé sur ce projet de loi, Laurin compte sur des appuis solides. Malgré la prudence et les hésitations des Yves Duhaime, Pierre Marois, Marcel Léger ou encore de Rodrigue Tremblay, Camille Laurin peut aussi compter sur l'appui de Jacques Parizeau, Jean Garon, Denis de Belleval, Louis O'Neil, Yves Bérubé, Jacques Couture, Jacques-Yvan Morin, Robert Burns, Claude Charron, Bernard Landry, Guy Joron, Denis Lazure, Guy Tardif et Lise Payette. Claude Morin, plus ouvertement en désaccord, agit alors comme celui qui soulève certaines objections au nom de René Lévesque, qui se doit de conserver un certain devoir de réserve. Voir *Ibid.*, p. 257-260.

⁹⁴ Voir René Lévesque, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 31^e législature, 6^e session, 4 mars 1980.

⁹⁵ *Ibid.*

⁹⁶ *Ibid.*

⁹⁷ Discours du premier ministre, M. René Lévesque, au banquet national de la Société St-Jean-Baptiste de Montréal, le 22 juin 1981, *La Société du patrimoine politique du Québec*, <<http://www.archivespolitiquesduquebec.com/discours/p-m-du-quebec/rene-levesque/discours-du-premier-ministre-m-rene-levesque-au-banquet-national-de-la-societe-st-jean-baptiste-de-montreal-le-22-juin-1981/>> (9 janvier 2015).

contribué fortement à freiner l'assimilation des francophones par des vagues massives d'immigrants. S'il laisse entendre quelques mois plus tard que la loi 101 se situe dans un continuum historique initié par la loi 22 (adoptée sous une pression très forte de la société québécoise), puisque celle-ci a permis de sortir le français d'un « état d'infériorité absolument inqualifiable », il reconnaît cependant une certaine rupture historique par l'entremise de la Charte de la langue française :

[...] parce qu'il n'avait jamais été rentable pour le Québec français, jamais, et c'était devenu de plus en plus évident et de plus en plus intolérable que notre langue et tout ce qu'elle représente, ce qui veut dire, finalement, notre société francophone, soit quelque peu traitée comme si c'était une sorte de paillason collectif sur lequel n'importe qui pouvait s'essuyer les pieds. C'était le temps qu'on en sorte⁹⁸.

À travers cette lecture de l'histoire où les francophones sont représentés comme les grands perdants, l'arrivée massive d'immigrants s'inscrit donc comme l'un des éléments importants de cette dynamique d'anglicisation de la société québécoise, en particulier lors des années qui suivent l'adoption de la loi 101. Les représentants du PQ s'emploient donc à justifier et mettre en contexte la Charte de la langue française dans la perspective d'une correction des injustices du passé et le libre-choix de la langue d'éducation fait partie de ces situations corrigées par la loi 101. En 1979, pour expliquer les réflexes de « nervosité » de certains francophones face à l'immigration, le député Claude Charron rappelle que « jusqu'à ce que la loi 101 nous assure cette sécurité, il y avait le chiffre fatidique que 9 immigrants sur 10 s'assimilaient chez nous à la minorité anglophone. N'importe qui étant, par ailleurs, nerveux sur son identité devait à tout le moins être conscient de ce phénomène »⁹⁹.

⁹⁸ Voir René Lévesque, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 32^e législature, 3^e session, 20 avril 1982.

⁹⁹ Voir Claude Charron, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 31^e législature, 4^e session, 21 mars 1979. Le député Jean-Pierre Charbonneau abonde dans le même sens au cours de l'année suivante : « On n'accepte pas comme société, ni en face, ni ici, qu'on devienne assimilé à moyen ou à long terme par ceux qui viennent s'installer au Québec. (...) On a réglé ce problème un soir du mois d'août 1977 dans cette Assemblée par la loi 101 ». Voir Jean-Pierre Charbonneau, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 31^e législature, 6^e session, 20 novembre 1980.

Pour justifier cette coupure nette dans l'histoire de la province, Camille Laurin affirme avant le référendum de 1980 qu'il est faux de croire « qu'avant que n'intervienne la loi 101, le Québec vivait déjà en français »¹⁰⁰. Le député Robert Dean, ancien syndicaliste, souligne pour sa part l'année suivante que les francophones peuvent maintenant avoir accès à des postes de cadres en entreprise, alors que ces postes leur étaient autrefois refusés en raison de leur langue maternelle. Cette loi vient donc leur redonner de la fierté et de la dignité en permettant de « parler français au travail, dans le commerce, dans l'administration et dans toute la vie »¹⁰¹. Ces appels à l'histoire pour justifier des positions politiques du présent semblent être laissés de côté pour un certain temps à la faveur d'un apaisement linguistique, mais refont surface au cours des débats émotifs sur l'affichage commercial. En 1988, le projet de loi 178 est perçu par le député Hubert Desbiens comme une autre tentative de modifier la loi 101 « jusqu'à ce que la volonté [...] du conquérant de 1760 soit satisfaite »¹⁰². Le député fait une longue recension historique des tentatives d'assimilation répétées, qu'elles soient dirigées par le gouverneur Craig dès 1810 ou commandées par le rapport Durham en 1840. Il rappelle qu'en 1834, au sein du gouvernement britannique, on prononce des mots tels que « La nation canadienne n'est qu'un nain rabougri qui a dépassé la fleur de l'âge et est sur le point de sombrer dans le néant. Très peu de temps s'écoulera avant que nous n'entendions sonner le glas de cette prétendue nation ». Il rappelle également la disparition graduelle des communautés francophones du Canada au XX^e siècle. En somme, le pouvoir anglais et sa volonté assimilatrice planent toujours et il y a lieu de l'empêcher par tous les moyens¹⁰³.

¹⁰⁰ Voir Camille Laurin, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 31^e législature, 4^e session, 4 mars 1980.

¹⁰¹ Dean souligne du même souffle l'importance de respecter les droits acquis de la minorité anglophone. Voir Robert Dean, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 32^e législature, 2^e session, 1^{er} octobre 1981.

¹⁰² Hubert Desbiens, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 2^e session, 20 décembre 1988.

¹⁰³ *Ibid.*

Lors du deuxième débat sur l'affichage en 1993, le député péquiste Gérard R. Morin s'approprie pour sa part les mots de l'écrivain Michel Jasmin, qui avait estimé que la loi 101 constituait une providentielle « bouée de sauvetage » lancée à la dernière minute de l'histoire et sans laquelle le français n'aurait pas survécu bien longtemps au Québec¹⁰⁴. Ainsi, il accorde à la Charte de la langue française une portée qui permet de donner à la période post-loi 101 une coloration symbolique particulière, celle d'une ère nouvelle sur le plan linguistique. Mais l'idée d'une rupture complète avec l'histoire dans la foulée de l'adoption de la loi 101 est sans doute exprimée avec le plus de force par Camille Laurin, qui résume bien l'ensemble de sa pensée dans un ouvrage rédigé en 1999. Selon lui, l'adoption de la loi 63, sous le régime de l'Union Nationale, « en dit long sur le sentiment d'infériorité, l'aliénation politique et l'identification à l'agresseur qui prévalaient chez les dirigeants de l'époque. La majorité francophone s'est alors trouvée manipulée et bernée, au plus grand bénéfice et plaisir du chat qui venait d'avaler le canari [...] »¹⁰⁵. Évoquant une fois de plus l'époque précédant la loi 101, Camille Laurin estime que « l'affichage et la publicité bilingues, par trop omniprésents, témoignaient enfin d'une longue domination, oppression et aliénation à laquelle un peuple fier et devenu adulte se devait de mettre fin »¹⁰⁶.

Le contraste entre une majorité francophone opprimée, soumise, humiliée et contrainte à une lente assimilation et une minorité anglophone toute puissante est donc saisissant du côté péquiste, de façon à justifier l'usage par l'État de moyens coercitifs puissants. Ces rappels remontent donc jusqu'à la Conquête et la loi 101, outil de reconquête, prend quasiment une valeur mythique aux yeux des péquistes, convaincus que la bonne volonté individuelle n'aurait jamais suffi à renverser cette dynamique historique.

¹⁰⁴ Voir Gérard R. Morin, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 34^e législature, 2^e session, 8 juin 1993.

¹⁰⁵ Camille Laurin, *Une traversée du Québec*, Montréal, Hexagone, 1999, p. 90.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 94.

4.3.2 Le PLQ et le passé : passons à l'avenir...

Du côté du PLQ, rares sont les évocations du passé qui remontent aux siècles précédents lorsqu'il est question du débat linguistique. Si l'on évite de parler de la Conquête et des tentatives d'assimilation des francophones au cours de l'histoire, on reconnaît toutefois les failles de l'ancien régime linguistique. Mais dans les années qui suivent l'adoption de la loi 101, les libéraux ne voient pas la nécessité d'une rupture aussi profonde, ceux-ci considèrent que l'amélioration du statut du français était déjà bien amorcée avant l'adoption de la loi 101, en particulier grâce à la loi 22. Par contre, le discours s'adoucit au fil des années pour accorder plus de crédit à la loi 101 dans l'évolution des forces linguistiques.

Les discours de Claude Ryan sont révélateurs sur l'état d'esprit des libéraux au début des années 1980. En 1981, celui-ci se montre convaincu « que les aspects positifs de notre expérience passée sont plus substantiels que les aspects négatifs¹⁰⁷ », tout en pointant du doigt comme une forme d'acharnement et de vision passéiste, ce désir d'utiliser l'histoire pour justifier un certain rattrapage pour les francophones. En 1983, l'ancien chef du PLQ reconnaît toutefois que « dans les années qui ont suivi la guerre, le jeu des forces sociales, économiques et culturelles a induit les membres des communautés minoritaires – surtout des milieux en provenance de l'immigration – à inscrire de plus en plus massivement leurs enfants dans les écoles anglophones, surtout dans la région de Montréal »¹⁰⁸. Pour enrayer cette tendance nocive, estime Ryan, la loi 63 a été un échec, corrigé ensuite en partie par la loi 22, mais dont les effets ont été difficilement mesurables, puisque remplacée rapidement par la loi 101. Ryan reconnaît qu'il aurait souhaité conserver le régime de liberté de choix complète en matière de langue d'enseignement, mais que cette option n'était tout simplement

¹⁰⁷ Discours de Claude Ryan à Beaconsfield. Cité dans Graham Fraser, *op. cit.*, p. 254.

¹⁰⁸ Voir Claude Ryan, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 32^e législature, 4^e session, 7 décembre 1983.

pas viable compte tenu notamment de son impopularité et du fait qu'un coup de barre était nécessaire pour amener les immigrants à choisir le français¹⁰⁹. Mises à part de rares interventions de Claude Ryan, les représentants du parti passent généralement sous silence l'enjeu principal des confrontations linguistiques à partir de la crise de Saint-Léonard, soit la francisation des immigrants. Il y a lieu de croire que le refus de pointer ce que l'historien Marc V. Levine appelle la « troisième force » de l'équilibre démo-linguistique¹¹⁰ comme une source de fragilisation du français répond une fois de plus à un impératif électoral et permet de relativiser les progrès réalisés grâce à la loi 101. Trois ans plus tard, Ryan se montre d'ailleurs compréhensif envers les enfants d'immigrants ayant défié la loi 101 pour choisir l'école anglaise et les absout en les dépeignant comme des victimes de cette loi :

Ces gens-là ont été littéralement parqués dans des écoles anglaises par un concours de circonstances dont personne ne fut exactement le maître. Le réflexe qui les a conduits à adopter cette attitude, ce n'était pas un réflexe de défi de la loi et de mauvaise action, c'est parce qu'ils avaient la conviction que la loi 101 brisait un pacte, un contrat social qui avait existé et qu'elle venait le briser rétroactivement. Ils étaient venus s'installer au Québec à la faveur d'un régime linguistique qui était un régime de libre choix de l'école¹¹¹.

Claude Ryan évoque également le passé lointain, mais pour prendre cette fois-ci la défense de l'autre minorité linguistique, soit la communauté anglophone du Québec, en évoquant son enracinement profond pour démontrer que celle-ci doit être mise sur le même pied d'égalité que les francophones. « Nous autres, nous considérons que les membres de la communauté anglophone représentent une communauté qui a fait partie de l'histoire du Québec depuis le milieu du XVIII^e siècle. Nous sommes au

¹⁰⁹ La loi adoptée par le gouvernement Bourassa était selon Ryan « affectée d'une faiblesse qui était mortelle. Cette fameuse disposition concernant les examens d'aptitudes linguistiques qui était souverainement impopulaire, extrêmement difficile d'application et qui a été refusée par des pans entiers de la population ». Voir *Ibid.*

¹¹⁰ En effet, les minorités ethniques au cours des années 1970 (avant l'adoption de la loi 101) étaient craintes par les nationalistes québécois puisque le choix de la langue jouait largement en faveur de l'anglais. Voir Marc V. Levine, *op. cit.*, p. 361.

¹¹¹ Voir Claude Ryan, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 33^e législature, 1^{re} session*, 21 mai 1986.

XXI^e siècle aujourd'hui, ne nous y trompons point, le XX^e siècle achève. Cela fait trois siècles »¹¹², lance-t-il lors de ce même débat.

Peu de députés libéraux évoquent donc les difficultés historiques des francophones pour maintenir leur langue et leur culture, puisque leur regard sur l'histoire est une fois de plus marqué par la bonne entente avec les minorités linguistiques. Cette raison est également évoquée pour expliquer des progrès du français au Québec. Dans cette perspective, Lise Bacon estime en 1983 que les progrès du français sont dus à « une attitude beaucoup plus ouverte » de la part de la communauté anglophone, depuis leur refus catégorique de la loi 22¹¹³. On met également en valeur l'émancipation des francophones depuis la Révolution tranquille pour expliquer la francisation de la société. Il semble en effet y avoir un certain malaise devant les propos péquistes qui font ressurgir les blessures du passé, comme en font foi les propos de Jean Leclerc en 1988 qui estime « qu'il faut être à court d'argumentation pour devoir remonter à la bataille des Plaines d'Abraham »¹¹⁴. Dans l'ensemble, les responsables politiques du PLQ, conformément à leur vision optimiste, se montrent satisfaits du chemin parcouru et souhaitent plutôt regarder vers le prochain millénaire¹¹⁵. En 1988, les libéraux marchent cependant sur des œufs face à la pression populaire pour préserver la loi 101 et doivent prendre la défense de celle-ci. Lorsque Guy Rivard souligne à gros traits les avancées dans la scolarisation des francophones de 1961 à 1977 pour nuancer les bénéfices de la loi 101, il admet tout de même certains impacts positifs de la Charte de la langue française :

¹¹² Voir *Ibid.*

¹¹³ Voir Lise Bacon, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 32^e législature, 4^e session, 7 décembre 1983.

¹¹⁴ Jean Leclerc, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 2^e session, 20 décembre 1988.

¹¹⁵ Dans son dernier discours à l'Assemblée nationale, le ministre de la Justice Herbert Marx illustre bien cette satisfaction en faisant le bilan du chemin parcouru depuis un demi-siècle : « Je suis né à Montréal. J'y ai grandi et je me souviens du Montréal des années quarante, cinquante et soixante, un Montréal où le français n'était jamais respecté ». Mais il ajoute du même souffle que « c'est complètement changé à Montréal. Je pense qu'on peut vraiment dire de Montréal que c'est une ville essentiellement française ». Voir Herbert Marx, dans *Ibid.*

Parmi les 15 % de travailleurs se situant au haut de l'échelle des revenus, la proportion des francophones était déjà passée, en 1977, de 44 % à 70 %. Mais il est clair que la loi 101, en donnant à la langue française un statut indiscutable au plus haut niveau de l'entreprise, est venue accroître et raffermir la présence et le rôle des francophones dans l'économie du Québec, stimuler l'ambition et la confiance des jeunes diplômés, rehausser le prestige social de la langue française et démentir la croyance traditionnelle qui voulait que l'anglais soit la seule langue des affaires¹¹⁶.

Forcé ensuite à prendre la défense de l'affichage commercial unilingue devant un comité des Nations unies en 1992, le gouvernement libéral fait une interprétation de l'histoire qui plait à ses adversaires, qui ne ratent d'ailleurs pas l'occasion de rappeler leur plaidoyer dans l'enceinte de l'Assemblée nationale. Lors du débat de 1993, la députée péquiste Jeanne Blackburn rappelle les mots du gouvernement: « tout au long de leur histoire, les francophones ont dû lutter pour ne pas être assimilés et maintenir l'héritage distinct de leurs ancêtres ». Le mémoire du gouvernement présenté à l'ONU souligne d'ailleurs que le danger est toujours présent en 1992¹¹⁷. Pourtant, l'année suivante, le député libéral Jean-Pierre Bélisle soutient que le fait d'évoquer ces luttes du passé et la fragilité du français constitue le « même vieux discours usé, fatigué, suranné, dépassé, anachronique, préhistorique... » dont les libéraux se passeraient volontiers, car selon lui, cette vision ne correspond « absolument pas à la réalité vécue du Québec de 1993 et du Québec de l'an 2000 »¹¹⁸. Les libéraux semblent donc vouloir passer l'éponge sur les difficultés historiques des francophones à travailler en français et à assurer la pérennité de leur langue, en préférant plutôt présenter le Québec comme étant désormais transformé en profondeur grâce à la bonne foi de toutes les composantes de la société, ainsi qu'aux progrès permis par la Révolution tranquille et par la loi 22. La loi 101 n'apparaît que comme une cause parmi tant d'autres, et ce, de façon un peu tardive, lorsque le gouvernement semble forcé par les événements. Si l'on défend finalement cette loi, comme nous l'avons vu dans le

¹¹⁶ Voir Guy Rivard, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 2^e session, 4 mai 1988.

¹¹⁷ Voir Jeanne Blackburn, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 32^e législature, 4^e session, 7 juin 1993.

¹¹⁸ Voir Jean-Pierre Bélisle, dans *Ibid.*

chapitre précédent, c'est davantage pour préserver la paix sociale, en raison de l'attachement des Québécois pour ce symbole identitaire. Si on lui attribue un certain crédit pour les progrès du français, ceux-ci demeurent énoncés dans des termes généraux¹¹⁹, tout en évitant de replacer la loi dans une perspective historique.

4.3.3 Le Parti égalité et le déni des apports de la loi 101

L'appréciation de l'évolution de la société québécoise par le Parti égalité semble également faire écho à certains discours libéraux : « le Québec français est différent de ce qu'était le Québec il y a 30 ans, le Québec anglais aussi est différent. [...] Près de 60 % des anglophones du Québec sont aujourd'hui bilingues », affirme en 1989 le chef Robert Libman pour démontrer la bonne foi de la communauté anglophone et la nécessité de relancer le dialogue sur de nouvelles bases pour atteindre un meilleur équilibre linguistique entre les deux peuples fondateurs¹²⁰. Qui plus est, ces progrès ont été réalisés sans l'apport de la loi 101 et grâce à la bonne volonté des individus :

Ils ne doivent rien non plus à des lois répressives sous prétexte de protéger la paix sociale, une paix sociale que seule l'injustice ou l'hostilité entretenue entre groupes met en danger. Ces progrès ne sont pas dus non plus aux restrictions linguistiques comme celles imposées par certains articles de la loi 101. Ces progrès sont dus à la fierté profonde, naturelle, innée des Québécois et des Québécoises. Ils sont dus à leur volonté séculaire d'exercer leur droit d'être francophones dans une perspective dynamique et constructive¹²¹.

Le député Gordon Atkinson, dans le cadre du débat sur l'Accord de Charlottetown à l'automne 1992, estime qu'historiquement les deux peuples fondateurs ont toujours travaillé de concert pour le bien commun dans les moments cruciaux, peu importe la barrière linguistique : « I and thousands of other English-speaking Quebeckers stood shoulder to shoulder with our French-speaking compatriots in the three great wars of the 20th century. We asked not what ones linguistic background was but rather faced

¹¹⁹ Voir Claude Ryan, dans *Ibid.*

¹²⁰ Voir Robert Libman, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 34e législature, 1^{re} session*, 30 novembre 1989.

¹²¹ *Ibid.*

the barrage and death, united as fighting men from a nation called Canada and a province called Québec »¹²². Sans être nombreuses, les références à l'histoire par le PÉ pointent tout de même vers un aspect cher aux libéraux, soit la bonne foi individuelle et la bonne entente entre les anglophones et les francophones pour expliquer les progrès du français. Comme nous le verrons, cette vision repose sur des représentations de la communauté anglophone beaucoup plus favorables que celles exposées par le Parti québécois.

4.4 Les Anglo-Québécois, une minorité choyée?

Au cours de ces débats sur la langue, la légitimité des positions de chaque parti repose largement sur la perception qu'un groupe linguistique ou l'autre est celui qui est opprimé. Pour le Parti québécois, la loi 101 s'inscrit dans une recherche de justice sociale et semble s'appuyer sur la célèbre citation de Lacordaire: « entre le fort et le faible, entre le riche et le pauvre, entre le maître et le serviteur, c'est la liberté qui opprime, et la loi qui affranchit ». Les deux principaux partis semblent toutefois percevoir différemment chaque communauté comme étant celle qui est faible et opprimée.

Pour le PQ, le discours d'appui à la complète légitimité de la loi 101 est donc fondé en partie sur une vision anticolonialiste qui justifie le retour du balancier en faveur de la majorité francophone jadis opprimée. Toutefois, le basculement de la position des Anglo-Québécois, qui deviennent clairement minoritaires dans la foulée de la loi 101, amène-t-elle une position plus conciliante des péquistes envers cette communauté ou continuent-ils à la percevoir comme une force dominante qui refuse le caractère français du Québec? Puisque la question constitutionnelle et les débats sur l'affichage ramènent à l'avant-plan la question des droits des Anglo-Québécois, les comparaisons

¹²² Voir Gordon Atkinson, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 34^e législature, 2^e session, 9 septembre 1992.

entre cette communauté et les francophones des autres provinces, qui vivent tous deux en situation minoritaire, refont surface à de nombreuses occasions. Ces débats, initiés le plus souvent par les péquistes pour démontrer l'iniquité linguistique entre ces deux minorités et justifier leurs positions sur la langue, servent à dresser un portrait peu flatteur de la communauté anglophone du Québec, représentée comme étant privilégiée et geignarde, mais qui est malgré tout considérée comme faisant partie intégrante de la communauté québécoise. De leur côté, les libéraux se représentent la communauté anglo-québécoise comme étant victime d'une double discrimination, celle d'une législation linguistique trop sévère et celle relevant de propos jugés offensants de la part des péquistes. Les propos des responsables politiques du Parti égalité vont également dans ce sens, mais ils brossent un portrait beaucoup plus sombre de la situation de la communauté anglophone en insistant davantage sur les injustices subies par celle-ci. Nous aborderons les positions des trois partis de façon distincte, compte tenu des divergences importantes entre les différents points de vue.

4.4.1 Les minorités comparées par le PQ : les anglophones toujours privilégiés

Le basculement que cause la loi 101 dans le rapport entre la majorité francophone et sa minorité anglophone ne semble pas avoir d'impact sur la perception exprimée par les péquistes au sujet de cette dernière, qui demeure représentée comme une communauté privilégiée tout au long de la période étudiée, et ce, malgré la tentative de rapprochement vers la fin de la période. C'est en particulier le comparatif entre les communautés francophones du Canada anglais et la minorité anglo-québécoise qui permet à la formation péquiste de refuser tout compromis supplémentaire à sa propre minorité, au nom d'un avantage comparatif exorbitant. Cette position traduit également un certain pessimisme installé dès la fin des années 1950 chez de nombreux Québécois à l'égard du sort et de la vitalité des francophones des autres

provinces canadiennes. Ces « cadavres encore chauds », tels que décrits par l'écrivain Yves Beauchemin, ou encore ces « dead ducks » selon l'expression de René Lévesque, semblent alors abandonnés à eux-mêmes par la fédération canadienne et condamnés à l'assimilation forcée¹²³. Pour les péquistes, ces minorités éparpillées représentent la faillite de l'idée du bilinguisme canadien, même si ces communautés en font la promotion active.

Le premier véritable débat sur cette question surgit en 1979 alors que la Cour Suprême invalide au même moment l'unilinguisme des tribunaux et de l'Assemblée nationale et une vieille loi manitobaine, l'*Official Language Act* de 1890, qui niait jusqu'alors les droits et privilèges de la langue française dans les institutions publiques. Mais cette décision survient 89 ans après l'adoption de cette loi qui niait la loi constitutive du Manitoba de 1870. Pour les péquistes, ceci est la preuve d'un bilinguisme de façade et la perpétuation d'une culture politique qui donne un poids disproportionné aux intérêts des Anglo-Québécois. Gérald Godin estime donc que les institutions judiciaires fédérales sont partie prenante de ce déséquilibre en agissant selon le principe de deux poids, deux mesures :

Ce qui distingue les Français dans ce pays, par rapport à la justice, c'est qu'ils obtiennent justice quand ils sont morts, tandis que les Anglais obtiennent justice deux ans après que notre loi soit adoptée. [...] Le jugement de la Cour suprême permettra aux morts d'avoir des écoles françaises, permettra aux morts d'obtenir des documents en français, permettra aux morts de parler français au Parlement¹²⁴.

Accusés d'être intolérants tant par les représentants du PLQ que ceux de l'Union nationale¹²⁵, en vertu de la disposition rendant le français l'unique langue des

¹²³ Marcel Martel, *Le deuil d'un pays imaginé : Rêves, luttes et déroute du Canada français : Les rapports entre le Québec et la francophonie canadienne (1867-1975)*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1997, p. 17-18. Voir aussi Michael D. Behiels, *La francophonie canadienne. Renouveau constitutionnel et gouvernance scolaire*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, coll. « Amérique française », no 12, 2005, p. 55.

¹²⁴ Voir Gérald Godin, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 31^e législature, 4^e session, 13 décembre 1979.

¹²⁵ Le chef de l'Union nationale, Rodrigue Biron, accuse le PQ de ne pas respecter les droits de la minorité anglophone par cette mesure. Voir Rodrigue Biron, dans *Ibid.*

tribunaux et de l'Assemblée nationale, les péquistes choisissent alors de braquer les réflecteurs sur la position des gouvernements provinciaux et celle du gouvernement fédéral pour affirmer que le camp de l'intransigeance n'est pas le leur. Le statut privilégié de la communauté anglophone dans la Constitution canadienne est une fois de plus évoqué pour démontrer où se trouve la véritable injustice. Le député péquiste Jean-François Bertrand rappelle que la constitution « oblige les Québécois francophones à faire une place à l'anglais dans leurs institutions judiciaires et parlementaires, tandis que les autres provinces ne sont pas astreintes à l'obligation réciproque »¹²⁶. « Personne n'a de leçon à nous donner là-dessus », poursuit pour sa part Louis O'Neil, qui rappelle notamment l'existence du règlement 17, adopté en Ontario en 1912 et restreignant l'usage du français comme langue d'enseignement et de communication. Pour lui, la question de l'identité des véritables victimes sur le plan linguistique s'élide facilement :

Comparons la situation; comparons les conditions de vie des minorités ici au Québec avec celles des minorités ailleurs et vous trouvez tout de suite la réponse. C'est une évidence et c'est une injure que l'on fait aux Québécois quand on vient de cette façon leur donner ce conseil alors que le problème s'est toujours posé ailleurs qu'au Québec. Vous vous rappelez, au moment de la promulgation de la loi 101, que les francophones en dehors du Québec déclaraient: Si nous avions la moitié chez nous des avantages dont jouissent les anglophones au Québec, nous nous croirions au paradis¹²⁷.

Se disant accusé d'entretenir « des sentiments de haine à l'égard de la minorité anglophone », le ministre Camille Laurin réplique à ses détracteurs : « Nous détestons tellement la minorité anglophone que nous lui avons accordé un statut privilégié au Québec en maintenant son système scolaire, de la maternelle à l'université, à même les fonds publics »¹²⁸. Pour lui, le maintien de ces institutions est présenté comme une forme de compromis et une démonstration de bonne foi de la part de son gouvernement. Malgré la polarisation que créent aussi la question référendaire et les

¹²⁶ Voir Jean-François Bertrand, dans *Ibid.*

¹²⁷ Voir Louis O'Neil, dans *Ibid.*

¹²⁸ Voir Camille Laurin, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 31^e législature, 4^e session, 4 mars 1980.

comparaisons entre les minorités linguistiques, on sent tout de même chez certains péquistes une volonté de rapprochement avec la communauté anglophone, comme en font foi les propos de Jacques Couture :

Personnellement, je n'ai jamais souscrit à ces croisades plus ou moins affichées contre nos amis anglophones. Dans le passé, on a eu parfois tendance – je l'avoue – à tout mettre sur le compte des Anglais, les rendant responsables de nos lacunes, de nos retards, de nos humiliations. Ce n'est pas vrai. C'est plutôt un système qui créait ces conditions défavorables. La communauté anglophone du Canada s'est développée normalement et a eu les comportements de toute majorité, c'est-à-dire qu'elle a agi et réagi en fonction de ses intérêts majoritaires¹²⁹.

L'émotivité dans les discours péquistes monte cependant d'un cran au début des années 1980, dans un contexte de débats constitutionnels intenses où le Québec se retrouve isolé et humilié par le rapatriement de la Constitution canadienne sans son consentement. En novembre 1981, lors du discours inaugural faisant suite à la *nuît des longs couteaux*, René Lévesque dénonce dans son discours inaugural cette politique linguistique canadienne à géométrie variable en lançant, à propos des anglophones du Québec, « que s'ils devaient un jour être traités de la même façon que les francophones des autres provinces, ce serait un recul considérable pour eux »¹³⁰.

Par ailleurs, malgré l'agressivité de certains propos péquistes en pleine tourmente constitutionnelle, les opinions exprimées entre les deux partis sur les minorités se rejoignent sur un point précis. Chacun des deux grands partis reconnaît l'évidence selon laquelle il y a disparité de traitement entre la minorité francophone des autres provinces et la minorité anglo-québécoise. Toutefois, la teneur des dénonciations et l'objectif derrière celles-ci divergent. Une fois dans l'Opposition, les responsables politiques du PQ passent de nouveau à l'attaque sur cette question et ne se gênent pas pour dénoncer la situation avantageuse des Anglo-Québécois, tandis que les libéraux

¹²⁹ Voir Jacques Couture, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 31^e législature, 4^e session, 19 mars 1980.

¹³⁰ Discours inaugural, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 32^e législature, 3^e session, 9 novembre 1981.

semblent sur la défensive, souvent obligés de constater les évidences et cherchent visiblement à éviter ce débat qui fait mal paraître leur option constitutionnelle. Pour André Boulerice, « aucune minorité au monde n'a autant que celles qui habitent le Québec », visant de façon évidente la communauté anglophone¹³¹, dont on estime du côté péquiste qu'elle n'est aucunement menacée. Comme le formule Guy Chevrette : « C'est la majorité francophone au Québec qui est menacée. Pas les minorités », rappelle-t-il, tout en ajoutant que le Québec ne peut compter sur Ottawa pour protéger la langue française¹³². Ces propos surviennent dans le cadre du débat entourant l'Accord du Lac Meech, alors qu'une motion vise à rapatrier au Québec la pleine juridiction sur le plan linguistique.

Le déséquilibre qui existe entre les francophones et les anglophones au Canada est également dénoncé durant le débat sur l'affichage, que ce soit en 1988 ou en 1993. « J'écoutais les députés ex-ministres de Nelligan, Westmount et D'Arcy McGee qui ont essayé de nous faire pleurer en nous expliquant jusqu'à quel point était importante pour eux la liberté d'expression, la liberté individuelle de s'exprimer et de pouvoir agir en anglais sur le territoire québécois »¹³³, lance le député Christian Claveau pour ridiculiser les discours des ministres démissionnaires anglophones devant la volonté du gouvernement libéral de faire usage de la clause nonobstant pour maintenir l'affichage extérieur unilingue français. Pour Jacques Brassard, ces démissionnaires ne font que démontrer « que l'appétit vorace de la communauté anglophone n'est pas encore satisfait »¹³⁴.

¹³¹ Voir André Boulerice, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 1^{re} session, 23 octobre 1986.

¹³² Voir Guy Chevrette, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 1^{re} session, 18 mars 1987. Sur le même sujet, voir aussi Claude Filion, dans *Ibid.*

¹³³ Voir Christian Claveau, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 2^e session, 20 décembre 1988.

¹³⁴ Voir Jacques Brassard, dans *Ibid.*

Cette perception au sujet d'une minorité privilégiée demeure tout au long du passage du PQ dans l'Opposition. Au cours du deuxième grand débat sur l'affichage commercial en 1993, les représentants péquistes cherchent de nouveau à mettre en relief l'iniquité entre les deux minorités linguistiques au Canada en ramenant la question des communautés francophones du reste du Canada comme levier pour le respect de l'intégralité de la loi 101 et le rejet du système fédéral. Comme le rapporte Michael Behiels, l'accès des francophones en milieu minoritaire à un véritable réseau d'écoles en français, droit pourtant protégé par la Charte des droits et libertés, est alors freiné par « l'intransigeance obstinée dont font preuve les provinces »¹³⁵. Les péquistes se montrent excédés de constater cette injustice qui persiste, onze ans après l'adoption de la Charte des droits et libertés. Comme le fait remarquer François Beaulne, « l'Ontario, qui compte plus de 500 000 francophones, hésite toujours à leur accorder leurs droits complets. Ces droits ne sont respectés que dans 3 conseils de langue française »¹³⁶ souligne-t-il. Il pointe également du doigt six autres provinces qui s'opposent ou tardent à implanter des réseaux scolaires francophones en les soupçonnant d'attendre que l'assimilation des minorités francophones soit chose faite pour que leurs droits scolaires n'aient plus besoin d'être appliqués¹³⁷. Pour démontrer cette iniquité, les péquistes reprennent également à leur compte le plaidoyer du gouvernement libéral pour défendre l'affichage extérieur unilingue devant un comité des Nations Unies au cours de l'année précédente (février 1992). Sont évoquées les différentes garanties offertes à la minorité anglophone, dont la possibilité de

¹³⁵ Michael D. Behiels, *Ibid.*, p. 87.

¹³⁶ Le député pointe donc le manque de volonté politique du gouvernement de Bob Rae, qui renie ainsi ses promesses. La minorité francophone réclame alors la gestion de 13 des 175 conseils qui s'occupent de l'éducation élémentaire et secondaire. Voir François Beaulne, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 34^e législature, 2^e session, 8 juin 1993.

¹³⁷ Il estime que pendant ce temps, « le gouvernement s'apprête à angliciser le visage du Québec et à élargir l'accès à l'école anglaise au-delà des obligations qu'impose la Charte canadienne des droits, qu'il n'a même pas signée ». Le député rappelle également que l'Alberta vient de laisser mourir au feuillet un projet de gestion scolaire en français, que la Saskatchewan tarde à assurer la gestion scolaire en français, alors que la Colombie-Britannique, Terre-Neuve, la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard, tergiversent encore au sujet de l'implantation d'écoles françaises. Voir *Ibid.*

communiquer avec l'administration publique en anglais, ainsi que l'usage de l'anglais devant les tribunaux ou à l'Assemblée nationale. Jeanne Blackburn ne se fait d'ailleurs pas prier pour compléter la liste des arguments donnés par le gouvernement libéral :

Les Anglo-Québécois ont accès, de la maternelle à l'université, à des établissements scolaires dans leur langue, financés publiquement; ont leur propre réseau d'institutions culturelles: radio, télévision, journaux, bibliothèques, cinémas, théâtres, églises, associations et clubs, pour assurer leur développement - ils ne sont pas en perte - les Anglo-Québécois ont accès à des services de santé et des services sociaux dans leur langue, et bon nombre d'établissements sont également autorisés à fonctionner en anglais¹³⁸.

Dans la foulée du référendum sur la souveraineté du Québec, de nombreux anglophones ont accusé le PQ d'être marqué par l'intolérance, en particulier à la suite du discours de défaite de Jacques Parizeau au sujet « de l'argent et des votes ethniques ». Dans son ouvrage rédigé en 1997, l'ancien chef du PQ semble vouloir se défendre de ces accusations en dépeignant les Anglo-Québécois comme une minorité respectable, mais choyée en comparaison des francophones des autres provinces :

Les anglophones forment au Québec une minorité historique dont le rôle reste important. Leurs droits seront maintenus, mais, peut-être serait-il préférable, cette fois-ci, qu'on n'en ajoute pas et qu'on s'aligne un peu plus sur ce que le Canada entend faire à l'égard des francophones hors Québec avant de confirmer le statut des anglophones comme la minorité la mieux protégée et la plus geignarde du monde occidental¹³⁹.

Si Parizeau se montre compréhensif à l'égard de leur désir de ne pas être une minorité au Québec et leur vœu de demeurer rattachés à la majorité anglo-canadienne, celui-ci se désole toutefois d'une certaine mauvaise foi de leur part. Malgré les engagements pris par son parti avant le référendum de 1995 pour étendre les droits scolaires et linguistiques des anglophones dans l'éventualité d'un Québec indépendant, « jamais, dans aucun autre scrutin mettant en cause la souveraineté et les souverainistes, l'opposition des Anglo-Québécois ne fut aussi massive, quasi unanime »¹⁴⁰, dira-t-il

¹³⁸ Voir Jeanne Blackburn, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 34^e législature, 2^e session, 7 juin 1993.

¹³⁹ Jacques Parizeau, *Pour un Québec souverain*, Montréal, VLB, 1997, p. 331.

¹⁴⁰ *Ibid.* p. 227. Voir aussi les commentaires de René Lévesque à la fin de la campagne référendaire de 1980 au sujet de la communauté anglophone : « Nous ne devons pas permettre qu'une décision majoritaire du Québec français soit renversée par une minorité qui, de bonne foi mais terriblement conditionnée à une solidarité excluant tout débat démocratique, s'apprête à voter contre le besoin

de façon à démontrer une certaine forme de rejet viscéral du Québec français par la minorité anglophone. Marqué par l'amertume post-référendaire, ce discours fait pourtant contraste avec celui prononcé à l'automne 1990 : «These people [anglophones du Québec] are in a very real sense as much real Quebecers as the so-called Québécois de souche, the home grown Quebecers [...] They're not only welcome — the word is not appropriate. They are us »¹⁴¹. Ces propos sont alors en phase avec ceux de son prédécesseur Pierre-Marc Johnson¹⁴². Ils semblent également mettre la table au point de vue exprimé par le jeune député André Boisclair, qui en 1993 se montre d'accord avec l'idée « que la réalité du Québec soit mieux reflétée, que la communauté anglophone du Québec, qui représente une partie de l'héritage de la société québécoise, de sa réalité, soit mieux affirmée »¹⁴³.

La représentation des Anglo-Québécois par les péquistes est donc à la fois celle d'une minorité privilégiée et d'une communauté qui fait partie intégrante du Québec et qui mérite le respect. Cette ambivalence semble alors suspecte aux yeux de certains députés libéraux, qui perçoivent plus positivement cette communauté, mais qui malgré tout, ne peuvent pleinement prendre leur défense compte tenu de la condition très fragile des francophones des autres provinces, qui toutes proportions gardées, font paraître les Anglo-Québécois comme une minorité privilégiée.

fondamental de changement d'une société nationale ». Extrait du discours de René Lévesque rapporté par *Le Devoir*. Cité dans Jacques Parizeau *Ibid.*, p. 240.

¹⁴¹ Paul Wells, « Anglos are as Québécois as anyone : Parizeau », *The Gazette*, 27 octobre 1990, p. A1, cité dans Eric Desrosiers, *op. cit.*, p. 158.

¹⁴² Lors d'un rassemblement d'Alliance Québec, Johnson affirme : «All those who chose the territory are Quebecers [...] no matter what their language, no matter what their culture ». Voir Don MacPherson, « Where do anglos fit in "respect for minorities ?" », *The Gazette*, 30 octobre 1985. Tiré de *Ibid.*

¹⁴³ André Boisclair, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 34^e législature, 2^e session, 8 juin 1993.

4.4.2 Les libéraux et la défense imparfaite de la minorité

Face aux discours péquistes dépeignant la minorité anglophone comme étant opulente, certains députés libéraux tentent pour leur part de contester cette image. Lors du débat au sujet du rapatriement de la Constitution, le député Reed Scowen affirme que « ce n'est pas facile, ce soir [...], d'être un anglophone dans cette Chambre ». Lorsque celui-ci fait un compte rendu du communiqué de presse du PQ, le député dénonce le fait que les francophones y sont présentés comme des victimes d'une grave injustice et d'une forme de soumission coloniale, alors que les Anglo-Québécois représentent « le peuple qui domine, le groupe des conquérants, les maîtres, ils ont un statut privilégié, une minorité avec des privilèges exorbitants, une minorité dominante et dangereusement assimilatrice »¹⁴⁴. Pour Scowen, cette communauté enracinée au Québec depuis 200 ans n'est pas dominatrice et « n'est pas très riche, le revenu par personne est bien en dessous de \$10 000 par année », souligne-t-il. Tentant de présenter les anglophones sous un jour positif, Scowen affirme que ceux-ci acceptent de plus en plus le fait français au Québec. Pour ce faire, il se donne lui-même en exemple : « Je ne parle pas parfaitement le français, mais c'est beaucoup mieux qu'il y a un an. Je suis persuadé que, d'ici un an, je vais parler un peu comme le Dr Goldbloom, si je continue à faire des efforts », explique-t-il pour démontrer que la communauté qu'il représente est en pleine évolution et qu'elle vise à acquérir un français de haut niveau, à l'instar de l'ancien député libéral¹⁴⁵. En 1981, il affirme que s'il y a eu discrimination envers les francophones des autres provinces, celle-ci est terminée depuis l'établissement de la politique fédérale du bilinguisme et que c'est la minorité anglophone du Québec qui est maintenant discriminée :

Comme jamais auparavant, ils sont isolés du gouvernement québécois. C'est une situation un peu analogue à la situation dans laquelle les francophones se trouvaient il y a quinze ans devant le gouvernement fédéral. Nous sommes devant une discrimination cruelle

¹⁴⁴ Voir Reed Scowen, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 31^{re} législature, 4^e session*, 13 décembre 1979.

¹⁴⁵ Voir *Ibid.*

quant à l'emploi dans la fonction publique, il n'y a que 2 % d'anglophones dans la fonction publique¹⁴⁶.

Toutefois, la position du PLQ semble évoluer en ce qui a trait à la comparaison entre les deux minorités linguistiques au pays. Devant les faibles avancées réelles des droits des communautés francophones des autres provinces, la frange nationaliste du PLQ semble forcée d'admettre que cette comparaison n'est pas flatteuse pour les Anglo-Québécois, et ce, en particulier lorsque la pression nationaliste se fait plus forte à la fin de l'année 1988. À la suite du jugement de la Cour Suprême sur l'affichage qui survient dans un contexte d'intenses débats constitutionnels, le gouvernement doit alors défendre l'usage de la clause dérogatoire auprès du reste du Canada pour justifier le maintien de l'affichage unilingue extérieur. Jean-Pierre Bélisle admet alors « que le Québec a été très très très généreux. (...) Est-ce que dans les autres provinces canadiennes les francophones hors Québec ont autant de droits que la minorité anglophone du Québec¹⁴⁷? » Robert Bourassa confirme également ce point de vue, même s'il affirme que la question de l'affichage est une épine au pied de la communauté anglophone : « Mais si on met de côté cette question de l'affichage, la minorité anglophone du Québec est la mieux traitée de toutes les minorités du Canada »¹⁴⁸, admet-il. Même John Ciaccia, pourtant ancien adversaire de la loi 22 et de la loi 101, estime que les batailles menées depuis 1974 par la communauté anglophone ont été menées de façon trop agressive, puisqu'elles ont eu l'effet contraire à celui désiré : « My experience has shown me that confrontation has not worked ». Pire, ces confrontations auraient nui à dissiper les appréhensions chez les francophones : « Les solutions proposées par les différents gouvernements ont toujours été contestées par les minorités et il s'est créé, du côté francophone, une sorte

¹⁴⁶ Reed Scowen, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 31^e législature, 4^e session, 1^{er} octobre 1981.

¹⁴⁷ Voir Jean-Pierre Bélisle, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 2^e session, 23 mars 1988.

¹⁴⁸ Voir Robert Bourassa, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 2^e session, 16 décembre 1988.

de perception de la minorité anglophone, que cette minorité ne comprenait pas les préoccupations des francophones »¹⁴⁹, avoue-t-il, faisant pour une rare fois chez les députés libéraux porter une partie de la responsabilité de la crise linguistique sur la communauté anglo-qubécoise. Mais ces propos surviennent alors que la pression nationaliste est très forte et le PLQ se voit alors forcé de justifier auprès de la communauté anglophone l'usage de la clause nonobstant pour maintenir l'affichage unilingue.

Dans l'ensemble, le PLQ se montre compatissant envers les francophones du Canada anglais en les présentant comme étant défavorisés par leurs législatures respectives. Les représentants de ce parti tentent toutefois d'éviter le plus possible les comparatifs et refusent de conclure que les francophones en situation minoritaire sont en voie d'extinction¹⁵⁰, comme le laissent pourtant entendre certains péquistes qui demeurent convaincus que leur appartenance au Canada est le gage du maintien de leur langue¹⁵¹. Ils présentent donc la communauté anglophone comme étant relativement privilégiée en comparaison des francophones des autres provinces, mais traitée équitablement dans l'absolu. Comme le souligne Claude Ryan en réponse aux allégations des nouveaux élus du PÉ, « plusieurs ont tenté d'accréditer une légende suivant laquelle la communauté anglophone du Québec serait victime d'oppression »¹⁵², ce que réfute le ministre en 1990. Au cours des années suivantes, on tente néanmoins de revenir au

¹⁴⁹ Celui-ci mentionne que des leaders de la communauté italienne qui lui ont écrit pour lui demander « de demeurer au sein du cabinet et de continuer à bien représenter les intérêts des Québécois, y compris ceux de notre communauté ». En tant qu'Italien d'origine et présent durant le conflit de Saint-Léonard, celui-ci se dit bien placé pour apprécier l'évolution des mentalités : « This is quite a remarkable change in attitudes over the years », estime-t-il. Voir John Ciaccia, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 2^e session, 20 décembre 1988.

¹⁵⁰ Toutefois, se désolant de la perte des droits linguistiques des Franco-Manitobains en 1890 et de ceux des Franco-Ontariens en 1912, le ministre libéral Herbert Marx n'hésite pas à étiqueter ces mesures comme étant « racistes ». Par contre, ce n'est pas une raison suffisante pour appuyer la loi 178 qui empêche l'affichage extérieur bilingue. Voir Herbert Marx, dans *Ibid.*

¹⁵¹ Voir Claude Ryan, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 33^e législature, 1^{re} session, 21 mai 1986. Voir aussi François Ouimet, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 35^e législature, 1^{re} session, 18 septembre 1995.

¹⁵² Voir Claude Ryan, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 34^e législature, 1^{re} session, 14 mars 1990.

discours traditionnel libéral au sujet de la communauté anglophone qui fait état de leur volonté de vivre en français et d'accepter le visage français du Québec¹⁵³.

4.4.3 Le Parti égalité et les anglophones : une communauté meurtrie

Au sein de la députation du PÉ se dégage une tendance à dépeindre la communauté anglophone comme étant opprimée au Québec, sans tenir compte de la situation des francophones des autres provinces. Certains, comme le chef Robert Libman, perçoivent même la communauté anglo-qubécoise comme étant victime de l'intolérance de la société québécoise, une réalité qui serait attribuable spécifiquement à la loi 101¹⁵⁴. Abondant dans le même sens, son collègue Gordon Atkinson estime que sa communauté est exclue par une société incapable de se concevoir comme pluraliste. Dans le cadre des débats entourant l'Accord de Charlottetown en 1992, il raconte un événement récent auquel il a assisté :

Last evening, as I walked back to the hotel, I was thrust into the middle of a large group chanting «Québec aux Québécois». What am I, a Member of the Parliament of Québec, if I am not a Québécois? To those gathered on the lawn in front of the Assemblée nationale, I was apparently not thought to be of in the same terms as those whose primary language is French. [...] I felt as if I were being excluded because of our different visions of Québec on purely linguistic grounds¹⁵⁵.

L'année suivante, Robert Libman présente une fois de plus la communauté anglo-qubécoise comme étant meurtrie, confrontée à un pénible exode depuis 1977 et qui attend sa délivrance du joug de la loi 101 : « This law, many people felt, had erased their own identity, told us that our face must be hidden indoors, a very symbolic gesture, erasing our very own identity from public view. »¹⁵⁶. L'interdiction de

¹⁵³ Voir Yvon Vallières, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 34^e législature, 2^e session, 8 juin 1993.

¹⁵⁴ Voir Robert Libman, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 34^e législature, 1^{re} session, 19 juin 1990.

¹⁵⁵ Voir Gordon Atkinson, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 34^e législature, 2^e session, 9 septembre 1992.

¹⁵⁶ Voir Robert Libman, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 34^e législature, 2^e session, 8 juin 1993.

l'affichage extérieur en anglais maintenu par l'adoption de la loi 178 semble en effet conforter cette impression de discrimination. En 1993, une fois le projet de loi 86 déposé pour permettre l'affichage bilingue, le député Neil Cameron revient sur l'ancienne loi qui lançait selon lui le message que la communauté anglophone en était une de seconde zone, condamnée à l'illégitimité :

[...] the symbolic meaning of suppression of the English language on signs was regarded as more important, in many respects, than the suppression itself. It was taken as an indication that the English-speaking community did not have the same degree of legitimacy, or acceptance, or understanding in the province¹⁵⁷.

Cameron dépeint également la communauté anglophone comme étant en perte de vitalité puisque celle-ci, en raison de la loi 101, a perdu des milliers d'étudiants dans son réseau scolaire. Il insiste cependant sur un point : « la communauté anglophone du Québec veut jouer un rôle important dans l'avenir de la société québécoise, veut rester une composante intégrale au Québec »¹⁵⁸, ce que des modifications importantes à la Charte de la langue française permettrait de faire. Ces propos semblent donner raison à Josée Legault lorsqu'elle affirme que le discours dominant de la part de l'élite anglo-québécoise (dont fait partie les responsables du PÉ) depuis les années 1970 est celui de la « victimisation »¹⁵⁹. En somme, cette communauté est donc perçue comme la grande victime de la société québécoise et de la loi 101. Le combat contre cette loi représente donc pour le PÉ le désir de cette communauté à participer pleinement au développement du Québec.

Conclusion

Nous avons montré dans ce chapitre que se jouait un conflit de représentations entre les principaux acteurs politiques autour de la langue, de la lecture de l'histoire et de la perception de l'Autre, qu'il soit immigrant ou membre de la communauté anglophone,

¹⁵⁷ Voir Neil Cameron, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec*, 34^e législature, 2^e session, 7 juin 1993.

¹⁵⁸ Voir *Ibid.*

¹⁵⁹ Josée Legault, *L'invention d'une minorité: les Anglo-québécois*, Montréal, Boréal, 1992, p 150.

ce qui influence les positions de chacun au sujet de la loi 101. Cependant, certains conflits de représentations apparaissent au sein même du PQ. Pour les péquistes, la loi 101 et la politique québécoise de développement culturel constituent un projet de société qui lie langue et citoyenneté et qui vise à créer une « culture de convergence » servant à rallier toutes les cultures au sein du creuset de la langue française. Les péquistes voient donc d'un bon œil l'arrivée d'immigrants, perçus comme un apport précieux et de plus en plus nécessaire pour compenser le faible taux de natalité, mais ceux-ci sont représentés comme des éléments en marge de la Cité à intégrer à la communauté politique québécoise par le biais de l'apprentissage de la langue française. Malgré tout, la langue anglaise, présentée comme celle de la modernité, demeure perçue comme un outil incontournable pour réussir sur le marché du travail, ce qui heurte ce projet d'intégration. Dans les faits, la force d'attraction de l'anglais est réelle auprès des immigrants, qui l'adoptent en grand nombre comme langue de travail ou d'études, une réalité davantage acceptée par les libéraux, qui montrent une volonté de s'y adapter, puisque l'immigrant est perçu comme un membre à part entière de la communauté québécoise, donc libre de ses choix. Son insertion dans la communauté francophone doit donc s'opérer dans la bonne entente, avec le moins de contraintes possible puisque le Québec est perçu par le PLQ comme un État multiculturel où l'anglais fait partie intégrante de cette mosaïque. Conséquemment, les libéraux se présentent comme le parti de toutes les minorités, ce qui n'est pas étranger à la dynamique électorale qui favorise l'appui des minorités à leur parti. Leur vision de l'histoire est également cohérente avec cette harmonie entre les cultures, préférant ne pas souligner les humiliations subies par les francophones dans le passé, évoquées plus fréquemment par les péquistes, ni une évolution nette de la place du français depuis l'adoption de la loi 101. La nécessité d'un geste aussi radical apparaît douteuse, puisque la Révolution tranquille et loi 22 ont apporté à leurs yeux des progrès substantiels pour le français. Malgré tout, au fil des années, le discours libéral

s'adoucit sur cette question, alors qu'on reconnaît davantage les apports de la loi 101. La perception de la communauté anglo-québécoise est également en phase avec cette vision, puisqu'elle est présentée comme étant défavorisée au départ, puis traitée équitablement au fur et à mesure des modifications apportées à la loi 101. On évite alors de mettre l'accent sur la confrontation entre les deux principales communautés linguistiques pour mettre une fois de plus l'accent sur la bonne entente.

Faisant usage de l'histoire récente de la province, marquée par les conflits linguistiques, le PQ s'appuie pour sa part sur un discours de type anticolonialiste où les francophones sont présentés comme défavorisés et opprimés face à l'omniprésence de l'anglais. La communauté anglophone est également perçue comme étant privilégiée dans le passé comme dans le présent, surtout en comparaison avec les francophones des autres provinces, ce qui justifie un renversement de situation, alors que les libéraux tendent à présenter cette dernière comme victime des abus de la loi 101. La Charte de la langue française est donc présentée par plusieurs responsables péquistes comme une coupure nette, comme un chapitre nouveau dans le livre d'histoire, mettant ainsi fin à l'intégration massive des immigrants à la communauté anglophone et ouvrant la voie à la refrancisation de la société québécoise. Cette vision est diamétralement opposée à celle du PÉ, qui ne voit dans cette loi, perçue comme inutile pour le progrès du français, que le symbole de l'oppression que subit désormais la communauté anglophone. Pour les représentants de ce parti, la bonne entente entre les communautés et la bonne volonté des Anglo-Québécois est la principale raison des succès du français dans la province. De toute évidence, le choc entre ces différentes représentations identitaires exprimées par les responsables politiques contribue à maintenir le fossé qui sépare les différentes communautés linguistiques du Québec sur le plan électoral.

CONCLUSION

LA LOI 101 ET SES EFFETS : DE LA POLARISATION À LA PACIFICATION

Dans la foulée de la Révolution tranquille, la langue est devenue l'élément central de l'identité québécoise, ce que nous rappellent les nombreuses crises linguistiques au Québec à partir de la fin des années 1960. La Charte de la langue française, adoptée en 1977, a tenté de mettre fin à ces crises en répondant à des préoccupations partagées par bon nombre de francophones. Comme le démontre l'historiographie, la loi 101 a participé à renverser une situation historique, soit la supériorité socio-économique des anglophones aux dépens des francophones et à freiner, notamment, l'anglicisation des immigrants. En faisant passer les francophones du statut de minoritaire à celui de majoritaire, la loi 101 leur apporte ainsi une confiance nouvelle qui diminue leur insécurité linguistique, sentiment à la source des nombreux conflits qui divisent la société québécoise. Toutefois, nous souhaitons analyser la façon dont cette confiance s'est transposée dans la culture politique québécoise et de quelles manières les discours des représentants politiques au sujet de la loi 101 ont participé ou non à diminuer la polarisation au sujet de la question linguistique entre les francophones et les non-francophones. C'est pourquoi nous avons étudié principalement les propos des responsables politiques des deux principaux partis tenus dans l'enceinte de l'Assemblée nationale au cours des 20 années qui ont suivi l'adoption de cette loi. Ainsi, par un traitement principalement chronologique de la période, nous souhaitons évaluer la tangente que prend le débat sur la langue en analysant l'usage de cette question par les partis, en particulier lors des échanges entourant les modifications importantes apportées à la loi 101. Nous voulions également extraire de ces débats les différentes représentations symboliques et identitaires qui influencent les positions des responsables politiques.

La loi 101 vient donc colmater de nombreuses brèches et redonne à la langue française un statut qui correspond davantage à son poids démographique. En plus des impacts sur la capacité des francophones d'être servis ou de travailler en français, l'effet thérapeutique de cette loi sur la confiance des francophones du Québec semble bel et bien transparaître dans l'ensemble des débats politiques, bien que la longue saga judiciaire favorisée notamment par l'adoption de la Charte canadienne des droits et libertés provoque toujours de l'inquiétude au sujet de la survie de la langue française. Elle suscite de nombreux remous politiques et le retour des grandes manifestations d'appui à la loi 101. Dans la foulée de ces événements, on tend alors à confondre la défense de la langue française avec celle de la loi 101. Pour les représentants du PQ, elle est alors défendue bec et ongles en tant qu'ultime digue pour la protection du français en Amérique du Nord, ce qui participe au maintien du débat et à la polarisation qui en découle.

En contribuant à changer en profondeur les rapports de pouvoir entre francophones et anglophones, la loi 101 devient l'une des principales pièces législatives du Québec moderne. Elle est même considérée par l'un de ses architectes, le sociologue Guy Rocher, comme la dernière grande réforme de la Révolution tranquille¹. Au fil des années, la Charte devient donc pour le mouvement nationaliste un objet politique quasi mythifié, dont l'aura gagne en intensité durant les années qui suivent la mort du père fondateur du PQ. Cette loi apparaît alors comme un de ses principaux legs et elle est comparée à une « bouée de sauvetage » pour la langue française au Québec. Elle semble également avoir le même effet sur le plan électoral pour le PQ durant ses années dans l'Opposition officielle, marquées par les louvoiements sur la question nationale, des déchirements internes et une baisse d'appuis, permettant ainsi à ce parti d'enfourcher avec enthousiasme ce cheval de bataille et de mener une lutte serrée à

¹ Tiré de Benoît Aubin, « Une charte sur un toit brûlant », *L'Actualité*, 15 août 2007, <<http://www.lactualite.com/societe/une-charte-sur-un-toit-brulant/>> (12 octobre 2014).

Robert Bourassa, au point de faire vaciller son gouvernement, même au faite de sa popularité. La lutte pour la défense de la loi 101 apparaît alors comme la poursuite d'un rêve ambitieux et inachevé, encore capable de soulever les passions jusqu'au début des années 1990.

En raison notamment de son effet polarisant, la loi 101 s'enracine donc peu à peu dans la culture politique québécoise, malgré la perte de nombreux pans : honnie des Anglo-Québécois, mais jouissant d'un fort appui chez les francophones, elle ne laisse personne indifférent. Pour une douzaine d'années, elle constitue pour plus d'un nationaliste un symbole incontournable d'émancipation économique et sociale auquel il ne faut pas toucher, malgré quelques années de démobilitation au début de la décennie 1980. Le Parti québécois, dont le gouvernement corrigera lui-même certains irritants, se fera le relais de ce fort sentiment au sein de l'électorat francophone. De son côté, le PLQ finit par se rallier aux grandes orientations de la loi 101 devant sa popularité auprès des francophones, au point de présenter la loi 22 comme l'ancêtre de la Charte de la langue française et l'adoption des lois 178 et 86 qui l'assouplissent, comme ses suites logiques. La loi 101 apparaît donc au fil des années comme un symbole identitaire partagé par l'ensemble de la classe politique, à l'exception de l'éphémère Parti égalité.

L'effet le plus polarisant de cette loi semble découler des dispositions sur l'affichage commercial : l'unilinguisme représente alors pour les francophones un symbole puissant, celui de présenter au monde un visage français, alors que pour les anglophones, il s'agit d'un affront qui se doit d'être contesté, au nom du droit à la visibilité d'une communauté enracinée sur le territoire et qui partage l'une des deux langues officielles du pays. Pour répondre à cette contestation, le PLQ prendra la défense des droits individuels et deviendra en quelque sorte le porte-parole politique

officieux de cette communauté, ce que leur reprocheront les péquistes à quelques reprises. Ayant gardé en mémoire leur amère défaite lors de l'élection de 1976 à la suite de l'adoption la loi 22, les représentants libéraux semblent vouloir éviter de nouveau la défection de leur électorat le plus fidèle. L'appui à la clause universelle en éducation, soit la possibilité pour un enfant d'immigrant anglophone de toute provenance d'avoir accès à l'école anglaise, est le reflet de ce désir, mais celui-ci se bute rapidement à l'attachement de la majorité francophone à la loi 101, dont la fin du libre-choix pour les enfants d'immigrants en constitue le cœur. En 1981, les libéraux de Claude Ryan – pourtant l'un des adversaires les plus acharnés de la loi 101 en 1977 – proposent finalement l'adoption de la Clause Canada, pour permettre aux enfants provenant des provinces canadiennes d'aller à l'école dans la langue de leur choix.

À travers les différents combats menés par les libéraux, on aperçoit un parti dont la défense des droits individuels apparaît comme étant une pierre d'assise. Le PLQ se fait donc souvent l'écho des décisions prises par la justice canadienne et des grands principes édictés par la Charte canadienne des droits et libertés. Lorsque le parti s'écartera de cette ligne en 1988-1989 en faisant usage de la clause dérogatoire pour sursoir à la décision de la Cour suprême sur l'affichage, les libéraux perdront l'appui de députés anglophones et assisteront impuissants à la création du Parti égalité. Les représentants de ce parti s'appuieront sur une lecture plus systématique du droit canadien, en relayant l'idée des droits collectifs à un concept sans réel ancrage. Au final, le PÉ se veut le reflet de la branche trudeauiste du PLQ, plus réfractaire au nationalisme identitaire québécois, à l'aise avec l'idée d'un pouvoir central fort à Ottawa et insistant sur le bilinguisme. Ce parti éphémère, qui affirme accepter les grands principes de la loi 101, s'attaque malgré tout à l'ensemble de ses dispositions à la pièce, un peu à la manière du groupe de défense des Anglo-Québécois, Alliance Québec, en raison de l'aspect désormais incontournable de la loi.

Les positions de cette branche trudeauiste au sein du PLQ, davantage associée à ses députés anglophones, illustrent la mince marge de manœuvre de ce parti sur la question linguistique jusqu'à l'adoption de la loi 178. Le PLQ se doit de faire usage de formules parfois alambiquées visant à rallier également une aile parlementaire et un électorat plus nationaliste en faveur d'un fédéralisme renouvelé. *La Realpolitik* rattrape donc le PLQ à quelques reprises : celui-ci doit alors faire preuve d'un pragmatisme identitaire, en particulier durant son passage au gouvernement, en se présentant à la fois comme le défenseur de la langue française, tout en priorisant une certaine ouverture au bilinguisme, perçu par les péquistes comme étant la pente savonneuse vers l'anglicisation de la société québécoise. Sa proposition constitutionnelle dans le cadre de l'accord du Lac Meech est révélatrice de l'ambiguïté du gouvernement Bourassa : on permettrait à la province de mieux défendre sa langue et sa culture en faisant du Québec une société distincte, tout en respectant le caractère bilingue du Canada. Au final, l'unilinguisme prévu dans l'esprit de la loi 101 et le bilinguisme canadien semblent destinés à s'opposer et à placer les libéraux en position d'équilibristes sur la question linguistique. Ainsi, pour sortir des débats sur l'affichage, le gouvernement Bourassa use d'une formule sibylline qui fait du français la langue « prioritaire » et inclut une série de règlements touchant notamment la dimension du lettrage des devantures commerciales.

La défense des droits individuels se confond également chez les libéraux par la défense des minorités anglophone et allophone. Le parti se représente comme celui de toutes les minorités, et cela se comprend par la composition de son électorat, plus hétérogène sur le plan ethnoculturel que celui du PQ. Les mesures coercitives pour la protection de la langue française sont d'ailleurs très peu populaires au sein de la population anglophone et allophone. Le PLQ reconnaît donc le rôle du gouvernement québécois comme protecteur des francophones d'Amérique du Nord, mais s'en tient à

un discours souvent symbolique sur la langue, qui tranche avec les actions politiques favorisant une plus large place à l'anglais. Ce pragmatisme identitaire semble lui permettre de rallier les deux mouvances du parti jusqu'en décembre 1988, tout en consolidant ses appuis au sein des communautés minoritaires. En effet, dans ses nombreux messages d'ouverture aux minorités au nom de l'acceptation d'une société en évolution qui se diversifie, on laisse entendre la nécessité grandissante de l'anglais, qui apparaît clairement au sein de l'ensemble de la classe politique comme la langue de la modernité, des technologies et du commerce. S'entremêlent alors les principes d'ouverture à l'anglais et d'ouverture à toutes les minorités chez les libéraux. Ce discours semble permettre aux responsables politiques du PLQ de ne pas être trop associés au « Parti des Anglais », tout en prenant acte de la diversité grandissante dans la métropole. Le discours sur la nécessité de l'ouverture à la langue de Shakespeare repose sur la confiance exprimée à répétition par les libéraux quant à l'avenir du français au Québec. Malgré la stagnation évidente des progrès de la langue française comme langue de travail ou comme langue d'usage par les allophones, le PLQ préfère voir le verre à moitié plein et se montre satisfait des avancées observées en particulier depuis l'adoption de la loi 22. Le PLQ use donc d'un discours somme toute rassembleur qui lui permet de faire le grand écart entre ses deux mouvances, mais qui se modifie au fil des années, par la force des événements. En effet, la loi 101 agit à quelques reprises comme une bombe à retardement qui rappelle au gouvernement Bourassa, lors des différentes mobilisations en faveur du français, les limites des tergiversations et la nécessité de choisir entre la protection du français et l'ouverture au bilinguisme. C'est ainsi que, vers la fin des années 1980, et en particulier dans la foulée de l'adoption de la loi 178, le gouvernement libéral se voit forcé de reconnaître les apports de la loi 101, de s'approprier ce symbole (en le présentant comme la suite logique de la loi 22 notamment) et de se revendiquer de son esprit pour mieux modifier la loi.

Si le PLQ tente de manoeuvrer entre deux idées parfois contradictoires et deux électorats aux points de vue fort différents selon la langue, le PQ se retrouve dans une position totalement différente. La loi 101 visait essentiellement à satisfaire les francophones inquiets quant à l'avenir de leur langue, ce qui leur permet de conserver des positions plus cohérentes sur la langue tout au long de la période étudiée. Le PQ dénonce donc à répétition l'ambiguïté et le manque de volonté des libéraux sur le plan de la protection de la langue française. Ce « double discours » est alors jugé dangereux pour les péquistes : les changements apportés en début de mandat libéral à la législation québécoise (élargissement de l'accès aux services en anglais pour les anglophones, meilleure place à la langue anglaise dans l'affichage commercial, mesures favorisant l'apprentissage de l'anglais à l'école, etc.) sont perçus comme une bilinguisation déguisée de la province et, surtout, comme un mauvais message aux immigrants, qui doivent comprendre clairement qu'au Québec « ça se passe en français ». Ce discours découle notamment d'une représentation de l'immigrant où celui-ci est un membre en devenir de la Cité, et dont la condition d'inclusion est son intégration à la culture francophone, ce qui explique l'insistance du PQ sur le thème de la francisation des Néo-Québécois. Une condition qui ne se retrouve d'ailleurs pas dans les discours libéraux, qui perçoivent au départ la société québécoise comme étant davantage pluraliste. Cette nécessité est entre autres à la source de l'autre cri de ralliement des représentants péquistes, « ne touchez pas à la loi 101 », qui sera repris à l'Assemblée nationale en écho au slogan d'une campagne menée par les groupes nationalistes dans la foulée des tergiversations du gouvernement Bourassa sur l'affichage.

Si le PQ peut ainsi rallier de nombreux francophones à sa cause, il participe vraisemblablement à cristalliser la division du vote selon l'appartenance ethnoculturelle, compte tenu de l'importance de l'enjeu linguistique dans les débats

politiques au cours des 20 ans qui suivent l'adoption de la loi 101. On peut croire que cette insistance à maintenir des mesures coercitives impopulaires auprès des anglophones et des allophones, face à un discours libéral qui promeut davantage la persuasion que la coercition, ne participe qu'à maintenir le fossé entre les péquistes et les non-francophones. Toutefois, les responsables du PQ ne semblent jamais, sauf à de rares occasions, jeter l'éponge pour rallier toutes les composantes de la société québécoise à leur parti et à son option. S'ils insistent sur la nécessité d'un message fort adressé aux immigrants quant à la place de la langue française au Québec, les péquistes sont déterminés – surtout à partir de leur passage sur les banquettes de l'opposition – à faire une plus grande place à l'immigration, tant pour des motifs culturels, économiques que démographiques. En ce sens, cette posture explicite et soutenue de la part des péquistes apparaît comme un des principaux héritages de la loi 101 : le discours sur l'immigration est alors dégagé de certaines peurs du passé liées à l'assimilation à la langue anglaise. Cette ouverture semble possible grâce à la francisation des enfants des immigrants, empêchant ainsi une possible anglicisation à moyen terme des francophones comme on le craignait auparavant. Cependant, malgré les progrès liés à la fin du libre-choix de la langue d'enseignement, l'insistance au sujet de la francisation des immigrants (et de la nécessité d'un message clair sur la place du français) s'explique en majeure partie par les faibles progrès du français chez les employés des petites et moyennes entreprises, où oeuvrent la majorité des allophones, et par les transferts linguistiques massifs de ces derniers vers l'anglais, en dépit de la diminution du nombre d'anglophones au Québec. L'attractivité de cette langue se révèle également par le choix de plus en plus populaire des jeunes allophones pour les cégeps et les universités anglophones. L'idéal soulevé par la loi 101 semble donc pour le PQ un rêve inachevé. L'idée de faire du Québec une province aussi française que l'Ontario est anglaise ne s'est jamais réellement réalisée, surtout à Montréal, où continuent de se juxtaposer deux sociétés d'accueil

concurrentes pour les immigrants, sociétés auxquelles se greffent deux idées distinctes véhiculées par les partis au sujet de leur intégration.

L'argumentaire péquiste pour le maintien intégral de la loi 101 s'appuie sur diverses représentations symboliques et identitaires. D'une part, dans leur interprétation de l'histoire, la loi 101 fait figure de rupture profonde et nécessaire avec l'ancien régime, une rupture moralement justifiée par la domination vécue par les francophones du Québec depuis la Conquête. La loi 101 agit donc aux yeux des péquistes comme une « reconquête » du pouvoir perdu des francophones aux mains des anglophones, comme le soulignait habilement l'historien Marc V. Levine. D'autre part, la légitimité des mesures coercitives de la loi 101 à l'endroit des anglophones se justifie par la comparaison entre les minorités linguistiques canadiennes. Les Anglo-Québécois apparaissent alors comme bien portants et privilégiés face aux francophones du reste du Canada, dont les effectifs diminuent d'année en année et qui peinent à obtenir leurs pleins droits linguistiques. Cependant, l'insistance des péquistes à dépeindre les anglophones comme des opulents et leur volonté affichée de faire davantage pour intégrer les immigrants à la communauté francophone est perçue par les libéraux comme une preuve d'intolérance, de rigidité et de passéisme. Pourtant, les péquistes se défendent de ces accusations et tentent à certaines occasions de rebâtir des ponts avec cette communauté, notamment en ne les accusant plus d'être les responsables de l'anglicisation de la société, mais en faisant plutôt porter ce fardeau sur le grand ensemble nord-américain. Ils s'ouvrent même de façon surprenante à l'anglais dont ils font la promotion sur le plan individuel. Ce paradoxe s'explique par le fait qu'ils perçoivent eux aussi la langue anglaise comme la langue de la modernité et comme une langue nécessaire dans la foulée du traité de libre-échange avec les États-Unis. Cette nécessité leur permet d'ailleurs d'appuyer davantage sur la nécessité de défendre le français, mais il n'en demeure pas moins que sur le plan des représentations, la

cohérence de leur propos s'effrite puisque la langue anglaise est perçue comme étant nécessaire sur le plan individuel, ce qui contredit une autre représentation, celle qui fait du français, la langue unique d'intégration.

Les libéraux sont, pour leur part, plus cohérents à ce chapitre, eux qui perçoivent plus positivement l'anglais et la communauté anglophone, tout comme le font les représentants du PÉ. Contrairement aux responsables de ce parti, ceux du PLQ estiment toutefois vers la fin des années 1980 que la communauté anglo-qubécoise est une minorité relativement privilégiée au regard des francophones des autres provinces. Cependant, les deux partis partagent une vision similaire de l'histoire et des minorités linguistiques, marquée par la bonne entente entre toutes les composantes de la société. Cette représentation du passé et du présent explique une partie substantielle des progrès linguistiques et justifie les assouplissements à la loi 101.

Ces représentations identitaires et ses positions politiques se situent sur un axe qui oppose le libéralisme et la défense des libertés individuelles, plus largement partagée par les libéraux et le PÉ, pour qui la préservation d'une culture historique au nom de la défense des droits collectifs est souvent comparée à un combat d'arrière-garde. Du côté du PQ, on vise à assurer la continuité de cette culture par la mise en valeur particulière de la langue française, en considérant que sans l'intervention de l'État québécois, cette langue et cette culture sont condamnées, comme elles le furent en Louisiane, en Nouvelle-Angleterre ou au Manitoba. Il semble cependant que sur le plan électoral, le prix à payer pour cette formation politique est de repousser ceux qui ne partagent le français comme langue maternelle et pour qui, de surcroît, l'anglais représente la langue du succès et de la modernité.

Vers la fin de la période, après des années de débats houleux sur la question linguistique, survient un apaisement qui fait suite au compromis trouvé par le ministre Claude Ryan sur la question de l'affichage extérieur notamment, par le biais de la loi 86. Un équilibre qui semble en phase, et ce pour la première fois, avec les vœux d'une forte majorité de francophones et d'anglophones. À son retour au pouvoir en 1994, le PQ et ses responsables politiques semblent désormais vouloir tourner la page et reconnaître un certain nombre de limites au projet initial de Camille Laurin. Le désir des troupes de Jacques Parizeau de rallier les anglophones à l'idée de l'indépendance en vue du référendum, puis celui de recoller les pots cassés après les tensions référendaires sous la gouverne de Lucien Bouchard, mettent un terme à la poursuite d'un certain nombre d'idéaux, en acceptant la réalité montréalaise, celle d'une ville où deux langues se côtoient. En adoptant la loi 40 en 1997, l'aspect minimaliste des correctifs apportés à la loi 86 vient confirmer le désir du PQ de lâcher la bride au sujet de la langue, d'autant plus que son appréciation de la situation linguistique à Montréal semble plus positive, malgré la relative stagnation du français au cours de la décennie précédente. Il y a donc une volonté affichée d'en arriver à une certaine paix linguistique au prix de quelques rêves brisés, en admettant que la loi 101 « ne peut pas tout faire »².

Une hypothèse initiale plausible

L'hypothèse de l'apaisement du discours politique sur la langue en raison des progrès permis par la loi 101 s'avère somme toute vérifiable et valide. La confiance nouvelle quant à la survie du français semble favoriser une certaine prise de conscience de la part des péquistes des limites d'une loi quelque peu jacobine qu'il faut adapter pour prendre en considération certains griefs de la communauté anglophone. Après

² Voir Louise Beaudoin, dans BAN, *Débats de l'Assemblée nationale du Québec, 35^e législature, 2^e session*, 12 décembre 1996.

l'élection péquiste de 1981, une fois la loi assurée d'être pérennisée pour quelques années, une première normalisation du discours politique s'amorce donc, alors que l'ensemble de la classe politique et de la société civile semble vouloir mettre de l'eau dans son vin. Malgré l'exaspération spontanée du ministre Gérard Godin devant la surenchère de demandes d'Alliance Québec, le ton est généralement à la conciliation. Une deuxième période similaire s'ouvre ensuite au cours des années 1990, à la suite des débats houleux sur l'affichage, si l'on fait fi du débat de 1993, dont l'intensité s'estompe rapidement. L'ouverture aux anglophones affichée clairement par le Parti québécois à la suite de l'échec du Lac Meech et dans l'expectative d'un référendum sur la souveraineté est certainement un signe tangible de cette confiance nouvelle tant recherchée par le docteur Laurin, malgré l'insistance des péquistes à sécuriser la situation du français. Par ailleurs, l'ouverture affichée envers les immigrants, en particulier chez les péquistes, apparaît comme le résultat d'une dynamique nouvelle sur le plan politique. Sans un certain optimisme permis notamment par la fin du libre-choix en éducation, il semble impossible d'envisager un recentrage aussi majeur (et rapide), alors qu'au moment de l'adoption de la loi 101, défilaient les scénarios catastrophiques sur une assimilation probable des francophones en raison de l'immigration. À la fin de la période étudiée, selon l'ensemble de la classe politique, la langue française ne semble plus menacée au Québec, malgré les inquiétudes soulevées par certains péquistes lors des débats référendaires.

Quant à savoir si l'attachement à la loi elle-même a pu contribuer à un ressac devant chaque modification, cela semble évident en regard des réactions des péquistes, surtout à partir de leur passage dans l'opposition. Malgré leur argumentaire s'appuyant sur des données qui démontrent une stagnation du français dans les années 1980, l'insistance à défendre une loi représentée comme l'ultime protection des francophones se perçoit à travers les différents débats, qu'il s'agisse de dénoncer la

justice canadienne ou encore le manque de convictions des libéraux. Par l'étude des usages du passé, on constate clairement un avant et un après loi 101 dans les représentations des péquistes. La Charte de la langue française devient alors le symbole d'un renouveau linguistique et le socle fondateur d'une sécurité longtemps recherchée. Pour les libéraux, la reconnaissance officielle et ouverte de cette loi (dont celle plus explicite de Claude Ryan), après quelques années de tergiversations, a contribué à modifier le discours libéral et a certainement pu sécuriser par le fait même la population et les organisations nationalistes, qui ont démontré une faible opposition au projet de loi 86. Malgré toutes les nuances exprimées sur les raisons des progrès du français au Québec, de l'ambiguïté de leur discours, de la nécessité de l'ouverture au bilinguisme, de l'attachement aux droits individuels et de leur inébranlable optimisme, les libéraux franchissent tout de même un pas important en incitant au ralliement de toutes les composantes de la société civile à l'idée d'un Québec clairement français, pour lequel la loi 101 constitue un outil incontournable.

Quelques pistes de réflexion

Ce mémoire a notamment permis de mesurer la place de la question linguistique comme élément de stratégie politique pour les responsables politiques québécois. Il participe également à mieux saisir l'évolution du discours sur la langue de la part des deux principaux partis, soit le PQ et le PLQ. Il apporte un éclairage tout particulier sur les positions exprimées par les responsables libéraux, que l'historiographie avait un peu laissées de côté, et qui, comme nous l'avons vu, varient en fonction du contexte politique. Cette évolution en dents de scie mène toutefois, dès la fin des années 1980, à la reconnaissance des impacts positifs de la loi 101.

Les progrès du français auprès des allophones et des anglophones ont été révélateurs de ces impacts de la Charte de la langue française. Toutefois, compte tenu des

réactions initiales de ces groupes, il y a lieu de croire que cet apprentissage fut davantage le fruit de la coercition que de la persuasion. Il serait donc intéressant de connaître les représentations touchant la langue française auprès des différentes minorités linguistiques pour mieux saisir leurs motivations et leurs réticences face à l'apprentissage de cette langue durant la même période (1977-1997). Qui plus est, il serait également pertinent d'élargir la recherche à un ensemble de représentations de la culture franco-québécoise, pour connaître l'attrait de cette culture et son poids réel dans un environnement nord-américain. Comme le mentionnait Peter Trent, l'ex-maire de Westmount, 30 ans après l'adoption de la loi 101 : « Si le but de la loi était d'amener les anglophones à devenir bilingues, c'est un succès. Si c'était de les assimiler, de les intégrer à la culture québécoise, c'est un échec. Ils ne s'identifient guère plus qu'avant à la culture québécoise »³. L'étude des représentations de cette culture par une recherche à travers les différents médias anglo-québécois et ceux des communautés culturelles, ainsi que l'examen des positions des différents groupes présents aux commissions parlementaires au sujet de la loi 101 en 1983 et 1993 permettraient notamment de mieux comprendre ces résistances supposées. Qui plus est, à travers les mêmes sources, il serait envisageable de mieux saisir les perceptions de ces minorités culturelles face aux positions du Parti québécois sur la langue. Nous serions plus à même de saisir si les accusations d'intolérance portées par le Parti libéral ont eu des échos au sein de ces segments de l'électorat et de comprendre comment les deux différents discours d'ouverture ont été reçus par ces communautés. Ce faisant, nous pourrions apporter un éclairage approfondi sur les études de Pierre Drouilly sur les comportements électoraux des Québécois et mieux expliquer les résistances des non-francophones à appuyer le Parti québécois et son option.

³ Peter Trent, cité dans Benoît Aubin, *loc. cit.*

BIBLIOGRAPHIE

1) Sources d'archives

Débats politiques

BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC, Débats de l'Assemblée nationale et des commissions parlementaires du Québec de 1977 à 1997.

Documents gouvernementaux

BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC, « Entrevue avec Herbert Marx - 1^{re} partie », dans *Mémoires de députés: Capsules/Émissions de l'Assemblée nationale*. Diffusé le 25 avril 2010, 19 h. <<http://www.assnat.qc.ca/en/video-audio/emissions-capsules-promotionnelles/memoires-deputes/AudioVideo-20805.html>> (4 avril 2015)

BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC, « Entrevue avec Herbert Marx - 2^e partie », dans *Mémoires de députés: Capsules/Émissions de l'Assemblée nationale*. Diffusé le 25 avril 2010, 19 h. <<http://www.assnat.qc.ca/fr/video-audio/emissions-capsules-promotionnelles/memoires-deputes/AudioVideo-21433.html>> (4 avril 2015).

BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC, « Entrevue avec Reed Scowen, 1^{re} partie », dans *Mémoires de députés: Capsules/Émissions de l'Assemblée nationale*, diffusé le 8 décembre 2013, 19 h, <<http://www.assnat.qc.ca/fr/video-audio/emissions-capsules-promotionnelles/memoires-deputes/AudioVideo-49235.html>> (20 juillet 2015).

CANADA, Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Rapport préliminaire, Ottawa, Imprimeur de la reine, 1965, 217 p.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, *La politique québécoise du développement culturel*, Québec, Éditeur officiel, 1978, 2 tomes, 472 p.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, *La politique québécoise de la langue française*, présentée à l'Assemblée nationale et au peuple du Québec par Camille Laurin, ministre d'État au Développement culturel, mars 1977, 67 p.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS, *Rapport du Comité interministériel sur la situation de la langue française*, Québec, 1996, <<http://www.spl.gouv.qc.ca/documentation/rapportssondagesstatistiques/lefrancaislanguecommune/>> (14 avril 2015).

MINISTÈRE DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET DE L'IMMIGRATION, *Énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration, Au Québec pour bâtir ensemble*, Québec, Direction des communications, 1990, 104 p.

MINISTÈRE DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET DE L'IMMIGRATION *Caractéristiques de l'immigration au Québec. Statistiques, Immigration et Communautés culturelles*, 2011, 48 p.

MONNIER, Daniel, « Francisation apparente ou francisation réelle », dans *L'état de la langue française au Québec, bilan et perspective, tome I*, Conseil de la langue française, 1986, <[http://www.cslf.gouv.qc.ca/bibliotheque-virtuelle/publication-html/?tx_iggcplplus_pi4\[file\]=publications/pubd123/d123ch2.html](http://www.cslf.gouv.qc.ca/bibliotheque-virtuelle/publication-html/?tx_iggcplplus_pi4[file]=publications/pubd123/d123ch2.html)> (14 janvier 2015)

Articles de journaux

AUBIN, Benoît, « Une charte sur un toit brûlant », *L'Actualité*, 15 août 2007, <<http://www.lactualite.com/societe/une-charte-sur-un-toit-brulant/>> (12 octobre 2014).

BARBEAU, François, « 82 sociétés violent la loi 101 », *Le Devoir*, 5 janvier 1979, p.1 et 6.

DAVID, Michel, « Libre choix à rabais », *Le Devoir*, 25 mai 2002.

DION, Jean, « Les propos de Parizeau, une "gaffe politique" », *Le Devoir*, 28 janvier 1993, p. A4.

GERVAIS, Lisa-Marie, « Le pari fou des écoles anglaises », *L'Actualité*, 25 août. 2011.

LESAGE, Gilles Lesage, « Pierre-Marc Johnson mobilisera la population contre l'Accord du lac Meech », *Le Devoir*, Montréal, 2 mai 1987.

LESSARD, Denis, « Le PQ se passera des allophones pour réaliser la souveraineté », *La Presse*, 24 janvier 1993, A1 et A2.

LÉVESQUE, René, « Un coup de force qui est aussi une trahison », *Le Devoir*, 25 octobre 1980, p. 6 et 17.

MACPHERSON, Don, « Where do anglos fit in "respect for minorities ?" », *The Gazette*, 30 octobre 1985.

PARISELLA, John, « Le parti des Anglais? », *Le Devoir*, 30 avril 2007.

ST-JEAN, Gilles, « Zellers est chaque jour la cible d'appels à la bombe », *La Presse*, 27 décembre 1986, p. A2.

WELLS, Paul, « Anglos are as Québécois as anyone : Parizeau », *The Gazette*, 27 octobre 1990, p. A1

Entrevues télévisées

« 25 years later: Remembering the Equality Party's stunning election », CTV News, September 24, 2014, <<http://montreal.ctvnews.ca/25-years-later-remembering-the-equality-party-s-stunning-election-1.2022855>> (12 avril 2015).

Autres sources

BOUCHARD, Lucien, *Discours au théâtre Centaur*, 11 mars 1996, dans Gretta Chambers, « Les relations entre anglophones et francophones », dans Michel Plourde (dir.) *Le français au Québec : 400 ans d'histoire et de vie, op., cit.*, p. 392.

« Controverse au sujet de la langue d'affichage », dans *Bilan du siècle*, <<http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/evenements/3293.html>> (12 janvier 2015)

GODIN, Pierre, « Souveraineté : la seule vraie sécurité. Constitution : du donnant-donnant », extraits d'une entrevue à *Défis, le magazine du PQ*, n° 7, novembre 1984, dans Roch Denis (dir.), *Québec : dix ans de crise constitutionnelle*, Montréal, VLB éditeur, 1990, Coll. Études québécoises, p. 82-86.

LÉVESQUE, René, « Lettre de Lévesque à Trudeau, 17 décembre 1982 », dans Roch Denis (dir.), *Québec : dix ans de crise constitutionnelle*, Montréal, VLB éditeur, 1990, Coll. Études québécoises, p. 62-63.

LÉVESQUE, René, Discours du premier ministre au banquet national de la Société St-Jean-Baptiste de Montréal, le 22 juin 1981, *La Société du patrimoine politique du Québec*, <<http://www.archivespolitiquesduquebec.com/discours/p-m-du-quebec/rene-levesque/discours-du-premier-ministre-m-rene-levesque-au-banquet-national-de-la-societe-st-jean-baptiste-de-montreal-le-22-juin-1981/>> (9 janvier 2015).

« Pour les souverainistes, reprendre l'initiative : Plan d'action pour l'affirmation nationale du Québec », document de réflexion publié par la direction du Parti québécois en vue du X^e congrès (12-14 juin 1987), novembre 1986, dans Roch Denis (dir.), *Québec : dix ans de crise constitutionnelle*, Montréal, VLB éditeur, 1990, Coll. Études québécoises, p. 111-115.

RYAN, Claude, « Lettre à Pierre-Étienne Laporte, Président du Conseil de la langue française, le 11 décembre 1992 », dans *Avis sur d'éventuelles modifications à la Charte de la langue française*, Conseil supérieur de la langue française, <http://www.cslf.gouv.qc.ca/bibliotheque-virtuelle/publication-html/?tx_iggeplusplus_pi4%5Bfile%5D=publications/avis119/a119.htm> (4 janvier 2015)

Mémoires politiques

LAURIN, Camille, *Une traversée du Québec*, Montréal, Hexagone, 1999, 180 p.

LÉVESQUE, René, *Attendez que je me rappelle...*, Montréal, Québec/Amérique, 2007, 525 p.

PARIZEAU, Jacques, *Pour un Québec souverain*, Montréal, VLB, 1997, 355 p.

2) Études

AGEN, Marie Catherine, « The Politics of the Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, » *American Review of Canadian Studies*, vol. 29, no. 3, 1999, p. 495-510.

AGEN, Marie Catherine, *A study of the competing concerns of Alliance Quebec and the Societe Saint-Jean-Baptiste de Montreal*, thèse (sociologie), Syracuse University, 1997, 326 p.

ALMOND, Gabriel A. et VERBA, Sidney, *The civic culture. Political attitudes and democracy in five nations*. Princeton, Princeton University Press, 1963, 562 p.

ASSIMOPOULOS, Nadia, « La souveraineté au nœud du paradoxe », dans Yves Bélanger et Michel Lévesque (dir.), *René Lévesque, L'homme, la nation, la démocratie*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1992, p. 379-386.

BALTHAZAR, Louis, « L'évolution du nationalisme québécois », dans Gérard Daigle et Guy Rocher (dir.), *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1992, p. 647-667.

BALTHAZAR, Louis, *Nouveau bilan du nationalisme au Québec*, Montréal, VLB, 2013, 320 p.

BEAUCHEMIN, Jacques, « La protection de la langue et de l'identité collective comme enjeu au sein de la conscience historique québécoise », dans *Le français, langue de la diversité québécoise. Une réflexion pluridisciplinaire*, Conseil supérieur de la langue française, Montréal, Québec Amérique, 2006, p. 131-151.

BEAUCHEMIN, Jacques, *La société des identités. Éthique et politique dans le monde contemporain*. 2^e édition revue et augmentée, Montréal, Athéna, 2007, 226 p.

BEHIELS, Michael D., *La francophonie canadienne. Renouveau constitutionnel et gouvernance scolaire*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, coll. « Amérique française », no 12, 2005, 432 p.

BERGERON, Gérard, *Pratique de l'État au Québec*, Montréal, Québec/Amérique, 1984, 442 p.

BERNARD, André, « Les répercussions sociales et politiques de la Loi 101 », dans Michel Plourde et Pierre Georgeault (dir.), *Le français au Québec : 400 ans d'histoire et de vie*, Montréal, Fides/Publications du Québec, 2008, p. 360-368.

BERNSTEIN, Serge, « La culture politique », dans Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli (dir.), *Pour une histoire culturelle*, Éditions du Seuil, Paris, 1997, p. 371-386.

BOUCHARD, Chantal, *La langue et le nombril. Une histoire sociolinguistique du Québec*, Montréal, Éditions Fides, 2002, 435 p.

BOUCHARD, Gérard, *La nation québécoise au futur et au passé*, Montréal, VLB éditeur, 1999, 159 p.

BOULET, Jac-André, *L'évolution des disparités linguistiques de revenus de travail dans la zone métropolitaine de Montréal de 1961 à 1977*, Conseil économique du Canada, Ottawa, 1979, 61 p.

BOURHIS, Richard et Rodrigue LANDRY, « La loi 101 et l'aménagement du paysage linguistique au Québec » *Revue d'aménagement linguistique – Hors série. L'aménagement du paysage linguistique au Québec : 25 ans d'application de la Charte de la langue française*, 2002, p. 107-132.

BRETON, Raymond et Gail GRANT, *La langue de travail au Québec : synthèse de la recherche sur la rencontre de deux langues*, Montréal, Institut de recherches politiques, 1981, 107 p.

BRIÈRE, Marc, *Le Québec, quel Québec? Dialogues avec Charles Taylor, Claude Ryan et quelques autres sur le libéralisme et le nationalisme québécois*, Montréal, Les Éditions internationales Alain Stanké, 2001, 325 p.

BROUILLET, Eugénie, « La Charte de la langue française et la Charte canadienne des droits et libertés: la difficile conciliation des logiques majoritaire et minoritaire » dans Marcel Martel et Martin Pâquet (dir.), *Légiférer en matière linguistique*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2008, p. 359-388.

CALDWELL, Gary, « De Lévesque à Parizeau : le glissement républicain », dans Yves Bélanger et Michel Lévesque (dir.), *René Lévesque, l'homme, la nation, la démocratie*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1992, p. 157-162.

CLOUTIER, Édouard, « L'opinion politique québécoise en 1989-1990 », dans Denis Monière (dir.) *L'année politique au Québec 1989-1990*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1990. <http://www.pum.umontreal.ca/apqc/89_90/cloutier/cloutier.htm> (2 mars 2015)

CHAMBERS, Gretta, « Les relations entre les anglophones et les francophones », dans Michel Plourde et Pierre Georgeault (dir.), *Le français au Québec : 400 ans d'histoire et de vie*, Montréal, Fides/Publications du Québec, 2008, p. 389-397.

COLEMAN, William D., « The Class Bases of Language Policy in Quebec, 1949-1975 », *Studies in Political Economy*, no 3, 1980, p. 93-117.

COLEMAN, Willam D., « Social classes and language policies in Quebec », dans Richard Y. Bourhis (dir.), *Conflict and Language Planning in Quebec*, Clevedon, England, Multilingual Matters, 1984, p. 130-147.

CORBEIL, Jean-Claude, *L'embarras des langues. Origine, conception et évolution de la politique linguistique québécoise*, Montréal, Québec Amérique, 2007, 548 p.

DENIS, Roch (dir.), *Québec : dix ans de crise constitutionnelle*, Montréal, VLB éditeur, 1990, Coll. Études québécoises, 310 p.

DENIS, Roch, « Note d'introduction : De la défaite de 1985 au congrès de novembre

1988 », dans Roch Denis (dir.), *Québec : dix ans de crise constitutionnelle*, Montréal, VLB éditeur, 1990, Coll. Études québécoises, p. 103-104.

DESROSIERS, Éric, « Nationalisme et racisme. Dix ans de discours du Parti québécois (1981-1990) », *Politique et Société*, vol. 17, no. 3, 1998, p. 143-164.

DROUILLY, Pierre, « L'élection du 25 septembre 1989 : une analyse des résultats », *L'année politique au Québec 1989-1990*, PUM, Montréal, 1990. <http://www.pum.umontreal.ca/apqc/89_90/drouilly/drouilly.htm#r_note02> (6 mars 2015)

DROUILLY, Pierre, « Les élections du 12 septembre 1994. Malgré tout une belle victoire », *L'année politique au Québec 1994-1995*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1995. <http://www.pum.umontreal.ca/apqc/94_95/drouilly/drouilly.htm> (4 mars 2015)

DROUILLY, Pierre, « Une analyse des résultats de l'élection du 2 décembre 1985 », *La documentation française*, Problèmes politiques et sociaux, Dossiers de l'actualité mondiale, n° 566, 1987, p. 16-18.

DUMONT, Fernand, *Raisons communes*, Montréal, Boréal, 1997, 264 p.

DUMONT, Fernand, *Genèse de la société québécoise*, Montréal, Boréal, 1996, 393 p.

DUROCHER, René, « Les germes du changement », dans Michel Plourde et Pierre Georgeault (dir.), *Le Français au Québec: 400 ans d'histoire et de vie*, Montréal, Fides et Les Publications du Québec, 2000, p. 283-288.

FOUCHER, Pierre, « Le droit et la langue française au Canada : évolution et perspectives », *Francophonies d'Amérique*, Numéro 26, automne 2008, p. 63-78.

FRASER, Graham, *Le Parti québécois*, Montréal, Libre Expression, 1984, 432 p.

GÉMAR, Jean-Claude, *Les trois états de la politique linguistique du Québec: d'une société traduite à une société d'expression*, Éditeur officiel du Québec, Québec, 1983, 201 p.

GROUPE DE RECHERCHE ETHNICITÉ ET SOCIÉTÉ, « Immigration et relations ethniques au Québec: un pluralisme en devenir », dans Gérard Daigle et Guy Rocher (dir.), *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1992, p. 461-462.

JEDWAB, Jack, « Les minorités du Québec et la question de l'unité nationale », dans Guy Lachapelle, Pierre P. Tremblay, John E. Trent (dir.), *L'Impact référendaire*, Presses de l'Université du Québec, Sainte-Foy, 1995, p. 103-122.

LACHAPELLE, Guy, « L'opinion publique québécoise ballottée entre des messages de solidarité et des promesses non tenues », dans Robert Boily (dir.) *L'année politique du Québec 1996-1997*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1997. <http://www.pum.umontreal.ca/apqc/96_97/lachappe/lachappe.htm> (2 mai 2015)

LAMOUREUX, Diane, « Les mouvements sociaux, vecteurs de l'inclusion politique », Stephan Gervais, Dimitrios Karmis et Diane Lamoureux (dir.) *Du tricoté serré au métissé serré ?*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2008, p. 207-226.

LAROSE, Karim, *La langue de papier. Spéculations linguistiques au Québec*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2004, 456 p.

LAPORTE, Pierre E., « Status language planning in Quebec: An evaluation », dans Richard Y. Bourhis (dir.), *Conflict and Language Planning in Quebec*, Clevedon, England, Multilingual Matters, 1984, p. 53-80.

LAURIN, Camille, « Québec bilingue ou Québec français », dans Yves Bélanger et Michel Lévesque (dir.), *René Lévesque, l'homme, la nation, la démocratie*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1992, 495 p.

LEGAULT, Josée, *L'invention d'une minorité : les Anglo-québécois*, Montréal, Boréal, 1992, 288 p.

LEMIEUX, Vincent, *Le Parti libéral du Québec : alliances, rivalités et neutralités*. Deuxième édition revue et augmentée. Les Presses de l'Université Laval, Québec, 2008, 214 p.

LEROUX, Georges, « Les enjeux de la transmission », dans Stephan Gervais, Dimitrios Karmis et Diane Lamoureux (dir.) *Du tricoté serré au métissé serré ?*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2008, p. 265-284.

LEVINE, Marc V., « Claude Ryan et la question linguistique au Québec », dans Gérard Boismenu et al. *Ruptures et continuité de la société québécoise : trajectoires de Claude Ryan*, 2005, Montréal, PUM, p. 178-190.

LEVINE, Marc V., *La Reconquête de Montréal*, Montréal, VLB Éditeur, 1997, 404 p.

LOCHER, Uli, *Les anglophones de Montréal, émigration et évolution des attitudes, 1978-1983*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1988, 219 p.

MARTEL, Marcel et PÂQUET, Martin, *Langue et politique au Canada et au Québec. Une synthèse historique*, Montréal, Boréal, 2010, 340 p.

MARTEL, Marcel et PÂQUET, Martin, « L'enjeu linguistique au Québec. Relations de domination et prise de parole citoyenne depuis les années 1960 », *Vingtième siècle*, no 129 (janvier-mars), p. 75-89.

MARTEL, Marcel, *Le deuil d'un pays imaginé : Rêves, luttes et déroute du Canada français : Les rapports entre le Québec et la francophonie canadienne (1867-1975)*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1997, 207 p.

MATHEWS, Georges, « Le zigzag linguistique », dans Yves Bélanger et Michel Lévesque (dir.), *René Lévesque, l'homme, la nation, la démocratie*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1992, p. 345-352.

MICONE, Marco, « Franciser, ce n'est pas intégrer », dans Yves Bélanger et Michel Lévesque (dir.), *René Lévesque, l'homme, la nation, la démocratie*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1992, p. 387-392.

MILLS, Sean, *Contester l'Empire. Pensée postcoloniale et militantisme politique à Montréal, 1963-1972*. Montréal, Hurtubise, 2011, 360 p.

MONIÈRE, Denis, *Votez pour moi : une histoire politique du Québec moderne à travers la publicité électorale*, Montréal, Fides, 1998, 246 p.

MONIÈRE, Denis et André BLAIS, « La campagne électorale québécoise », dans Denis Monière (dir.) *L'année politique au Québec 1988-1989*, Montréal, PUM, 1989. <http://www.pum.umontreal.ca/apqc/88_89/moniere2/moniere2.htm> (12 janvier 2015)

MONNIER, Daniel, *La perception de la situation linguistique par les Québécois*, Gouvernement du Québec, Conseil de la langue française, 1986.

PÂQUET, Martin, « "Amnistier le passé comme on enlève des bottes". Des usages publics du passé au Canada et au Québec contemporains », dans Martin Pâquet (dir.), *Faute et réparation au Canada et au Québec contemporains*, Québec, Éditions Nota Bene, 2006, p. 13-35.

PÂQUET, Martin, *Tracer les marges de la Cité. Étranger, Immigrant et État au Québec 1627-1981*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 2005, 317 p.

PELLETIER, Réjean, « Les espoirs constitutionnels », dans Michel Plourde et Pierre Georgeault (dir.), *Le français au Québec : 400 ans d'histoire et de vie*, Montréal, Fides/Publications du Québec, 2008, p. 439-443.

PICARD, Jean-Claude. *Camille Laurin : l'homme debout*, Montréal, Boréal, 2003, 561 p.

PLOURDE, Michel, *La politique linguistique du Québec: 1977-1987*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1988, 143 p.

PLOURDE, Michel et Pierre GEORGEAULT (dir.), *Le Français au Québec: 400 ans d'histoire et de vie*, Montréal, Fides et Les Publications du Québec, 2000, 516 p.

ROBERT, Jean-Claude, « La langue, enjeu politique au Québec », dans Michel Plourde et Pierre Georgeault (dir.), *Le Français au Québec: 400 ans d'histoire et de vie*, Montréal, Fides et Les Publications du Québec, 2000, p. 301-304.

ROCHER, François, « Fédéralisme canadien et culture(s) publique(s) commune(s) », dans Stephan Gervais, Dimitrios Karmis et Diane Lamoureux (dir.), *Du tricoté serré au métissé serré ?*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2008, p. 141-164.

ROCHER, Guy, « Autour de la langue: crises et débats, espoirs et tremblements », dans Gérard Daigle et Guy Rocher (dir.), *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1992, p. 423 à 450.

ROCHER, Guy, « La politique et la loi linguistique du Québec en 1977 », dans Michel Plourde et Pierre Georgeault (dir.), *Le Français au Québec*, Montréal, Fides et Les Publications du Québec, 2000, p. 273-284.

ROUILLARD, Jacques, « La CSN et la protection de la langue française (1921-1996) », dans Yves Bélanger et Robert Comeau (dir.), *La CSN : 75 ans d'action syndicale et sociale*. Sainte-Foy, Presses de L'Université du Québec, 1998, p. 12-32.

ROUILLARD, Jacques, *L'expérience syndicale au Québec. Ses rapports avec l'État, la nation et l'opinion publique*, Montréal, VLB éditeur, 2008, 385 p.

SALÉE, Daniel, « La mondialisation et la construction de l'identité au Québec », dans

Mikhaël Elbaz, Andrée Fortin et Guy Laforest (dir.), *Les frontières de l'identité. Modernité et postmodernité au Québec*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, Paris, L'Harmattan, 1996, 384, p. 105-125.

SARRA-BOURNET, Michel, *Louis Bernard. Entretiens*, Montréal, Éditions du Boréal, 2015, 304 p.

SERRÉ, Serré et Nathalie LAVOIE, « Le comportement électoral des Québécois d'origine immigrante dans la région de Montréal, 1986-1998 », *L'année politique au Québec 1997-1998*, <http://www.pum.umontreal.ca/apqc/97_98/serre/serre.htm#r_note02> (14 mars 2015)

SERRILL, Michael S., « Canada Liberty with a Difference », *Time*, 13 avril 1992 <<http://content.time.com/time/magazine/article/0,9171,975268,00.html>> (7 juin 2015).

SIRINELLI, Jean-François, « De la demeure à l'agora. Pour une histoire culturelle du politique », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n°57, janvier-mars 1998, p. 121-131.

SPENCER, Vicki, « Language, history and the nation: an historical approach to evaluating language and cultural claims », *Nations and Nationalism* 14 (2), 2008, 241-259.

STEIN, Micheal, « Changement dans la perception de soi des Anglo-Québécois », dans Gary Caldwell et Eric Waddell (dir.), *Les anglophones du Québec, de majoritaires à minoritaires*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1982, p. 112-130.

STEVENSON, Garth, *Community Besieged: The Anglophone Minority and the Politics of Quebec*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1999, 363 p.

TERMOTTE, Marc, « Le poids de l'immigration », dans Michel Plourde et Pierre Georgeault (dir.), *Le français au Québec : 400 ans d'histoire et de vie*, Montréal, Fides/Publications du Québec, 2008, p. 422-427.

TETLEY, William, « Les anglophones et la législation sur les langues, une histoire vécue », dans Gary Caldwell et Eric Waddell (éd.), *Les anglophones du Québec, de majoritaires à minoritaires*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1982, p. 393-411.

THOMAS, Timothy, « The Opposition of Quebec's English speaking Community to Sovereignty: the Misconception of Identity », dans Guy Lachapelle, Pierre P.

Tremblay et John E. Trent (dir.), *L'Impact référendaire*, Presses de l'Université du Québec, Sainte-Foy, 1995, p. 123-134.

WISEMAN, Nelson. *In Search of Canadian Political Culture*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2007, 346 p.

WOEHLING, José, « La Charte de la langue française : les ajustements juridiques », *Le français au Québec : 400 ans d'histoire et de vie*, Montréal, Fides/Publications du Québec, 2008, p. 354-360.